point sur l'apport des auteurs :

SOME PROMETER PRIME sine est tel que. de legion fran-The Billy text text for BUTTER STATE Market per dess. eite persentes box Grace a tim tatte Williame. THE CE AN COMPOSE the to the spu medicine for du the of achi per par la présie. L'action par la deet dette publica the fairs wond.

e to make the THE IS SHOUTH her is premier-Progress, out etc. Chairces model-THE SHOWERE AND ser her ecents the place forces : 2 x AL + WINDWITTER . Personal Designation Contract the second

française

STATE THE TANK DEC. Me har California A CHEST WATER ASSESSED DESCRIPTION for Access Go to the - 1 A C - 1 A C - 4 STREETS PAS - PRODUCTION re distributed as were SERVED CAR MARKETAN Burn out there was in the treatment domain Was them the fat. AND PARTY OF THE PARTY. 一世年 かいいっとは (を Contract Ca 12 mg 門を 八日本 おから とはん THE SHARES TO SEE 医温度可如本----A THE REPORT OF THE PARTY OF L. S. S. T. Sandanie THE BUSINESS OF THE the first hearings. and involved sink The state of the s THE PERSON A STANSON MANAGE CALLES A MANAGE Mid . Ma . Matthe, in . Li &

A STATE OF THE STATE OF THE STATE OF ** 52 ** 22.71 C **建一种 新教教 生产 经** Marie District of the second the state being bereit in in British LARETTE THE STATE AND LESS. WE WE DOWN THE **阿拉斯斯斯斯斯**克,为森林。1955年中 a morning to the same and Carrier of the Carrier of BOOK OF BRIDE BRIDE MY Butte are at the contract. M di manger d'Elve Kan La Charles dei St William Party lit. to design the same period ments of the THE RESERVE THE PERSON OF THE A BORNER STONE WHEN THE MARK THE BOAT OF LATE THE PERSON NAMED IN STREET MANAGER PARKETON STORES · 大學· (1984) (1984) (1987) the same of Manager.





grand poète Lé Dut

Conunent Black 🔩 après tant di consi. etant un suic' tub. garure vietnammen ther est un auto pro-s tes ouvertement compaissent pur en-Sort. Wate In it. regulation: go'un hour ils par : blies, Pour i in their de tradutte la cons.

de s'attaulia, e., ... ans. Maitre in ! tion et la tradit : «Haricquan » 😁 l'exception de l' tente de la dissimult per a ".

The Contract of the 。 建建造。二字 · · · ·

rles en version

Control of State . County to be Austria !! .. is their life of the Talke Same of 人力性 抗病性的抗 医 143521 A gregise, apri dict. SELECTION CAPTOR doubt in order a

Mark 81.2 . receipt that here Bedrauget in -Contraction of the con-Security of the second of 350115 · " Particular Section ಚಿತ್ರಗಳಿಗೆ ಕರ್ಮ Commence Service Commence

protesta di 19 marginarity 2.1 * man Gatte Lette .. Her denotes on ment over per " water trade of September 1 4.73 14-27-

Contract Con-BANKS PROTECTION BRIDE OF PART Mark make . A STREET, TO · 基本主要是公司的。 55 Aug. 1 Pera Finite. ACRES FIRE - distribution decision A strategy

· 實際機能 并不作为 Section 1880 Agree 1 -

Ce monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - Nº 16423 - 7,50 F

■ Westinghouse,

géant des médias

à la communication.

■ L'accident

critiquée

du vol TWA 800

Westinghouse vendrait sa branche

centrales électriques classiques à Sie-

mens pour se consacrer plus largement

Le FBi a annoncé qu'il-ebandonnait la

piste criminelle dans l'enquête sur l'ex-

plosion du Boeing de la TWA pour ne

retenir que la thèse d'un accident mé-

■ La gestion de Paris

Un rapport de la Chambre régionale

des comptes critique sévèrement la

gestion, par Jacques Chirac et Alain

Juppé, des finances de la Ville. p. 13

L'affaire Montand

Science et morale sont-elles compa-

tibles ? Faudra-t-II interdire l'incinéra-

tion? Les points de vue de Robert

Redeker, Axel Kahn, Pierre Verdier.

E Luxe conquérant

Chanel s'installe place Vendôme, le

Printemps et Dior changent de look.

Emploi: le soutien

Dans un entretien au Monde, le chef

de l'opposition allemande apporte son

soutien aux propositions françaises

pour le sommet sur l'emploi de Luxem-

d'Oskar Lafontaine

et notre éditorial p. 18

SAMEDI 15 NOVEMBRE 1997

Bill Clinton prépare l'opinion internationale à une action militaire américaine contre l'Irak

Six Américains, experts de l'ONU, ont été expulsés par Saddam Hussein

LA CRISE irakienne s'est encore exacerbée, vendredi 14 novembre, et paraissalt évoluer vers un inéluctable conflit armé entre Bagdad et les Etats-Unis. Jeudi, le président Saddam Hussein avait expulsé six membres américains de la commission chargée du désarmement de l'Irak (l'Unscom). Vendredi, le président de l'Unscom, l'Australien Richard Butler, a répliqué en retirant du pays l'essentiel des personnels de la commission. La mesure empêchera que les quatre-vingt-quatre membres de la commission ne soient pris en otage en cas d'intervention militaire américaine. Une telle intervention était toujours à l'étude à

Les Etats-Unis peuvent difficilement laisser sans réponse le camouflet qui leur est adressé avec l'expulsion des Améticains de l'Unscom. Le président Bill Clinton a jugé que l'expulsion des Américains d'Irak était « inocceptable et un défi à la communauté internationale ». Ayant reçu le



soutien unanime de la majorité républicaine au Congrès, tout comme de ses amis démocrates, M. Clinton a annoncé que les Etats-Unis répondraient d'une manière « très déterminée » aux provocations irakiennes.

L'administration Clinton paraissait, cependant, toujours soucieuse de maintenir l'unanimité du Conseil de sécurité, dont plusieurs membres ne veulent pas d'une escalade militaire. Vendredi matin, à l'aube, le Conseil a adopté une inoffensive « déclarotian » de sa présidence « condamnant » le comportement irakien « dons les termes les plus vigoureux ». Le débat qui a précédé l'adoption de ce texte a mis au jour un certain isolement des Etats-Unis et l'amertume de leurs diplomates à l'égard de pays qui, comme la France et la Russie, veulent que la crise actuelle soit enfin l'occasion d'une vraie réflexion sur la manière de s'y prendre pour désarmer i'irak.

Lire page 2

parisiens enquêtent sur l'entourage de Roland Dumas

Deux juges

LES JUGES d'instruction parisiens Eva Joly et Laurence Vichmievsky ont ordonné, mercredi 12 novembre, une perquisition discrète au siège d'Elf-Aquitaine, pour les besoins de leur enquête sur le train de vie d'une ancienne salariée du groupe. Considérée comme une proche de l'ancien ministre des affaires étrangères, Roland Dumas, Christine Deviers-Joncour est incarcérée depuis le 7 novembre, et tout démontre qu'à travers elle, c'est l'actuel président du Conseil constitutionnel qui intéresse les enquêteurs. Découverte au domicile de cette femme, une lettre de l'ancien ministre du budget, Michel Charasse, adressée à M. Dumas, évoque une «intervention » en faveur de M™ Deviers-Joncour auprès des services fiscaux, qui a abouti au retrait d'un redressement de plusieurs millions de francs.

Lire page 11

De l'influence du piano à bretelles sur le panier de la ménagère

c'est bien connu - peut-elle influencer les achats du consommateur dans les supermarchés ? Oui, si l'on en croit les conclusions d'une étude publiée dans l'hebdomadaire scientifique britannique Noture du 13 novembre. Trois chercheurs du département de psychologie de l'université de Leicester ont étudié pendant deux semaines le comportement des clients d'un supermarché en fonction des mélodies diffusées sur la surface de

Un air d'accordéon « typicolly french » était diffusé en alternance avec une musique aux variations plus germaniques, l'objectif étant de savoir si les achats de vins originaires de chacun des deux pays variaient en fonction de la mélodie proposée. Pour les chercheurs, pas de doute, la diffusion d'Yvette Horner et son « plano à bretelles » favorise l'achat de vins français.

Au rythme de l'accordéon, quarante bouteilles de l'Hexagone ont ainsi été vendues, contre douze de vios allemands. En revanche. lors de la diffusion d'une musique de « taverne » bavaroise, les ventes de vins origi-

LA MUSIQUE - qui adoucit les mœurs. I naires d'outre-Rhin ont fait un bond : vingtdeux bouteilles contre huit seulement pour les vins français.

> Les quarante-quatre clients qui ont accepté de répondre aux questions des chercheurs ont reconnu que la musique leur avait fait penser au pays concerné. Mais six d'entre eux seulement ont avoué avoir été directement influencés. « Les consommoteurs ne semblent pas conscients des effets que lo musique peut avoir sur leurs choix », avancent les chercheurs pour expliquer ce faible score.

> Ces résultats laissent dubitatifs les distributeurs français et les gourous du marketing. « Nos clients sant souvent dérangés par les musiques d'ambiance », constate Béatrice Weber, chargée de la communication chez Carrefour, où une «préconisation nationale» a été adressée aux directeurs de magasins pour les inviter à ne pas s'encombrer de fond sonore dans leurs locaux.

Chez Promodès, la musique est utilisée mais elle « n'est qu'un élément parmi d'autres lars d'animatians thématiques », explique un responsable. « Si une musique spécifique faisait vendre un produit spécifique, ajoute-t-il, cela se sauroit » Robert Ebguy, sociologue au Centre de communication avancée (CCA), se fait plus critique encore. « C'est une démorche nave des anglo-saxons, très influencés par les théories comportementalistes et aui ont fait des supermorchés un nouveau chomp d'abservation, estime-t-il. C'est de la micro-psychalogie et il faut prendre ces résultats avec des pincettes. » A en croire M. Ebguy, « le conditionnement et les messages subliminoux peuvent éventuellement fonctionner, mois seulement pour un petit nombre de personnes très influençobles. »

Les chercheurs de Leicester admettent, compte tenu des controverses sur la « perception subliminale », que des investigations supplémentaires devront être menées pour confirmer ou Infirmer leurs observations. Comment réagirait, en effet, un consommateur soumis à l'écoute d'une musique typique d'un pays non producteur de vins? Et quels résultats donnerait une telle enquête dans une France réputée pour son goût presque immodéré pour le jus de la treille?

Acacio Percira

Respirer c'est possible

LE GOUVERNEMENT S'ap prête à publier le décret instituant une « pastille verte » pour les automobiles. En cas de pic de pollution, seuls les véhicules munis de ce certificat de propreté seront autorisés à circuler. Ce dispositif remplacera celui de la circulation alternée, jugé peu efficace. Mais la pollution urbaine ne se limite pas à des pics. Pour s'opposer à son « bruit de fond », les moyens de lutte existent: nouveaux véhicules, moteurs et carburants pius propres, réseau de transports pnblics en site propre, plans de circulation urbaine... Les techniques sont disponibles, les projets sont prêts. Ils n'attendent qu'un financement et une bonne dose de volonté politique pour être mis en œuvre.

Lire notre enquête pages 14 et 15

E PCF et « modernité »

bourg.

Séduit par la « fierté » exprimée par Lionel Jospin d'avoir des ministres communistes, Robert Hue veut plonger le communisme dans la « modernité ».

■ Procès Papon

L'accusé a assuré avoir épargné des juifs à chaque convoi, et s'est engagé à en fournir la liste.

™ Communication, le cas français

Particulanté hexagonale, les médias, fragilises, s'appuient sur des industriels cions les activités sont liées aux mar-. p. 21 chės publics.

Airemagne, 3 DM; Antilles-Guyane, 8F; Autriche, 25 ATS; Belgieure, 45 FB; Canada, 2,25 5 CAN; Cate-d'Ivoire, 850 F CFA; Canedar, 15 KRD; Espagne, 25 FTA; Grande-Bratagne, 15; KRD; Espagne, 25 FTA; Grande-Bratagne, 15; CRD; Lucembourg, 45 FL; Marce, 10 DH; Norvége, 14 KRN; Pays-Br, 2 FL; Portugal CON, 250 FTE; Réunion, 9F; Sénégel, 850 F CFA; Suide, 16 KRS; Suisse, 2,10 FS; Turisse, 1,2 DIn; USA (NV), 25; USA (others), 2,50 S.

M 0147 - 1115 - 7,50 F



Frapper Bagdad, et après?

SADDAM HUSSEIN joue, une fois de plus, un jeu dangereux. il expulse les Américains membres de la mission d'inspection du désarmement de l'ONU. C'est sa manière de réagir à la dernière résolution du Conseil de sécurité, qui avait décidé un renforcement modéré des sanctions contre Bagdad, mais sans menace explicite d'action militaire au cas où 5addam Hussein refuserait toujours de laisser travailler sur place les « inspecteurs » américains.

Cette résolution avait pour les Etats-Unis le seul mérite de recréer un consensus parmi les Etats que Wasbington avait coalisés contre Bagdad après l'invasion du Koweit. Mais ce « plus petit dénominateur commun » est vraiment très petit et risque de ne pas satisfaire bien longtemps une Amérique défiée dans sa puissance par l'expuision de «ses» inspecteurs, et où le désir d'écraser une fois pour toutes le dictateur de Bagdad reste très largement parta-

Cela fait maiotenant des semaines que certains éditorialistes d'outre-Atlantique appellent à saisir l'occasion qui se

présente d'en finir définitivement avec Saddam Hussein. Le Washington Times reproche à Bill Clinton de « se cacher derrière les résalutions des Notians

démocrates, réclament une réponse militaire. Et il s'agit cette fois de frapper fort, très fort. « Si nous nous lançons dons un nouveou conflit militaire, naus devrions faire en sorte qu'il soit très sévère, très sérieux. J'aimerais bien sûr que Saddom sait tué », déclarait encore mercredi le leader républicain du Sénat, Trent Lott, tandis que le démocrate Bob Kerrey appelait, plus sobrement, à une action militaire, unilatérale au

unies », au lieu de passer à

l'acte, et, au Congrès, la rbéto-

rique guerrière bat son plein:

des républicains, mais aussi des

besoin, «si l'Irak ne recule pas ». L'Irak n'ayant pas donné le moindre signe de recul, la Maison Blanche résistera-t-eile longtemps à la pression du Congrès et de la presse, ce qui n'a jamais été la caractéristique majeure de Bill Clinton?

Jan Krauze

Lire la suite page 18

Enfant de la glace



A QUINZE ANS, la patineuse américaine Tara Lipinski, qui participe au trophée Lalique sur la patinoire de Bercy, à Paris, peut déjà se flatter d'un titre de championne du monde acquis en mars à Lausanne. « Progrommée pour gagner », elle a tenu toutes ses promesses et raconte sa vie de bébé-champion dans le premier tome de ses mémoires, paru aux Etats-Unis.

Lire page 25

International2	Finances/marchés _ 22
France6	Autjourd had24
Société9	Météorologie, jeux 27
Carnet12	Culture2
Régions13	Gride30
Hortzons14	Abonnements3
Entreprises19	Kiosque
Communication21	Radio-Télévision32

INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, vendredi 14 novembre à l'aube, une « déclaration présidentielle » qui « condamne dans les termes les plus

vigoureux » une décision prise quelques heures plus tot par l'irak d'expulser « immédiatement » les experts americains de la Commission des Nations unies chargée du désar-

mement du pays (Unscom). • L'UNS-COM a aussitôt décide d'évacuer la plupart de ses inspecteurs. Les six Américains membres de l'équipe sont partis des jeudi soir pour Amman. ● BILL CLINTON a déclaré que la décision irakienne est « un défi à la communaute internationale », ajoutant que les Etats-Unis répliqueraient d'une manière « très

déterminée ». Mais Washington va « continuer dans les jours à venir à travailler sur ce problème aux Nations unies », a déclaré le porteparole de la Maison Blanche.

L'Irak adresse un nouveau camouflet aux Nations unies

Le président irakien a expulsé, jeudi 13 novembre, six Américains membres de la commission de l'ONU chargée du désarmement du pays. L'Unscom a répliqué en retirant vendredi l'essentiel de ses inspecteurs

LA CRISE entre l'Irak et les Nations unies a connu une brusque dramatisation, jeudi 13 novembre, avec la décision de Bagdad d'expulser « immédiotement » les experts américains de la commission chargée de son désar-mement (Unscom). Cette décision a entraîné des réactions en chaine. Le chef de l'Unscom, Richard Butler, a décidé de retirer l'ensemble des membres de ladite commission qui sont basés à Bagdad - 84 dont 6 Américains - dès vendredi et de ne laisser sur place que 19 personnes, dont 7 garderont le centre de surveillance de la capitale. Les 12 autres sont des militaires chiliens en charge des hélicoptères de l'Unscom.

Empéchés par les autorités irakiennes de rester jusqu'à vendredi, es six inspecteurs américains de l'équipe ont du quitter Bagdad dès jeudi soir par la route pour la Jordanie, où ils sont arrivés aux premières heures de la matinée de vendredi. Les soixante-huit autres sont partis vendredi matin par avion pour l'émirat de Bahrein.

Quelques heures plus tôt, le Conseil de sécurité de l'ONU réuni à New York a averti à l'unanimité l'Irak des « conséquences graves » de sa décision, dans une « déciaration présidentielle . qui .condomne dans les termes les plus vigoureux la décision inocceptoble » de l'trak d'expulser les six experts américains. La déclaration exige « l'annulation immédiote et sons équivoque de cette mesure ..

« La notion irakienne a été mise en prison », a estimé le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, en évoquant les sanctions qu'



frappent son pays. « Nous n'avons pas d'outre option », a-t-il souligné pour justifier la décision de son gouvernement d'expulser les experts américains, lors d'une émission en direct sur CNN. M. Aziz a renouvelé la menace irakienne d'abattre l'avion espion américain U 2, qui survole l'Irak à la demande de l'ONU et dont les missions doivent reprendre dimanche selon le Pentagone.

<u>(</u>

LE « BON SENS » DE LONDRES A Bagdad, les médias ont diffusé jeudi des chansons patriotiques anti-américaines entretenant une ambiance de mobilisation. Selon un diplomate occidental, la tension est grande à Bagdad depuis quelques jours et des files d'attente pouvant attemdre parfois 1 kilomètre se

forment devant les stations d'essence.

Par « mesure de bon sens », Londres a décidé de dépêcher en Méditerranée son porte-avions HMS-Invicible, qui se trouve actuellement dans les Caraïbes, a annoncé jeudi le ministère britannique de la défense. « Pour l'instont oucune décision » d'envoyer le porte-avions dans le Golfe n'a été prise, a toutefois précisé le ministre, George Robertson, dans un communique. La Grande-Bretagne, a-t-il ajouté, « continue d'espérer que Saddom Hussein se pliero o lo résolution 1137 du Conseil de sécurité ». Londres continuera de « prendre toutes les mesures diplomatiques à cette fin, mois en attendont nous ne souhoitons exclure oucune possibilité », a ajouté M. Robertson. - (AFP.)

Les Etats-Unis se sentent isolés au Conseil de sécurité

NEW YORK (Nations unies) de notre correspondonte

C'est avec la Chine que les Etats-Unis ont eu le plus de fil à retordre, jeudi soir 13 novembre, lors de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU: furieux contre les Américains pour une déclaration faite le même jour, devant l'Assemblée générale de l'ONU, contre les violations chinoises des droits de l'homme au Tibet, Pékin, qui pré-side, pour le mois de novembre, le Conseil de sécurité, a décidé de les « punir » en retardant de quelques heures l'adoption de la déclaration présidentielle condamnant Bagdad pour sa décision d'expuiser immédiatement les inspecteurs américains de

Le texte, considéré comme «inoffensif» par la quasi-totalité des membres du Consell, a fait l'objet de tractations « abruptes » entre l'ambassadeur chinols, Oin Huasun, et son collègue américain. Le premier ne s'est pas privé non plus de don-

ner des leçons au président de la Commission des Nations unies chargée du désarmement de l'Irak (Unscom), Richard Butler, pour sa décision de retirer tout le personnel de cet organisme «sans même avertir le Conseil ». « La Chine s'est réveillée, notait un diplomate occidental, non porce que Pekin s'intéresse subitement aux affaires iraliennes, mois juste pour montrer aux Américains à qui ils ont affaire.

PAS DE « VIOLATION FLAGRANTE »

La déclaration finalement adoptée par consensus peu après minuit, vendredi, n'evoque pas de « violation flagrante » des termes du cessez-le-feu de la guerre du Golfe, expression qui aurait signalé la nécessité d'une action militaire. L'ambassadeur russe s'est efforcé de souligner ce point : « le Conseil de sécurité n'est pas encore prêt à endosser l'oction militaire », a dit Serguei Lavrov.

Le problème est double, d'un côté, le afin « d'évaluer la capacité de la Commission,

Conseil ne peut pas occepter les diktats de Bagdad, de l'autre, avec le départ des inspecteurs, lo communouté internationale o perdu sa capacité de continuer le désarmement de l'Irak, ce qui pourrait remettre en danger lo sécurité de lo région », a ajouté M. Lavrov, pour qui le dossier du désarmement de l'Irak ne peut pas être géré par « un seul homme », à savoir le président de l'Unscom,

Soutenu fermement par la France, Moscou propose «une réunion urgente » d'un organe monbond, composé de vingt et un commissaires, créé en même temps que ladite Commission, en avril 1991, et dont la raison d'être était théoriquement d'avoir « un regord sur les travaux et les objectifs » de celle-ci. Une réunion de ce comité pourrait mettre à l'ordre du jour la-question de la recomposition de l'Unscom, ce que demandent les Iraklens. Toujours à la demande de la Russie, le Conseil de sécurité

dons lo situotion octuelle, ò remplit son mandat ».

«C'est tout de même hallucinant, a commenté un diplomate américain. A les écouter, on dirait que ce sont Richard Butler et Washington qui sont coupables, et non pas Saddam Hussein. " Et d'ajouter : « Voyez ce qui s'est passé depuis vingt-quotre heures. Le Conseil adopte une résolution condamnant l'Irak qui expulse le personnel de l'ONU et, à New York, on trouve le moyen d'accuser l'Unscom. »

« Le Consell est à court d'options », admettent volontiers les diplomates : « Que voulez-vous que l'on fasse contre un pays qui incite à une réaction militaire en estimant qu'il n'a plus rien à perdre? > Selon l'un d'eux, « de toutes les façons, les Américains utiliseront la force quand ils y serent prets, quand ils souront comment et sur quels objectifs. Pour l'instant, leur prionité reste l'unanimité de la communauté internationale ».

Afsané Bassir Pour

Washington s'efforce d'obtenir un soutien diplomatique pour une action militaire

de notre correspondant Une réunion dite « stratégique » à la Maison Blanche, réunissant autour de Bill Clinton les responsables de la diplomatie et de la défense ; la rhétorique menaçante de représentants de l'administration qui monte de plusieurs crans ; le départ de Bagdad des experts de l'ONU ; les émissions spéciales volontiers dramariques de CNN, montrant des avions de chasse décollant du porte-avions Nimitz... tout y est: les Etats-Unis sont prêts, de nouveau, à infliger une - punition - militaire à Saddam Hussein.

Officiellement, bien sûr, la diplomatie n'est pas abandonnée, mais elle parait désormais avoir pour fonction première de justifier à l'avance une action militaire: Wasl'impression que, si le choix d'une « frappe » américaine en Irak est effectué, il résultera d'un semblant de consensus de la communauté internationale. Tel est le sens de la déclaration du Conseil de sécurité adoptée, jeudi 13 novembre, à la demande de Washington. Son objectif est de montrer au président irakien que sa tentative de diviser la communauté internationale a échoué, a précisé le porte-parole du département d'Etat.

C'est dans ce registre que s'est également place Bill Clinton à l'annonce de l'expulsion des six Américains membres de la commission des Nations unies chargée du désarmement de l'Irak (Unscom). ordonnée par Bagdad. Il s'agit d'« une décision cloirement inoccep-

hington cherche à renforcer table » et d'un « défi à la communauté internationale ., a souligné le chef de la Maison Blanche. M. Clinton, que ses conseillers ont décrit comme ulcèré par la vexation consistant à obliger les experts américains à quitter l'Irak par la route, jusqu'à Araman, la capitale de la Jordanie, et non par avion, vendredi matin, avec les autres membres de l'Unscom, a insisté sur son intention d'agir à l'avenir de manière « très

PRÉTS À AGIR SEULS

Il est important a pour la sécurité du monde » que l'Unscom puisse continuer son travail. a-t-il ajouté. Cette explication, avancée par plusieurs responsables de l'administration, participe de la même volonté de préparer l'opinion internationale

- en particulier arabe - et américaine à une inévitable escalade militaire, au cas où Bagdad ne céderait pas: depuis 1991, a rappelé M. Clinton, l'Unscom a découvert et annihilé plus d'armements de destructions massives que les alliés n'en avaient détruit en Irak pendant toute la guerre du Golfe. Chaque jour qui passe, a insisté Richard Butler, le chef de l'Unscom, permet à l'Irak de renforcer son arsenal.

Ce message semble avoir été blen compris au Congrès. La commission des affaires étrangéres de la Chambre des représentants a adopté une résolution appelant à une solution diplomatique pour faire plier Saddam Hussein, puis, en cas de refus de celui-ci, à des sanctions militaires sous l'égide de l'ONU. En dernier ressort, les Etats-Unis ne doivent pas bésiter à agir seuls, ajoute le texte. Le républicain Newt Gingrich, speaker (président) de la Chambre, a fait part de son soutien personnel à toute initiative présidentielle destinée à obliger Saddam Hussein à cesser de « défier le monde civilisé ».

Un sentiment identique prévaut au Sénat, et, semble-t-il, dans l'opinion : selon un sondage de la chaîne de télévision ABC, 84 % des Américains sont favorables à des frappes militaires si Bagdad s'avise de prendre pour cible les avions espions U 2 et 54 % d'entre eux sont d'un avis identique au cas où les experts américains continuent d'être exclus des missions d'inspection de l'Unscom. Cette question étant désormais dépassée par les événements, l'administration Clinton est placée devant des choix diffi-

Il paraît avéré que les condamnations répétées des Nations unies ne changeront tien à la détermination de Bagdad, d'autant que plusieurs pays - en particulier la Russie, la France, la Chine et l'Egypte - ne s'associeront pas à une initiative du Conseil de sécurité préconisant une action militaire contre l'Irak, Was-

hington estime cependant que les résolutions adoptées précédemment autorisent de facto l'utilisation de la force. Une telle option est aujourd'hui facilitée par le départ des experts de l'Unscom, qui pouvaient à tout instant être retenus en otage par les trakiens.

Quels objectifs des frappes militaires seraient-elles supposées atteindre? La destruction d'installations militaires irakiennes convaincra-t-elle le régime de Bagdad d'appliquer les résolutions de l'ONU, lesquelles prévoient implicitement la présence d'experts américains dans les rangs de l'Unscom? Parce qu'elle n'est pas sûre de pouvoir répondre par l'affirmative à cette question, l'administration Clinton tente un ultime effort pour convaincre les membres du Consell de sécurité d'adopter de nouvelles sanctions contre l'Irak. Après quoi, Washington n'aura probablement d'autre alternative que la fuite en avant sur le plan militaire, avec des conséquences diplomatiques fâcheuses, que l'on peut déjà perce-

Les Etats-Unis sont en effet de plus en plus isolés au Proche-Orient, ainsi que le secrétaire d'Etat, Madeleine Albright va le constater la semaine prochaine, lors du sommet économique de Doha, au Qatar. Ni l'Egypte ni l'Arabie saoudite, soit les deux alliés les plus importants de Washington dans la région, ne seront présents. Cette absence constitue certes une manière de protester contre l'enlisement du processus de paix israélo-palestinien - et contre l'attitude américaine, jugée systématiquement favorable à Jérusalem -, mais elle pourrait annoncer un phénomène plus préoccupant, celui d'une solidarité arabe bénéficiant à l'Irak. A plus forte raison si la télévision de Bagdad est en mesure de montrer des images de civils irakiens massacrés par les missiles américains.

COMMENTAIRE LE RAÏS DE BAGDAD JOUE NON PERDANT

Quels que soient les cas de figure, le président irakien, Saddam Hussein, joue non perdant... sauf s'il est lui-même, ou des installations stratégiques irakiennes, la cible d'une action militaire réussie.

Déjà, les nouvelles sanctions décidées mercredi par le Conseil de sécurité - d'interdire aux responsables irakiens qui entravent le travail des inspecteurs de l'ONU de quitter le territoire de leur pays - sont un peu comme un coup d'épée dans l'eau. Ce ne sont généralement pas ces responsables qui se déplacent depuis que l'Irak est sous embargo, mais plutot des haut fonctionnaires auxquels l'interdiction ne s'applique pas. Le chef de l'Unscom a décidé de retirer tous les experts de Bagdad aussi longtemps que l'Irak maintiendrait son veto sur les experts américains. Pour M. Hussein, cette décision est « tout bénéfice » parce que, en l'absence des inspecteurs, il échappera au contrôle des Nations unies, avec lesquelles il tente de biaiser depuis sept ans. L'Irak se retrouve ainsi sans témoins, au grand dam du Conseil de sécurité et de la

Autre hypothése : les Etats-Unis, unilateralement ou avec le Conseil de sécurité, optent pour une ou des frappes militaires. Si une ou des casernes sont détruites, si les zones d'exclusion aériennes imposées dans le nord et le sud de l'Irak sont étendues. M. Hussein n'en continuera pas moins de gouverner... et d'une poigne de fer, comme l'ont montré sept années de mise en quarantaine, ponctuées par des frappes militaires américaines.

Autre cas de figure encore,

bien que très improbable : le

communauté internationale.

Conseil de sécurité décide de ne pas renouveler en décembre la formule dite = pétrole contre nourriture », qui autorise Bagdad à vendre du pétrole pour une valeur de 2 milliards de dollars tous les six mois pour subvenir aux besoins élémentaires de la population en vivres et en médicaments. Les conditions de vie des Irakiens ne feraient que s'aggraver. Mais cela n'empêchera pas M. Hussein de continuer de gouverner à sa manière. Enfin, si les méthodes de travail de l'Unscom sont réorganisées comme l'Irak le demande, ce sera un succès pour le président irakien. Et dans l'hypothèse où le Conseil de sécurité cede à l'Irak et lève les sanctions qu'il lui a imposées en 1991, M. Hussein pourra se prévaloir non seulement d'avoir survécu à l'humiliation de la guerre du Golfe, mais d'une

Mouna Naim

Vivre me tue PAUL SMAÏL « La chronique de la vie ordinaire d'un jeune Beur à Paris. Et ca vant le coup. C'est très beau, c'est tres savoureux, c'est drôle, c'est rapide et c'est un livre plein de colère. Il y a des pages d'une drôlerie et d'une férocité extraordinaires... » Pierre Assonline France Inter **₿**_BaBand

itions unies

dance du desarmement du pais

A decide de son e d'espeller les desina lors d'une to durest out CHN CHAMP TO ne l'anne espeon and parents flows to

the to diplomate DE STATES OF

control of temples you CHANGE A STREET . CAMP A SHARE Martine Butter of Water With the state and School of Trans If the roat are theres he Carnes Northwest That gut a 12 Mes of A New York.

W. Kirlin Straint State or . A LONG ST I LOTERAL M. THE CHEST AND THE TANK Spirit Committee the St. Sal. the party of the state of the state of 南大大大學學 皇衛 指海红 Will Be with the Better were transmitted والمهاجر والتحليق يتجليل المنيا bett discount there in the and the property of the

Padageties plate of the state of

the control of the co Tariffed and a selling

forment and it Letute a anno a colony Mediterrane.

define formert ... Bliffe the C. Hall. marke de le la gradia de la constante de la co THE WALLEST CO. best represdre prise a linear EMPLOYED, 1 S. C. an communication E tes militas dat taget.

COMMENTAIRE LE RAIS DE BASSA

> taken . Married Co. Co. of Co. taliat A demands million . Come and ተችላ ያጀናም ነው OH WILL TO gallers all references 40 35Aver 1 TENNIS OF SEC. terior sidents is WHITE BURNEY TO PERSON THE PERSON ENDOLUTE. Y. depus area

> > Page News

THE COURT OF STREET

الأساوة العرقي ومقادة مؤورة

(and the second

grant bridge of

25-6 Sec. 125

May 2000

gentlet in the second

an street as the or

tar ta ta ta Augustinian in the

4 2

ry it was to be

1.0

質量をおりませる。

Section 1

englere og skrigt i fra det er

.

JOUE NON FEFOR

Administ Make the Private de l'apparent la constitue de Example for manager to the first to to the state of th 使用する サーブ Supplied that the second

Line Letter topeway or a Marie Com Service 21 des destinations and ME AND MENTON China China Chin

Les Etats-Unis accusent Israël de pénaliser les « intérêts américains dans la région »

Madeleine Albright s'entretient avec Benyamin Nétanyahou et Yasser Arafat

Le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Al-bright, devait rencontrer, vendredi 14 novembre première fois que la politique israélienne porte à Londres, le premier ministre israélien, Benya-

Orient, affectés par l'arrêt du processus de paix. première fois que la politique israélienne porte atteinte aux intérêts américains au Proche-

anés pour passer directement, avec

les Palestiniens, aux négociations

sur le statut définitif des territoires

TÉRUSALEM de notre correspondant

Accusée par les opinions arabes d'appliquer une politique de « deux poids-deux mesures » à l'encontre d'Etats irrespectueux de résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, l'administration américaine, qui enregistre avec d'autant plus d'inquiétude, compte tenu de la crise irakienne, l'écornement de son influence au Proche-Orient, a, semble-t-il, décidé de se montrer un peu moins tolérante à l'endroit du gouvernement national-religieux de Benyamin Nétanyahou.

Directement, quoique discrètement, rendu responsable par la diplomatie américaine de l'arrêt du processus de paix israélo-arabe, le chef du gouvernement israélien, qui devait rencontrer le secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, vendredi 14 novembre à Londres, devait, pour la première fois, s'entendre dire clairement que sa politique porte désormais * atteinte aux intérêts américains dans la région ». Utilisée plusieurs fois déjà auprès du président palestinien, Yasser Arafat, pour l'obliger notamment à participer à de vains pourparlers avec Israel, cette formule diplomatique pourrait, selon certaines sources occidentales en Israel, « marquer le

américaine vis-à-vis de M. Nétunya-

Rien o'est encore acquis mais, invité jeudi, à Washington, à expliquer ce que Mª Albright - qui devait également rencootrer Yasser Arafat samedi en Suisse - entendait dire à ses deux interlocuteurs, Martin Indyk, le secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires du Proche-Orient, a indiqué que son supérieur « soulignerait que [sa] préoccupation ne cancerne pas seulement l'ensemble du processus de paix (...), mais aussi [les] intérêts (américains) dans la région, lesquels sont affectés par le blocage de ce processus ».

Opposé, dès avant sa victoire electorale de juin 1996, aux accords dits d'Oslo, signés par ses prédécesseurs travaillistes, M. Nétanyahou a complètement stoppé le processus il y a huit mois en lançant la construction d'une onzième colonie juive dans la partie arabe anoexée de Jérusalem. Il refuse, en outre, de mettre en œuvre les deux retraits territoriaux supplémentaires prévus par ces accords et rejette les appels de la communauté internationale, Amérique comprise, à suspendre la colonisation des territoires occupés. Reçu jendi à Londres par le chef

son ministre des affaires étrangères, M. Nétanyahou a tenté, apparemment sans succès, de plaider pour son plan, qui consiste à « ou-blier » les accords intérimaires si-

occupés, Jérusalem-Est incluse. Yasser Arafat, à qui, selon Haaretz, «l'administration américaine accarde aujaurd'hui plus de canfiance qu'au numéra un d'Ismel », a rejeté l'offre de M. Nétantyahou et l'a accusé jeudi, dans un entretien accordé au premier quotidien israelien, Yedioth Aharonot, de w multiplier les pourparlers et les contacts, juste pour la galerie. Le chef de l'OLP a précisé que les derniers entretiens israélo-palestiniens organisés la semaine dernière à Washington par M™ Albright n'avaient « rien danné du tout, le

> Physieurs centaines de militants palestiniens appartenant à tous les partis, islamistes compris, ont manifesté ces derniers jours en faveur de l'Irak et contre les Etats-Unis.

processus de paix ».

gouvernement Nétanyahou stoppant

systématiquement toute avancée du

taurnant attendu de la politique du gouvernement britannique et brîlant des drapeaux américains. Rappelant qu'Israel viole « depuis des années » plusieurs résolutions dn Conseil de sécurité de l'ONU - sur l'occupation des territoires palestiniens, mais aussi du Liban sud et du Golan syrien -, les manifestants ont reproché à Washington de « couvrir systématiquement » l'Etat imif.

حكذا من رلامل

Yasser Arafat ne dit nen sur la crise irakienne. Mais il a répété soo intection de déclarer l'indépecdance - « même s'il est occupé et colanisé» - de « l'Etat de Palestine après septembre 1999 », échéance normale des accords intérimaires d'Oslo, et a invité les Etats-Unis « à avaler des vitamines, à reprendre raison et à pousser le processus de paix en avant ». « Car s'il est enterré, a conclu le chef de l'Autorité autonome palestinienne, ils savent ce qui

Le fiasco annoncé de la conférence économique prévue la semaine prochaine au Qatar et boycottée par les principales puissances arabes, y compris les Etats clients des Etats-Unis, qui ont organisé ce forum pour aider à l'intégration d'Israel dans la région, en donne un avant-goût.

Patrice Claude

M. Chirac a ouvert le VIIe sommet de la francophonie

Controverse sur la désignation du secrétaire général

de nos envoyés spéciaux

Dans le discours d'ouverture du septième sommet de la francophonie qu'il a proooocé, vendredi 14 oovembre, à Hanoi, devant les représentants des pays « ayant le français en partage», le président Jacques Chirac a rappelé les raisoo d'être de l'ensemble francophone et celles qui justifient qu'on le dote de nouvelles institutions. Il a exprimé sa convictioo qu'au XXI siècle « les grands espaces linguistiques seront des structures à part entière du jeu politique ». Insistant particulièrement sur l'aggravation du risque d'uniformisatioo qui résulte actuellemeot de « la prépandérance d'une seule langue sur les vecteurs modernes de communication », il a armoncé que la Prance allait accorder 20 millions de francs supplémentaires au fonds créé au printemps dernier pour contribuer au développement des « inforoutes » franco-

Il a indiqué, d'autre part, soo soohait de voir s'accroître le nombre des étudiants étrangers venant se former en France (actuellement de 125 000). Il a été interrompu par les applaudissements de la salle lorsqu'il a rappelé

dio dit qu'il continue de pleuvoir en

Ethiopie; et dans quelques jaurs,

l'eou peut nous envahir de nou-

vegu ». Les Nations unies estiments

que, sur les 200 000 habitants de la

vallée du Juba, près de la moitié

Les somaliens n'ont pas vu un te

désastre depuis trente-cinq ans. Le

Shebelle, l'autre fleuve du pays qui

naît aussi en Ethiopie, est sorti de

soo lit dans la régioo de Belet-

Huen. Et, dans les deux vallées,

quelque 800 000 personnes sont dé-

placées. Les riverains oot perdu

leurs réserves et leur prochaine ré-

colte. Ils risquent de se retrouver

sous assistance alimentaire (et mé-

dicale) pendant de longs mois. Plu-

sieurs ponts ont également été em-

portés. Il faudra reconstruire. Pour

intervenir, les agences caritatives

vont devoir prendre quelques

nisques : dans ce pays privé de gou-

vernement central depuis six ans,

des conflits politico-claniques et

une anarchie latente, entretenue

par la préseoce de miliciens en

armes, persistent, même si un

calme apparent règne dans la plu-

sout sinistrés.

sa décisioo de faciliter pour les étudiants et les chercheurs les procédures d'obtentioo de visas pour la France.

A propos de la réforme des institutions de la francophonie, on a Du sectir, dans les propos de Jacques Chirac, l'écho des polémiques qui ont surgi depuis le début de la semaine dans les réunions ministérielles préparatoires au sommet. « La conférence ministérielle nous a adressé des messages importants, a dit le président de la République. La France y est attentive, naus apporterons ensemble les précisions nécessaires paur répondre à ces préoccupations. »

Une partie des ministres réunis à Hanoi depuis le début de la semaine, ootamment ceux du Canada et des pays africains, cootestent l'éteodue des pouvoirs attribués par le projet de charte de la francophonie au futur secrétaire géné-ral par rapport aux autres instances, ootamment l'Agence de la trancophonie. Le fait que Jacques Chirac ait supprimé, veodredi, de son discours, toute référence à cette agence ainsi qu'au comité permaneot des ministres, semblait indiquer que l'affaire o'était pas encore totalement réglée.

En ce qui concerne la durée du mandat du futur secrétaire général, dont les contestataires demandaieot la réduction, il semble qu'un discret marchandage soit intervenu. Un membre de la délégation française indiquait, jeodi soir, one l'oo s'en tiendrait aux quatre ans prévus par le projet de charte, en ajoutant toutefois: «De toute façon, le sommet se réunit tous les deux ans et le secrétaire général devra danc faire, ou terme de cette période, un bilan de son octian. » C'était présque sous-entendre qu Boutros Boutros-Ghali, à qui ce poste a été promis par la France. pourrait avoir « spontanément » envie de mettre un terme à sa mission lors du prochain sommet.

La vive cootestation émise par des Africaios do choix de M. Boutros-Ghali oe devrait pas apparaître dans les discours prononcés publiquement par les chefs d'Etat. Elle donnait lieu cependant, toujours vendredi, à des tractations en coulisse. les uns exigeant des garanties de modération pour le budget du secrétariat général. d'autres réclamant des postes dans le cabinet du futur titulaire. Jacques Chirac doit avoir, en marge du sommet, de nombreux entretiens bilatéraux dont les premiers, vendredi, avec les deux copremiers ministres du Cambodge.

Jean Hélène

Claire Tréan et Iean-Claude Pomonti

Les plus graves inondations depuis trente-cinq ans frappent la Somalie

VALLÉE DU JUBA (Somalie) de notre envoyé spécial Les flots boueux du Juba, conju-

gués à des pluies diluviennes, ont mondé toute la vallée. Aux envi-

REPORTAGE.

alimentaires étant submergées, un risque réel de famine existe

rons du village de Gelib, le fleuve atteint 3 ou 4 kilomètres de large. Par endroits, on ne distingue plus ses méandres. Vers le sud, la brousse gorgée d'eau brille sous le soleil comme un gigantesque marécage. Vue d'avion, la Somalie n'a iamais été aussi verte. Depuis la mioctobre, il est tombé dans certaines localités dix fois plus de pluies que la normale. Selon les spécialistes, il s'agit de l'effet « Niño ».

Sur le terrain, la réalité est dramatique. Gelib est noyé ainsi que les villages avoisinants. On aperçoit les huttes de Marere, avec leurs toits de chaume qui surnagent. Quand ils n'ont pas été emportés par le courant encore très fort, bien qu'il ne pleuve plus depuis trois jours. Le Juba a submergé des palmeraies entières, dont il oe subsiste que le faite des arbres, comme des étoiles vertes flottant sur les eaux marron. Puis, on distingue les villageois, comme pris au piège au milieu de cet immense lac.

Les sinistrés s'entassent sur un petit terrain surélevé et sur l'étroite digue qui borde la plantation d'une sucrerie désaffectée. Ils font de

grands gestes au monomoteur affrété par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui tournoie ao-dessus d'eux. Les eaux lèchent le pied de la digue. Et il suffirait de quelques phies supplémentaires pour que ces camps de déplacés improvisés soient balayés.

Six cents families du vill Merere se sont enfules vers la bourgade de Gudpde; située sur une... hauteur. Mais leur situation n'est guère plus enviable. Le CICR a recu leur appel radio lui demandant une évacuation d'urgence. Les délégués suisses reconnaissent que ce genre d'opération est au-dessus de leurs moyens. Aujourd'hui, ils survolent, impuissants, les sinistrés de Gudude auxquels ils oe peuvent accéder. « Il faut que les gouvernements se mobilisent, déclare Patrick Berner, chef de la délégation du CICR pour la Somalie, pour financer l'envoi d'hélicaptères et d'embarca-

PONT AÉRIEN

En remontant la vallée vers le nord, les berges du fleuve, qui souvent o'existent plus, égrènent ainsi un chapelet de villages inondés et déserts. Il est difficile de se faire une idée du nombre de victimes ; trop de localités sont encore totalement isolées. Mais nombreux sont ceux qui ont été surpris par la brusque montée des eaux. A Buale, l'appareil du CICR s'est

La piste est détrempée. Mercredi 12 novembre, elle était impraticable. « Un avion-cargo avec seulement 5 tonnes de secours ne peut s'y poser », estime Georges, le pilote.

Le village est à une demi-heure de de mais, noyées par les pluies, vont les riverains s'inquiètent car la « mmarche, mais une partie du chemin se fait dans la boue jusqu'à micrisse. « Vous avez de la chance, dit Hamed, le vétérinaire employé local du CICR, le niveau a baissé. Il n'a

suite de cette légère décrue. Il n'y a

pas plu depuis trois jours, sauf un petit orage hier...» Un certain soulagement, mêlé

pournir avant la récolte. Abdi et sa famille sont bébergés

chez des voisins avec qui ils partagent ce qu'il reste de nourriture dans le village, isolé depuis deux mois et inondé depuis trols semaines, Le docteur Hamed connaît des gens qui ont refuse d'évacuer d'inquiétude, est perceptible à la leurs demeures. Mais l'eau est montée si vite autour, d'eux qu'ils plus que le quart du village qui soit ont dû se réfugier dans des arbres

Plus de mille victimes dans le sud du pays

Au moins un miller de personnes sout mortes dans les inondations qui touchent le sud de la Somalie, seion un bilan étabil, jeudi 13 novembre, par des organisations humanitaires. Ces inondations, qui ont commencé le 18 octobre lorsque la rivière Juba a débordé, out obligé plusieurs centaines de milliers de personnes à fuir et en out touché indirectement un million d'antres, a précisé Lynn Geldof, porte-parole de

Le manque de nouviture et une épidéunie de malaria rendent la situation encore plus délicate, ont indiqué les agences humanitaires, qui craignent l'apparition du choléra et de la dysenterie, les installations sanitaires étant détruites et l'eau potable manquante. Les inondations ont également tué Il 000 têtes de bétail, a précisé Porganisation Care. Les ressources alimentaires étant submergées, il existe « un réel risque de famine au cours des six mois à venir », selon cette même source.

eaux, Abdi Hamed, un fermier bantou, a dû évacuer, en pleine nuit, sa maison avec sa famille. Comme pour la majorité des sinistrés, tout ce qu'il possédait a été emporté. Surtout sa réserve de grains, stocarrêté pour une escale d'évaluation. kée, selon la coutume, dans un grenier creusé dans le sol. Le champ qu'il venait de planter, situé trop près de la berge, a été dévasté. Plus à l'intérieur des terres, les dégâts sont identiques : les jeunes pousses

inoodé. Devant la mootée des pendant plusieurs jours. Les résidents de Buale ignorent ce qu'il est advenu des villages voistus: toutes les pistes et tous les chemins ont été coupés.

Le CICR a laissé 300 kilos de médicaments à Buale, surtout des comprimés autimalaria, et. le 11 00vembre, il a commencé à former un pout aérien sur les localités de Burdubo et de Lugh, plus au nord. Il y a apporté bâches, couvertures, médicaments et biscuits protéinés. Tous

unique. Depuis, d'autres lieux ont ouvert à

En février, le gouvernement a organisé un forum autour de la question. Pour Alexandre Tapsoba, du ministère des affaires sociales. il s'agissait avant tout de s'attaquer aux conséquences des exclusions villageoises : « Nous ne voulions surtout pas nous attaquer à la croyance. Les mangeuses d'âme existent ou n'existent pas. l'important est de limiter les souffrances qu'entraine cette coutume. » Pour cela, le gouvernement tente de convaincre les chefs tradiționnels, qui ont assisté en grand nombre au colloque. Pour l'instant, dans deux villages, on a assisté à la réintégration des femmes, après de longues et difficiles palabres. Mais il reste encore plus de cinq cents femmes dans les centres d'accueil qui « attendent d'épuiser le reste de [leurs] jours ».

Il en vaut la peine



Nouvelle édition comprenant des textes importants relatifs à l'immigration, à la codification du nouveau Code Pénal et à la lutte contre le blanchiment et le trafic de stupéfiants.

La grande misère des « mangeuses d'âme » du Burkina Faso

de notre envoyé spécial

C'est une grande cour de village africain. Des dizaines de femmes filent le coton, pilent le mll, font la cuisine. Mals un étrange silence y règne. Manquent les cris des enfants, les palabres des hommes. Au centre Del Wendé, à la périphérie de Ouagadougou, plus de 300 femmes seules se sont réfugiées. On les a forcées à abandonner leurs enfants, leurs maris, leurs biens quand elles en avaient. Venues de tout le plateau mossi, au centre du Burkina Faso, ce sont des « mangeuses d'âmes », chassées de leur village. Leur tragédie commence toujours par une

mort dans le village. L'une des réfugiées de Del Wendé (« Adosse-toi à Dieu » en langue mossi) une femme de 72 ans, l'a raconté ainsi, à un chercheur burkinais : « Après le décès de l'enfant de ma coépouse, les gens du village m'ont accusée d'être à l'origine de sa mort. Its m'ont chassée du village. Je ne suis pas repartie dans mon village d'origine. Quand on est accusée de sorceilerie, tout le monde vous craint, même vos propres parents. J'ai erré trois jours sur la route, un voleur m'o dérobé mes pagnes neufs que i'emportais. »

Dans la majorité des cas, les femmes sont convaincues de magie noire par le « chef de terre » - l'autorité coutumière suprême dans un village mossi - au terme d'un rituel terrifiant. Après des sacrifices d'animaux, le cadavre du défunt est promené dans le village. Ses deux porteurs sont animés par le seingo, un esprit qui leur Indique la case de la coupable. En théorie, celle-ci a le droit de répondre au seingo. En pratique, la femme (les hommes sont très rarement mis en cause, et arrivent parfois à faire justice des accusations) est si terrifiée qu'elle

reste muette. Elle est alors chassée du village, et sa case parfois brûlée. Certaines gagnent Ouagadougou, d'autres se suicident en brousse. La sœur Marie-Louise, membre des missionnaires de Notre-Dame d'Afrique, est responsable du centre Del Wendé. Pour elle, la plupart des « mangeuses d'âme » ont été victimes de jalousies, qu'elles aient réussi à accumuler un peu de richesse en commerçant, ou qu'une coépouse ambitieuse ait voulu se débarrasser d'une aînée encombrante. Les religieuses s'occupent de Del Wendé depuis près de trente ans, et pendant longtemps ce centre est resté

Ouagadougou et sur le plateau mossi, mais les autorités burkinaises estiment que la solution des refuges a atteint ses limites : les villageois invoquent désormais l'existence des centres pour minimiser les conséquences des exclu-

Thomas Sotinel

Qualifiée par le procureur général de « foyer anti-laïque », l'organisation politique la plus importante du Parlement turc depuis les élections de 1995 envisage une nouvelle structure

Paris au sommet sur l'emploi

L'opposition allemande soutiendra

Le président du SPD se montre circonspect sur les 35 heures

« L'euro va venir », souligne le président du SPD, Oskar Lafontaine, dans un entretien accordé au Monde. Il estime que les difficultés budgétaires allemandes ne

remettent pas en question le lancement de la monnaie unique et qu'une meilleure coordination des politiques sociales s'impose en Europe. LES DIFFICULTÉS du gouvernevèrement la politique budgétaire et fiscale du gouvernement du chan-

ment fédéral allemand à équilibrer ses finances publiques ne remettent pas en cause la volonté de l'Allemagne de voir l'Union économique et monétaire mise en œuvre comme prévu en 1999, a estimé le chef de l'opposition sociale-démocrate, Oskar Lafontaine, dans un entretien accordé, mercredi 12 novembre, au Monde. Le président du SPD se trouvait à Paris, où il a été reçu par le premier ministre, Lionel lospin, et le premier secrétaire délégué du Parti socialiste. François Hollande, pour s'entretenir des prochaines échéances euro-

M. Lafontaine, qui est l'un des deux candidats potentiels de l'opposition à la chancellene lors des élections de 1998, a confirmé l'intention des deux partis de poursuivre le travail de coordination entamé entre eux ces derpiers mois, notamment sur la manière d'envisager le fonctionnement de la future zone euro dans les domaines économique et social, sujet sur lequel les sociaux-démocrates allemands sont plus proches de Paris que ne l'est le gouvernement du chancelier Kohl

Sur la monnaie européenne, le président du SPD s'est voulu rassurant. «L'euro va venir. Les grands partis ollemands sont unonimes à penser que lo décision d'introduire la monnaie unique est Juste, que le déficit public soit de 3, de 3,2 au de 2,8 % ». souligne-t-il, eo écartant l'idée que ce choix puisse devenir un enjeu de la campagne pour les élections législatives de septembre prochain. S'il admet qu'il y ait aussi, à l'intérieur de son parti, des adversaires de l'euro, il s'agit pour lui d'une toute petite minorité.

Cette certitude n'empêche pas le chef de l'opposition de critiquer sé-

celier Kohl, qu'il accuse de boucher les trous du budget en dilapidant les biens publics et en rayant les dettes. Interrogé sur l'incapacité du gouvernement et de l'opposition de s'entendre sur une réforme fiscale qui aiderait l'Allemagne à surmonter ces difficultés, M. Lafontaine se défend de vouloir mener avec le SPD, qui détient un pouvoir de blocage en raison de sa maiorité à la Chambre des Länder (Bundesrat). une politique d'obstruction. Tout le monde est d'accord pour estimer que la fiscalité doit être revue en profondeur, aussi bien pour les entreprises que pour les particuliers.

OBJECTIFS QUANTIFIÉS

Le manque de transparence de l'impôt sur le revenu, qui permet à nombre de contribuables d'échapper au fisc, a contribué lourdement, en même temps que le chômage, à la sous-estimation des rentrées fiscales escomptées par le gouvernement cette année. Mais les sociauxdémocrates affirment que le projet de la coalition de profiter de la réforme pour baisser la pressioo fiscale de 40 milliards de deutschemarks conduitait, dans les conditions actuelles, à une crise « non maitrisable » des finances pu-

Justice sociale et lutte contre le chômage seront, pour le président du SPD, les deux grands thèmes de la campagne électorale à venir. A quelques jours du sommet sur l'emploi de Luxembourg, où l'Allemagne et la France défendront des positions différentes, le ministreprésident de Sarre s'est déclaré favorable à l'approche du gouvernement français. D'une manière gé nérale, estime-t-il, la victoire de la gauche dans plusieurs pays européens (Italie, Grande-Bretagne, France) a changé la politique européenne, en mettant la lutte contre le chômage au centre des préoccupations. Contrairement au chanrelier Kohl, qui a rappelé, jeudi 13 novembre, devant le Bundestag que « la politique de l'emplai est ayant tout une mission nationale. non européenne ». M. Lafontaine est favorable aux propositions de la Commission de fixer des objectifs quantifiés pour mieux coordonner les politiques sociales. Il souhaite également plus d'harmonisation dans le domaine fiscal et développer, ainsi qu'il était prévu, les réseaux de transport et de télé-

Soutenant l'idée d'une coordination plus étroite des politiques économique et financière dans la zone euro, M. Lafontaine estime lui aussi que la politique économique ne doit pas être seulement orientée vers la stabilité monétaire mais vers la croissance et l'emploi. L'idée d'un gouvernement économique européen ne nous fait pas peur, ditil, en reconnaissant que la Banque centrale européenne aura besoin d'un interlocuteur au niveau des gouvernements. L'euro, aioute-t-il. offre une chance de lutter contre le chômage seulement si cette coordination des politiques fonctionne.

Le chef du SPD reste en revanche circonspect sur la semaine de 35 heures. S'il estime que la diminution du temps de travail est un impératif pour créer des emplois. - « qu'elle soit comptée sur lo vie de travail, sur l'onnée, le mois ou la semaine » -, il insiste sur le fait qu'elle doit être réalisée en tenant compte de la productivité et des conditions propres à chaque entreprise.

Henri de Bresson et Daniel Vernet

ISTANBUL de notre carrespondante La procédure légale visant à obtenir la dissolution du Parti islamiste de la prospérité (RP ou Refah), premier parti au Parlement ture depuis sa victoire aux élections générales de décembre 1995, est entrée dans sa phase finale. La décision de la Cour constitutionnelle ne devrait être connue que dans plusieurs semaines, mais les récentes condamnations de plusieurs maires, membres du RP, pour des déclarations ou des actions jugées incompatibles avec le principe de la laïcité, n'augurent rien de bon pour le parti de l'ancien premier ministre ecmettin Erbakan.

Pendant plus de trois beures, mardi 11 novembre, le procureur général Vural Savas a détaillé devant la Cour les raisons qui l'ont poussé, en mai dernier, à demander l'interdiction de ce parti qu'il accuse d'être devenu « un foyer d'activités anti-laïques ». Flgwent au dossier une série de discours enflammés prononcés par M. Erbakan – certains d'entre eux datant de plusieurs années, alors qu'il était dans l'opposition - et par plusieurs de ses collègues faisant référence à la «sharia» (loi islamique) et à la « jihad » (guerre sainte). Il a également rappelé que le RP avait passé un décret, annulé ensuite par les tribunaux, qui prévoyait l'ajustement des beures de travail pendant le mois du ramadan afin de permettre aux travailleurs de rentrer chez eux à temps pour mettre fin à leur jeune à la tombée du jour.

Selon M. Savas, un ardent défenseur des principes laïques du kémalisme, « aucun parti, en Turquie ou à l'étranger, n'o autant mérité d'être fermé par les tribunoux ». Mais le procureur, doot les accusations font état de contraventions à « l'es-

prit de la Canstitution » - qui interdit l'usage de la religion en politique - plutôt que de vinlations de lois précises, a admis que « ce type de procédure légale n'est pas punitif, mais préventif ». De nouveaux éléments à charge ayant été récemment ajoutés au dossier, notamment un film dans lequel le dirigeant du RP appelait ses partisans à participer au financement de la chaîne de télévision islamiste Kanai 7, M. Erbakan a obtenu une semaine supplémentaire pour peaufiner sa défense. Il comparaîtra à nouveau devant le tribunal mardi

« SOUPARE DE SÉCURITÉ »

18 novembre.

L'ancien premier ministre aura fort à faire pour convaincre non seulement la Cour mais également l'armée, les institutions publiques, une partie importante de la presse et de l'élite turque, dont les pressions combinées avaient abouti, en juin dernier, à la démission de la coalition conduite par M. Erbakan. Citant l'Iran et l'Afghanistan, le procureur a affirmé que « les démocraties ant le droit de se protéger ». Les chances de survie du parti apparaissent donc plutôt minces.

Pourtant, le succès pobtique du RP est dû autant au mécontente, ment d'électeurs désenchantés par la corruption et l'apathie de la classe politique qu'à la réelle popularité de l'islam politique, relativement modéré dans ce pays où le système laïque est profondément enraciné depuis plus de soixantedix ans. Mais le Refah est considéré comme une « soupape de sécurité » permettant à la population d'exprimer ses frustrations, et sa disparitioo inquiète. D'une part, cela pourrait avoir des conséquences négatives sur les relations entre la

Ankara frappe une nouvelle fois à la porte de l'Union européenne. « Ca ne fait pas bonne impression si vous fermez le plus grand parti du pays alars même qu'il n'a jamais fait sage d*e la vialence* », explique un diplomate occidental. « Punir un parti tout entier pour les déclarations de quelques-uns de ses membres est également discutable », ajoute-t-il.

Paradoxalement, la procédure judiciaire à l'encontre du RP - fondé en 1983 pour succéder à deux autres partis formés précédemment par M. Erbakan et interdits en 1971 et en 1980 - Intervient alors que cette formation semblait en perte de vitesse. Le gouvernement de Necmettin Erbakan s'était montré incapable de tenir les promesses de justice sociale faites à ses électeurs, souvent issus des classes désbéritées. Soucieux de conserver le pouvoir, il avait bafoué certains de ses principes, notamment en acceptant de signer des accords de coopération avec is-

Les membres du RP n'ont pas attendu la décision du tribunal pour s'organiser. La mise en place d'une nouvelle structure politique est déjà en cours. Le maire d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan, est fréquemment cité comme un successeur possible à Necmettin Erbakan. Si le parti est interdit, le dirigeant actuel du RP et plusieurs de ses collègues ne pourraient en effet participer à la vie politique pendant

cinq ans. Si le Refah est interdit, le mouvement islamiste risque de se radicaliser avec l'arrivée de dirigeants plus jeunes et souvent plus combatifs que Necmettin Erbakan. La question islamiste se reposerait aux prochaines elections

Nicole Pope

Russes et Américains s'opposent sur le tracé du grand oléoduc de la Caspienne

MOSCOU de notre correspondante

L'inauguration en Azerbaidian des premières installations menant au « boom pétrolier » de la Caspienne a mis en évidence les efforts que les voisins de la Russie doivent encore mener pour s'emanciper de son contrôle. De hauts responsables américains, russes et turcs étaient présents, mercredi 12 novembre à Bakou, et ont imité le geste du président azerbaidjanais, Gueidar Aliev, pour symboliser leur coopération : devant les écrans de télévision, ils ont trempé leurs mains dans du pétrole pour s'en

maculer le visage. Mais les divergences d'intérêt sont apparues dès les premiers discours. Le secrétaire américain à l'énergie, Frederico Pena, a ouvertement soutenu le « tracé turc » pour l'oleoduc qui devra être construit afin d'exporter la production des puits à plein rendement, à partir de l'an 2002 ou 2003. Le numéro deux du gouvernement russe. Boris Nemtsoy, a répondu en maintenant que le « tracé russe », celui qui fut inaugure mercredi, gardait ~ 100 %

de chances d'être choisi ». Son adjoint au ministère de l'énergie, Serguei Kirienko, a renchéri, jeudi, en accusant les Etats-Unis d'adopter une position « trop politisée ». Il s'est pour sa part déclaré convaincu que « le pétrole sera exporté par différentes voies ». Ce qui n'est pas la position du consortium AIOC mené par des sociétés angloaméricaines qui ont commencé à exploiter le pétrole nff-shore de la Caspienne: pour des raisons d'économies, elles veulent construire un seul oléoduc principal dans quelques années, le MEP

Un terminal d'une capacité de

5 millions de tonnes de brut par an qui devrait être porté à 40 millions de tonnes d'ici 10 ans - a été inauguré à 50 kilomètres au sud de Bakou, à Sangatchal. De là part l'oléoduc menant au terminal russe de Novorossiisk sur la Mer Noire, qui vient d'être remis en service. Mais il traverse la Tchétchénie, dont Moscou refuse toujours l'indépendance, ainsi que le Daghestan, république musulmane faisant partie de la Fédération de Russie située entre l'Azerbaidian et la Tcbétchénie. Une forte tension s'y développe depuis plusieurs mois, à la suite d'efforts deployés par Moscou pour mobiliser les Daghestanais dans son entreprise d'isolement de la Tchétchénie.

Les Tchétchènes dénoncent depuis des mois le blocus de fait que leur impose Moscou. Jeudi, il s'est encore accentué avec un couvre-feu instauré à la frontière tchétchénodaghestanaise et une zone de sécurité de trois kilomètres de large, occupée par des forces du ministère de l'intérieur russe, le long de la frontière nord de la Tchétchénie.

Ce renforcement du traitement « militaire » de la question tcbétchène accompagne un autre projet russe, défendu notamment par Boris Nemtsov : celui de construire, au nord de la Tchétchénie, un oléoduc de dérivation de 220 kilomètres qui relierait le Daghestan à Novorossiisk sans passer par la République rebelle. Dans l'esprit de ses promoteurs, un tel oléoduc, d'un coût présumé de 220 millions de dollars, augmenterait les chances de voir le « tracé du nord » choisi par les exportateurs du brut de la Caspienne. D'autres responsables russes remarquent cependant qu'il s'agit d'un « chiffon rouge » agité devant les combattants tchétcbènes que toutes les forces de l'armée russe n'avaient pas empéchées de se déplacer quasi-librement dans le sud de la Russie durant les deux années de guerre.

Le président Aliev, saluant, mercredi, devant son hôte russe, la coopération entre Moscou et Grozny qui a permis de réparer le tronçon tchétchène de l'oléoduc remis en service, a déclaré, légèrement perfide: « On vient de me dire que le brut a atteint aujourd hui Grozny »... Autrement dit, une approche purement économique des questions régionales peut faire des miracles. Si la Russie oublie ses nostalgies impérialistes.

Sophie Shihab



Une mer qui pourrait exporter d'ici dix ans l'équivalent de la production en mer du Nord

APRÈS la mer du Nord, voici plus de vingt ans, les pétroliers décnuvrent la Caspienne, une « nouvelle province » dont le potentiel serait considérable. Toutefois, jusqu'au début de la décennie, personne n'avait pu déceler l'importance réelle des gisements en raison des difficultés techniques rencontrées par les Soviétiques lors des forages, dues aux fortes profondeurs et aux pressions élevées. L'exploitation était donc

« Après l'effondrement de l'URSS et l'ouverture au marché international, toutes les compagnies se sont nuées sur cette zane qui n'avait pas encore été mise en production » raconte Aziz Alt-Said, directeur exploration-production de la zone

CEI chez Total. La compagnie française a signé, en septembre, un deuxième accord en Azerbaidjan en prenant une participation de 20 % dans le contrat de partage de production du permis d'Absheron, situé en eau profonde, l'opérateur étant l'américain Chevron. Les réserves de ce champ pourraient dépasser le milliard de barils.

La plus grande mer fermée du monde, d'une superficie de 400 000 kilomètres carrés, connue surtout pour ses eaux poissonneuses et son caviar, est entourée par cinq pays: la Russie, l'Iran et trois nouveaux Etats: l'Azerbaidjan, le Turkménistan et le Kazakhstan. Les réserves de brut sont estimées par les Américains entre 90 et 200 milliards de barils, ce qui explique l'engouement des compagnies d'outre-Atlantique, alors que, prudemment, les Européens avancent des chiffres compris entre 50 et 100 milliards de barils, ce qui équivaudrait déjà aux réserves de pays du Golfe comme le Koweit nu l'Iran. Mais l'buile n'est pas répartie équitablement, les eaux azéries et kazakhs étant les plus prometteuses.

A ce jour, deux gisements géants

au potentiel supérieur à 700 000 barils par jour d'ici dix ans confirment cette répartition. Le premier, appelé Azeri-Chirag et situé en Azerbaidjan, est exploité par le consortlum AIOC, formé d'une douzaine de compagnies américaines (Amoco, Exxon, Pennzoil, Unocal), européennes (BP-Statoil, Ramco, TPAO) japonaise (Itochu), russe (Luknil), saoudienne (Delta). Le deuxième, situé sur le champ de Tenguiz, au Kazakhstan, est exploité par Chevron auquel se sont associés Mobil et Lukoil. « Ces deux gisements sont les seules certitudes. Tout le reste n'est, pour l'instant, que spéculation », souligne un expert pétrolier.

L'EMPRISE RUSSE Le souci est de trouver un équilibre entre les différents pétroliers et de se dégager de l'emprise russe (Le Monde du 12 novembre). Au mois d'août, reçu par le président américain Bill Clinton, le chef de l'Etat azerbaidjanais, Gueidar Aliev, a signé des contrats d'exploration et de développement avec Exxon, Mobil, Chevron et Amoco. Quelques mois auparavant, en vi-

contrat dans lequel Elf est devenu l'opérateur pour exploter et produire sur le permis de Lenkoran-Talisb. Il s'aglt du deuxlème contrat dans ce pays pour la compagnie française. Mais la compétition entre pétrobers s'intensifie, car les compagnies estiment qu'il ne reste plus que quelques permis intéressants à céder. Les enchères ne cessent donc de monter pour obtenir des permis.

Au Kazakhstan, un consortium composé de six compagnies (Shell, BP-Statoil, British Gaz, Agip, Total et Mobil) a obtenu en 1993 l'autorisation de prospecter les eaux territoriales et se trouve donc prinritaire pour obtenir des permis d'exploitation.

Globalement, les experts estiment que, si les espairs sont confirmés, la Caspienne pourrait exporter 5 à 6 millions de barils par jour d'ici dix ans, soit l'équivalent de la production en mer du Nord. L'investissement sur dix ans pour la prospection et la mise en exploitation oscillerait entre 50 et 75 milliards de dollars (300 à 450 milliards de francs).

Face à l'avantage qu'offre cette site officielle à Paris, il ratifiait un région pétrolière de ne pas faire

and the same of th

partie de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et donc de ne pas être tentée d'influer sur les prix, les producteurs décèlent deux ombres. La première est le statut juridique de la Caspienne. Les deux pays principaux producteurs (Azerbaidian et Kazakhstan) veulent qu'elle ait un statut de mer, réservant à chaque pays la totalité de sa production, alors que les trois autres riverains (Iran, Russie et Turkménistan) préféreraient un statut de lac, obligeant à partager toute la production. Le deuxième souci réside dans l'enclavement de cette région et donc dans l'évacuation du pétrole. Un problème qui ne peut qu'être résolu selon les experts, tant la manne est considérable. Toutefois, par mesure de sécurité, les Américains souhaiteraient avoir deux tracés de pipe-line différents pour exporter l'huile. même si l'investissement est d'importance dépassant pour chaque tracé les 2 milliards de dollars (12 milliards de francs). Pour eux, Ce montant n'est rien comparé aux revenus attendus.

INEDIT. Le FAIT FRANÇAIS dans le monde. Tome II LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ

Isuite de la «france 3° super puissance»). Ressources, économie des 49 pays d'expression française. Droit de la mer : les zones maritimes sont bien des prolongements « territoriaux » des États riverains (France : 2' domaine territorial mondial). Structure des États d'expression française : métropole, les 10 DOM-TOM, la zone franc, conférence franço africaine (40 nations). ACTT (40 nations), et la possible UDELF (Unión des États de langue française : 49 nations). 250 p., 98 F. possible UDELF (Union des Erats de langue française . 49 nations). 250 p., 98 F. Tome I : 120 F. Les deux tomes : 200 F franço), Franço chez l'auteur. MARTINOT DE PREUIL : 49560 NUEIL SUR LAYON

iste turc du Refah de dissolution

ur general de « foyer anti-laique i plus importante du Parlement turc 195 envisage une nouvelle structure

Million Control

Addition for the con-

digitarius, 👵

AND THE STORY OF A P. L.

Samultania er

Contract of the state Antone to go e de la religion en pole : la froite de . and the at resident de the state of the part of the state. To servence the State want of recenwer to brain the art the sprint of parts tions to bound the to telepister: stampte Kil COLUMN ACTURE UP A inguisaries book beards. terms I compared to a Account to trademic man.

a primine districtly, solid THE PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY. LE COME MANUE OF THE PARTY OF THE h mention remired. SERVERSEE OF SECTION degree Live La part MANUFACTURE AND THE PARTY OF manage and he elbours. TO IS PROPRIETED OF STATE OF WATER OF THE PERSON.

A SERVE WERE SERVED THE RESIDENCE CONT. ST. THE PARTY STREET . the merry manufacture is PRINCE IN MERCHANIC. CHARLES SECTION OF THE PARTY. CHARLES OF SECRETARY AND IN important and the factories of the contract. treate authorize settent the property of the section The second section is equal this so wastow ALAM TENDENT W waster the same and the same

Contract of the second

医腹膜溶液 蜂 神 经营食会

large Brazil Bare, 1814 - 4 etch i i Same the state of the second history manufacture of the last This wife has the market with c de la Caspienne

Migration

The second of the second 1 14 PM are of Part Court to The state of the s The same that we will be a second AND SHAPE OF THE STATE OF THE S TO STATE OF THE STATE OF THE STATE OF

the bound with our second

FOCAL N

The state of the state of

L'Union européenne et l'Iran normalisent leurs relations

BRUXELLES. Après sept mois de crise entre Téhéran et l'Union européenne (UE), les ambassadeurs de l'UE vnnt retnumer en deux groupes dans la capitale iranienne, a annoncé jeudi 13 novembre la présidence luxembourgenlse de l'UE. Les treize premiers diplnmates de haut rang étaient attendus, dans la matinée du vendredi 14 novembre à Téhéran, selon des sources diplomatiques. Leurs collègues français et allemand, Jean-Pierre Masset et Horst Baechmann, suivront en prenant l'avinn ensemble vendredi 21 novembre. Le rappel collectif des ambassadeurs des Quinze pour consultations avait été décidé le 10 avril, après un verdict de la justice allemande mettant en cause les autorités iraniennes dans la mnrt de quatre npposants kurdes traniens en 1992 à Berlin. Depuis, Téhéran conditinonait le retour des diplomates au fait que le représentant de Bonn devait revenir en dernier et seul. - (AFP.)

La police empêche l'opposition de manifester dans les rues d'Alger

ALGER. Un impressionnant déploiement des forces de sécurité a empêché militants et sympathisants des partis d'opposition de manifester, jeudi 13 novembre à Alger, contre la fraude aux élections locales du 23 octobre. Dès le début de l'après-midi, des policiers ont interdit aux voitures et aux piétons tous les accès menant à la place du 1º Mai, point de départ de la manifestation, ainsi qu'à la rue Hassiba Ben Bouali qu'elle devait suivre jusqu'au siège de l'Assemblée natio-

Pendant qu'un bélicoptère survolait les lieux, des policiers casqués munis de gilets pare-balles et de boncllers, certains armés de grenades lacrymogènes, barraient les rues. Six partis de l'oppositioo qui contestent les résultats des élections locales du 23 octobre ont appelé à cette manifestatino, bravant l'interdiction des autorités. La grève à laquelle ils avaient appelé la veille o'a pas été suivie. - (AFP, Reuter.)

La Malaisie en bonne santé malgré la crise boursière

KUALA LUMPUR. L'économie de la Malaisie est encore solide et o'a pas besoin d'aide extérieure a indiqué, jeudi 13 oovembre, Michel Camdessus, en visite dans la capitale du pays. Le directeur-général du Foods mooétaire international (FMI) a oéanmoins ajouté que les autorités malaises devraient adopter une approche prudente face à la croissance rapide de l'utilisation du crédit et do déficit du pays. «La Malaisie est dans une situation solide même si le pays o été affecté par les problèmes rencantrés par ses voisins », a t-il déclaré. « Je pense que lo Moloisie peut faire face à lo crise octuelle. Je ne vois pas pour l'Instant

lo nécessité d'une aide du FMI pour lo Molaisle. Le directeur-général du FMI, en tournée dans les pays du Sud-Est asiatique plongés dans une tourmente financière depuis le mois de iuillet, a indiqué plus tôt dans la journée à Singapour que la crise fioancière eo Asie était une « bénédiction cochée » pour la région, qui déboucherait sur des taux de croissance élevés après une rapide période d'ajustement. Le présideot français Jacques Chirac, a estimé, ool, que les turbulences des Bourses aslatiques o'étaient qu'« un occident de parcours » dont il n'y avait « pas lieu de s'inquiéter ». - (AFP.)

DIPLOMATIE

ONU: le secrétaire général des Nations unies. Kofi Annan, devait annoncer, vendredi 14 novembre, la nomination du Brésilien Sergio de Mello comme secrétaire général adjoint chargé des affaires bumanitaires. Il remplace le Japonais Yasushi Akashi. M. de Mello est actuellement l'adjoint du Haut commissaire pour les réfugiés, la Japnoaise Sadako Ogata. - (Corresp.)

■ PHILIPPINES : un mouvement séparatiste musulman a signé un accord de cessez-le-feu, vendredi 14 novembre, avec le gouvernement de Manille. Le Front moro islamique de libération (MILF) ne s'était pas associé avec les accords de paix conclu en 1996 entre le gouvernement philippin et le Front moro de libération nationale (MNLF), la principale organisation séparatiste musulmane du pays. Le MILF, qui revendique un Etat séparé dans la région de Mindanao. au sud du pays, compte environ 100 000 hommes sur le terrain.

■ BOSNIE : la nouvelle assemblée municipale de Brcko (nord-est de la Bosnie-Herzégovine) a élu, jeudi 13 novembre, un maire serbe, Borko Reljic, un président musulman, Mirsad Djapo, pour l'assemblée de la ville et un Croate, Teodor Gavric, chef de la police multiethnique, a annoncé la radin bosniaque. Les partis politiques de l'entité serbe de Bosnie, avaient obtenu 30 des 56 sièges que compte le conseil municipal de Brcko, lors des municipales des 13 et 14 septembre, contre 23 sièges aus partis musulmans et trnis aux Croates. Mais les élus serbes oot accepté l'élection d'un représentant de chaque communauté, suivant les consignes du superviseur internatinoal pour Brcko, Rnbert Farrand. - (AFP)

■ VATICAN. Jean Paul II a reçu, mercredi 12 novembre au cours d'une brève audience, Adnane Agça, frère du terroriste turc Mehmed Ali Agça qui avait tenté de l'assassiner eo 1981 sur la place Saint-Pierre. Aucun détail n'a été communiqué sur cet entretien mais, selon La Repubblica, Adnane Agça serait venu à Rnme pour demander au pape d'intercéder plus activement auprès du président de la République italienne, Oscar Luigi Scalfaro, afin qu'Ali Agça, condamné à la prison à vie, soit grâcié. Selnn le quntidien, il aurait été répoodu à Adnane Agça que le pape avait, de soo côté, « fait tout ce qui est possible. Il a déjà pardonné, mais, pour sa part, Ali Agça n'a pas dit toute lo

■ UKRAINE : plus de 650 000 personnes souffrent de la tuberculose en Ukraine, sur 50,6 millions d'habitants, a indiqué jeudi 13 novembre le chef du Comité d'Etat pour l'industrie médicale et binlogique. « Choque année 24 000 nouveaux cas sont détectés et 7 000 personnes meurent de cette moladie », a-t-il précisé. Entre 1990 et 1996, le nombre de tuberculeux a augmenté de 43 %. - (AFR)

■ Madeleine Albright, le secrétaire d'Etat américain, se rendra en Afrique au mois de décembre, a indiqué, jeudi 13 novembre à Montréal, le secrétaire américain aux transports, Rodney Slater. Il a ajouté que le président Bill Clintoo envisageait aussi de se rendre en Afrique « plus tard dons son mandat ». Ces visites sont « en relotian avec l'initiative africaine » de la Maison Blanche, a précisé M. Slater, en référence à l'annouce faite en juin par Bill Clinton de la mise en place d'un nouveau partenariat avec les pays africains. - (AFP.)

■ CONGO-KINSHASA: la mission d'enquête des Nations unies sur les massacres de réfugiés hutus rwandais dans l'ex-Zaire a atteodu en vain, jeudi 13 novembre, à Kinshasa une réponse du gouvernement à sa demande d'audieoce, préalable au début de ses investigations sur le terrain. - (AFP.)

Le FBI abandonne la piste criminelle dans l'enquête sur l'explosion du Boeing de la TWA

Les autorités retiennent la thèse d'un accident mécanique

Seize mois après l'explosion du vol 800 de la membres d'équipage, au large de Long Island, TWA, entre New York et Paris, qui provoqua la les services chargés des investigations aux Etatsmort des deux cent trente passagers et Unis sont désormais d'accord pour écarter les

ficiellement aux familles des victimes.

DANS UN COURRIER reçu, jeudi 13 novembre, par l'association Victimes du vni 800, le FBI a officiellement mis fin à la controverse qui opposait, depuis juillet 1996, les tenants des trois hypothèses: accident mécanique, bumbe terroriste, ou missile « perdu » de l'US Navy, entre lesquelles les autorités américaines avalent jusqu'à présent refusé de

Au terme d'une « enquête approfondie et totale » visant à « determiner, avec de grands degrés de certitude, si la trogédie était la conséquence d'un acte criminel ou terroriste », le responsable des investigatinns au FBI, James Kallstrom, indique, par sa lettre rédigée daos un français un peu approximatif, qu'« il n'y a pas d'autres raisons de nous foire croire que la tragédie est due à un octe

« Je suis totalement persuadé que les théories d'un camplat n'ant pas des faits de base », ajoute M. Kallstrom, en annooçant que l'enquête du FBI est désormais terminée. L'enquête de cette tragédie a été la plus totale, opprofandie, et la plus coûteuse qui fut jamais menée » par l'agence criminelle américaine, souligne encore M. Kallstrnm. Plus de sept mille interrogatoires ont été conduits, tandis que la maquette de l'appareil a été presqu'entièrement reconstituée avec ses innombrables fragments récupéres au fond de

abandonne la piste criminelle, y compris celle d'un complat », a aussitôt pris acte Michel Breistroff, vice-président de l'association française « Victimes du vol 800 ». « C'est une information très formelle, a toutefois nuancé le responsable de cette association représentant cent snixante familles des passagers et membres d'équipage qui nnt trnuvé la mort au large de New York, quelques minutes après le décnilage, car naus le savions dejà de manière afficieuse depuis plusieurs mois ».

La positino officielle du FBI vient en particulier démeotir la thèse du « complot » qui, développée depuis des mnis dans la presse internationale par des enquêteurs privés et tendant à dédouaner la

respnnsabilité de Bneing et de TWA, affirmait qu'un « missile ami » (friend missile) de l'US Navy aurait abattu l'avinn par erreur. Début novembre, le principal propagateur de cette thèse diffusée sur Internet, l'Américain Ian Goddard, s'est tardivement rétracté. Mais le inurnaliste Pierre Salinger, ancien chef du service de presse «Le FBI nous a annancé qu'il du président Kennedy, qui avait relavé cette version en co-signant nntamment un article de Paris Match avec Ian Goddard, a maintenu ses accusatinns, sans apporter davantage de preuves.

> L'AVIATION CIVILE SUR LA SELLETTE L'associatinn « Victimes du vol 800 * a, pour sa part, début septembre, décidé de mettre sur la sellette les snciétés Boeing et TWA, ainsi que l'Agence américaine de l'aviatinn (FAA), en réclamant leur mise en examen au juge d'instructioo parisien chargé du volet français de l'affaire, Chantal Perdrix (Le Monde du 6 septembrel. L'association s'est ainsi engagée dans la brêche ouverte

en décembre 1996 par le Bureau

américain pour la sécurité des

transports (NTSB), dnnt les experts aérnnautiques ont mené l'enquête technique sur l'accident aux Etats-Unis, parallèlement aux investigations criminelles du FBI.

Le 13 décembre, le NTSB avait adressé des « recammandations urgentes » aux autorités de l'aviatinn civile dans le monde entier et aux compagnies aériennes possédant des Boeing 747, afin qu'elles prennent des mesures pour modifier les réservoirs de carburant de ce type d'avions. Le 22 mai, Boeing avait recommandé aux compagnies de vérifier leurs réservoirs centraux.

L'associatinn des victimes reste dans l'attente « des informations précises sur les raisans de la défaillance mécanique ayant causé le drame », nnus a déclaré M. Breistroff, en précisant qu'un CD-Rom enmpilant les résultats de l'enquéte du NTSB sera prochaînement transmis à l'association qui assistera, à partir du 8 décembre, à la prncédure d'auditinos publiques organisée par la NTSB à

Erich Inciyan



La durée du vol jusqu'à Stockholm est d'envirou 2 heures sans escale. Choisissez parmi les nombreux forfaits la formule qui vous convient le mieux. Pour en savoir plus, contactez l'Office Suédois du Tourisme, tél. 01 53 43 26 27, fax 01 53 43 26 24, ou votre agent de voyages, ou informez-vous par Minitel 3615 FLY SAS (2.23 fts/mn). Stockholm: http://www.stoinfo.se Que diriez-vous d'envoyer quelques carses possales de Stockholm?

PCF Robert Hue a explique, jeudi 13 novembre, devant le conseil national du PCF, que les communistes souhaitent que le gouvernement ne marque pas de « pause ». Prenant

d'un autre âge », le secrétaire national a explique qu'« il ne suffit pas que le passé s'éloigne pour qu'il passe ». Il a posé les premiers jalons

ses distances avec un « messianisme d'une rénovation en profondeur tielle du changement social, la maîdes analyses et des objectifs communistes. • LES NATIONALISA-TIONS ne sont plus considérées par M. Hue comme la conditions essen-

trise de leur travail par les travailleurs ne dépendant pas seulement, selon lui, du règime de propriété des entreprises, © LES ARCHIVES du

parti, officiellement accessibles depuis 1993, seront l'objet d'un travail intensif de classification et de regroupement, afin d'en faciliter l'ex-

Robert Hue est prêt à faire table rase des dogmes du communisme

Répondant à Lionel Jospin qui, la veille, s'était déclaré fier de compter des ministres du PCF dans son gouvernement, le secrétaire national a exprimé sa fierté de participer à la gauche « plurielle » et esquissé les réformes intellectuelles auxquelles son parti doit s'atteler

HAUTS LES CŒURS! Réunis les 13 et 14 novembre en conseil national - uo comité national élargi à l'ensemble des dirigeants, parlementaires et dirigeants de fédérations -, les communistes restaient charmés, ravis, presque abasourdis, jeudi, devant la « fierté » exprimée, la veille, par Lionel Jospin, après avoir été interpellé par la droite sur Le livre noir du communisme, de les compter dans son gouvernement (Le Monde du 14 novembre). Evoquant le « souffle d'honnèteté et de dignité » des propos tenus, Robert Hue a solennellement remercié: « Je tiens à dire, pour ma port, qu'hier, dons l'Hémicycle de notre République, j'étuis fier que les communistes porticipent ou gouvernement de lo France, au gourernement pluriel de Lionel

Le PCF n'attendait pas forcemeot autant de clémeoce. Et n'espérait pas forcément que M. Jospin déclinerait l'historiographie glorieuse du Parti communiste jusqu'au cartel des gauches. Certains, comme Bernard Vasseur, chargé des intellectuels, s'étonnaient même en souriant d'eoteodre reprendre à son compte la thèse officielle du « retard historique . pris, eo 1956, dans la reconoaissance des crimes du stalinisme. « Ni Michel Rocard, ni même François Mitterrand n'auraient porlé de la sorte ».

se réjouissait par exemple le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, Alain Bocquet, autour de la « bulle » de la place du Colonel-Fabien, pour la première fois ouverte aux inurnalistes pendant une réunion.

M. Hue a donné quelques indices d'une démarche qui pourrait être celle du PCF dans les années à venir. Certes, il a condamné de nouveau le Livre noir, dans lequel il voit « un minutieux travail d'historiens », mais aussi « une opérotion politique visont à identifier communisme et crime, communisme et nozisme, jusqu'ò y inclure des communistes fronçais ». « On est la bien près, estime le secrétaire oational, des élucubrotions d'un Le Pen et d'un projet de " procès de Nuremberg du communisme". » Néanmoins, dans le même temps, il a ouvert la voie à une nouvelle manière que le PCF pourrait avoir d'aborder son passé.

CRITIQUE DE M. MARCHAIS

~ Je pense pour ma part, a-t-il dit, qu'il ne suffit pas que le temps s'écoule et que le possé s'éloigne pour qu'il se tasse, comme le café après le possage de l'eau. Au controire. Nous n'avons pos seulement à condumner des conceptions et des pratiques qui nous révallent. Il nous faut en connaître les ressorts pour que les hommes puissent s'en garder à jamuis. »



M. Hue condamnait ainsi, implicitement, la démarche de Georges Marchais. Ce dernier, hospitalisé, était absent de la réunion. M. Hue condamnait aussi... sa propre démarche: daos Communisme, la mutation (Stock, 1995), le secrétaire national avait soigoeusemeot évité tout jugemeot sur son prédécesseur.

Comme l'observait un membre de la directioo, invoquer un « retard », c'est éviter de parler des choses. Ainsi, les communistes souligné lors de la campagne élec-

français ont-ils condamné le stalinisme, mais sans jamais en parler dans leurs congrès. Parfois, dans un conseil national, on en dit plus que dans un congrès: dressant, dans un discours de deux heures, le bilan de cinq mois de participatioo au gouvernemeot de la gauche « plurielle » et soo originalité, M. Hue a ainsi, allusivement, critiqué François Mitterrand et M. Marchais, indi-

quant: « Personne - nous l'avions

s'identifier seul à toute la gauche, ovec en conséquence ou lo requête de lo soumisssion, ou l'accusation

de " grand écart ". » Evoquant la situation « inédite » qui a conduit le PCF à « oller ou gouvernement » en laissant des « problèmes non résolus », M. Hue a aussi livré la nouvelle analyse du parti sur la propriété et justifié ainsi, pour la première fols de facon « théorique », les privatisations (lire ci-dessous). Il y a qoelques semaines, déjà, le numero deux du PCF, Pierre Blotin, avait provoqué un vif émoi, au bureau national, en expliquant à ses camarades que les nationalisations «opportiennent à lu mythologie de la gouche ».

VISÉE TRANSFORMATRICE »

Rompant enfin avec l'idée d'une progression par « étopes » (de la « démocratie avançée » de Waldeck Rochet et Georges Marchais au socialisme et au communisme), M. Hue a hrossé à grands traits les «visées» d'un communisme favorable à la « modernité », qui prendrait ses distances avec un « messianisme d'un autre àge ou un prophétisme chimérique de faible portée », comme avec la préteotion à un « savoir supéneur ». Le PCF, a-t-il ajouté, oe coosidère plus le fait d'étre en positioo dominante comme «la

condition préalable à son engage-

torale - ne pouvait prétendre ment ubsolu ». Sans renoncer à parler de « luttes de classes », ce que Maxime Gremetz saluait dans les couloirs, M. Hue a fixé les objectifs à atteindre. Les députés, a-t-il prevenu avec fermeté, doivent « trouver un juste équilibre entre liberté et responsabilité. entre choix individuel et opportenonce à un groupe, de foçon à ce que des ottitudes pouvant conduire à brouiller la perception de la politique du parti et ò susciter craintes et inquiétudes chez les communistes et dans l'apinion ne puissent se praduire ». Quant au parti, il ne « borne pus [son] horizon et [son] ambition ù la réussite de l'octuel gouvernement ». « Nous avons une visée transformotrice plus omple », a dit le se-

crétaire national. Reste, a prévenu M. Hue, que * l'heure n'est pos à la " pouse " et qu'il faut oller de l'avant et contrinuer aux avancées plus fort et plus vite ». Alors que le gouveroemeot vieot d'engager une oouvelle phase de l'action gouvernementale, eo s'attaquant aux réformes politiques et de société, M. Hue veut « consolider » le changement eo une « étape nouvelle » : relance de la consommation, création d'emplois effectifs liés à la réductioo du tem*p*s de travail, réforme de la fiscalité et du crédit. « Sons surenchère », a-t-il précisé.

Ar. Ch.

La nationalisation dépassée?

Evoquant la situation « Inédite » qui a conduit le Parti communiste à « aller ou gouvernement » en laissant des » problèmes non résolus ». comme les privatisations ou la construction européenoe, le secrétaire national du PCF, Robert Hue, a déclaré, Jeudi 13 novembre, au conseil national de son parti : « L'histoire nous apprend que dépasser le capitalisme et les comportements qu'il implique, comme nous le voulons, ce n'est pas seulement changer la propriété de ce que nous avons appelé longtemps " les grands moyens de production et d'échange ". Ce n'est pas, non plus, veiller à l'établissement d'un rapport de forces favorable entre les différents secteurs de l'activité écommique selon la mture publique ou privée de leur propriété. »

« La questinn-cle, în question cruciale, estime M. Hue, c'est celle de l'appropriation véritable par la société - c'est-à-dire les salaries et les citoyens - de leurs activités, nvec ce qu'il fout, certes, de propriété juridique, mais aussi de savoir, de pouvoir, de maitrise effective. Avec, autrement dit, des droits et des capacités de les faire vivre. »

"GRAND JURY"

RTL-Le Monde-LEI

« Portes ouvertes » sur les archives du communisme français

autre est que cela se sache. Profitant de la polémique lancée par le Livre noir du communisme, Robert Hue a proposé d'organiser, le 24 janvier 1998, place du Colonel-Fabieo, « une journée " portes ouvertes " sur les orchives du PCF », cela « paur que journolistes et historiens puissent constater ce qui existe » au premier étage du bâtiment de verre où ces archives sont consultables depuis quatre ans. Le secrétaire national entend ainsi manifester « l'importance politique » que la direction du PCF « occorde aux recherches historiques sur le communisme ». Il y reviendra, à cette occasion, en présence des historiens communistes Roger Martelli et Serge Wolikow et de vétérans qui, au sein de la commission nationale des archives et de la mémoire, enrichissent le catalogue de leurs témoignages écrits

C'est le 5 mars 1993, quarante ans après la mort de Staline, qu'avec l'aval de Georges Marchais Francette Lazard, membre du bureau polltique, engageait le PCF dans cet « ucte politique moieur ». La dirigeante communiste expliquait qu'en dépit de tous les risques de « manipulations du passe », qui « trouvent trop souvent lo caisse de résonance de grands médias », il fallait encourager vigoureusement les travaux sur l'histoire du parti ». Le PCF imitait ainsi le PC italieo, qui, en 1987, avait amorcé le même processus. soviétique : parmi elles, des documents dérobés par les Allemands, récupérés par les Soviétiques, récemment rendus à la France et... redevenus inaccessibles depuis qu'ils ont été déposés à Fontainebleau.

Les archives du CC (comité central) sont accessibles pour la période 1944-1967: selon la règle qui prévaut pour les archives publiques, la libre consultation est possible après un délai de trente ans pour tout chercheur accrédité qui en fait la demande, ce délai étant porté jusqu'à cent ans pour les faits et comportements d'ordre personnel. Tous les jours, de nombreux étudiants viennent travailler place du Colonel-Fabien.

DOCUMENTS TRÈS OISPERSÉS

Cependant, ces archives ne sont pas inventoriées, ce qui limite évidemment leur accès et leur intéret. « L'Internationale communiste ovait une vraie politique d'inventaire ; chez nous règne un desordre bien français », explique Mathilde Angeloni, responsable des archives. Certains se souviennent que les archives du bureau politique étaient consultables par les membres du CC dans le bureau de Gaston Plissonnier, sans prendre de notes et sans oublier de signer le re-

Les archives communistes du PCF sont, aussi. très dispersées. La bibliothèque marxiste de Pa-

UNE CHOSE est d'ouvrir les archives, une En 1992 avaient été ouvertes les archives du PC ris dispose des archives de la section trançaise de l'Internationale communiste d'avant-guerre et de microfilms transmis à partir de 1972 par l'ex-Institut du marxisme-léninisme de Moscou, qui conserve l'ensemble des archives de l'Internationale communiste. D'autres reposent dans le Musée de la Résistance, à Champigny-sur-Mame (Val-de-Marne) ou le Musée de l'histoire vivante à Montreuil (Seine-Saint-Denis) ; c'est le cas des archives Jacques Duclos. Les archives filmées, elles, sont conservées, depuis les années 70, par le cinéaste Claude Thiébaut, qui possède quelques trésors comme la bande-annonce de Fils du peuple, l'autobiographie de Maurice Thorez.

Les archives privées de l'ancieo secrétaire général font en revanche cruellement défaut. « Un fonds beaucoup moins important qu'on ne le dit », tempère M. Hue. Le PCF a tenté sans succès quelques « opproches », comme dit M Lazard, qui s'est rendue chez Jeannette Vermeersch, compagne de Thorez, en 1996 (Le Monde du 4 oovembre). Cependant, dans une lettre datée du 4 oovembre, Jean Thorez, son fils, enseignant à Marseille, met Le Monde « ou défi de fournir la moindre preuve que [sa] mère, Jeannette Thorez-Vermeersch, continu[e] de refuser les urchives de [soo] père o un Parti communiste qui ne s'y est jomais intéressé »...

Ar. Ch.

CLAUDE

ANIMÉ PAR **OLIVIER MAZEROLLE**

AVEC BÉATRICE GURREY (LE MONDE) **ANITA HAUSSER (LCI)**

CLAUDE POZNANSKI (RTL)



Les promesses encore inexplorées de la gauche « plurielle »

noir du communisme et la véhémente réplique de Lionel Jospin à l'UDF, le 12 novembre, n'en finissent pas de faire des vagues et de

ANALYSE _

Un « congrès de Tours à l'envers » ? On n'en est pas là

secouer les vieilles fondations des partis de gauche. Le Parti communiste, en pleine réunioo de son conseil national, n'en est visiblement pas revenu, nombres de ses responsables étant intimement convaincus qu'ils ne sont pas allés aussi loin que le suggérait le premier ministre dans la critique de « la traeédic du statinisme » ou encore étonnés de voir que M. Jospin faisait remonter les heures glorieuses de l'union de la gauche aux élections de 1924, année où « le cortel des gauches », quatre ans après le semble le leune Parti communiste.

Robert Hue a vu, jeudi 13 novembre, dans la déclaration de tive du développement social ». M. Jospin « un acte mojeur pour l'avenir de la gauche trançaise ». En même temps, les propos du premier secrétaire du PS, au moment où ce parti prépare un coogrès où la question du rassemblement de la gauche ne fait pas partie des sujets en débat, relancent les interrogations sur l'avenir même du Parti communiste. Plus que sur son passé, c'est finalement sur son avenir

que M. Jospin invite le PCF à réflé-En préférant parler de « visée communiste » plutôt que « d'identité communiste », six ans après l'effondrement de l'URSS, M. Hue tente de donner les raisons d'être d'un Parti communiste « moderne ». [] est plus qu'une simple attitude, assure-t-il. davantage qu'un parti plus proche des gens, plus combatif. plus ouvert que le PS, comme l'incarne si bien, au gouvernement, le « cumorade ministre » Jean-Claude Gayssot. Il ne fait pourtant pas du communisme autre chose qu'un personne sur lo chose et qui conçoit « une nouvelle alliance » en imagi-

Certains commençent à s'inquiéter, au sein du PCF de la disparition de cette spécificité. « Le plus dangereux pour nous et pour la gauche dans son ensemble, a affirmé, jeudi, le député Patrice Carvalho, ce serait de donner le sentiment de ne plus iouer de rôle spécifique. Petit à petit, lo gauche purielle ne se constituerait plus de partis différents. Les Français auraient le sentiment que s'est opérée une fusion ».

Alors que le PCF et le PS devraient se rencontrer au sommet le 19 novembre et que M. Hue a redit, jeudi, dans la perspective des futures élections régionales, sa volonté de « consolider au plan politique la majorité de gauche plurielle ». la réflexion sur l'avenir des formes de rassemblement de la gauche risque de rebondir, après le congrès de Brest, chez les socialistes. En 1996, dans son livre Pour une nouvelle gauche (Stock), Jean-Christophe Cambadélis, chargé au secrétariat national des relations extérieures et congrès de Tours, n'avait pas ras- « humunisme » qui « fait primer la des fédérations, esquissait déjà

nant que le PS pourrait se refonder en se dépassant. « Nous proposons simplement, écrivait-il, le débouché le plus économique pour lo gauche, la fondation ensemble du mouve-

ment de toute la gauche ». Il y a un an, en décembre 1996 juste avant le congrès du PCF. M. Cambadelis avait repris le terme de « nouvelle alliance ». « Il faudra lui trouver sa formule olgébrique et populaire », notait-il en abservant la difficulté pour le PCF, capable de définit « ce qu'il ne veut plus » - « le stalinisme » - mais hésitant à préciser « ce qu'est le communisme moderne, son identité ou sa pertinence historique ». Chargé de la formation au secrétariat national du PS, Alain Bergounioux pense aussi qu'+ a terme», la question d'une grande force social-démocrate se posera. Uo congrès de Tours à l'envers ? On n'en est pas là. Mais l'expérience de gauche « plurielle » aujourd'hui pourrait servir de laboratoire, demain, à une recomposition. L'idée

Ariane Chemin

perti, officiellement accessible a puis 1993, seront l'objet d'un bei intensit de classification et de p groupement, afin d'en faciliter :

du communisme

son gouvernement, le secrétaire

managed ou is respected manager are sales a set its ME BE ANTHALMEN WIFE a manager of PCF-# will enterment of the tale and the second of the and is property which some is chromities and the mine a thenesis of a sec was more control and the a section of the letter A W. Parte Bart. region an est cours as michigan ou sufficient and a Mary and the parton in

A SOURCE OF A SOUR ing the part of the Mark process of the - 12 mary a पुरिक्तकारी करान्य अन्तराधिकीय के किस Rendrika (Salakan Mari HAR COMPANY OF AN ADMITTA THE REAL PROPERTY OF MERCHANT a serancia di Com assistanta -APPROPRIEST OF THE PROPERTY AND preminer on entactifa -marine and analysis in the last file. angles a substitution beautiful. has be taken a high some playered in the second of the

Burgling and brief alternatives that the property of your in which thereta were the second Entropy to the second many and the state of the state of the state of **lu communisme fra**ncais

SHOW FRANCE mar. 12 - 40) 144 Carried Array 6 A 24 a + Carried Inc. Open mark a part of Somegan and the second with the second of the second THE PARTY OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH to the second se

me lawnings - Resignation of Flance Control gan as less in consumer must be a first grantiti vita Company of the Lands to restrict the Thirty of Many 20 - Hardwin French **就家吃**(人)用以()()()()()

e la gauche « plurielle

The Part of the part of the second

in the same of the same of Land Programme

willy Mark

dance for an income

Dalame of the process

fe, derivent a tra

2 4.73:

A Property of the Con-

(漢句) カイー 511 。

12 V.

A company of the

the figure and adding the

The expression of the second of the second "我们我们的时候,我的现代,不是不是

disputation of the second second second

Lightpage for Comments Silver Suit Listen

Charles and the state of the second

with the Establish Section of

[14] [14] [14] [14] [15] [15] [15] [15]

Aktory and the Town

ARE RESIDENCE OF STREET

Marie de Propins de la faire de la communicación de

Carlo First Printing Co.

gartage with the first time

with a wind of the control of

Appendix groups the contract

property and the first

pendiana at a

hes objected a constant

es auxquelles son parti doit s'atteler

SELON des résultats partiels, dans l'attente des grosses fédérations comme le Pas-de-Calais et le Nord, sur le vote des motions pour le congrès de Brest, la Gauche socialiste, créditée entre 9 % et 11 %, o'a plus guère de chances de retrouver les 16,19 % qu'elle avait obtenus en décembre 1996 à la convention sur l'écocomie. La motion A, de François Hollande, devrait réaliser 85 %, tandis que la motion B, celle d'anciens poperenistes, a du mal à franchir la barre des 5 %. La Gauche socialiste a des difficultés dans ses fiefs. Dans l'Essonne, la motion C a obtenu 40,77 % des voix cootre 56,99 % pour la motion A et 2.24 % pour la B. En Vendée, la Gauche socialiste obtiendrait 35 % et elle friserait la majorité dans le Cher.

Dordogne, la motion A arrive largement en tête avec 89.38 % devant la motioo B 5,9 % et la motioo C 4,72 %. Dans les Landes, sur les terres d'Henri Emmanuelli, rallié à la motioo A, celle-ci est arrivée largement en tête avec 74,89 % des voix, devant la motion B, défendue dans le département par le député Alain Vidalies, qui a recuelli 22,79 % des suffrages. La motion C o'a obtenu que 2,32 %. Selon des résultats partiels, la Gauche socialiste obtiendrait 30,6 % en Mayenne, 18 % en Haute-Garonne, 20% dans le Calvados, dans l'Aveyron et dans le Finistère, 12 % à Paris, 12 % dans le Lot-et-Garonne. Selon des résultats

Seloo les résultats définitifs en

partiels dans les Bouches-du-Rhône, la motioo A serait à 89,53 %,

la Bà 1.47 % et la Cà 9 %. Sans attendre les résultats définitifs des votes, communiqués lors des congrès fédéraux samedi 15 novembre, les différeotes composantes de la motion A, lors d'une réunion jeudi 13 novembre, out esquissé la répartition des places au conseil oatiooal pour les 204 membres élus à la proportionnelle des courants. Sur la base de 85 % pour la motion A, et sous réserve d'ultimes ajustemeots eo fonction des résultats définitifs, la motion A aurait 172 elus sur 204 (84,31 %), la Gauche socialiste et les « mutinistes », s'ils franchissent la barre de 5 %, se partageant 32 élus. Sur ces 172 élus, le bloc majoritaire jospino-rocardieo en aurait 111 (54,4 %), soit 54 jospinistes, 27 rocardiens, 2 Agir en socialistes, 7 Partages, 11 mauroyistes et 10 amis de Martine Aubry.

« MULTICARTES » OU « BICARTES » Dans le deuxième cercle - ceux qui oot rallié la motion A après avoir présenté leurs contributions -, les fabiusiens auraient 44 élus, les emmanuellistes 10, les amis de Louis Mermaz 4, les anciens poperenistes menés par Michel Debout 2 et Jean-Marie Bockel un.

Avec 54 élus, les proches de Lionel Jospin constituent la majorité du bloc majoritaire jospino-rocardien. Avec 26,5 %, ils quadruplent

Les fabiusiens devraient maintenir leurs positions dans la majorité du PS

Les militants socialistes achevaient de voter vendredi 14 novembre

Les adhérents du PS achevaient de voter, vendre-di 14 novembre, sur les motions pour le congrès du PS, du 21 au 23 novembre à Brest : la motion A, de Thérèse Mutin et la motion C de la Gauche socia-Thérèse Mutin et la motion C de la Gauche sociarait entre 65 % et 70 %. La motion A aurait près de

presque le oombre d'élus qu'ils avaient en novembre 1994, à l'issue du coogrès de Liévin (15 élus et 7,35 %). A Liévin, les amis de M. Jospin s'étaient répartis entre emmanuellistes, rénovateurs et motion 2 (Agir en socialistes). Cette demière avait obtenu 16 élus (7,84 %). Trois ans plus tard, elle a éclaté et ne retrouve que deux élus pour Agir en socialistes et un, Christophe Clergeau, pour Changer, abrité par les rocardiens. En 1994, les rocardiens avaient fait cause commune avec les amis de Pierre Mauroy et de Martine Aubry dans un pôle rénovateur qui avait eu 42 élus (20,6 %). A l'issue de Brest, les rocardiens (13,2%) seront le troisième groupe do PS, devant les mauroyistes (5,4 %) et les aubryistes (4,9 %) qui viennent, pour l'essentiel, des rangs de l'association Agir comme l'ancieo maire de Valence, Rodolphe

Dans cette majorité « plurielle » du PS, les amis de Laurent Fabius tirent bien leur épingle du jeu, en maintenant leurs positions. Le président de l'Assemblée nationale se référait à son score du congrès de

n'avait, en fait, que 22,06 % dans le conseil national sortant ce qui faisait des fabiusieos le premier

En passant de 45 à 44 élus, soit 21,6 %, les amis de M. Fabius deviennent la seconde composante numérique de la majorité. Depuis 1994, plusieurs fabiusiens ont rejoint le groupe Partages qui, autour de François Rebsamen et Régis Passerieux, devrait avoir 7 élus, dont un transfuge réceot eo la personne d'André Billardon. C'est le bloc « Emmanuelli-Mermaz-Poperen » qui souffre le plus puisqu'il passe de 76 à 16 élus, en ne comptant que les poperenistes ralliés à la motion A. Chacun peut se consoler au PS aujourd'hui dans la mesure où oombre de respoosables soot « multicartes » ou « bicartes », pouvant être jospino-rocardieo, rocardo-aubryste, jospino-aubryste ou jospino-emmanuelliste. La seule catégorie qui reste introuvable, c'est celle des jospino-fabiusiens.

Michel Noblecourt

M. Chevènement s'enquiert d'éventuelles « infractions » du service d'ordre du FN

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL do Front national, Bruno Gollnisch, ainsi que le responsable du Département protection-sécurité (DPS) de ce mouvement, Bernard Courcelle, ont opposé « le démenti le plus farmel » aux informations apportées par « Dominique » sur les agisse-ment du service d'ordre du FN publiées dans Libération du 13 novembre (Le Mande du 14 novembre). Seloo eux, « Dominique » n'existerait pas et les propos rapportés seraient « truffés d'affabulations mensangères ». Prance 2 a cependant diffusé, lors de soo journal de 20 heures, jeudi 14, un bref entretien avec ce dernier, qui a confirmé l'existence « d'une unité à part », d'une « équipe de choc », au DPS ainsi que la présence de «flingues» dans les «sacs perso» de certains. France 2 a aussi affirmé que la direction du FN avait ouvert une en-

quête interne pour identifier « Dominique ». Interrogé à l'issue d'une réunion du gouvernement à Matignon, le mi-nistre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a déclaré qu'il allait « regarder » si le DPS a commis des « infractions avec la loi ». De son côté, Reporters sans frootières demande au ministre de la justice, Elisabeth Guigou, d'ouvrir une enquête « de manière à faire lo lumière sur cette affaire ».

■ SONDAGE: Le premier ministre enregistre une hausse de sa cote de popularité de 6 points en un mois, selon le dernier sondage d'ipsos, réalisé les 7 et 8 oovembre, donc à la fin du conflit des routiers, auprès d'un échantillon national de 960 personnes et publié par Le Point (daté 17 novembre). Liooel Jospin recueille 60 % d'opinions favorables, son meilleur score depuis son arrivée à l'hôtel Matignoo, contre 34 % d'opinions défavorables. De son côté, le président de la République enregistre son meilleur score depuis janvier 1996 : Jacques Chirac recueille, en effet, 49 % d'opinions favorables (+ 1 point en un mois) et 42 % d'opinions défavorables (+ 3 points).

SYNDICAT : Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a, jeudi 14 oovembre, qualifié de « grossiers » et « vulgaires » les propos teous par Marc Blondel, secrétaire général de FO, dans L'Evenement du Jeudi (Le Monde du 14 novembre). « Ce n'est pas mon registre, ce n'est pas mo manière de dialoguer, encore moins de polémiquer, avec un leader syndical », a poursuivi la secrétaire générale de la CFDT. M. Bloodel avait ootamment déclaré à l'hebdomadaire que «[soo] boulot, ce n'est pas de faire l'amour avec les premiers ministres, que ce soit Juppé ou Jospin » et il avait accusé M= Notat de « trahison » dans le conflit des routiers.

L'accès à la nationalité sera simplifié pour les enfants de ressortissants des anciennes colonies

jeudi 13 novembre, le projet de loi sur la oationalité. Les commissaires de la majorité oot voté l'ameodement du groupe socia-liste, qui fixe à treize ans au lieu de seize l'âge à partir duquel un en-fant d'immigré pourra demander la nationalité française (Le Mande du 14 oovembre). Le groupe communiste, qui avait déposé un amendement permettant l'acquisition de la nationalité par déclaration des parents dès la naissance - solution prônée par le rapporteur PS, Louis Mermaz -, o'était pas représenté lors de cette réu-

Dans le bot de « pramauvoir l'égalité plénière dès lo naissance », Guy Hascoët (Verts) a défendu en vain un amendemeot correspondant à un droit du sol « intégral », doot Véronique Neiertz (PS) s'était faite l'avocate au sein du groupe socialiste. La commissioo, qui a porté à vingt et un ans l'âge limite pour le calcul des cinq années de résidence nécessaires pour l'acqui-sition de la nationalité, a supprimé cette condition lorsque l'enfant a été adopté par une personne de nationalité française o'ayant pas sa résidence habituelle en France.

Sans autoriser l'acquisitioo de la oationalité dès la naissance, la commissioo a adopté un amendemeot de Bernard Roman (PS), Bruno Le Roux (PS) et Jean-Pierre Michel (MDC) qui permet, sur présentatioo du livret de famille, la délivrance d'une « carte d'identité republicaine » à tout enfant né en France de parents étrangers titulaires d'une carte de résideot. Cette formulation a été préférée à celle de « passeport pour la citoyennete françoise » initialement proposée par les députés du Mouvement des citoyens. Pierre Mazeaud (RPR) s'est déclaré favorable à la création de ce titre, qui doit notamment permettre aux enfants mineurs de circuler librement dans les pays de la 200e Schengen.

Contre l'avis de l'opposition, la commission a réduit de deux ans à un an (contre six mois avant la loi Méhaignerie) le délai au terme duquel l'étranger marié à un Français peut acquérir la nationalité française. Cette décision risque de poser un problème de cohéreoce avec le projet sur l'immigration de

LA COMMISSION des lois de M. Chevènement, qui exige un dé-l'Assemblée nationale a adopté, lai de deux ans après le mariage pour l'attributioo d'une carte de résident. Soucieux de « sortir de lo culture de suspicion qui prévolait dans les dispositions récentes ». M. Hascoët souhaitait permettre l'acquisition de la oationalité dès le manage.

La commission, qui a également décidé de supprimer l'exigence des cinq années de résidence pour la naturalisation des réfugiés, a cherché à accélérer la délivrance des certificats de oationalité. Elle a adopté un amendement prévoyant que, six mois après la remise d'un récépissé, l'abseoce de réponse vaudra acceptatioo implicite de l'administration. Les députés ont également adopté des ameodemeots rétablissant le « double droit du sol », qui rend français dès la naissance les enfants nés en Prance de parents nés avant l'indépendance d'anciennes colonies. Ce droit avait été limité, eo 1993, aux enfants nés avant le 1ª janvier 1994. En outre, les conditions restrictives mises en 1993 à l'applicatioo do double droit du sol aux Al-

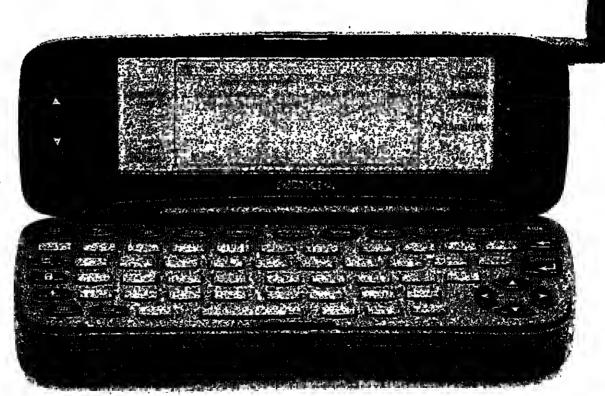
gériens seront levées. La commissioo a aussi rétabli la possibilité d'une réintégration dans la oationalité par simple déclaration des personnes nées dans l'ancien empire français. Les députés veulent aussi inciter les jeunes devenant français à substituer un prénom français à leur précom étranger : ils devraient pouvoir le

faire par simple déclaration. leudi matin, le groupe socialiste a débattu des mesures contenues dans le projet de loi sur l'immigration. Les députés PS, qui devraient ootamment proposer la suppression des certificats d'hébergemeot et le rétablissement de la commissioo du séjour, ont longuement discuté de l'augmentation de dix à douze jours du délai de rétention administrative, dispositioo approuvée par le rapporteur de la commissioo des lois, Gérard Gouzes (PS).

Les députés du Mouvement des citoyens, présidé par M. Chevènemeot, ont salué le « courage » qu'a eu le gouvernemeot de ne pas abroger les lois Pasqua-De-

Philippe Bernard et *Jean-Baptiste de Montvalon*





NOKIA

 et composez, surfez, connectez-vous, envoyez, recevez, organisez, planifiez, lisez, écrivez, archivez, transférez. GSM 900 et GSM 1800.

36 15

NOKIA CONNECTING PEOPLE

NºAzur () 8011 15 15 15

dannées publiées par l'Insee vendredi 14 no-

Le nombre de salariés n'a que peu progressé dans le secteur privé au troisième trimestre

Les emplois familiaux se sont fortement développés depuis 1992

L'économie française a créé 32 100 emplois sala- vembre. En un an, l'emploi n'a progressé que de nombre des emplois familiaux et des orgaries au troisième trimestre (+ 0,2 %), selon les 0,7 %, traduisant l'attentisme des patrons. Une

0,7 %, traduisant l'attentisme des patrons. Une étude du minīstère du travali indīque que le en 1996, grâce aux aides fiscales.

L'ECONOMIE française a créé 32 100 emplois salariés (+ 0,2 %) dans le secteur concurrencel (privé et semi-public, hors agriculture) au troisième trimestre, selon les données provisoires publiées, vendredi 14 oovembre, par l'Insee et le ministère de l'emploi. Après une progression de 0,1 % au premier trimestre et de 0,2 % au deuxième, le résultat de la période juillet-septembre confirme à la fois la fin des pertes d'emplois qui avaient dominé les demiers mois de 1995 et les premiers de 1996. Mais le rythme de créations d'emplois reste peu soutenu et traduit bien l'attenrisme des chefs d'entreprise, pourtant plus confiants en une reprise de la croissance économique.

Ces douze derniers mois (septembre 1996-septembre 1997), le oombre d'emplois salariés n'a progressé que de 0,7 % pour atteindre 13 396 200. Les créations proviennent, comme les trimestres précédents, du secteur tertiaire (+0,6%), alors que l'industrie et la construction perdent respectivement 0,2 % (-1 % sur un an) et

0.6 % (-2.4 % sur un an). Au cours des derniers mois, les services aux particuliers ont connu un développement relativement important, et les emplois dits + familiaux = expliquent en partie ce phéoomène.

Selon une étude publiée, jeudi 13 novembre, par le ministère de l'emploi (Premières synthèses, n46-1, oovembre 1997), « depuis 1992, le nambre d'emplayeurs à damicile, et danc d'emplais familiaux nouvellement déclarés, a considérablement augmente ». Le nombre de ces employeurs atteignait 771 700 à la fin de l'année dernière. Si l'on y ajoute les utilisateurs du chèque emploi-service, créé fin 1993, - ils étaient 289 808 utilisateurs effectifs, mais 589 794 personnes adhérant au dispositif fin 1996 - ce type d'emplois a dépassé la barre du million, soit un doublemeot en

C'est en 1992 que Martine Aubry, déjà ministre du travail, avait instauré une réduction d'impôt de 13 000 francs par an pour ce type d'emplois. En 1994, elle avait été portée à 45 000 francs par Edouard

Balladur, qui avait également doublé le montant de l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED), pour la porter à 12 800 francs par trimestre. Le gouvernement a décidé de réduire de moitié ces deux avantages, et les adversaires de cette mesure ont mis en garde le gouvernement sur les retombées de ses décisions eo madère d'em-

MARCHÉS PAS SATURÉS

Il faut, toutefois, relativiser l'impact des emplois familiaux sur le dynamisme du marché du travail : il s'agit, dans la majorité des cas, d'emplois à temps très partiel. Ainsi, la durée moyenne hebdomadaire s'élève à 8 heures par semaine pour les emplois classiques (12 % ayant une durée supérieure à 20 heures); elle est d'un peu plus de 4 heures pour les personnes payées avec le chèque emploi-service, même si cette formule destinée à simplifier les formalités administratives des employeurs peut être utilisée pour une personne à

entre 1992 et 1996 est ainsi de 52 000 pour les emplais classiques et d'enviran 32 000 paur le chèque emploi-service », résument l'étude.

nombre d'équivolents temps plein

Il n'en reste pas moins que la demande pour ce type d'emploi va croïssant, qu'il s'agisse de faire garder de jeunes enfants ou de s'occuper des persones agées. L'étude relève ainsī l'augmentadon des employeurs de plus de 70 ans.

Par ailleurs, les organismes agréés de services aux personnes ont continué à bénéficier d'une forte croissance de leur activité, qu'ils soient prestataires de services avec leurs personnels, intermédiaire entre employeur et salarié, ou les deux à la fois: 118 000 salariés ont été mis à disposition de 203 000 employeurs. La France reste en retard dans ce domaine par rapport à d'autres pays et le « marché » du maintien des personnes âgées à domicile, par exemple, est loin d'être saturé.

Jean-Michel Bezat

La loi de financement de la « Sécu » ressort bouleversée du Palais du Luxembourg

LES SÉNATEURS ont achevé, dans la nuit du jeudi au vendredi 14 novembre, de « rebâtir » de fond en comble le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Le texte voté par les députés prévoyait une réduction du déficit du régime général de 33 milliards à 12 milliards pour 1998, un basculement de 4,7 points, soit la quasi-totalité des cotisations maladie, sur la CSG, une mise sous condidon de ressources des allocations familiales et une réduction de moitié de l'allocation pour garde d'enfant à domicile (AGED). Excepté l'objectif de réduction du déficit, la version sénatoriale supprime ces dispositions essentielles du projet. Le contre-projet du Sénat sera adopté « solennellement » mardi 18 novembre, avant d'être transformé à nouveau par les députés le 25 novembre, après l'échec certain de la

commission mixte paritaire. Jean-Pierre Fourcade (UDF), président de la commission des affaires sociales, a déclaré qu'il n'était pas hostile au « principe » du transfert des cotisations sur la CSG, mais « qu'en matière de fiscalité, les communistes, opposés à la CSG. grands basculements représentent des apérations dangereuses, des aventures, sur lesquelles les gouvernements sont souvent obligés de reve-

« L'aventure », c'est de laisser le déficit de la Sécurité suclale à 37 milliards de francs, a répliqué Martine Aubry, eo précisant que le «basculement», portant sur 300 milliards de francs, rapporterait 18,6 milliards de francs aux revenus d'activité, 4,5 milliards de francs à la Sécurité sociale. Les sénateurs

De même les élus du PC au Palais du Luxembourg ont préféré ne pas

n'ont cependant pas voté l'amende-

ment de suppression de ce trans-

prendre part au vote sur l'amendement supprimant la mise sous condition de ressources des allocations familiales, alors que leurs amis du Palais-Bourbon avalent voté

Charles Descours (RPR, Isère), rapporteur du projet, a rappellé « solennellement » la position de la majorité sénatoriale: « La mesure du gouvernement est inocceptable, n'o fait l'objet d'aucune concertation et remet en cause les principes fondoredistribution est du domaine de la fiscalité, non de la politique sociale. »

Le Sénat a enfin relevé la nouvelle taxe sur les tabacs portant son taux de 25% à 5% sur les cigarettes et les cigares et de 7 % à 10 % pour le tabac à rouler. A Roland du Luart (RI, Sarthe), qui stigmatisait, en faisant allusion à des propos de Dominique Voynet, « un membre éminent du gouvernement qui préconise l'usage des drogues douces ». François Autain (PS, Loire-Atlantique) a répliqué: « Sons me pronancer sur le principe, s'agissant de la libéralisatian du cannabis, nous pourrians au moins lever une taxe sur ce produit. > Tout le monde, dans l'Hémicycle, a compris que c'était une boutade.

Fabien Roland-Lévy

Claude Allègre envisage de revoir les obligations des enseignants du supérieur

La droite refuse le budget de l'éducation

DEVANT UN HÉMICYCLE déserté à droite, le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, s'est employé, jeudi 13 novembre, à défendre un « budget de remise en ordre ». Ses crédits ont été adoptés par la majorité (PS, PC et RCV). le RPR et l'UDF votant contre. « Il s'agit de restaurer l'école républicaine, de faire en sorte que les maîtres puissent enseigner sans être menacés, de replacer l'enfant au centre du dispositif, de rétablir l'égalité entre les départements », a martelé Claude Allègre.

Les crédits de l'enseigement scolaire s'élèvent à 285,9 milliards de francs (+3,15%), mais ce sont les problèmes d'emploi et de personnels qui ont, en fait, occupé l'essentiel des débats. Ceux des emploisjeunes tout d'abord, dont Claude Goasguen (UDF-FD, Paris) s'est étonné de ne pas trouver le financement complet dans le projet de loi de finances: « Ce budget ne porte aucune trace des 20 % promis (pour compléter le SMIC, NDLR]. Il vous faudra donc supprimer l'équivalent de cent vingt-cinq mille heures supplémentaires, qui représenteraient sept mille emplois qualifiés. Comment sera campensée cette perte sèche pour la qualité de l'enseignement?»

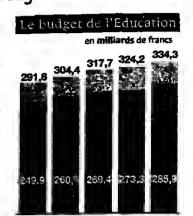
La réponse du ministre de l'échication nationale est apparue peu claire: « Pour 1998, le financement proviendra d'un retour à la vérité pour le calcul des heures supplémentaires. Celles-ci en effet étaient calculées sur augrante-deux semaines alors qu'elles n'étaient effectuées que sur trente-six. Celo ne genera donc nullement les classes. »

FORMATION COMBINÉE

André Schneider (RPR, Bas-Rhin) s'est inquiété de la situation des chefs d'établissement, qui subissent « des charges de plus en plus écra-santes » sans être reconnus. Ségolène Royal a noté que sept cents emplois restaient vacants dans cette profession, faute de candidats. 134 millions de francs est prévue dans le projet de loi de finances », a précisé la ministre déléguée aux ensei-

gnements scolaires. Une question d'Odette Trupin (PS. Girande) sur la farmation continue a permis à M. Allègre d'anooncer une réforme des grétas (groupements d'établissements) et des mafoens (mission académique de formation des personnels de l'éducation naoonale), qui « vont disparaître pour rejoindre les instituts universitaires de formotion des moitres, de sorte que lo formatian continue et initiale des enseignants soit combinée ».

La politique de recrutement devait aussi constituer l'essentiel de la discussion consacrée aux budgets de l'enseignement supérieur, en hausse



ENSEIGNEMENT SCOLAIRE MENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La progression du budget de l'éducation

celle du budget de l'Etat (+1,58%)

de 3 % avec 48,45 milliards de francs et de la recherche (53,05 milliards, soit +1,4%). Avec la création de quatre mille deux cents postes dans le supérieur et de quatre cents emplois dans les organismes scienofiques, il s'agit bien d'une « rupture quec la politique onterieure », a affirmé Geneviève Perrin-Gailard (PS. Deux-Sèvres). Attentif au sort des milliers de leurses chercheurs aul subissent une crise de débouchés sans précédent », André Lajoinle (PC, Allier) a réclamé un « engagement

d'embauches pluriannuel ». M. Allègre en a profité pour annoncer soo souhait de modifier le statut des agrégés enseignants dans les universités, et, plus généralement, de s'attaquer aux obligations de service des enseignants du supétieus. « Il y o ceux qui font de la recherche et ceux qui n'en font pas. Pour ces derniers, quatre heures d'enseignement, celo ne me parait pas

beaucaup », a-t-il précisé. Répondant à la demande de plusieurs députés de tout bord, le miniser un «grond débat onnuel ou semestriel sur les orientations de la recherche et de l'enseignement supérieur . A propos de la réduction des crédits du Centre national d'études spatiales (CNES), M. Allègre a justiflé ce revirement en se prononçant en faveur d'une politique où « l'Europe doit jouer un rôle daminant qu'il s'agisse de l'observation de la terre, des télécommunications ou de l'exploration planeture . Pour autant, « la France participera à lo station spatiale [un projet conçu avec les Américains). Mais sous limitation de ressaurces », a-t-il concédé en préconisant une réforme de PAgence spatiale européenne.

> Michel Delberghe et Béatrice Gurrey

La majorité sénatoriale veut réduire les dépenses budgétaires

LA MAJORITÉ sénatoriale RPR et UDF est consciencieuse. Ses élus ont beau ne plus jouer un rôle maieur dans le processus législatif, la commission des finances du Sénat s'est livrée à un patient travail de réécriture du projet de loi de tinances 1998, sous la houlette du rapporteur général du budget, Alain Lambert (Union centriste, Ome).

En présentant, mercredi 12 novembre, la synthèse de ses travaux. celui-ci a émis une réserve et de multiples critiques. La réserve porte sur les prévisions de croissance -+ 3 % en 1998 - qui ont servi à batir le document budgétaire. Il juge. en effet, « le pari risqué » et considere que ces estimations n'integrent ni « les cansequences des evenements boursiers », ni « l'impact des mesures proposées par le gouvernement lui-même ». Les critiques se

bataille de la majorité sénatoriale. Pour M. Lambert, le message de la commissioo des finances du Sénat est clair: « Pas de dépenses nau-

COUPES POSSIBLES

La majorité de la commission des finances préconise donc le gel des 21,3 milliards de francs de dépenses supplémentaires par rapport au budget 1997, en adoptant des mesures « rustiques muis efficaces ». Outre a une reduction forfolioge sur l'ensemble des crédits des ministères sauf pour lo iustice et la police », le rapporteur général estime à 16 milliards de francs les coupes possibles sur les postes suivants : l'éducation nationale, la fonction publique et les dépenses pour l'emploi. Sur ce point, M. Lambert a évoqué les emplois-leunes, sans pour autant indiquer s'il proposait d'en annuler les concentrent sur l'évalution de la crédits. Toutes ces écanamies ne dépense publique, vieux cheval de seront pas présentées sous forme

d'ameodements s'appliquant à des lignes budgétaires precises, mais comme des déclarations d'intention sur des grands chapitres.

Le Sénat, a expliqué M. Lambert. entend « rendre ces économies aux Français en rétablissant la réduction des impôts sur le revenu pour cinq nns décidée l'un dernier par Alain luppé ». Il a aussi indiqué que la majorité sénatoriale proposerait le maintieo du système des quirats ainsi que de la loi Pons. Le rapporteur général a par ailleurs estimé que le projet de loi de finances et celui sur le financement de la Sécurité sociale donnalent l'impression d'avoir été élaborés de manière non coordonnée. Il a. enfin. souhaité que le gouvernement « ne garde qu'un tiers du capital de France Télécom » pour consacrer les recettes récupérées « au désendet-

Caroline Mannat

M. Chabert (RPR) veut faire la lumière sur les fonds de concours

LES « FONDS DE CONCOURS » provoquent un petit psychodrame à la commission des finances de l'Assemblée nationale après le rejet, en deuxième délibéradon, mercredi 12 novembre, d'un amendement du rapporteur spécial des services financiers, Henry Chabert (RPR. Rhône). Celul-ci prévoyait la réintégracion d'une dizaine de milliards de francs dans le budget général de l'Etat. Cet amendement avait éte adopté la semaine derniere par les commissaires aux finances. A la demande du rapporteur général du budget Didier Migaud IPS, Isère], il a été resoumis au vote mercredi et repoussé. selon une procédure prévue mais

peu fréquemment unlisée. De quoi s'agit-il? Les fonds de concours regroupent en théorie des recettes qui n'ont pas d'origine fiscale et ne soot pas intégrés au budget de l'Etat. Selon M. Chabert, qui ne conteste pas ce principe, la « transparence » commanderait de réintégrer dans le hudget des services financiers 10 milliards de

en fonds de concours. A Dix milliards de francs, c'est plus de 20 % du budget des services financiers qui s'elève à 46 milliards », souligne-t-iL Ces sommes servent généralement à différents usages, finançant pour l'essentiel les dépenses de personnel et de fonctionnement courant des services du ministère de

l'économie. M. Chabert se défend de vouloir mettre en criuse les sommes distribuées v. Il fait valoir que les 10 milliards de fonds dont il demande la réintégration ont bel et bien une origine fiscale puisqu'ils proviennent d'une part du prélèvement sur le produit attendu des redressemeots (pour 4.5 milliards de francs) et. d'autre part, d'une fracdon des « taxes sur les impôts locaux » que l'Etat perçoit quand il effectue des prélèvements pour le compte des collectivités locales (5,5 milliards de francs).

Tous les gouvernements useot des facultés offertes par les fonds de concours qui sont rattachés au budget en cours d'exercice. Pour francs sur les 11,4 milliards inscrits M. Chabert, il s'agit simplement de

se mettre en conformité avec l'article 110 de la loi de finances 1996. Cet article 110, jamais vraiment appliqué, prévoit la réintégration dans le budget de l'Etat de tous les fonds extra-budgétaires.

Dans un souci de conciliadon, et après compromis avec le ministère de l'économie et des finances, M. Migaud a fait voter un amendement proposant de réintégrer 246 millions de francs percus au ôtre des cadastres et hypothèques dans le budget de l'Etat. M. Chabert, lui, oe cede pas : il entend représenter son amendement des l'examen du budget des services financiers, en séance publique, lundi 17 novembre, en comptant sur la « sagesse » de l'Assemblée. Il affirme que son inidative ne constitue « pas une démarche politicienne - mais est dictée - par une véritable préoccupation de transparence .. Il assure par allleurs qu'une telle réintégration serait pratiquement sans incidence sur le solde budgétaire.

to the second se

Le RPR vient chercher à Colombey « une piqûre de rappel »

COLOMBEY-LES-DEUX-ÉGLISES (Haute-Marne) de natre envoyé spécial

Rentabilité oblige : la ligne a été jugée secondaire, elle a donc été subitement « allégée ». La SNCF a, ainsi, supprimé, cette année, le train qui, depuis près de trois décennles, permettait aux parlementaires du RPR de revenir, dès la mi-journée, via Bar-sur-Aube, de leur pèlerinage annuel sur la tombe du général de Gaulle. Il a donc fallu trois heures de car à la petite centaine de députés et de sénateurs, qui avaient fait le déplacement à Colombey, jeudi 13 novembre, pour regagner Paris.

Ce n'était pas un jour de chance. Evidemment, après le désastre des élections législatives du printemps, chacun pensait surtout aux absents, à l'espérance de vie d'un pareil pèlerinage, voire à la capacité de survie du RPR lui-même. « On vient chercher une piqure de rappel », se justifiait, mi-désabusé, mi-goguenard, l'ancien député (séguiniste) de Saône-et-Loire, Jean-Paul Anciaux.

Pour grossir un tant soit peu le cortège, la direction du mouvement avait, en effet, fait signe à quelques députés battus en juin, ainsi qu'à un groupe d'une trentaine de jeunes militants. « C'est quai La Baisserie?», demanda une militante, un peu maladroitement, en pénétrant dans l'ancienne propriété du général. Comme pour s'excuser, à l'heure où le RPR s'interroge, précisément, sur sa référence au gaullisme, cette jeune femme expliqua qu'elle n'avait adhéré qu'assez récemment, « pour soutenir Aloin Jup-

Mais l'ancien premier ministre n'était pas là, pas plus que son prédécesseur. Edouard Balladur, pas plus que l'actuel président de l'association des Amis de

Jacques Chirac, Bernard Pons, et pas plus que Charles Pasqua, qui préfère effectuer, chaque année, ce retour sur ces terres vénérées avec les Compagnons de la Libération. Aussi, parmi les dignitaires habituels, l'ancien ministre de la justice, Jacques Toubon, reconverti en attaché parlementaire du président de la République, s'employait surtout à convaincre les députés néogaullistes d'être présents, à la fin de novembre. pour l'examen du projet de loi sur la nationalité.

* TOUT RECOMMENCE TOUJOURS * Et, parmi les dix membres de la nouvelle « équipe de transition » du RPR, seuls Philippe Séguin et Nicolas Sarkozy étaient là, en compagnie du président du groupe de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré. Agacé par le manège des micros et des caméras, le nouveau président du RPR finit par concéder cette forme d'optimisme, d'inspiration gaullienne, à l'adresse de tous ceux qui peuvent s'impatienter dans une traversée du désert : « Taut recammence toujours » Pour M. Séguin, le « devoir de mémoire » se conjugue avec le « devoir d'avenir ». « Le RPR est en réflexion pour actualiser, non les valeurs du gaullisme, mois la traduction de ces valeurs dans la vie quotidienne », expliqua-t-il.

Plus prosaïquement, sur le pas de l'églisé de Colombey, M. Sarkozy comprit le caractère d'urgence du message à faire passer. « Heureusement, dit-il, ceux qui nous prédisent une catastrophe pour les élections régionales sont les mêmes qui nous prédisaient un succès aux législatives » Mais, déjà ancien dans la famille néogaulliste, lui-même ne put gommer ce propos, empreint tout à la fois d'ambition et d'incertitude : « Lu politique, c'est l'art de savoir gérer le temps. »

Jean-Louis Saux

Claude Allègre envisage le revoir les obligations enseignants du supérieur

drate refuse le budget de l'equation AND STREET, ST. ST. ST. Marie Book Courses and a few It is not become fall the the state of some contraction to

State of Figure 1977 and State of the

me de tra troit (una ST. SHOOT WATER SING. for the same of the same

the allegen at the constraints COME REPORT THE PART OF THE PART.

in the state of the state of from whiteless our money-The state of the last

to budget de le budge NOW A PROPERTY OF THE PARTY THE PERSON NAMED IN COLUMN skippin par le miliante (15, And the state of t

A. 14. 1. 1. 1.

2.2 Aug 1

April 1

.....

法国事情 经收益 化 地區 人 A SAME OF SECULAR SECU THE THE WATER THE Service from the strain. AND STREET, STREET STREET 海 (- 海海 (京) 1 mm) 3 × 41 the game treatment on filtrain ! THE REPORT OF THE PARTY OF THE THE WAY SHOULD ON THE PERSON

The second of the first of the second of the second STORESTON MANAGEMENT OF THE PARTY. Charles and the second the state of the state of the sail grand the transfer of the transprovide in an in Market Street By Marie 1 18 1 19 19 19 19 19 19 the second section is a second Same of the lates of the same en kinging digan at the contract of the contract of

Charles and see also in mining THE RESERVED TO SERVED IN BERTHREST ITTE WATER prince the following their section of the con-But the winders and the BY I SAME THE WELL THE particular the many parts of the part of the Service of a regulation of Barrier Box Hickory Control State Springer of the engineering of which will be

BEING BERTEIT BERTEIT BETTE BEI GETEITE GETEITE Proceedings for got that the recommendation of the contract of SHOWER HE ARE LENGTH - WIT Medical States and the Beach police distribution of the contract And Antonio and the second Miletel Been green at the comment of the SA SEED FOR THE SAME Control of the second 要素をできる かんしょう White was be because it is not

The Comment of the Contraction of the The second second second Sampling of the service of the ser Commission with the arms. White the second state of the same

clamber - une pique de 1499 The same of the same of Markett Street, by Morror 2 7 THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH The fight of the day of the total

The second second

The Party Days

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH - Build MacCompanies & Tenestee To (1) **製み製作品 (2) アル**ールでは、アイト **建筑** The Manager of the second NOW THE VICE OF Market Sant Larry

The Francisco The same of the sa Grant Grant Comment Man there are Establish special Printer Commence

等数等的过去 The Market of the Control THE RESERVE TO SERVE THE PARTY OF THE PARTY

Will good towner are Ell March Services The same of the sa A STATE OF THE STA

SOCIÉTÉ

nombre croissant de ces dossiers contentieux croissant en matière de délinquance financière. Les magistrats reconneissent manquer d'une formation pointue en matiere économique et financiere. • À PA-

RIS, les douze magistrats de la galene financière gèrent de front une quarantaine de dossiers, en moyenne. Plusieurs d'entre-eux notent l'insuffisance de la coopéra-

tion internationale: « Comment peut-on imaginer encore une justice franco-française au regard du fonctionnement des circuits financiers internationaux », demande l'un d'eux.

La justice est démunie face à la progression des affaires financières

Des juges, comme Eva Joly ou Laurence Vichnievsky, demandent de nouveaux moyens face à la complexité des dossiers et à leur nombre croissant. La législation sur la spécialisation des juridictions n'est quasiment jamais appliquée et les magistrats manquent d'une formation adéquate

ELLES AVAIENT PRIS DOUT babitude de se taire, mais en deux jours elles ont toutes deux parlé. Eva Joly, juge d'instruction à la galerie financière de Paris, a demandé, mercredi 12 novembre, dans La Tribune, des « conditians décentes de travail et un local digne », afin de pouvoir acbever l'enquête sur les errements du Crédit lyonnais. Laurence Vichnievsky, qui travaille avec le juge Joly sur le dossier Elf, a estimé le lendemain, dans Le Parisien, que les magistrats financiers étaient actuellement « dans l'impossibilité matérielle » de traiter leurs dossiers.

TRIBUNAUX Plusieurs juges spécialisés dans les affaires finan-

cières demandent de nouveaux moyens pour mener à bien leurs in-vestigations. La complexité et le Il accent et au la literation de quelques juridic-tions spécialisées, à partir de 1994, n'a pas permis d'absorber un

Un mois auparavant, le président du tribunal de Paris, Jean-Marie Coulon, et le procureur de Paris, Gabriel Bestard, avaient écrit à Elisabeth Guigou afin d'évoquer les difficultés suscitées par la multiplication des affaires financières (Le Monde du 31 octobre). « Le contentieux pénoi s'est considérablement alourdi, écrivaient MM. Bestard et Coulon. [...] Une réunion pourrait être ublement organisée. » A Paris, la seule affaire du Crédit lyonnais mobilise cinq Juges d'Instruction qui s'appuient sur deux services de police. En France, cette affaire a donne lieu à l'ouverture de soixante-dix informations judiciaires.

Ces magistrats expriment à leur manière les à-coups d'une révolution culturelle qui remonte tout au plus à une dizaine d'années : le



mettent en difficulté les juridictions.

traitement, par un monde judiciaire babitué à réprimer les vols et les bomicides, de la délinquance en col blanc. . Depuis quelques années, l'entreprise n'est plus une terra incognita paur le Juge, et la Jusbce n'est plus une terre de barbarie pour l'entreprise, résumait récemment le procureur adjoint de Paris, Jean-Claude Marin. Cette découverte mutuelle ne se fait pas sans douleur, mais elle a suscité une réelle amélioration de notre démo-

Les textes sur la délinquance économique et financière sont anclens - la corruption est incriminée depuis 1791, et l'abus de biens sociaux est entré dans la législation française en 1935 -, mais jusque dans les années 80, lls étaient très peu appliqués. « Si le nombre de chefs d'entreprise mis en examen a augmenté - il pouvoit difficilement balsser dans un domaine ou la non-application de la loi nénale atteignait des records -, c'est que les infractions sont dénoncées et

poursuivies plus souvent qu'ouporovant », analyse le professeur de droit Mireille Delmas-Marty dans Pour un droit cammun de l'humaniié (éditions Textuel).

MANQUE DE FORMATION

Cette « evolution de l'opinion publique et des pratiques judiciaires », selon le mot de Mm Delmas-Marty, a conduit à une multiplication des procédures. En dix ans, de 1984 à 1994, le nombre de condamnations pour corruption et trafic d'influence est passé de 44 à 104. En matière d'abus de biens sociaux, le chiffre a progressé de plus de 50 %, passant de 198 en 1990 à 310 en 1994. Aujourd'hui, la plus grosse section financière de France est celle du parquet de Paris : ses 11 magistrats suivent 426 instructions en cours. Tous les ans, cette section ouvre 140 informations judiciaires et procède à 450 citations

Confronté à la progression de ce contentieux, mais surtout à son extrême complexité, le législateur avait décidé, en 1994, de créer des juridictions spécialisées en matière économique et financlère. Dans chaque cour d'appel, un ou plusleurs tribunaux avaient été désignés pour suivre les affaires qui « sont au apparaîtraient d'une grande complexité ». Si le parquet de Sens, situé dans le ressort de la cour d'appel de Paris, découvrait une affaire financière difficile, îl pouvait ainsi renoncer à la confier au seul juge d'instruction de la ville pour la diriger vers la galerie financière de Paris.

Le mécanisme fonctionne pourtant très mal. Les juridictions retenues sont souvent surchargées et, faute de moyens, la plupart n'ont de « spécialisée » que le nom : les magistrats qui s'y trouvent n'ont reçu aucune formation parti-

culière. On a mis de belles pancartes sur des moisons vides », tésume un magistrat. Dès novembre 1994, la commission anticorruption de Simone Rozès, d'André Bergeron et de François Ceyrac avait dénoncé ces carences. « La commission canstate qu'aucun moyen budgétaire n'a accampogné les lois du 6 août 1975 et du 1ª février 1994 », notait-elle.

Un an plus tard, un rapport de la sous-direction des affaires économiques et financières de la chancellerie regrettait a son tour l'absence de formation des magistrats. «Les juges de l'an 2000 ressemblent, à s'y méprendre, en ce qui concerne la formatian economique et financière, à ceux de la reforme Debré, notaient Michel Dobkine, Marie-José Lotte et Bruno Jactel. [...] Confronté oux litiges écanomiques et financiers, civils ou pé-naux, le juge doit pourtant sortir de son isolement juridique. La résolu-tion des conflits passe, en effet, autant par l'application des règles de droit que por la compréhension de mécanismes économiques de plus en plus complexes. »

VAINES RECOMMANDATIONS

Plaidant en faveur d'une démarche pragmatique favorisant la « professionnalisation » de la magistrature, le rapport proposait que le concours de l'Ecole nationale de la magistrature comprenne une éprenve obligatoire de droit économique et financier, qu'un complément de formation soit dispensé par HEC ou l'Essec et que les magistrats fassent des stages dans les tribunaux de commerce.

Surtout, il suggérait de donner un cadre juridique clair aux sections économiques et financières qui existent de facto dans les grosses iuridictions et d'y affecter des magistrats vraiment spécialisés. Pour le moment, ces re-

vies. Si l'on met de côté les grands tribunaux comme Paris, Lyon ou Marseille, la délinquance économique et financière est donc souvent traitée par des juges d'instruction qui n'ont pas reçu de formation particulière. Même quand elles existent, les sections spécialisées ne sont d'ailleurs pas forcé-

Le rôle grandissant de la Cour des comptes

La Cour des comptes et les chambres régionales des comptes participent de plus en pins directement à la lutte contre la délinquance économique et financière. De 1992 à 1995, le nombre de dénonciations transmises à la Justice est passé de 17 à 64. « En raison des suites judiciaires dannées [à ces transmissions], leur utilité est devenue de plus en plus évidente », constatait en 1995 une étude de la sous-direction des affaires économiques et financières de la chancellerie.

Dans la moitié des cas, la justice ordonne des investigations: 26 % des transmissions donnent lieu à une information indiciaire et près de 30 % à une enquête préliminaire. Les procédures restent cependant extrêmement lentes: entre la date des faits et celle de leur dénonciation, il s'écoule, en moyenne, un délai de cinq ans. La prescription des délits étant de trois ans, certaines découvertes faites par la Cour ou les chambres régionales sont trop tardives pour être prises en compte par la justice.

ment la panacée : bien des magistrats estiment que certains dossiers sont si complexes qu'ils gagneraient à être traités par des équipes pluridisciplinaires. « Ces équipes pourraient se composer, par exemple, de magistrats de lo Cour des comptes, d'experts de la Bonque de France, de policiers spécialisés au d'ogents du fisc », note Laurence Vichnievsky.

Anne Chemin

Les syndicats réclament la création de « pools » d'enquêteurs

RÉAGISSANT aux propos du juge Eva Joly, Elisabeth Guigou a affirmé, mercredi 12 novembre, qu'elle ne « répartirait pas son budget en regardant les médias ». « Il y a beaucoup de besoins ananymes, non exprimes, dons des affoires nan médiatiques, qui doivent mobiliser les moyens de man ministère », a ajouté la ministre de la justice. Le budget 1998 prévoit la création de 762 emplois, dont 70 magistrats, 100 greffiers et 130 fonctionnaires. Elisabeth Guigou a en outre annoncé un recrutement exceptionnel de magistrats, de greffiers et de fonctionnaires

Les syndicats de magistrats demandent certes des moyens, mais beaucoup estiment que le traitement de la délinquance économique et financière exige surtout de nouvelles méthodes de travail. « La lai de 1994 sur la spé-

« DANS UNE AFFAIRE finan-

cière, larsque dans un cabinet de

juge d'instructian vous avez un fau-

certains juges bénéficient, au-

jourd'hui, d'une renommée égale

à celle des vedettes qui défilent

magistrats de la galerie financière,

installés tout au long d'un couloir

au troisième étage du tribunal de

Paris, se plaignent tous de l'engor-

Chargés de traiter des affaires

de faux bilans, d'abus de biens so-

ciaux, de fraude fiscale, de blan-

chiment d'argent, de trafic d'in-

fluence et de corruption, ces juges

ont, en movenne, d'une quaran-

taine de dossiers à gérer de front,

dont une dizaine sont considerés

Au sein même de la galerie, cha-

cun s'est peu à peu constitué sa

spécialité. Tout en ayant instruit

des affaires purement financières,

telles que Pechiney ou le litige

gement de Jeur cabinet.

comme sensibles.

1.3

cialisation des juridictions n'a quasiment Jamois été appliquée, souligne le secrétaire général de l'Union Syndicale des magistrats (USM, modéré), Valéry Turcey. Le problème, aujourd'hui, c'est la transparence des relations avec les officiers de police judiciaire (OPJ), qui dépendent du ministère de l'Intérieur. Il faudrait créer des cellules d'enquêteurs directement rottachés à la ju-

Le secrétaire général du Syndicat de la magistrature (SM, gauche), Jean-Claude Bouvier, estime pour sa part que le dossier « exceptionnel » du Crédit lyonnais nécessite des « moyens exceptionnels ». « Il faut affecter à ces juges d'instructions des OPJ en nombre suffisant, détacher auprès d'eux des experts et créer de véritobles équipes de travail, note-t-il. Au delà de cette affaire, il faudrait professiannaliser lo ma-

gistrature dans le domaine économique et financier mais surtout, que la justice puisse disposer d'équipes d'OPJ placées sous san autorité. .

Enfin, le président de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite), Georges Fenech, estime que le cri d'alarme des juges financiers est « fondé ». « Quond an instruit une affaire aussi énorme que le Crédit lyonnais, on devroit être déchargé de tous ses autres dassiers, affirme-t-il. La lai de 1994 o été un èchec : les juges d'instruction gardent quasiment tous les dossiers économiques et financiers de leur ressort, même s'ils ne sont pas spécialisés. Mieux vaudrait créer des véritables pools financiers dans choque cour d'oppel et leur affecter les moyens budgétoires disponibles. »

M. Cupillard est condamné à deux ans de prison ferme pour corruption

GRENOBLE

de notre correspondante Vice-président (RPR) du conseil général de l'Isère, maire de l'Alped'Huez, Jean-Guy Cupillard a été condamné, jeudi 13 novembre, par le tribunal correctionnel de Grenoble, à trois ans de prison dont un an avec sursis, 1,5 million de francs d'amende et cinq ans d'interdiction de droit de vote et d'éligibilité pour « recel et complicité d'obus de biens sociaux, carruption possive, entente frauduleuse, recel et complicité d'abus de confionce, concussion ». Les attendus motivant ce jugement ne seront rendus publics que lundi.

Il était reproché au vice-président de l'assemblée départementale, en charge de l'équipement et des routes, d'avoir monnavé l'octroi de marchés publics contre des dons en liquide, des parrainages de la station de sports d'hiver de l'Alpe d'Huez ou des avantages en nature, notamment des voyages d'agrément. Le ministère public avait requis trois ans de prison ferme et souligné l'importance de cette affaire qui, selon lui, « met au jour des pratiques ayant eu cours pendont une dizoine d'orinées dons l'Isère » (Le Monde du 11 octobre).

Jacques Allègre, directeur de l'agence locale de l'entreprise Jean Lefebvre, qualifie par l'accusation de « carrupteur en chei », a été condamné à deux ans de prison Jacques Follorou avec sursis, 1,2 million de francs

d'amende et cinq ans de privation de droit de vote et d'éligibilité. Parmi les huit autres chefs d'entreprises poursuivis, sept se sont vu infliger des peines comprises entre un an avec sursis et 200 000 francs d'amende et six mois avec sursis et 100 000 francs d'amende. Le huitième a été relaxé.

Xavier Péneau, ancien directeur général des services du département et ancien directeur de cabinet d'Alain Carignon, a été condamné à huit mois de prison avec sursis et 120 000 francs d'amende tandis que le conseiller général (RPR) Jean-Yves Poiner, dont le voyage de noces avait été financé par une entreprise, a été sanctionné par quatre mois de prison avec sursis et 60 000 francs d'amende.

Ressortl libre de l'audience, Jean-Guy Cupillard a aussitöt annoncé son intention de faire appel du jugement. Il a également précisé qu'il continuerait « o exercer [ses] fonctions ». Cette declaration n'avait pas, jeudi en fin de journée. suscité de commentaires chez les élus départementaux. L'actuel président (RPR) délégué, Michel Hannoun, lui-même mis en examen pour « recel d'obus de biens sociaux » dans l'affaire Maillard et Duclos, a fait savoir qu'il n'avait pas pour habitude de « commenter les décisions de justice ».

Nicole Cabret

Le bon déroulement des enquêtes se heurte à l'internationalisation des circuits financiers cause, les procédures sont partientre MM. Tapie et Trancbant, Edith Boizette est ainsi régulièrement désignée dans les affaires de

A Paris, une quarantaine de dossiers pour chaque juge

teuil et une chaise, l'avocat offre santé publique (« vacbe folle », d'emblée le choix à son client qui amiante). choisit taujaurs l'optian lo plus Les procédures sont complexes, confortable. Pour le banditisme, les magistrats sous-traitent de nombreuses parties de leurs enc'est le contraire. » A fréquenter les quêtes aux policiers et aux exhommes d'affaires et les grands perts-comptables assermentés. patrons, les juges d'instruction parisiens de la galerie financière du Les commissions rogatoires Internationales - indispensables dans tribunal de grande instance ont fibon nombre de procédures - sont ni par bien connaître leurs habisouvent exécutées dans des délais tudes face à l'institution judiciaire. incompatibles avec l'exigence d'ef-La lutte contre la délinquance en ficacité judiciaire requise pour les col blanc devenant la vitrine de

besoins de l'enquête. l'action de la justice en France, « Pour obtenir de simples relevés de comptes de lo Société générale à Manaco, il faut une mabnée pour rédiger les octes et entre six mois et dans leur cabinet. Mais les douze un an pour les recevoir », détaille un magistrat qui, à l'instar de ses collègues, ne distingue aucun horizon avant la création d'un véntable espace judiclaire européen. « Comment peut-on imaginer encore une iustice franco-française au regard du fonctionnement des circuits financier internationaux ! C'est

anachronique », lance-t-il.

La mise en avant de cette justice économique a fait tomber des tabous. « Aujaurd'hui, c'est bien ancré dans les esprits, un patron ou un homme politique peut faire de la prison. Néanmoins, cette évolution ne s'est pas faite sans autocensure », estime un magistrat. Selon lui, « lorsque les puissants sont en

culièrement soignées et le parquet est aux aguets ». Au parquet, le ca-ractère « signalé » de certaines affaires est très clairement identifié dans les dossiers.

Décrite comme plus frondeuse que ces collègues, le juge Eva Joly, qui suit les dossiers phares du Crédit lyonnais et d'Elf Aquitaine, occupe le devant de la scène médiatique. «L'ovantoge du juge Jaly réside dans le fait qu'elle n'oppartient pas au sérail parisien. D'origine norvégienne, elle n'est pas issue de la culture de corps à la française. Son caractère onglo-saxon l'a rendu redoutable », insiste un de ses collègues, qui ajoute : « Elle tape tous azimuts et jaue avec molice des pudeurs de l'élite politico-judiciaire de

« Dans ce type d'affaires, les personnes mises en cause n'avouent jamais »

Au regard de la dimension tentaculaire des dossiers financiers, en particulier celui du Crédit lyonnais, qui, à lui seul, menace de bloquer le travail de la section financière, les juges optent pour diverses stratégies. « Evo Joly le dit elle-même, elle explore le plus grand nambre de pistes au visque de se perdre proceduralement et de faire perdurer au-delà du raisonnable les informatians dant elle a la charge. Jean-Pierre Zanoto n'hésite pas à trancher dans ces dossiers et fonctianne de manière plus méticuleuse, mais les offoires sortent », témoigne un avocat en relation avec les deux magistrats.

Spécialités des cabinets de cette galerie, les auditions marathons cinq, voire dix heures - ne sont pas rares. « Dans ce type d'affaires, les personnes niises en cause n'avouent jamais. Il existe toujaurs une bonne explication à tel abus de biens sociaux ou telle monipulation comptable. L'obsence d'aveux nous rend la tache fastidieuse », note un membre de la section financière.

De plus, les anciens chefs d'entreprises ou banquiers qui fréquentent les cabinets des juges sont souvent prolixes et peuvent surprendre. Lors de l'interrogatoire de Jean-Maxime Léveque. ancien dirigeant du Crédit lyonnais proche du RPR, par Eva Joly, dans l'affaire IBSA, M. Lévêque a opposé une fin de non-recevoir à certaines de ses questions au motif que leurs formulations n'obéissaient pas, selon lui, aux règles de la syntaxe française.

LE PROCÈS PAPON

Maurice Papon s'engage à fournir la liste des juifs qu'il affirme avoir sauvés

Au cours d'une audience consacrée à l'examen de la vie quotidienne et aux relations au sein de la hiérarchie de la préfecture de la Gironde durant l'Occupation, l'accusé a assuré avoir épargné des personnes à chaque convoi

BORDEAUX

de notre envoyé spéciol Quelqu'un s'intéresse-t-il au pracès en ce début d'audience, jeudi 13 navembre? Tandis que Me Bertrand Favreau, conseil de la Ligue des Droits de l'hamme, glorifie le passé résistant de son confrère Joë Nordmann, doyea des parties civiles, Maurice Papon feuillette un livre, ses avocats ba-vardent. Me Arno Klarsfeld procède à du rangement sur son bureau passablement désordonné.

Et puis Me Michel Zaoui prend la parole. Les interventions rares et posées de cet avocat des anciens déportés internés juifs et leurs families attirent naturellement l'attention. Loin de la rhétorique administrative, il part en quête d'éléments cancrets: l'accusé peut-il faire le récit d'une journée ordinaire à la préfecture de la Gironde, entre 1942 et 1944?

Maurice Papon, dans son box, remercie l'avocat de son ton caurtois et decrande à rester assis. Il est maintenant ici un peu chez lui, Il raconte : « On m'apporte le courrier vers neuf heures. C'est une séance un peu rituelle. Je fais un premier tri, c'est man métier. » L'anciea baut-fonctionnaire, amoureux de l'ordre et du travail bien fait, précise: « Il v avait deux tas: un relatif aux affaires difficiles, délicates, graves. Et un tas pour la bureaucra-



Un policier de garde près d'une porte.

tie courante, à renvoyer dans les services (...). Ensuite je reçois des [visiteurs]: président de chambre de commerce, du syndicat des transporteurs. Et l'on arrive ainsi en fin de matinée. Vers 11 h-11 h 30, ie me pointais chez Maurice Sabatier (NDLR: le préfet régional) après avair téléphané à M. Chapel (NDLR: directeur de cabinet). Ensuite, on entrait dans le vif des affaires pour avoir une décision de

Mº Zaqui affine ses questions: « Lorsque Maurice Sabatier prenait une décision, étiez-vous d'occord? - En accord ou pas, le chef c'était Maurice Sabatier.

– Un oncien préfet est venu dire à la barre que le secrétaire général colle tellement à son patron que la décision est finalement la sienne... - En l'occurrence, sa phrase est ambigué (...). Quand on est délégué.

ponsabilité ne se divise pas. L'autorité ne s'émiette pas. Elle ne se par-

Paur illustrer san prapas, Me Zaoui lit une lettre de Maurice Papon adressée, en 1942, à Jean Leguay, délégué paur la zane oc-cupée du secrétaire général de la palice Reaé Bausquet: « "J'ai l'honneur, dites-vous à lean Leguay. vous confirmant ma communicatian téléphonique de ce jaur, de vous rendre compte que le service de sûreté allemand m'a demandé d'assurer la préparation, pour la semaine prochaine - vraisemblablement le mercredi 26 août - d'un canvai à destination de Drancy, dans lequel seraient compris tous les juifs des deux sexes, de tout âge et de taute nationalité, actuellement internés à Mérignac et à l'annexe de Bacalan". Là, ce n'est pos le préfet, c'est bien vaus qui par-

« TANDEM » PRÉFET-SECRÉTAIRE Maurice Papaa ne se démante

pas: « Je trouve que le choix [de cette lettre] est exemplaire des relations avec Maurice Sabatier. Garat (chef da bureau des questions juives de la préfecture) me rend compte des demandes dant il a été saisi par Doberschutz (un des responsables allemands des questions juives au sein de la police de sûreté allemande, KDS, de Bardeaux), qui d'ailleurs doit vivre aujaurd'hui tranquillement dans le Wurtemberg, car îl n'a jamais été poursuivi... Je classe donc parmi les affaires graves et dramatiques. M. Sabatier m'avait dit, devont les demandes de cet ordre, il faut commencer par gagner beoucoup de temps. On saisissait donc le gouvernement. Les Allemonds, quand on leur disait qu'on saisissait les autorités supérieures, ils se mettaient au garde-à-vous. D'ailleurs, lisez jusqu'au bout. Il est écrit aussi dans cette lettre: "J'ai fait toutes réserves sur la participation opération.">

Mais Me Zaoui veut délaisser le fond, réservé à d'autres audiences, pour s'en tenir à la forme. L'avocat entend démantrer qu'au-delà da droit administratif et du problème de la délégation de signature octroyée à l'accusé en ces temps-là, dans les faits, le secrétaire général et le préfet composaient un « tandem » prenant des décisions « en osmose ». « Pouvez-vous nous donner des exemples de votre apposition oux décisions de Maurice Sabatier? Y-a-t-il eu des désaccords sur les convois ? » « Il faudrait voir les dossiers les uns après les autres », rèpond l'accusé.

Alors la cour en vient à l'organisation de l'appareil d'occupation allemand et à ses relations avec l'administration française. A l'arrivée de Maurice Papoa a la préfecture de la Gironde, en mai 1942, la Feldkammandantur 529, apprendon, avait été dessaisie des affaires juives au profit du KDS dirigé par Hans Luther, jusqu'en octabre 1943, puis Walter Machule.

S'il oublie certains faits, Maurice



Sur la mezzanine, des journalistes, cramponnés à leurs stylos, jumelles à la main.

Papon a la mémoire des hommes. Le gestapiste Dhose: « J'avais un ami très proche qui le tenaît par les avantages dont il pouvait profiter dans certains comportements plaisants de la vie... » (rires dans la salle). Le responsable de la Feldkommandantur: « Un rhénan, magistrat de profession, anti-nazi. Ce n'était pas un sauvage (...) J'ai saisi deux ou trois affolres pour [lui] mantrer qu'on ne les trompait pas et ils ont été épatés. [D'où] l'opinian [qu'ils ant eu] que j'étais, disons, un bon professionnel » La conclusioa à en tirer: « C'est que dejendre les intérêts de la France et ses compatriotes requiert plusieurs méthodes devant être odaptées à la psycholo-

* DONNEZ-NOUS DES NOMS I »

gie des vis-à-vis. »

Puis sur ses rapports avec le KDS, chargé des questions juives : « Je ne voulais pas de contacts avec ces gens-là, pour me ménager une marge de manœuvre. J'avais laissé en vottigeurs avancés Garat et ensuite Dubarry (NDLR: chefs successifs du bureau des questions juives, placé saus l'antorité de Maurice Papon). C'était une [situation | qui offrait de nombreux avantages, un délai de réflexion pour bâtir une contre-offensive, pour essayer de savoir comment on ollait sauver les gens (...) Mais c'était moi qui tirais les ficelles».

« Donnez-nous des noms de juifs que vous avez sauvés ! > s'exclame Me Alam Lévy, qui remarque que, jamais, dans ses curriculum vitae, il n'avait fait mention de sauvetage de fuifs. « Je répondral par des voix Maurice Papon. Une lecture attentive du rapport d'experts (commis lors de la première instruction, annulée en 1987) donne la liste des gens que j'ai pu sauver. Les radiations directes concernent 130 personnes. » « Il n'y a eu aucun sa tage de juifs ! » s'insurge Me Lévy. « Je sais bien que tout ce que je dis gêne beaucoup M Lévy. En bien, je

Le serment manguant au Maréchal

13 novembre, Maurice Papon. « Ainsi vous auriez été le seul de l'administration à ne pas avoir prêté serment? », s'est étonné M' Bertrand Favreau, qui rappelait que seuls un magistrat et un conseiller d'Etat, à sa connaissance, avaient refusé cet acte. « Oui, je le crois », Marc Varaut, son avocat, a précisé : « Il n'a pas dit "refusé"! » .

Maurice Papon a expliqué: « En Juin 1942 [NDLR: date de sa nomination comme secrétaire général de la préfecture de la Gironde], je n'étais pas là. » Se rendant au chevet de son père malade, il effectua, selon hi, plusieurs voyages entre Paris et Bordeaux. «A mon retour, Maurice Sabatler m'a dit: " Il faudrait que vous prêtiez serment." Je ne l'ai pas fuit et Maurice Sabatier a eu le bon esprit de ne jamais insister. S'il avait insisté, j'aurais refusé. Vous ne trouverex Jamais de procès-verbal à mon nom, à moins de le composer. » Mª AIna Klarsfeld a contesté cette version, en se reposant sur des informations de l'époque, parues dans le quotidien maréchaliste La Pedonnerai, quitte à travailler jour et nuit, la liste de ceux qui ont été sau-

vés à chaque convoi.» Me Alam Jakubowicz, puis Gé-rard Baulanger renchérissent : * Pourquoi n'en avair jamais fait état? » « C'est une question singulière. Cela va nous obliger à rentrer dans les circonvolutions du cerveau. (...). J'ai déjà fait allusion à la pudeur et à mon éducation. »

Et d'expliquer, plus généralement: «La question juive procède de la génération d'aujourd'hui, alars qu'à l'époque les juifs euxmêmes étaient restés discrets sur leurs malheurs. » « Les juifs ne sont pas rentrés tranquillement dans leur vie / rétorque Me Arno Klarsfeld. Il sont rentrés la mort au ventre. Et lo olupart ne sont pas rentrés. »

Puis Me Michel Toabiana souhaite en savoir davantage sur les relations qui se sont établies entre Maurice Papon, à sa naminatioa en mai 1942, et son subordonne, Pierre Garat, à la tête du bureau des questions juives : « Un homme fidèle, un peu fragile (...). Nous nous sommes entretenus des malheureux textes sur lesquels on devait travailler. J'ai dit à Garat : "Pas de zèle l" Ca voulait dire saboter les lois, négocier quand le sabotage était impossible et tromper l'ennemi outant que

- Mais concrètement, qu'est-ce que cela signifie? insiste Me Tou-

Il ne fallait pas aider les autorités allemandes, mais saboter au – De quelle manière ?

– Il y avait mille manières I C'était pas un problème de géométrie. C'était un problème de circonstances. Il y avait telle ou telle piste... - Vous avez des sauvenirs précis?

-Vous me demandez des exemples concrets cinquante-cinq ans après l Je ne suis pas génial. Je n'oi pas conservé dans ma matière erise des

- Votre mémoire a pourtant une grande pertinence parjois... - Je vais vous dire. l'ai eu un

faible pour la caractérologie. J'ai une mémoire abstraite assez fidèle. Je constate, par malheur, que je n'ai pas la mémaire des faits concrets. »

> Jean-Michel Dumay Dessins: Noëlle Herrenschmidt

Jean-Marie Matisson et Marie Mouyal-Etcheberry, petits-enfants de la douleur

de notre envoyé spéciai Lui, parle du « deuil impossible des survivants », elle, de «l'holocouste, qu'elle porte en elle, tous les

PORTRAITS.

« Chaque fois qu'on sonne chez ma tante, elle croît que ce sont ses parents qui reviennent »

jaurs »: Jean-Marie Matissaa, quarante-quatre ans, et Marie Mauyal-Etcheberry, quarante et un ans, sont les plus jeunes des parties civiles du procès Papon. Petits-enfants de la douleur, ils tiennent à être là, tous les jours. Elle, en souvenir de son grandpère. Adalphe Mauyal, mart à Auschwitz en 1944, lui pour dix membres de sa famille - arrièregrand-mère, grand-mères, tantes assassinées en déportation. Si Marie, « bien entendu » se sent juive, Jean-Marie, qui n'est pas religieux, estime: « On ne serait pas juif s'il

n'y avait pas eu la guerre ! > Bracanteur à Mériadeck, le quartier papulaire de Bordeaux. Adolphe Mouyal, le grand-père de Marie, a été pris dans la rafle du 10 janvier 1944 avec sa compagne, Myriam Kadouch. Sa femme est marte en 1934. Ce sair-là, ses quatre enfants, Charles, Albert, Jacques - le père de Marie - et Guy ant la chance d'être aa cinéma. « Mon père, raconte Marie, me disait qu'à cette époque il était très élégant et qu'il mettait son étoile jaune saus le rebord de sa veste. » Quand ils reviennent, les voisins

trez pas chez vous I Ils ont pris votre père, les scellés sont mis sur votre maisan! > Les quatre frères brisent une fenêtre, emportent quelques affaires. L'aîné, Charles, qui a dix-neuf ans, finit la guerre dans les maquis, les trois autres, plus jeunes, seront cachés par des

Aujaurd'bui, les quatre frères sont morts. « S'ils étaient là, ce n'est pas moi qui témoignerais » explique Marie Manyal. Même si son père a été très discret sur son passé et sur le destin d'Adaphe Mouyal et de Myriam Kadauch, très tôt, elle sacralise ce grandpère mythique. « Petite, j'allais tous les ans à la synagogue pour commémorer la rafte du 10 janvier mais je ne me rendais pas bien compte et n'osais pas poser de questions. Sauf de cette sorte d'injustice faite à Myriam Kadouch, qui ne figure pas sous son nam mais sous cetui de Mouyai sur le mémorial de la synagogue de Bordeaux. »

UN GRAND-PÈRE MYTHIQUE

« Puis, vers treize ans, poursuitelle. l'ai cammencé à lire tout ce que je pouvais sur la déportation. les camps de cancentration. Pour ètre franche, je ne lisais que cela ! Quand je voyais des photos de déportés, je me demondais si mongrand-père n'était pas parmi eux. » A cette époque, Marie va en vayage scolaire en Allemagne. Le séjour doit durer une semaine. Elle revient au bout de trois jours, trop malade pour rester plus lang-

Si elle ne peut douter de la mort d'Adolphe Mouyal, longtemps, faut savoir. Je fais cela paur mes

elle se pasa des questions: «Avait-il travaillé dans les camps? Avait-il été fusillé ? Était-il mort de faim? » Par les quelques confidences de san père et de ses ancles, elle apprend que san grand-père était un bomme extrêmement rigide, très pratiquant et très instruit. Ne remplaçait-il pas le grand rabbin Joseph Cohen à la synagogue larsque celui-ci était malade? Lorsqu'il a été rafié en janvier 1944 par les policiers fran-çais, il semblait sûr que ce n'était qu'un malentendu : n'était-il pas

francais? Longtemps, Marie imagine une «vie» dans les camps paur ce grand-père mythique. En 1984, un de ses amis va à Auschwitz et elle le charge de faire des recherches sur Adolphe Mauyal. Il revient avec un document terrible dans sa sécheresse. Parti le 10 janvier de Bordeaux, Adolphe Mouyal était arrivé, via Drancy, le 23 janvier à Auschwitz et avait péri dans les chambre à gaz le jour-même. Marie confiera le secret à ses oncles mais n'en parlera jamais à son père. « Cela aurait été trop dur pour lui », estime-t-eile. Un moment de silence, et puis : * Peutêtre, après tout, est-ce mieux qu'il

soit mort des son arrivée ! » « l'ai toujours cru que c'était uniquement la faute des Allemands, jamais je n'aurais onaginé que certains Français étaient aussi responsables, dit Marie. Il faut dire que je préférerais voir Barbie que Papon dans le box des accusés ! » Pourquai a-t-elle décidé de se constituer partie civile? « C'est tout, sauf de la vengeance. Mais il grands-porents, mais aussi paur mes enfants, et les enfants de mes

enfants». * Comment pardonner 50 n'y a pas demande de pardon? » s'interroge, comme en écho, Jean-Marie Matisson. « Or, dit-il, Papan ne s'est jamais excusé et n'a jamais manifesté de remords. » Il précise : « Même s'il avait demandé pardon. je n'aurais pos retiré ma plainte car les actes qu'il a cammis sont contraires à l'honneur et, en plus, il a fait du zèle. » Quant à savoir si Maurice Papon a été résistant au non, ll estime que cela ne le concerne pas. « je comprend que cela concerne mon père qui, lui, a êté résistant, mais, moi, ce n'est pas mon problème. »

SENTIMENT DE PRUSTRATION Avec discretion, Jean-Marie Matisson évoque la souffrance, toujours présente dans sa famille. « Chaque fois que quelqu'un sonne chez elle, mo tante croit que ce sont

ses parents qui reviennent! » « Je connais l'affaire depuis le début » ajoute-t-il en précisant que son père, Maurice-David Matisson, a été une des chevilles auvrières de ce procès avec Michel Slitinsky et Gérard Baulanger. Avant le procès Papon, explique t-il, il y avait un sentiment de frustration de la deuxième génération, sur le voile mis sur cette période, sur cette histoire où l'on évoquait à l'école la seule responsabilité des nazis. » «La République, conclut Jean-Marie Matisson, ne peut pas se permettre d'oublier cette partie



Une intervention de M. Dumas auprès de M. Charasse aurait évité un redressement fiscal à une société

L'agence Kairos était dirigée par M™ Deviers-Joncour, incarcérée depuis le 7 novembre

Les juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vich-

Deviers-Joncour, mise en examen pour « recei d'abus de biens sociaux » et emprisonnée depuis le 7 oovembre (Le Mande daté 9-10 novembre), c'est à l'évidence la piste de Roland Dumas que les juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky s'efforcent de remonter. Femme élégante et cultivée. dont le nom o'était connu, jusqu'à la semaine demière, que de certains cercles politiques et artistiques, où elle était réputée compter parmi les proches de l'actuel présideot du Conseil coostitutionnel, M Deviers-Joocour est soupconnée d'avoir bénéficié, de 1990 à 1993. d'un emploi de complaisance au sein du groupe Elf-Aquitaine, Les enquêteurs s'interrogent en outre sur les conditions d'acquisition de l'appartement parisien dont elle a la jouissance, rue de Lille, acheté en 1992 au prix de 17 millions de francs et géré par une société civile immobilière dont elle détient le tiers des parts, associée à un homme d'affaires italien résident en Suisse (Le

Monde du 6 novembre). Issue d'une vieille famille de militants socialistes en Dordogne, terre d'élection de M. Dumas, Christine agences de communicatioo, avant de se voir confiée par Elf une tâche de « relations publiques » entre le groupe et le quai d'Orsay, au temps du ministère du même M. Dumas. Ses fonctions consistaient à « préparer des dossiers pour le ministre, lors de déplacements dans des pays intéressant Elf », avait-elle indiqué au Mande, peu avant soo incarcération.

« Je gagnais 11 000 ou 12 000 francs par mois, pour un vrai travail, dont je suis fière », avait-elle ajouté, précipar la filiale Elf-Impex, et que ses « frais de voyages étaient pris en charge ». Ces éléments out été saisis par la brigade financière, lors d'une perquisition au siège du groupe pé-trolier, le 12 oovembre, de même que les dossiers d'une vingtaine de salariés d'Elf-Impex, engagés durant la présideoce de M. Le Floch-

Démissionnaire à l'automne 1993, soit quelques semaines après le remplacement de ce dernier par Philippe Jaffré, M Deviers-Joncour avait ensuite été salariée, durant une année, sur les fonds du cabinet d'avocat de Roland Dumas. « Elle n'avait plus d'emploi, et elle avait des difficultés personnelles, avait déclaré l'ancien ministre au Monde, le 31 octobre. Je lui ai confié des missions de relations publiques, et elle s'est occupée des questians relatives à ma circonscription, en Dordogne. >

RENONCER À LA POURSUITE »

Jusqu'au 6 novembre, le nom du président du Conseil constitutionnel o'apparaissait que deux fois dans la procédure : sur une lettre anonyme, adressée il y a plusieurs mois à M[∞] Joly, et qui évoquait l'achat de l'appartement de la rue de Lille; dans le témoignage de l'ancien directeur administratif d'Elf-Aquitaine, Jeanne-Marie Cardaire. A en croire cette dernière, Mª Deviers-Joocoor avait été recrutée sur l'ordre de l'éminence grise de M. Le Floch-Prigent, Alfred Sirven - aujourd'hui sous le coup d'un mandat d'arrêt international -, et « à lo demande de Roland Dumas ».

Depuis la perquisition conduite par la brigade financière dans l'appartement de la rue de Lille, et la découverte d'un document confidentiel, le nom de M. Dumas apparaît une troisième fois. Les enquêteurs y ont saisi un courrier adressé par Michel Charasse, alors ministre du budget, à son collègue des affaires étrangères. Le texte fait réfé-M. Dumas et précise qu'au terme de «vérifications» entreprises par les services fiscaux, «l'odministration [pouvait] renoncer à la poursuite » des redressements envisagés à l'en-cootre d'une des sociétés de

Société de « conseil en publicité »

placée en liquidation au mois de mai 1996, la SARL Kairos encourait, seloo les termes de la lettre de M. Charasse, un redressement fiscal de plusieurs millioos de francs. « Cette offaire ne me dit rien », a déclaré au Monde M. Charasse, ieudi 13 novembre, confiant qu'il avait eu à traiter, en tant que ministre du budget, « beaucaup d'interventions de ministres ». « Dans ce cas-là, j'ai du faire ce que je faisais toujours: re l'avis des services », a conclu M. Charasse. En voyage au Vietnam, où il accompagne le président de la République, M. Dumas o'a pas pu être interrogé sur l'épisode évoqué par cette lettre, dont la découverte o'est peut-être pas sans rapport avec la sévérité du sort infligé à

Mm Deviers-Joncour. Tout se passe en effet comme si cette dernière se trouvait désormais au centre d'une affaire dont les enjeux la dépassent. Sollicitant un réquisitoire supplétif, les deux juges avaient tenu pour « établi », dès le

déclarations de Mª Cardaire, «le lien entre M. Sirven et M. Dumas ». Les enquêteurs ont, depuis, acquis la conviction qu'avant de s'installer rue de Lille. Christine Deviers-Ioncour avait occupé un autre appartement de standing, rue Robert Estienne, daos uo immeoble ou résidait aussi Alfred Sirven, et dont le loyer était payé par une filiale

Cet élément a, lui aussi, été retenu parmi les motifs justifiant la mise en détection de M= Deviers-Joccour - alors même que les juges o'en étaient pas régulièrement saisis. Signe de la confusion suscitée par ce dossier : la présidente de la chambre d'accusation de Paris a renoncé, mercredi, à statuer seule sur la demande de mise en liberté présentée en référé par l'avocat de Christine Deviers-Joocour, Me François Gibault. Le sort de la prisonnière, qualifié, de source judiciaire, de « sujet très délicat », sera examiné le 19 novembre, en formatioo collégiale.

Philip Morris condamné pour infraction à la loi Evin

LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL de Quimper a condamné, jeudi 13 novembre, trois dirigeants des filiales hollandaise et allemande du groupe américain Philip Morris à 150 000 francs d'amende chacun, pour violation des dispositions de la loi Evin du 10 janvier 1991 relatives aux avertissements sanitaires figurant sur les paquets de cigarettes. Les juges ont estimé que la mention « selon la loi nº 91-32 », réduisant la portée du message, constituait une infraction, de même que l'absence de contraste entre le fond des paquets et les caractères de l'avertissement. Philip Morris est également condamnée à verser 400 000 francs au titre de dommages et intérêts au Comité national contre le tabagisme (CNCT), partie civile. Le tribunal a ordonné l'exécution provisoire des dispositions civiles

Le 9 juin, la Seita et Rothmans avaient été condamnées pour les mêmes motifs par le tribunal de Paris à 150 000 francs d'ameode et à 150 000 francs de dommages et intérêts au bénéfice du CNCT (Le Monde du 12 juin). Les deux sociétés ont fait appel de cette décision.

■ SANTÉ: le secrétariat d'Etat à la santé a indiqué, jeudi 13 novembre, que les taux d'intoxication au plomb enregistrés dans la population générale entre 1982 et 1995 étaient en « diminution sensible ». Ce communiqué fait suite à la publication, dans le Pèlerin magazine du 14 novembre des extraits d'un rapport officiel faisant état, à partir de 12 000 analyses sanguines, de disparités régionales et de taux de plombémie supérieurs à 100 microgrammes par litre de sang chez 1,4 % des enfants et chez 5,5 % des adultes, la plupart habitant des immeubles anciens ou vétustes ou consommant davantage d'eau du robinet que

■ ÉDUCATION : la circulaire organisant pour 1998 les mutations des enseignants du second degré sera publiée dans le Bulletin officiel de l'éducation nationale du 20 novembre. Les syndicats d'enseignants s'étaient inquiétés du retard pris dans la sortie de cette circulaire, craignant que ce blocage soit le prélude à une réforme immédiate du mouvement national (Le Mande du 12 novembre). Finalement, Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, a annoncé, mercredi 12 novembre, que la déconcentration des mutations o'interviendra qu'en 1999.

■ VIOLENCE : environ 200 des 1 500 élèves en grève du lycée Joliot-Curie de Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne) ont manifesté, jeudi 13 novembre, pour protester contre l'insécurité dans leur établissement, cible, depuis un mois, d'une série d'incendies.

La pyromanie atypique de Pascal Raffin a désarmé les experts

LONS-LE-SAULNIER de natre envoyé spécial C'était trop simple. Si simple que

personne o'avait envisagé que les incendies aliumés à Moirans-en-

Montagne (Jura) entre 1994 et 1996 étaient le fait d'oo homme fruste armé d'un vulgaire briquet.

Devant la cour d'assises du jura, le capitaine Hoguedez explique qu'après l'incendie du 20 janvier 1996, qui a entraîné la mort d'une femme et d'un sapeur-pompier, l'enquête s'était dirigée dans deux directions. La première a fait largement soo chemin car elle envisageait des incendies oés à partir d'une circoostance accidentelle explicable de façoo scieotifique. L'EDF avait installé des appareils de mesure afin de vérifier si un câble de 20 000 volts enterré sous les maisons o'était pas à l'origine de phéoomèoes pouvant provoquer des combustions. De soo côté, le Service oatiooal de radiocommunication procédait à des mesures et à des enregistrements qui s'avéraieot tout aussi oégatifs que ceux réalisés par le Ceotre d'énergie atomique et par l'Institut de physique du globe de Strasbourg.

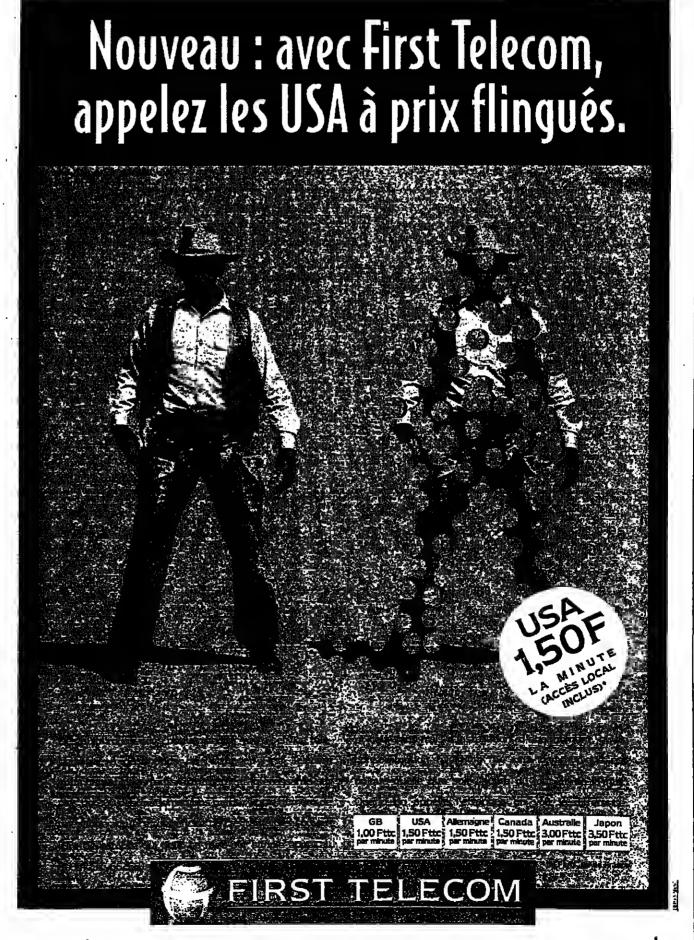
« Parollèlement, avec vingt officiers de police judiciaire, nous nous sommes penches sur l'hypothèse criminelle », rappelle l'officier de gendarmerie. Certes, l'idée d'un pyromane paraissait la plus évidente, mais, là aussi, on oublia la simplicité. Les pyromanes utilisent généraement un liquide inflammable, ce que les experts appellent un « accélérateur ». Or, dans la vingtaine d'incendies ou débuts d'incendie répertoriés, aucun liquide inflammable n'avait été utilisé. Pourtant, l'enquête avançait : « A lo_fin de lo première semaine, il nous restoit

trois noms », note le capitaine. Puis les enquêteurs décidaient de surveiller particulièrement Pascal Raffin et, le 4 février 1996, il était arrêté alors qu'il venait d'enflammer une poussette d'enfant dans le hall d'un immeuble. « Ses aveux ne nous ont pas surpris, observe le capitaine. La seule chose, c'est qu'il avait toujours mis le feu avec un briquet sans l'usage d'aucun produit chimique. »

Les experts en incendie oot, eux

aussi, éprouvé le même trouble. « Je sais que l'on a fait une montagne de cette affoire », murmure Bernard Meyer, tout eo accusant EDF d'avoir mis tout le monde sur une fausse piste. Et l'expert énumère toutes les recherches effectuées au cours des combreux débuts d'inceodie, pour coostater doctement: « Certains feux ne pouvaient recevoir aucune explication scientifique. On s'est alars arienté vers un geste volontaire. » « Mais enfin, camment a-t-on pu envisager autre chose?, s'agace la présidente, Marie-Agnès Crédoz. Pour mettre le feu à une literie, il n'y a pas trente-six solutions, ça ne vient pas du ciel!» Penaud, l'expert en coovient, d'autant plus que Pascal Raffin est à l'origine de plusieurs feux de literie ou de vetements dans des penderies. Mais il persiste: « Un briquet, il faut insister pour que ça prenne. On s'est dit: il fout un accélérateur. » Et comme il n'y en avait pas, les recherches ont tourné en

Les débats s'achèveot. On demande une fois de plus à Pascal Raffin quels étaient ses mobiles. Il n'en a toujours pas. Et il saisit à peine la perche tendue par soo défenseur, qui lui demande s'il aimait voir les pompiers en action. « Oui, les voir arroser, l'eau, tout ça... », tépond-il sans coovictioo. Mais quand on hi demande s'il aurait voulu être pompier, il réfléchit et lache: « Non, pas spécialement. »



LE SPÉCIALISTE DE L'APPEL INTERNATIONAL: 0 801 37 66

André Boucourechliev

Un penseur, musicien et essayiste libre et prospectif

d'origine bulgare André Boucourechliev est mort dans la nuit du 12 au 13 novembre, à l'hôpital Ambroise-Paré à Paris. Il était agé de soixante-

Né à Sofia le 28 juillet 1925 (la même année que Pierre Boulez et Luciano Berio, dont il allait partager et susciter les idées), André Boucourechliev se dirige d'abord vers une carrière d'instrumentiste, et c'est en qualité de pianiste qu'il arrive en France, en 1949, nanti d'une bourse. Il travaille jusqu'en 1951 à l'Ecole normale de musique avec Reine Gianoli (piano), Georges Dandelot (harmonie), Andrée Vaurabourg (contrepoint), avant d'y enseigner lui-même jusqu'en 1960. André Boucourechliev prend des cours de piano avec le pianiste Walter Giese-

king en 1955 et 1956, à Sarrebruck. Très tôt, il fréquente le Darmstadt de ces années d'effervescence, celles où Stockhausen, Boulez, Nono mettaient en place les bases du mouvement musical qui va absorher presque toutes les énergies créatives dans les années 1950-1966. La composition prend le pas sur son activité de pianiste, et Boucourechliev part travailler dans le Studio de phonologie de la RAI de Milan, aux côtés de Bruno Madema et de Luciano Berio. De cette époque date sa première œuvre électroacoustique, Texte I. bientôt suivie de Texte II, réalisée à Paris, dans les studios dn Groupe de recherches musi-

C'est aussi à ce moment qu'il se met à écrire sur la musique : critique musical à la NRF (en 1956), puis à la revue de critiques de disques Har-

LE COMPOSITEUR français monie, il est l'auteur d'une importante enquête internationale, pour la revue Preuves, sur le statut de la musique sérielle (il considérera toute sa vie la série avec intérêt « en tant que conception du monde »). Un peu plus tard, il deviendra assistant d'Ollvier Messiaen, au Conservatoire de Paris, conférencier aux Etats-Unis (en 1963-1964), professeur à l'université d'Aix-en-Provence, producteur à Radio-France, auteur de livres essentiels sur l'art

GUVRE MOBILE

André Boucourechliev compose d'abord notamment de la musique de chambre, dans laquelle il voit le chemin qui permet de toucher à l'essence du langage musical. On note, parmi les œuvres de cette période, une Sonate pour piono (1959-1960). Signes, pour deux groupes de percussion, flute et piano (1961), Grodek, pour soprano et trois percussions, sur des vers de Georg Trakl (1963). Il s'engage ensuite (1967-1971) dans la composition de la série des Archipels (d'Archipel I à Archipel IV, et uo Anorchipel, pour six instruments concertants, dont oo peut tirer plusieurs Archipel V, pour différents instruments solistes). Il s'agit d'une prospection hautement performante dans le domaine de « l'œuvre ouverte », comme le genre a été nommé, à la suite du livre d'Umberto Eco éponyme (le compositeur a participé à la publicatioo française de ce livre en 1965. au Seuil), mais on peut parier plutôt, en fait, d'œuvre mobile, tant la

substance musicale est identifiable,

M. et Ma Erik Egnell,

Christine, Thomas et Edgar, M. et M. Patrice Egnell,

Stéphane et Aymeric, M. et M™ Dominique Egnell,

de leur époux, père et grand-père,

Astrid et Eve, ont la grande tristesse d'annoncer le décès

M. Hjalmar EGNELL,

survenu le 12 povembre 1997, dans sa

La cérémonie religieuse aura lieu lundi

17 novembre, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grace de Passy, 10, rue

- Robert Forest a la douleur de faire part du décès de son

Charles FOREST,

Instituteur honoraire, ancien administrateur de la MAIF,

survenu le 9 novembre 1997, à l'âge de

Les obsèques ont eu lien dans

Lucette METRICH,

chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 9 novembre 1997, à l'âge de

Lucette Metrich ayant fait don de son

corps à la science, il n'y aura pas d'ob-sèques.

Les familles Thevenin, Girand.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Léon VERON,

avocat hommaire, ancien prisonnier de guerre 1939-1945.

survenu subitement le 11 novembre 1997

Ses funérailles auront lieu le samedi

Corps déposé au funérarium de l'hôpital.

Cet avis tient lieu de faire-part.

767, rue du Manichai-Focis.

42153 Riorges.

dans sa quatre-vingt-onzième année.

29, boulevard de Port-Royal, 75013 Pairs.

Riorges, Rozune, Lyon.

M≖ Léon Veron, M. et M™ René Cognard,

leurs enfants et petits-enfant M. et M. Jacques Veron

et leurs enfants, M. et M= Pierre Veron

Prullière, Caillon, Quenot.

et leurs filles.

Parents et amis.

- Laurence Ariane Metrich.

Ses nièces et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de

quatre-vingt-quatre ans.

de l'Annonciation, Paris-164.

Cet avis tient lieu de faire-part.

personnelle, malgré la possibilité qu'ont les interprêtes de modeler l'apparence musicale ultime. Boucourechliev s'intéresse ici non

pas tellement à la liberté, pour l'instromentiste de faconner un texte musical qui lui serait donné à l'état embryonnaire qu'aux relations qui s'installent nécessairement entre les musiciens, car « la décision d'un interprète engage les décisions ultérieures de tous ». Ces « formes mobiles », aux « résultats totolement imprévisibles », sont réalisées à travers « des matériaux très définis et composés », à tel poiot que le compositeur peut affirmer: « le connais toutes les possibilités, mais je n'oi pos prévu la formulotion concrete de toutes ces possibilités. J'ai fait le réseau des possibles, et je sais que ce réseau peut se tisser de toutes ces façons-là ; ce sont ces possibilitéslà que j'envisage et dont je ne sais pas et ne veux pas savoir comment elles

vont se concrétiser. » Boucourechliev approfondit ainsi une pensée de la forme musicale gul a intéressé aussi Stockhausen. Boulez, Pousseur, entre autres, Il fait intervenir, dans la musique, la catégorie du virtuel, et cela de la facon la plus saisissante. L'œuvre n'y est point menacée par son contraire, par l'anti-œuvre, comme on a pu éventuellement le croire à l'époque; elle peut tourner librement sur elle-même, tout en restant fidèle au ooyau de ses postulats irréductibles.

Cette tentative de libérer l'œuvre des implications d'une logique lioéaire mène naturellement à une remise en questioo de la pureté stylistique et de la linéarité d'un déve-

loppement historique du matériau. Déià dans Ombres (en hommage à Beetboven), pour orchestre à cordes (1970), Boucourechliev, qui refuse le collage, s'exerce à faire coexister des éléments beethovéniens avec son style personnel et à obtenir ainsi une unité d'un ordre supérieur. C'est comme si l'oo vivait, en quelque sorte, « le rêve de Beethoven, par-delà toute culture de

A l'exception du Concerto pour piano et orchestre (1976), qui est encore très proche de la philosophie des Archipels, la musique de Boocourechliev - de Faces, pour deux orchestres, et Amers, pour dix-neuf instruments (1972-1973), œuvre inspirée par la lyrique de Saint-John Perse, à l'opéra Le Nom d'Œdipe (1978), sur un livret d'Hélène Cixous, à la série des trois Orion (1979-1983) et à Lit de neige (1984), sur des vers de Paul Celan - va s'édifier comme une interrogation sur la validité de la notion de style et de la relation qu'entretient le compositeur avec l'héritage que lui lègue l'Histoire. Cette méditation lucide se développe notamment dans Thrène (1974), dans ce jeu sur la distance qui se crée entre un texte (écrit par Maliarmé à la mort de son fils), très intelligible, et le traitement électronique qui prend pour objet le discours des deux récitants et du chœur pour en faire une musique presque abstraite. « Certoines œuvres m'offrent le modèle de ma propre mort », avouait le composi-

L'écriture d'André Boucourechliev évolue vers une nouvelle modalité, toujours plus raffinée et, en

NOMINATIONS

DIPLOMATTE

Gérard Cros a été nomme ambassadeur en Indonésie, en remplacement de Thierry de Beaucé, devenu en août directeur chargé des affaires internationales à la Compagnie générale des eaux, par décret publié au Journal officiel du 14 no-

(Né le 12 janvier 1943 à Paris, Gérard Cros est diplômé d'études supérieures de droit public et de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien elève de l'ENA (1970-1972). Il a été notamment en poste amprès des Nations unies à New York (1975-1977), à Pretoria (1977-1981), à Pékin (1981-1984) et à l'administration centrale, avant d'être ambassadeur au Mozambique, au Lesotho et au Swaziland (1987-1990), puis directeur adjoint du personnel et de l'administration générale au Quai d'Orsay (1990-1993). De février 1995 à mai 1997, Gérard Cros a été embassadeur au Chili.l

EPISCOPAT

Mgr François Saint-Macary a été commé évêque coadjuteur de Rennes, vendredi 14 novembre, par le pape. Evêque de Nice depuis 1984, il succédera à Me Jacques Jullien, qui était en fonctions à Rennes depuis 1984 et qui avait souhaité la lui tenait beaucoup à cœur, et ses nomination d'un coadjuteur. livres sur la musique, écrits d'une façon limpide, éloignée de tout dog-

[Né le 7 janvier 1936 à Orthez (Pyrénées Atlantiques), Prançois Saint-Macary a fait ses études à Pau, au grand séminaire de Bayonne et à l'université grégorienne, à Rome. Il est titulaire d'une licence de théologie et d'une maitrise de sciences économiques. Il a été ordonné prêtre en 1960 pour le diocèse de Bayonne et a exercé diverses fonctions à Pau, avant de devenir professeur puis, à partir de 1976, supérieur an grand séminaire de Bayonne, François Saint-Macary est devenu évêque de Nice en 1984 et il fut membre du conseil permanent de l'épiscopat de 1991 à 1997.]

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel daté mercredi 12-jeudi 13 novembre est publié: • Mer : un décret relatif au statut particulier des inspecteurs des affaires maritimes.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances Jonathan et Chiara SCHOR. Bianca et Johann

Céleste. le 8 novembre 1997.

15, rue Guy-de-la-Brosse, 75005 Paris.

Chantal PROST-RODARY est très heureuse d'annoncer la naissano de ses premiers petits-enfants le 14 juillet 1997,

Tanguy,

Agnès et Yves BIGEON, et le 10 octobre 1997,

Carole et François PROST.

- Nahid et Pirouz Adamiat,

Les familles Ghasvini et Adamiat.
ont la douleur de faire part du décès de Ajdar ADAMIAT.

Les obsèques ont lieu le vendredi 14 novembre (997, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise (entrée principale).

Tous ceux qui l'aiment se réuniront le samedi 15 novembre, à partir de 14 h 30, à l'Ageca, 177, rue de Charonne, Paris-II* (métro Alexandre-Dumas).

173, rue de Charenton, 75012 Paris.

- Michèle Bezagu. ont le regret de faire part du décès de

Jacques BÉZAGU. survenu le 31 octobre 1997.

Odile Capiod, nee Pasquier,

on epouse, J.A. Capiod et Pierre Capiod, ses fils, et leurs épouses, Benoît. Guillaume, l'érôme et Anne Charlotte, ses petits-enfants

Jean CAPIOD, contrôleur général de la Police nationale en retraite, ex-directeur du SCTIP. chevalier dans l'ordre

national du Mérite. le 4 novembre 1997, à l'âge de soixante-

Selon sa volonté, ses obsèque religieuses se sont dérouiée: dans la plus stricte intimité familiale, à Gallardon.

Cet Signt lieu de faire-part.

ont la profonde tristesse de faire part de la disparition de

musical de tous les temps.

Remerciements

M Pierre BIZET

nde Annie LECOCO. de nous témoigner votre amitié par un

- Vous avez eu la délicatesse, Inrs du

Nous en avons été profondément

De la part de M. Pierre Bizet. Anne Bizet et Xavier Bart, Xavier Bizet Et toute la famille.

 Sa compagne,
 Sa famille, Ses amis. La Fondation 93, vous remercient des marques de sympathie et de tendresse témoignées lors du décès de

Richard GODINEAU.

Anniversaires de décès

- Ses anciens élèves

se imprellent avec émotion que

Georges FRIEDMANN les a quittés il y a vingt ans, le 15 novembre 1977.

- Il y a vingt ans anjourd'hui. le 15 novembre 1977, disparaissait

Georges FRIEDMANN. Précurseur et pionnier en France des

nauètes sur le monde du travail il fut le premier à s'Interroger sor la déqualification du travail. Conueur avec Pierre Naville du Traité de sociologie du travail. Il institua la discipline et reste la référence fondamentale en la matière Fondateur du Centre d'études

socialingiques. il fut à l'arigine du découpage disciplinaire qui structure en-core la sociolugie d'aujourd'hui. Mentor d'une génération de grands sociologues, il préoccupainns humanisses

Son souvenir est rappelé à ceux qui l'out connu. estimé, aimé.

Laurent GARSON, vingt et un ans, étudiant à Paris-L

Jérôme GARSON, étaient arrachés, à l'âge de toutes les

espérances, à l'affection de leurs parents, de leur famille, de leurs amis, qui, par la pensée et la prière, veillent sur eux. Nous n'oublierons iamais.

15 novembre, à 10 h 30, en l'église de Riorges bourg. Nous sommes dans l'inconcevable Scion sa volonie, oi fleurs ni Mais avec des repères éblouisse louissants. » René Chat. couronnes, ni plaques, mais des dons pour l'AFLM (Association de lune contre la

CARNET DU MONDE

Fax: 01-42-17-21-36

Sceaux, Luxembourg.

docteur Henri KUNTZIGER

- Il y a un an, nove quittait

Jacqueline PROD'HOMME.

Aujourd'hui des actions portent son nom ou restent discrètement marquées par elle. Sa force intérieure et son imm attention sont un soutien dans les jours

> Le temps fut trop court,
> Le temps est très long, · Pour notre amour.

Colloques - « La régionalisation de l'économie mondiale : Quels enjeux pour les agents privés et les décideurs publics ? », organisé par le Commissariat général du Plao au ministère de l'éduention actionale de la rephastic et de la

nationale, de la recherche et de la technologie, 25, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, Paris-5.

Lundi 17 novembre 1997, 9 h 30-

Au programme : la régionalisation des pays émergents, les systèmes financiers réglonaux, les conséquences sur les échanges internationaux, les organisations les consequences à la régionalisations onges internationaux, les organisation mationales face à la régionalisation.

Tél.: 01-45-56-50-84.

Communications diverses

ESPACE ANALYTIQUE JOURNÉES D'ÉTUDES

LA FAMILLE AUJOURD'HUI

Maison de la Chimie, 28 bis, rue Saint-Dominique 75007 Paris. Rens. : D. Platier-Zeitoun.

Tél.: 01-47-05-23-09, le matin.

Soutenances de thèse

- Jean-Marie Fessier a souteau, le octobre 1997, à l'université René-Deseartes-Paris.V. faculté de médecine de Necker, sa thèse de doctomédecine de Necker, sa thèse de docto-rat : « Problematique éthique de l'usage des informations de santé publique, » Le jury, présidé par le professeur Chris-tian Hervé et composé des professeurs Li-liane Dusserre, François Grémy, Philippe Poitout, Dominique Bertrand, Marius Fieschi et Patrice Degoulet, directeur de recherche, lai a décerné la mention « très bonorable » avec les félicitations.

honorable » avec les félicitations.

- Anne Rubinlicht-Proux a soutenu à l'Ecole des hautes études en sciences sociales sa thèse de doctorat en sciences du langage (Centre de recherches sur les arts et littératures), sous le titre : « Le droit saisi par la littérature ». Le jury, composé de MM. Philippe Hamon, professeur à l'université Paris-IIL Jacques Leenhardt, directeur d'études à l'EHESS (directeur de thèse), Yan Thomas, directeur d'études à l'EHESS, Michel Troper, professeur à l'université Paris-X (président du jury), lui a décerné la mention comme une expérience, une perpétuelle découverte. Costin Cazaban

et Alain Lompech

même temps, plus directe. La tech-

nique de la variation est, dans Mi-

roir (1988), cycle de sept poèmes

(Jean-Pierre Burgart) pour mezzo-

soprano et orchestre, plememeot

affirmée et limpide, l'intervalle mu-

sical, notamment les consonances

en plus affirmé. Le compositeur réa-

lise une véritable synthèse de ses

préoccupations avec Miroirs II, cinq

pièces pour quatuor à cordes, où se

manifeste à nouveau ce besoin de

faire référence à des modèles musi-

caux stratifiés (Beethoveo, We-

La musicologie d'André Boucou-

rechliev constitue un chapitre im-

portant de son activité créatrice.

Son activité de critique, d'écrivain,

matisme, sont d'une hauteur de vue

qui n'intimide lamais le lecteur. Leur

absence de cuistrerie, leur liberté de

ton, leur humour joyeux induisent

une complicité amicale avec les mil-

liers d'inconnus dont « Boucou » se

sera fait des fidèles. Dans ses deux

livres sur Beethoven (Seuil, 1963 et

Favard, 1991), celui sur Schumann

(Seuil, 1956) ou celui sur Stravinsky

(Fayard, 1982), dans la synthèse am-

bitieuse du Longage musicol

(Fayard, 1993) et dans Regard sur

Chopin (Fayard, 1997), le point de

vue du praticien s'impose toujours

HUMOUR JOYEUX

ntielles, jouant un rôle de plus

Manière de voir LEMONDE Le bimestriel édité par diplomatique

: 🎾

AMÉRIQUE LATINE DU « CHE » À MARCOS

■ Du « Che » à Marcos, par Ignacio Ramonet. ■ Une « modération » radicale au Nicaragua, par Régis Debray. ■ Le président Aristide sous haute surveillance, par Jean-Pierre

Allaux. ■ Cuba à l'heure des grandes réformes, par Janette Habel. ■ L'initiative pour les Amériques fait des inquiets, par Jean-Michel Caroit.

■ Investissements pervers, par James Petras. ■ Quand l'argent fait la loi en Argentine, par Bernard Cassen.

■ Mexique : la fin des illusions, par Francis Pisani. # Paroles pour oublier l'oubli, par Eduardo Galeano.

■ Forces armées contre « favelas », par Gilles de Staal. ■ En Colombie, violences dans les rues et dans les têtes, par Hubert Prolongeau.

■ La drogue, alibi de Washington, par Mariano Aguirre. ■ La 4º guerre mondiale a commencé, par le sous-commandant

■ « Dans le marché tout, hors du marché rien », par Maurice ■Et autres...

Chez votre marchand de journaux - 45 F

$LE\ MONDE$ Novembre 1997 diplomatique

ASE: L'alliance américano-japonaise cimentée, par Selig S. Harrison.

:: AMÉRIQUE LATINE : L'industrie des enlèvements, par Hubert Prolongeau et Jean-Christophe Rampal.

MAGHRES: Vers la fin du conflit au Sahara occidental, par Mariano Aguirre. ISRAEL: L'immigration a changé de nature, par Amnon Kapeliouk.

***** BAIKANS : Lendemains amers pour les orphelins de la « Grande Serbie », par Jean-Arnault Dérens. FUROPE SOCIALE: Trompe-l'œil, par Corinne Gobin. - Et

si les classes existaient encore?, par Serge Halimi. -« Misères du présent, richesse du possible » d'André Gorz, par Bernard Cassen. EAU: Bataille planétaire pour l'enr blen , par

Mohamed Larbi Bouguerra. – Quatre modèles de gestion, par Daniel Baudru et Bernard Maris. – Pour un contrat mondial, par Riccardo Petrella.

DROGUE: Le toxicomane domestiqué, par Claude

CIVILISATION: Vivre avec les pierres (lettre au sous-commandant Marcos), par John Berger.

..... CINÉMA : Les archives manipulées, par Edgar Roskis. En vente chez votre marchand de journaux

11,5 milliards de francs fin 1995,

contre 3.7 milliards fin 1992. En

mars, Jacques Dominati (UDF-DL),

premier adjoint de M. Tiberi, avait

réclamé un audit sur la dette

(Le Mande du 26 mars). L'heure

n'étant pas - alors que se préparent

les élections régionales -, à l'affi-

chage des divergences de la majorité

parisienne, M. Dominati estime au-

jourd'hui que ce n'est pas le niveau

de l'endettement qui est préoc-

cupant, mais son rythme de pro-

Aux critiques de fond de la CRC

s'aioutent de sévères remarques sur

la tenue des comptes, qui ne sont

pas sans conséquences pour le

contribuable. La clarification de cer-

tains postes hudgétaires, que l'en-

trée en vigueur du nouveau modèle

comptable municipal M14 devrait

favoriser, pourrait faire apparaître

un trou de 24S millions de francs

dans les recettes affichées par la

Ce manque à gagner provient d'avances et de prêts budgétaires

dont le remboursement, inscrit

chaque année à l'actif du budget

municipal, a peu de chances d'avoir

lieu: créances trop anciennes, débi-

teurs non solvables, « cadeaux » à

des associations amies... « Les er-

reurs ou les lacunes des services fi-

nanciers (...) affectent l'exactitude des informations publiées par la Ville »,

souligne le document, qui prend note de « l'engagement de la Ville de

régulariser ces discordances au plus tard sur les annexes budgétaires

La CRC relève ainsi des avances

en garanties d'emprunts au profit

d'un fantomatique Centre des em-

ballages vides du marché de Paris

(7 millions de francs accordés depuis 1964), du Comité des amitiés

sociales de la région parisienne

(1,5 million depuis 1970), du Toùring-club de France (2 millions de-

puis 1981), ou encore de la Société

d'exploitation de la Gaîté lyrique

(182 millions depuis 1991), en liqui-

La critique porte aussi sur l'ab-

sence de tout état des blens

meubles et immeubles de la Ville,

déià dénoncée par les magistrats fi-

nanciers à trois reprises depuis

1993... sans résultat. « Ces déficiences

(...) ant des conséquences négatives

sur l'efficacité de la gestion des biens

de la collectivité et sur la sincérité et la

fidélité de ses comptes », estime l'au-

teur du rapport.

dation iudiciaire depuis 1991.

de 1998 ».

MANOUE A GAGNER

RÉGIONS

Un rapport épingle les finances de Paris

La chambre régionale des comptes critique la gestion de la ville entre 1990 et 1993, à l'époque du tandem Jacques Chirac-Alain Juppé. Les élus de gauche renchérissent

LA GAUCHE en fait déjà ses en 2000. « M. Juppé avait en quelque d'impôt. En attendant le débat de choux gras. Jean-François Legaret, adjoint (RPR) aux finances de Jean Tibeni, maire de Paris, dénonce, de la part du PS, une * lecture déformée ». Pourtant, à lire le rapport que la chambre régionale des comptes (CRC) vient de consacrer à la gestion de la ville entre 1990 et 1993, 1997 sera bien à marquer d'une pierre noire dans l'histoire des finances parisiennes, Jacques Bravo, spécialiste financier du groupe socialiste du conseil de Paris, voit dans ce rapport - soumis lundi 17 novembre au conseil de Paris -, la validation des critiques qu'il formulait lors du vote du budget primitif, en mars, sur la stratégie financière adoptée sous la conduite d'Alain Juppé, adjoint de Jacques Chirac chargé des finances de 1983 à 1995.

« En raison des différés de remboursement du capital des emprunts contractés sur la période 1992-1994, la Ville devra faire face, à partir de 1997, à des charges très importantes de remboursement de sa dette. Pour éviter une dégradation de son ratia de solvabilité, elle devra soit infléchir les tendances de progression de ses dépenses, soit mobiliser plus fortement san patentiel fiscal », prévient la CRC. Les gros emprunts qui arrivent à échéance cette année vont doubler l'annuité de remboursement en capital de la dette : 520 millions de francs en 1995, 900 en 1997, 1 milliard en 1998 puis 1,2 milliard

sorte chloroformé les déséquilibres naissants et croissants des finances parisiennes », commente M. Bravo, qui parle de « véritable bombe à retardemem financière ». «Le comble est que le plein régime du remboursement en capital va intervernir en 2000, à la veille des élections munici-

lundi, M. Legaret met en cause les prélèvements supplémentaires subis

Les emprunts ont financé essentiellement les grosses opérations foncières de la ville, dont l'équilibre

La moitié des ZAC déficitaires

Quatorze zones d'aménagement concertées (ZAC) parisiennes, sur vingt-six en cours, étaient déficitaires au 31 décembre 1995. Mais l'ensemble est globalement bénéficiaire, selon Anne-Marie Conderc (RPR), adjointe an maire de Paris chargée de l'ubanisme. Le hilan financier détaillé sera présenté lundi 17 novembre. La ZAC Châteandes-Rentiers perd 419 millions de francs. Les excédents peuvent aller Jusqu'à 1 milliard, comme pour la ZAC Citroën-Cévennes et celle de Bercy. L'ensemble des ZAC parisiennes ont permis la construction de 24 000 logements, de 50 hectares de jardins, d'une trentaine d'écoles, de plus de 20 crèches et de 4 collèges. La réduction des programmes et Pinfléchissement de l'urbanisme parisien expliquent la baisse des re-

Volontairement placée en dehors de ce bilan par la ville, la ZAC Paris-Rive gauche ne sera achevée que dans une vingtaine d'années. Ses 136 hectares représentent un enjeu financier considérable : les dépenses d'aménagement sont aujourd'hui estimées à près de 18 mil-Bards de francs par les services de Purbanisme de la Mairie de Paris.

pales », ironise-t-il. Autrement dit. M. Tiberi (RPR) va devoir gérer politiquement le passif de l'héritage laissé par MM. Chirac et Juppé (RPR), dont l'ambition déclarée était d'appliquer à la France un « modèle » de gestion marqué par de fortes baisses a triplé en trois ans, atteignant

financier a subi de plein fouet la crise de l'immobilier. Si, de 1990 à 1995, l'emprunt n'a financé que 24 % des investissements, le taux est monté à 41 % sur la période 1993-1995. Résultat : l'encours de la dette

Les associations et les petits cadeaux

LA COMPLEXITÉ de la machine financière parimaires francaphanes se sant élevés à un tatal de sienne permet de petites entorses à l'orthodoxie 13,6 millians de francs au 31 décembre 1994, soit près de comptable, dont la chambre régionale des comptes, sans les dénoncer comme des irrégularités fiagrantes, demande la rectification dans les documents budgétaires à venir. Ainsi, certains prêts, comme celui de 25.5 millions de francs consenti au Paris-Saint-Germain en 1986, ou celui de 15 millioos au Yacht Club de France en 1991, s'apparentent à de véritables cadeaux, du fait de « l'absence totale et prolangée de recouvrement » et de « leur montant élevé », qui « mettent en daute leur caractère réellement recouvrable ». Le rapport évoque aussi le traitement de faveur accordé à l'association Maisoo de l'Europe, bénéficiaire d'une augmenté de 4 % pour l'année scolaire écoulée.

« Les collectivités locales n'ont pas à financer les prasubvention compensatrice de loyer (celni d'un bôtel particulier dans le Marais) dans des conditions

« CENTRE DE LOISIRS INTÉGRISTE »

« contraires au code civil ».

Une remise à plat des subventions est réclamée de toutes parts, y compris par l'UDF, épisodiquement excédée de devoir, au nom de la solidarité municipale, accorder des subsides à des réseaux d'influence du RPR. Un sondage effectué par les magistrats financiers se solde par quelques coups de griffe, dont la ville s'est engagée à tenir compte. Ainsi, « les placements et disponibilités financières de l'Association des

96 % du montant de lo subvention versée en 1994 »... L'Association pour l'information municipale, qui édite le mensuel Paris-Le Journal, avait de soo côté placé en banque 17 millions de francs en 1994, soit 117 % de la subvention de la ville. L'opposition dénonce, quant à elle, le clientélisme pratiqué par Jean Tiberi au détriment du contribuable. Martine Billard (Verts) soutient qu'une subvention de 59 800 francs accordée à un centre de loisirs Loubavitch (celui de l'école privée SIoal, dans le 18 arrondissement) aboutit à diminuer le prix de journée dans « un centre de laisirs intégriste », alors que les tarifs des centres de loisirs publics ont

tiques religieuses d'une fraction de la population », rappelle-t-elle régulièrement au maire, en se plaignant que les délibérations soumises aux élus soient rédigées de façon à occulter les liens entre certains bénéficiaires de subventions (Association Sainte-Clotilde, Association des trésors de Paris. La Colline aux enfants...) et l'Association diocésaine de Paris, qui touche elle-même plus de 2 millions de francs de la

Christophe de Chenay et Pascale Sauvage

La gauche conteste la gestion de l'eau dans la capitale

DEPUIS MARS, le tribunal administratif de Paris est saisi d'une requête, déposée par Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste du Conseil de Paris, contestant la concession à la Société autonome de gestion des eaux de Paris (Sagep) de l'extension des réseaux dans les nouveaux quartiers, autre-

ment dit dans les zones d'aména- de la gestion d'Alain Juppé, adjoint gement concerté (ZAC). Pour que cette requête soit examinée, encore faudrait-il que la ville produise un mémoire en défense écrit, ce qu'elle n'a toujours pas fait, en dépit des délais accordés par le juge administratif.

Dans les années 80, l'un des axes

M. Jospin confirme le désenvasement de la baie du Mont-Saint-Michel

LE GOUVERNEMENT de Lionel jospin a entériné, lundi 10 novembre, le projet de désenvasement de la baie du Mont-Saint-Michel lancé eo 1995 par Edouard Balladur et qui doit s'étaler sur sept ans (Le Monde des 14 et 23 mars 1998). Le chef de projet, Jean-Pierre Morelon, « est canfirmé dans ses fanctians » par le communiqué, selon lequel l'Etat « apportera en 1998 les financements qui permettront de mener à bien les études détaillées et les actions d'information engagées de concert avec le syndicat mixte (constitué en février 1997) et l'Etat ».

■ ÎLE-DE-FRANCE: le bilan d'un au de fonctinunement de l'A 14 Paris-la Défense-Orgeval, mise en service le 6 novembre 1996, était attendu comme un test pour la première autoroute à péage d'He-de-France. Avec une moyenne journalière de 20 000 véhicules ces deux derniers mois, les responsables de la Société des autoroutes Paris-Normandie, qui ont investi 4,5 milliards de francs dans cet ouvrage de 15 kilomètres, s'estiment satisfaits. La moyenne attendue de 17 000 passages quotidieos sur un an est atteinte, et le nombre d'usagers qui acceptent de payer (30 francs pour une voiture) afin d'éviter les embouteillages de l'autoroute de l'Ouest est en coostante augmentation. Le chiffre reste cependant éloigné des 30 000 passages nécessaires en l'an 2000 pour assurer la rentabilité de la concession. Le covoiturage, qui assure la gratuité à une voiture comportant trois occovontuage, qui assure la graculte a due comportant nois oc-cupants, est un échec, avec seulement 600 inscriptions et 130 passages quotidiens.

au maire chargé des finances, était de privatiser les services municipaux, afin d'économiser l'argent des contribuables. Ce qui fut fait le 30 janvier 1987 pour l'alimentation en eau potable, confiée à la Sagep, une société d'économie mixte dont la ville détient 70 % du capital, la Générale des eaux et la Lyonnaise des eaux 14% chacune. Ces deux mêmes compagnies assurent la distribution aux usagers, via leur filiale respective, la Compagnie des eaux de Paris pour la rive droite, Eau et Force pour la rive gauche.

MINISTRE ALERTÉ

Ce qui est contesté aujourd'hui. c'est un avenant an contrat de 1987 signé par le maire de Paris, Jean Tiberi, le 20 janvier. Cet avenant, d'un même coup, confie à la Sagep la réalisation de nouveaux réseaux (elle était auparavant chargée de l'entretien et du renforcement des tuyaux), prévoit une augmentation des tarifs de l'eau fournie aux deux compagnies distributrices - qui, bien sûr la répercutent sur les usagers (Le Monde daté 2-3 février)- et autorise un programme de travaux de 1,8 milliard de francs sur cinq ans. « De telles dispositions auraient exigé un nouveau contrat, soumis à plusieurs offres concurrentes », estime Gérard Rey (PS).

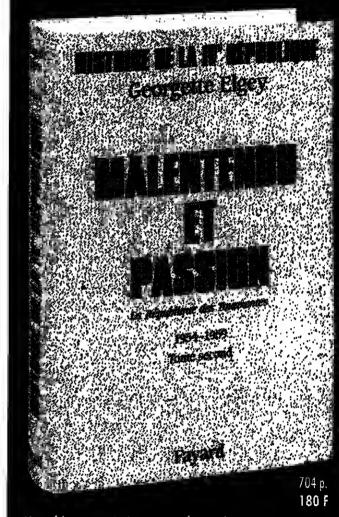
Persuadé que le silence opposé par la Ville à la requête en annulation procède de manœuvres dilatoires, cet élu a décidé d'alerter le ministre de l'intérieur, vendredi

14 novembre, au nom de « la défense des intérêts des usagers ». Selon l'analyse du PS, l'avenant revient notamment à faire financer par le consommateur d'eau une partie des aménagements de la ZAC Paris-Rive gauche, aménagements qui Incombent normalement à la Semapa, présidée par lacques Toubon (RPR), maire du 13° arrondissement. Or cette ZAC connaît de sérieuses difficultés financières (un déficit de trésorerie de 3,4 milliards en 1997), que la ville s'efforce de soulager. « Mais pas sur le dos des usagers », proteste M. Rey.

A plus long terme, la démarche des socialistes parisiens vise à mettre au jour le traitement très favorable, selon eux, appliqué à la Lyonnaise et à la Générale, qui bénéficient de garanties de ressources destinées, selon le PS, à compenser la baisse de la consommation d'eau à Paris. «Le réseau s'oméliore, les pertes d'eou diminuent, mais cette omélioration des rendements, qui se traduit par une diminutian de la facture présentée par la Sagep aux deux compagnies distributrices, n'est jomais répercutée sur l'usager », proteste M. Rey. Le député socialiste Daniel Marcovitch, élu du 19° arrondissement, estime pour sa part que l'absence d'un budget annexe de l'eau permet à la Ville de financer « des choix politiques » sans les afficher clairement.

GEORGETTE

On croyait tout connaître de l'affaire de Suez et de la guerre d'Algérie. L'ouvrage de Georgette Elgey, nourri d'archives inédites et de témoignages stupéfiants, nous en offre une vision nouvelle, incontestable et étonnamment vivante.



Un tableau aussi vivant que dramatique... Un catalague quasi-exhaustif des fautes palitiques à ne pas cammettre... Il apparaît bienvenu que soit rendue sa véritable dimensian à l'immense phénamène qu'a canstitué la décalanisatian... Un livre neuf, vigaureux, riche d'enseignements.

Français Bédarida, Libératian

Ce livre n'apparte pas mains d'inédits que les précédents... Quel démenti aux explications mécanistes qui présentent les dénavements camme inéluctables. Quelle lecan paur les histariens !... Au tatal, ce livre invite à réfléchir à la façan dant l'histaire se fait et à méditer sur la respansabilité palitique.

René Rémand, Lo Croix

Déja parus :

Histaire de la IV^e République La République des Illusions (1945-1951) ** La République des Contradictions (1951-1954) La République des Tourmentes (1954-1959), tome 1, Métamorphoses et mutations



AMERIQUE LANG

DU « CHE » A MACOS

MATERIAL A MARKET OF THE SECOND

The same of the same of the same of

The same of the sa

Color of house are granice or

Control Control

A Dec see

And the Control of th

Constitution of the second

APP ANTE A CT County of the same of

HORIZONS

Comment réduire la pollution de l'air en ville

L'air des grandes villes françaises devient de plus en plus irrespirable et menaçant pour la santé de chacun. **Principale** responsable: l'automobile. Mais l'augmentation du trafic n'est pas une fatalité. Avec un peu de volonté politique, la tendance peut s'inverser en faveur des transports collectifs. Les projets existent. leur réalisation n'attend qu'un financement. De la même façon, du côté des véhicules

> Ce dossier a été réalisé par les services Régions et Sciences.

Les nouveaux véhicules

LA VOITURE ÉLECTRIQUE MALADE DE SES BATTERIES

La plus propre et la plus silencieuse des voitures est, malheureusement, la moins performante. Les modèles électriques commercialisés par Reoault et Peugeot ne dépassent pas les 80 km entre deux recbargements et les 95 km/b. Pour faire le « plem », pas moins de 7 beures sont nécessaires. Aussi, les subventions de l'Etat et les primes des cootructeurs, qui metteot ces modèles à un prix comparable à celui des voitures à essence, ne parviennent pas à faire décoller le marché.

Pourtant, le remplacement du plomb par le couple nickel-cadmlum dans les accumulateurs avait convaincu les constructeurs français de franchir le pas de la commercialisation. Ce progrès ne semble pas suffisant pour séduire le grand public. La prochaine génération, utilisant le métal-bydrure, devrait pousser l'autonomie jusqu'à 125 km, mais il faudra attendre le lithium-carbone pour atteindre les 200 km. De plus, ces batteries devraient être moins encombrantes, moins coûteuses et plus rapides à recharger. D'ici leur commercialisation, après l'an 2000, l'infrastructure nécessaire devra être mise en place. Pour l'instant, les bornes de rechargement restent très rares.

L'AUTOMOBILE À PILE À COMBUSTIBLE

La pile à combustible pourrait rendre possible l'essor de la volture électrique eo lui offrant l'autonomie qui lui manque. Le princlpe de la pile à combustible consiste à produire de l'électricité à partir de l'hydrogène. L'hydrogène liquide est utilisé comme combustible et l'air comme oxydant pour provoquer une «réactioo froide », laquelle produit de l'électricité et rejette de la vapeur d'eau. Difficile de faire plus

En pratique, le principal inconvénient concerne le stockage de l'bydrogène. Sur le Nebus de De 5,9 aos à cette Oaimler-Benz, un prototype de bus, sept bonbonnes cootenant 45 000 litres d'hydrogène sous 1996. Les effets pression offrant 250 kilomètres combinés de la durée d'autonomie tiennent à peine sur le toit. Aussi, l'avenir est à la production d'bydrogène à partir d'un carburant embarqué à bord du véhicule. Celui-ci pourrait être le méthanol bquide. Le nombre de prototypes réali-

molgne de l'intérêt que suscite cette solution. Mercedes a présenté son Necar 3, ravitaillé en méthanol. Avec Volvo, Renault vient de dévoiler Fever, véhicule de recberche dérivé du break Nevada. Son autonomie atteint 500 kilomètres pour buit kilos d'bydrogène liquide embarqué. Unanimes, les industriels ne prévoient pas la commercialisation de leurs prototypes avant 2005.

sés par les coostructeurs té-

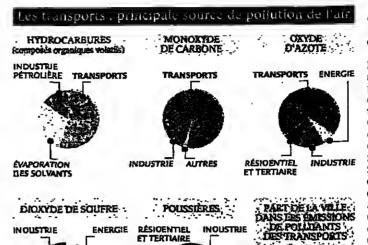
LES VÉHICULES HYBRIDES Puisque la voiture entièrement

électrique n'est pas suffisamment autonome, pourquoi ne pas imaginer des vébicules hybrides, électriques pour la ville, thermignes pour la route? Renault. PSA ou Audi ont déjà réalisé des prototypes dotés d'un moteur électrique et d'une turbine qui, lorsqu'elle fonctionne, alimeote les batteries. Volvo a eu une autre idée en réalisant une voiture pouvant passer de l'essence au gaz naturel, alors que Ford penche pour un couple dieseléthanol. Mi-octobre, Toyota a dévoilé la Prius, qui sera le premier bybride commercialisé. Fin 1999, la petite Smart (une collaboration Swatch-Mercedes) sera disponible en version diesel et électrique.

RAJEUNIR LE PARC AUTOMOBILE Une vieille voiture qui rejette

une épaisse fumée noire produit environ 100 grammes de polluants par kilomètre. Avec une automobile d'age moyen, ce chiffre tombe à 30 grammes. Et les émissions des modèles les plus récents se situent autour d'un gramme. Le rajeunissement du parc automobile apparaît ainsi comme la solution la plus efficace pour ré-

le degré de pollution. Or l'age moyen du parc automobile francais, au lieu de diminuer, augmente sensiblement depuis 1990. demière date, il est passé à 6,8 ans en de vie plus élevée des voitures fonctionnant au gazole et de la crise de la consommatioo des ménages expliquent sans doute



RÉSIDENTIEL INDUSTRIE

MONGAYDE DECARBONE

PARCAUTOMOBILE FRANÇAIS PART DESTIMMATRICULATIONS DIESEL en % des immatriculations totales VOITURES PARTICULIÈRES VÉKICULES S

MOONT DIESEL FOURPES D'UN POT CATALYTIQUE

la futura Value a ple duire très fortement Pde à combinatel (do 90 à 120 volta)

Les atteintes

à l'atmosphère

L'atmosphère terrestre est agressée par plusieurs gaz ovenant de l'activité bumaine (industrielle, agricole et transports). Il faut distinguer • Les atteintes à la couche d'ozone. Dans la stratosphère, c'est elle qui nous protège des rayonnements ultraviolets du Soleil. Elle est attaquée par les chlorofluorocarbones (CFC) que contiennent les aérosols, les appareils de la chaîne du froid (type réfrigérateur) et de atisation.

● Les gaz à effet de serre. Ils renforcent la couverture gazeuse de la planète, piégeant la chaleur de la Terre. Ils sont suspectés de provoquer un réchauffement dimatique global qui pourrait entraîner une multiplication des désastres naturels (sécheresse et inondation). Le gaz carbonique (CO₂) est, avec le méthane (CH₂) et les CFC le principal gaz à effet de serre. Ses émissions augmentent à mesure que croît la consommatioo d'énergie fossile (pétrole, charbon et, dans une moindre mesure, gaz), donc, en particulier, le trafic des automobiles et des poids lourds, responsable pour environ un tiers des émissions totales de CO2 La pollution atmosphérique. C'est la qualité de l'air que l'on respire. Il s'agit là d'une pollution de prozimité qui met en cause directement la santé de l'individu (affections respiratoires et pulmonaires, cancers...). En ville, les sources de cette pollution sont multiples : l'industrie et le chauffage d'une part - dont les effets polluants, particulièrement le dioxyde de soufre (SO), sont en baisse grâce aux progrès technologiques -, la circulation automobile d'autre part, dont les effets polluants sont, eux, en hausse constaute en raison de l'augmentation du trafic. Principaux gaz en cause : le monoxyde de carbone (CO), le dioxyde d'azote (NO₂), résponsat de l'alerte de niveau 3 qui a provoqué la circulation alternée en régioo parisienne en octobre, et qui, combiné aux hydrocarbures et à m fort ensoleillement, cause en outre la formation d'ozone (O.) (appelé « smog »), les poussières, les composés organiques volatils (COV, bydrocarbures volatils) et autres particules (principalement pour le gazole). Grâce à la eénéralisation de l'essence sans plomb, la pollution par le plomb a Source: RENAULT largement reculé.

Des moteurs moins polluants

L'INJECTION DIRECTE POUR L'ESSENCE

et des

progres

qu'à être

carburants,

techniques

d'importants

sont possibles

et n'attendent

commercialisés

La technique de l'injection directe va profiter au moteur à essence et devrait se généraliser dans les prochaines années. La Mitsubishi Carisma (modèle 1998) est d'ores et déjà disponible en version GDI (injection directe d'essence) avec une motorisation de 1,8 litre. Ce moteur, assure son concepteur, consomme 20% de carburant en moins, réduit également de 20 % les rejets de CO₂ et délivre une puissance et un couple supérieurs de 10 % aux performances d'un moteur de cylindrée égale. En outre, il réduit considérablement les bydrocarbures non brûlés.

Comme son nom l'indique, l'injection directe consiste à réaliser le melange air-essence à l'intérieur du cylindre - et non pas à l'extérieur. dans le conduit d'admission -, ce qui permet de contrôler avec une plus grande précision la quantité de carburant injectée et le moment le plus opportun pour le faire. Selon le constructeur, le GDI représente pour le consommateur un

supplément de prix d'environ 7 %. De son côté, Honda a annoncé avoir mis au point un moteur à essence dont les rejets sont inférieurs de 90 % aux maxima envisagés par l'Etat de Californie pour fin 1998. Honda semble avoir amélioré le contrôle électronique de l'injection et le fonctionnement des convertis-

L'INJECTION « COMMON RAIL » POUR LE DIESEL

Le succès commercial du diesel condamne cette motorisation à réduire son degré de pollution. Or, s'il consomme moins et s'il rejette moins d'hydrocarbures imbrûles, le diesel souffre de trois défauts : il est bruyant et il rejette des oxydes d'azote (NOx) et, surtout, des particules, responsables de l'émission de fumée ooiratre et nauséabonde. Récemment, l'injection directe a déjà réduit fortement la consommation. Mais ce résultat a été obtenu au détriment du niveau sonore, augmenté par de fortes vibrations, et l'émission d'un taux important de NOx et de particules.

La technique dite d'injection common rail devrait résoudre ces problèmes. Elle fait appel à une pompe d'alimentation et à un réservoir intermédiaire sous pression de quelques dizaines de cm³ qui distribue le carburant aux injecteurs. Le système pourrait augmenter la puissance et le couple moteur d'enviroo 40 %, tout en réduisant la consommation et l'émission de CO, de 30 %. Les vibrations et les rejets de NOx et de particules devraient également chuter, au point de mettre le diesel à un niveau de pollutioo comparable à celui de l'esseoce. Les premiers véhicules équipés d'un common rail devralent être commercialisés par Fiat d'ici la fin de l'année et par

EFFICACES DES LE DÉMARRAGE

ce vieillissemeot.

Obligatoire en France depuis 1993 sur toutes les voitures neuves, le pot d'échappement catalytique est l'objet de polémiques. Cette solutioo, si elle réduit les émissions polluantes, accroit seosiblement la consommation des moteurs (entre 7% et 10 %). Le pot catalytique présente

aussi l'inconvénieot de ne fonctionner qu'après une mootée en température atteinte après un parcours de quelques kilomètres, selon l'age des véhicules. Il ne s'applique donc qu'imparfaitement aux trajets courts - trois à cinq kilomètres -, qui constituent pourtant le plus graod nombre de déplacements en

Le remplacement de la céramique du pot par un support métallique permettrait d'accélérer la montée en température. De plus, les pots catalytiques métalliques étant plus robustes. Il est possible de les rapprocher du moteur, ce qui favorise leur échauffement.

D'autres travaux prometteurs portent sur la création d'une sorte de tampon qui absorbe les hydrocarbures imbrülés pendant que le pot catalytique est encore trop frold. Une telle solution ne résoudra pas la question de la surconsommation.

Des carburants plus propres

L'ESSENCE OXYGÉNÉE L'essence est un mélange subtil

de quelque cent cinquante espèces dont il n'est pas bon de modifier sans cesse la formule. Lors de l'abandoo du plomb, les pétroliers ont ainsi éprouvé quelques difficultés à le remplacer. Sans plomb, l'indice d'octane de l'essence baisse dangereusement. Pour pallier cet effet, les raffineurs out donc « forcé sur les oromatiques » dont l'indice d'octane est paturellement élevé. Mais, l'un d'entre eux, le benzène, est cancérigène.

Les chimistes ont reformulé leur mélange, ramené le taux de beozène à 2,6 % et introduit une petite proportion (5 % à 7 %, mais on peut monter à 15 %) d'un « oxygéné », le méthyl-tertio-butyl-ether (MTBE), dérivé du méthanol, luimême extrait du gaz naturel. Cependant, ce cocktail ne supprime pas les émissions de dioxyde d'azote, de monoxyde de carbone et de gaz carbonique.

LES BIOCARBURANTS

Les biocarburants sont de deux types: les alcools et les esters. Les premiers soot essentiellement de l'éthanol (alcool éthylique), du méthanol (alcool méthylique) et des dérivés comme l'ETBE et le MTBE. L'éthanol est tiré de la distillation du blé, du mais, de la pomme de terre, de la betterave ou de la canne à sucre et peut être mélangé à l'essence sans que cela modifie

tion. Les seconds sont obtenus par la transformation d'huiles d'oléagineux (colza, tournesol, mais ou soja). Ces esters peuvent être mélangés à bauteur de 5 % dans du gazole. Des essais ont montré que l'on pouvait aller jusqu'à 30 % et qu'on observait une réduction des particules émises, une absence de soufre, mais une augmentation des oxydes d'azote. Un produit existe sur le marché : le diester.

DIESEL : LE SALUT PAR LE MOTEUR Mélange de produits plus lourds

que l'essence, le gazole est difficile à brûler et ses particules restent redoutables à inhaler. Les moteurs qui l'utilisent doivent donc faire l'objet d'une dépollution et d'une réduction de la consommation que seules des techniques récentes (injection directe) où à venir (utilisation de terres rares comme le cérium et injection common rail) peuvent aujourd'hui permettre (lire ci-contre). Quant à l'injection d'eau dans le diesel, chère à Elf, elle permettrait de gommer sérieuse-ment les défauts des vieux moteurs, mais le ferait de façon moins convaincante pour les moteurs de nouvelle génération.

Le gazole bénéficie en France d'une taxation inférieure (2,35 F de TIPP contre 3,79 F pour le super non plombé) et d'une moindre TVA qui le rend environ 2 F moins cher que l'essence. Certains

radicalement la quantité de pollu- pensent que l'abrogation de cet avantage fiscal permettrait de réduire le nombre de véhicules diesel et, par conséquent, la part de polfution dont ils sont actuellement responsables

L'ALTERNATIVE GPL OU GNY

Le GPL, ou gaz de pétrole liqué-fié, mélange de butane et de propane, est le carburant le moins polluant (moins d'oxydes de carbone 📵 ou d'azote, et pas de particules). Il constitue une bonne solution alternative bien qu'il provoque une légère perte de puissance, en parti-culier pour les véhicules les plus anciens du parc et pour les autobus. Encore peu distribué (pas plus de 800 points de vente et pas un seul dans Paris intra-muros), il bénéficie d'un prix attractif par rapport aux autres carburants.

Du fait des hydrocarbures qui le composent, il peut être stocké dans les automobiles à une pression de seulement 2,5 bars. Là où son possible concurrent, le GNV, le gaz naturel véhicule, composé essentiellement de métbane, réclame environ 200 bars. Pour promouvoir ce dernier, il faudrait donc investir massivement dans des stations de compression et dans le développement d'un parc de stations-service. L'Italie a déjà commencé. Elle dispuse d'une flotte de plus de 200 000 véhicules fonctionnant au GNV. La France, de quelques cen-

e l'air en ville

Les atteintes

Manage of

d'azone. :

eta se e u

The state of the state of

17: 1

4 8 15.3 1

11 1111

3 A

2 75" This S. C.

Vita in the

🛡 i a pane

45°7 . 15 .75

Sec. 18. 1 . 1

Star Org

Let

4.4

10.45 7 to 3 (-) (

Company of the control

Art San Land

V 4 30 44

, 2011 ° 20 € 10 °

A 18 . 18 ...

45 1 1 1 1

23. . . .

.....

JY 21 .

1724.5

100

à l'atmosphere

• Les afficientes à la conce-

....

()

()

. . . .

·--c 2

. .:.



THE NEW YORK THE THE WAY IN the America Science of the State of the Stat The section of the second Mary and the second second BOTH THE REAL PROPERTY. THE PARTY OF THE P Marie Sale Lawrence **阿尔斯斯特的** Frank Con Interest of the Control

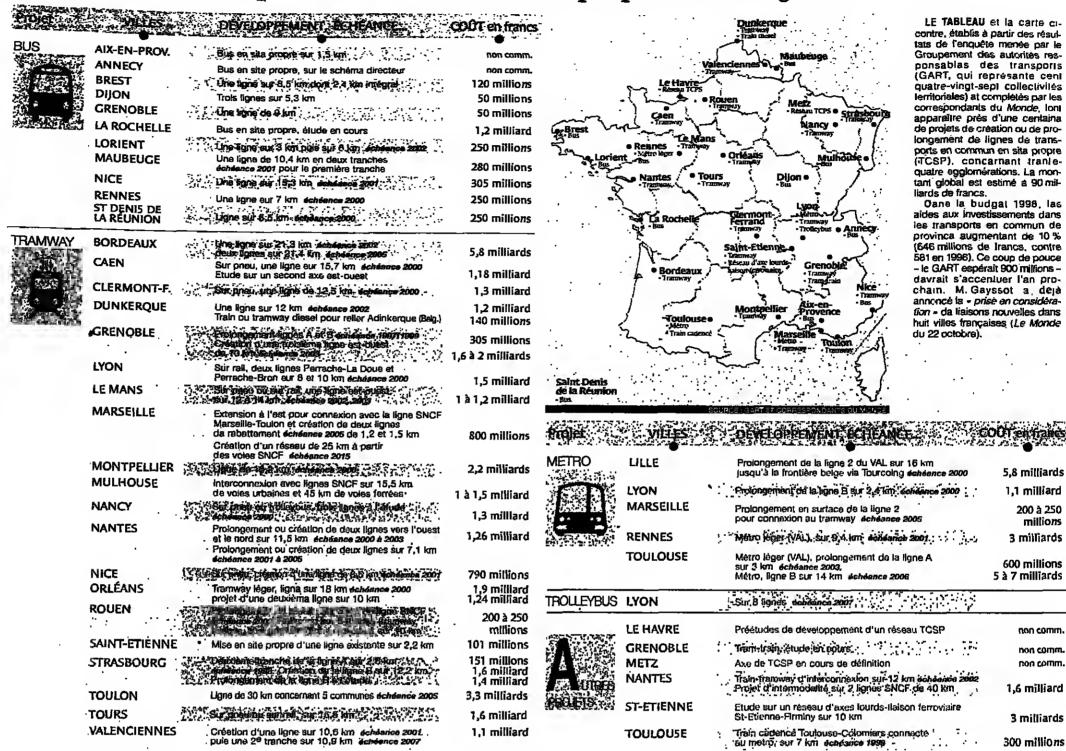
THE PERSON NAMED IN THE PERSON NAMED IN

A STATE OF THE REAL PROPERTY. The state of the state of THE PARTY OF THE PROPERTY OF took desired the The second of the second Will brief it with it. **建工业** The state of the A PROPERTY OF THE PERSON NAMED IN The state of the s Section Blacks 145 m

The second second Belleville 1 Access

The Later - Later

Les projets de transports en commun en site propre dans les grandes villes



Des plans de déplacements urbains obligatoires pour diminuer le trafic

DE LA LOTI (1982) À LA LOI SUR L'AIR (DÉCEMBRE 1996)

• Les principes. Les plans de déplacements urbains (PDU), lancés par la loi d'orientatioo des transports intérieurs (LOTI) eo 1982, visent à définir «les principes généraux de l'organisntion des transports, de la circulatinn et du statinnnement » ainsi qu'à permettre « une utilisatinn plus rationnelle de la voiture et nssurer in bonne insertinn des piétons, des véhicules à deux roues et des transports en cammun ». Une cinquantaine d'agglomérations ont, depuis, lancé une démarche de PDU, selon le ministère des

transports. • Des objectifs et des obligatinns. La loi du 31 décembre 1996 « sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie » de Corinne Lepage, alors ministre de l'environnement, renforce le dispositif. Elle rend obligatoire l'élaboration de plans de dépla-

LA RÉALITÉ du developpement muti-polaira de l'île-de-Françe a echappé aux décideurs. Caux-di ont continué à privilégier les liai. sons entre Paris et la banlieue (dites radiales) et l'équipement de la capitale. La censimetion, simultanée d'Eole et de Météor a absorbé l'essentiel des crédits: pour les transports en constituin. depuis plusieurs années. En revanche, les deux rocades nécessaires pour per-

mettre d'absorber l'accroiss ment des déplacements entre banllaues sont quasiment au: point mort, Le réseau Orbitale est simplement ébauché en piélite couronne avec deux lignes. de transvay, dont le Trans Val-de-Some, sur une ancienne ligne de treins. Quant à la récade Lutèce, en grande banlieue, elle reste à construire sur les voies de la : grande ceinture, abandonnées aux herbes sauvages.

tions de plus de cent mille habitants. Elle affirme également clairement l'objectif de « diminutinn du trafic automabile ». Enfin, en soumettant le PDU à enquête publique, elle permet de lancer le débat sur la qualité de l'air et la place de l'automobile dans la

● Un dispositif de suivi. Un « dispositif de suivi et d'animation des PDU», commun aux ministères de l'environnement et des transports, vient d'être mis

DIMINUER LE TRAFIC AUTOMOBILE EN VILLE

Selon le guide sur les plans de déplacements urbains édité par le CERTU (Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques, Lyon, 1996), un déplacement en voiture produit environ

drocarbure qu'en bus. Parmi les mesures prises dans le cadre des PDU pour limiter le trafic automobile, citons les constructions de parkings-relais aux terminus des stations de bus ou de tramway, le système de « boucles » de circulation qui empêche de traverser le centre-ville (expérieoces menées notamment à 5trasbourg).

LE TRANSPORT ET LA LIVRAISON

DE MARCHANDISES • Ne pas compromettre Papprovisionnement des villes. Le PDU doit prendre en compte l'impact du transport et de la livraison de marchandises. Le Certu estime que le coût global du transport de marchandises est dû pour moitié environ à sa partie urbaine. Mais le centre de recherche lance un avertissement : les mesures de limitation ne

cements urbains avant le 1ª jan-vier 1999 dans les aggloméra-vier carbone et cinq fois plus d'by-vier la 1999 dans les aggloméra-vier la 1999 dans les agglomera-vier la 1999 dans les agglomeracertaines mesures - comme l'interdiction de circulation des poids lourds en centre-ville peuvent s'avérer contre-produc-

 Des centres de distribution urbaine. 5itués à la périphérie du centre-ville, les marchandises seraient livrées à partir de leurs eotrepôts par une flotte de véhicules « propres ». Ils constituent l'une des possibilités de prise en compte de l'approvisionnement des villes. De telles expériences existent en Europe (Berlin, Fribourg, Utrecht).

RÔLE-CLÉ DE LA POLITIQUE

DE STATIONNEMENT • Sur le lieu de travail. Selon une enquête nationale du Certu menée en 1994, l'offre d'une place de stationnement privée sur le lieu de travail entraîne l'usage de la voiture à hauteur

Lignes RER B et D

MÉTÉOR (RATP)

EOLE (5NCF)

ORBITALE

Métro

Tramway

LUTÈCE

Ligne C du RER

Ligne D du RER

Tangentielle ouest

Bus

possibilité de parking n'existe. ● La modulation de l'offre. La ville peut moduler l'offre de stationnement liée aux constructions de bureaux en modifiant son POS (plan d'occupation des • La politique « vélo ». La loi sols). Ainsi la ville de Nantes a réduit de 15 % la norme de stationnement exigée pour les constructions de bureaux dans un rayon de quatre cents mètres autour des stations de tramway.

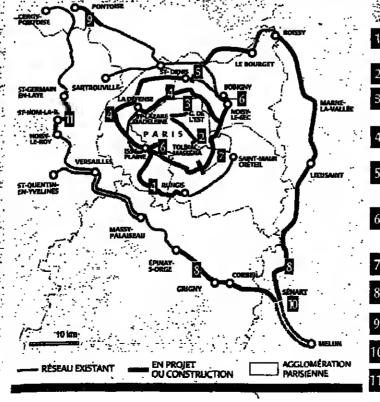
DÉVELOPPER LES MOYENS DE TRANSPORT ALTERNATIFS

• Les transports collectifs. La réduction du trafic automobile sera d'autant plus facile que les transports en commun, en particulier en site propre (voir ci-dessus), prendront le relais. La mise en œuvre du PDU de 5trasbourg a permis d'accroître de 30 % son offre de transport collectif. La

tivement, 36 % et 44 % si aucune 18 octobre) et créé onze lignes de transports en commun en surface, s'est fixé comme objectif d'augmenter la part des transports en commun de 20 % aujourd'hui à 28 % en 2008.

> sur l'air prévoit, à compter du le lanvier 1998, la création de pistes ou couloirs cyclables à l'occasion de toute construction ou rénovation des voies urbaines (sauf autoroutes et voies rapides). Certaines villes se sont engagées à faire du vélo un véritable mode de transport urbain en augmentant le nombre de kilomètres de pistes cyclables, en misant sur la complémentarité avec les transports en commun (Le Mnnde du 11 octobre).

Rendre sa place au piéton. Développement de rues piétonnes, élargissement de trottoirs, voies mixtes bus-piétons.



DEVELOPPEMENT ECHÉRNICE ... COUT en rianos COMMENSAL TO A SECRETARY OF THE SECOND SECON Nouvelles gares pour la dessarte du Stade de France. échéance janvier 1998 6.7 milliards Madeleine/Tolbiac-Massena sur 7,2 km échéance 1998 Madeleine/SI Lazare sur 1 km échéance 2003 951 millions 1 de l'Est, et la gare Saint-8,6 milliards Lezare, échéence 1999 Réseau maillé de la proche couronns. 60 à 70 Dejà réalisés : Tramway Saint-Denis-Boblgny, milliard5 Tram Val de Seine, Trans Val-de-Marne. Prolongement de la ligne 13 jusqu'à Saint-Denis-Université. 511 millions 1,3 km acheairce 1998 Prolongement de la ligne Saint-Denis-Bobigny (3 km). Début des travaux 2001 555 millions Prolongement du Tram Val de Seine (2,7 km). Début des travaux 2000 565 millions Prolongement de la ligne en site propre entre lury et Choisy-le-Roi. 200 millions échéance 1999 Rocades ferrées pour la desserte des pôles d'emploi en grande couronne. Prolongement vers Pontoise, 9 km famorce de la Tangentielle 450 millions . Nord Pontoise-Roissy du réseau Lutèce) échéance 2001 330 millions Remise en état de la ligne de grande ceinture. 650 millions Début des travaux 1998

Exhumer Montand, Le respect des volontés permanentes par Axel Kahn c'est assassiner

Antigone par Robert Redeker

OUS n'irnns plus en pensant entendre une «berceuse de mort » accompagnant l'endormissement dans un éternel repos. La décision juridique d'arracher les restes d'Yves Montand à leur tranquillité mortuaire sème en nous l'épouvante. Le cadavre décomposé est « une chose qui n'a de nom dans aucune langue », a écrit Bossuet. L'idée du cadavre condense l'horreur pour l'esprit (il est absurde, scandaleux) avec l'hnrreur pour le corps (sans aucun nom, il est indicible).

Depuis la nuit des temps, le respect des mnrts, de la paix des sé-pultures, est fondateur de civilisatinn. Outre la fraveur affective. spontanée, l'annunce d'une pareille exhumation suscite en nous une répugnance morale. La science rend possible la détection d'une vérité en interrogeant l'in-nommable corps décomposé du défunt dans la tombe quand, en même temps, les sentiments de l'bumain et de la morale sont borritiés par cette pratique. Ainsi, vat-un chercher la vérité non autretombe (ce qui serait de la métapbysique), mais dans la tumbe (parce que la science s'est rendue capable de l'y trouver) i Comment penser cette situation inédite?

Notre époque est vouée à supporter cette douloureuse leçon: il est impossible de maintenir la science dans les limites de la simple morale

Longtemps (jusqu'à la naissance de la conception moderne de la science), la morale, inhibant la recherche, a servi de rempart contre le désir exacerbé de vérité. L'affaire du cadavre d'Yves Montand exprime, sur un registre sinistre, le conflit aussi déchirant qu'interminable, prnpre aux temps mndernes, entre l'exigence de vérité (livrée à une insatiable frénésie grace aux possibilités de la science) et les exigences (toujnurs identiques à elles-mêmes, stables, closes) de la morale bumaniste.

Alnrs que tnutes les autres

formes de la civilisation parvenaient à faire cnîncider la vérité et la morale, dans la modernité occidentale, au contraire, la vérité a pris, au fil des siècles, un tnur scientifique de plus en plus autonome par rapport à la mnrale, se détacbant d'elle. Du temps de Lénnard de Vinci, l'exigence de vérité qui suintait dans la pratique de la dissection des cadavres illustrait une science clandestine des catacombes, la morale officielle de la société interdisant, à travers les impératifs thénlogicoéthiques, cette procédure. La vérité ne pouvait être recherchée si cela impliquait d'aller à l'encuntre de l'édifice mural. L'exigence de vérité forgeait béroïquement son éclaircie à la lumière noire des activités secrètes.

On appelle abscurantisme cette limitation de la recberche scientifique de la vérité par la mnrale. Les hauts cris des mnralistes contemporains qui clament, à juste titre pourtant, que le respect dû à l'bomme s'étend aussi à sa dépouille mortelle, sont condamnés à l'inefficacité dans la mesure où ils relèvent de cet obscuran-

Mais voici qu'avec ce funèbre événement la recherche de la vérité permise par les progrès scientifico-techniques s'oppose à ce respect devant les cadavres, dont on connaît la fonction bumanisante. Qn'eût dit de cette exhumation Antigone - triple figure emblématique de la justice, de l'exigence de vérité et du respect des cadavres -, dont le mythe est si es-sentiel pour l'intelligence de notre

Cette décision d'exhumation est la manifestation la plus spectaculaire et la plus inquiétante de l'esprit du temps : de plus en plus, l'exigence de vérité entre en conflit frontal avec la mnrale bumaniste. De plus en plus, cette exigence entre en guerre avec des dnnnées anthropogènes que l'on tenait pour fondamentales. La morale bumaniste s'en trouve piégée: la vérité scientifiquement prouvée s'étant hissée au rang de valeur centrale de la civilisatinn occidentale, il paraîtrait immoral d'en prohiber la recherche au nnm même de la morale.

Cette décision de justice, exemplaire par ce qu'elle rend visible de la contradiction entre la vérité et la morale (vnudrait-on qu'an nnm d'une certaine mnrale la justice n'aille pas chercher la vérité, dès lors que les moyens tecbniques existent pour qu'elle soit recberchée?), jette une lumière singulière sur les velléités du ministre de l'éducation nationale. Claude Allègre, de réintroduire la morale à l'école

Dans la pbilosopble, après Marx, Nietzsche et Freud, la morale est devenue, à tout le moins, problématique. M. Allègre vnudrait qu'elle soit dogmatique, marquant par là qu'il désire (le plus immoralement dn monde, si on en juge par l'éthique moderne de la vérité) jouer la morale contre la pensée. L'épisode de l'exhumation du cadavre d'Yves Montand nous fait nous ressouvenir de manière macabre que, dans notre civilisation, la recberche de la vérité prime désormais absolument sur les préceptes moraux traditionnels.

Comment, dès lnrs, sans contradiction, vouioir développer l'enselgnement scientifique, dnnner un cnup de fnuet à l'enselgnement des nouvelles technologies tout en prétendant réintroduire un enseignement dogmatique de la morale? Il ne fait aucun dnute qu'un pareil enseignement sera discrédité d'avance auprès des élèves par le prestige des sciences et des technologies. Par ailleurs, la morale ne peut plus prendre son aspect canonique, celui d'une pensée normative a priari : elle est destinée à s'adapter, à cnnrir après les activités scientifico-tecbniques, à arriver en retard, à s'essouffler dans cette course pour tenter, en dépit des évidences, de laisser croire qu'elle est encore de quelque utilité dans le monde.

La tension, rendue possible par la technologie, entre la vérité, versée dans l'élément de la science, et la morale bumaniste constitue la tragédie intime qui dévaste la conscience de l'homme contemporain. Notre époque est vouée à supporter cette douioureuse lecon: il est impossible de mainte-nir la science dans les limites de la simple morale.

L'épouvante d'une telle exhumatinn nous parle de l'affolante violence de la vérité. Oui, nous y trouvnus la marque de la violence extrême de la vérité: voilà sa recbercbe devenue déshumanisante, défaisant la trame qui, laburieusement, avait construit l'bnmme! Oui, nous y lisons la si-gnature de la violence affolante de la vérité : voilà sa recberche se muant en un contre-principe

Une boucle de civilisation se referme: l'exhumatinn du cadavre d'Yves Montand, sous les auspices réunis de la justice et de la vérité, avec le concours de la science, exprime l'extinction d'un mythe. C'est Antigone assassinée par les valeurs pour lesquelles elle avait immolé sa vie.

Robert Redeker est agrégé de philosophie et membre du comité de rédoction de la revue « Les

ETTE décision de la cour d'appel de Paris d'nrdonner une recherche génétique de paternité pratiquée sur la dépouille exhumée d'Yves Montand pose une réelle question de dimension anthropologique. La considération qu'a l'homme pour ses morts lui est spécifique dans le monde animal et s'est probablement développée dès les premiers temps de l'humanité. Que l'nn me comprenne bien : je ne sontlens d'aucune manière le comportement d'hummes qui, en ayant eu la jouissance, refusent d'assumer leurs responsabilités de géniteurs. De ce fait, je n'ai rien à redire aux revendications des enfants naturels et de leurs mères, qui me semblent parfaitement légitimes. Ce n'est par conséquent pas du tnnt sur ce plan que je veux faire porter ma réflexinn

La loi du 29 juillet 1994, dite de bloéthique, indique dans son article 5 (livre I, titre I, chapitre III, article 16-11 du code civil): «En motière civile Il'identification d'une personne par ses empreintes génétiques], ne peut être recherchée qu'en exécution d'une mesure d'instruction ardonnée par le juge saisi d'une action tendant stit à l'établissement au à la contestation d'un lien de filiation, soit à l'abtention au à la suppression de subsides. Le consentement

de l'intéressé doit être préoloblement et expressément recueilli. » Texte sans aucune ambiguité: le consentement d'un bomme poursuivi en reconnaissance de paternité est expressement requis pour que l'on relève ses empreintes génétiques. J'imagine que le législateur a introduit cette nécessité du consentement, qui ne figure pas en matière criminelle, pour éviter, dans certains cas, la remise en questinn légère des liens familiaux à l'nc-

Il resterait toujours aux hommes la possibilité de se faire incinérer plutôt qu'enterrer... Faudrait-il alors l'interdire?

casinn de conflit de personnes.

Cependant, on pourrait considérer que cet article de loi offre une échappatoire anormale à des hommes indélicats qui veulent fuir leurs responsabilités, et désirer que sa rédaction soit reprise. Tnutefois, aujourd'bui, telle est

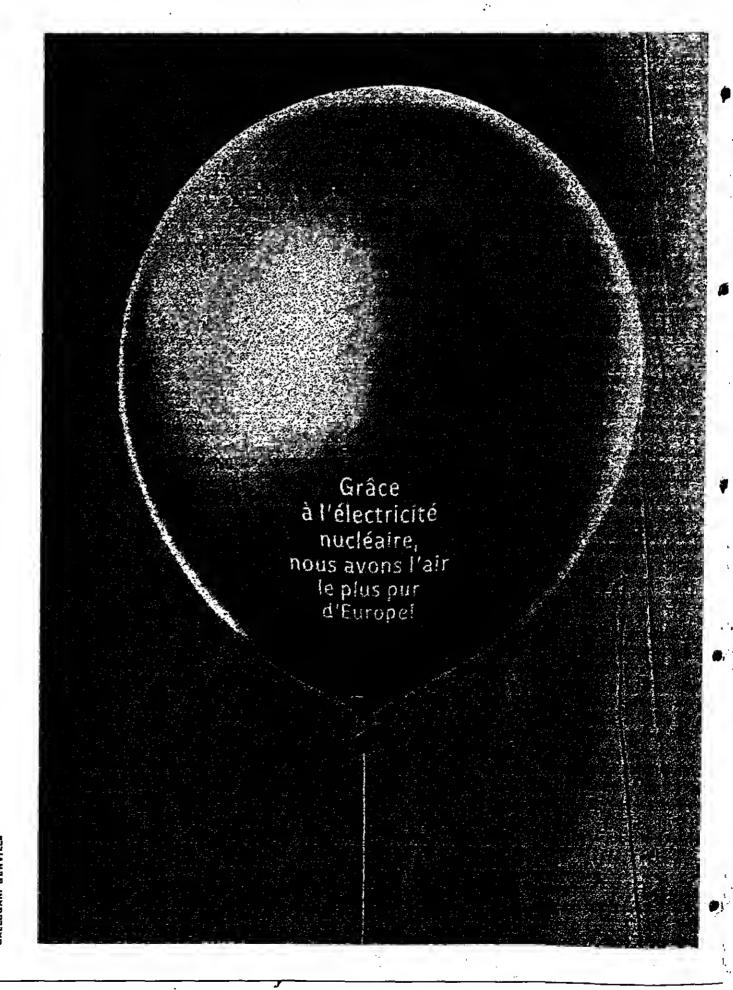
Dans le cas qui nous intéresse, Il semble bien qu'Yves Muntand ait expressément refusé, de son vivant, de se snumettre à ces tests génétiques. Je ne parte aucun jugement mural sur ce refus, et, si l'avais à le faire, il me semblerait plutôt suspect. Cependant, Yves Montand avait légalement le droit de refuser. Ce qui est en cause dans la décision judiciaire qui nous intéresse, c'est la untinu que la volonté clairement exprimée d'un vivant, aboutissant à un nnn-consentement légal de se prêter à un test, cesserait d'avoir quelque valeur que ce soit dès lors que la personne serait morte. Or, cette notion de la permanence des volontés d'une personne après sa mort fonde anjourd'hui la plupart des pratiques concernant « les droits des personnes décédées ».

Certes, un mort cesse d'être une personne légale, mais ses dispositions testamentaires sont exécutées, de même que ses volontés éventuellement exprimées d'autoriser ou d'interdire un prélèvement destiné à des transplantations d'organes, d'antoriser l'utilisation scientifique de son corps. Si Yves Montand n'avait pas manifesté son refus de prélèvement, les choses seraient certainement bien différentes, et il reviendrait, en effet, au jnge d'estimer ce qu'il est légitime de faire pour aider à la manifesta-

tinn de la vérité. Il me semble que la justice s'égarerait si, par une série de décisions cumme celleci, elle semblait s'engager dans une voie indiquant que le consentement ou le non-cnnsentement d'une personne perd toute valeur après sa mort, et que l'on pent faire alnrs tout ce à quni elle s'est refusée de son vivant. Ce serait en effet purter gravement atteinte à ce sentiment universel qui aide aussi les bummes et les femmes, qu'ils crnient au ciel nu qu'ils n'y croient pas, à vivre et à mourir : celui que, après notre mort, quelque chose au mnins persistera de nous, le souvenir que nous laisserons dans les esprits des vivants et, éventuellement, par nos œuvres, et le respect de nos volontés en ce qui nous concerne.

On imagine fort bien que si les décisions d'exbumations contraires aux voluntés manifestées du vivant des personnes faisaient jurisprudence, il resterait tnujours aux bommes la possibilité de se faire incinérer plutnit qu'enterrer... Faudrait-il alnrs l'interdire, dans l'intérêt de la manifestaion pust-mortem de paternités alléguées?

Axel Kahn est directeur de l'Unité 129 de l'Inserm (recherches en physiologie et pathologie génétiques et moléculoires).



reconnu en ratifiant la convention

des Nations unies sur les droits de

Macr 9

Oui, la quête d'Aurore Drossard est légitime par Pierre Verdier

A tragique situatioo du petit Lionel, cet enfant venu de Tahiti réclamé par deux pères, la recherche d'Aurore Drossard demandant à la justice d'établir clairement (et définitivement) qu'Yves Montand, qui ne le voulait pas, était son père, comme la quête de nomhreux adoptés qui ont une famille légale et affective et veulent quand même savoir « d'où ils viennent » et quels sont leurs pète et mère de naissance: tout cela nous pose les mémes questions: qu'est-ce finalement qu'être père, qu'est-ce qui crée le ben de filiation ?

On sait maintenant - les multiples comparaisons avec d'autres cultures et civilisations rapportées par les anthropologues nous l'ont amplement démontré - que la filiation n'est pas une donnée de la nature, mais qu'elle est toujours construite. C'est une institution qui crée des liens de droit entre les personnes. Son hut n'est pas d'établir la vérité biologique, c'est d'organiser un système de transmission: d'un nom, d'un « patrimoine » (terme hien significatif), de valeurs... Et c'est toujours la loi, le texte et non les tests, qui dé-

signe le père et la mère. Dans nos sociétés latines, c'est une parole socialement reconnue qui établit la filiation : déclaration de naissance d'un enfant dont les parents sont mariés ensemble, reconnaissance volontaire ou jugement. Mais cette parole vient légitimer un fait hiologique : en cas de conflit, de contestation, la justice vérifiera si le prétendu père est aussi le géniteur

Hier, c'était l'adulte seul qui décidait de reconnaître l'enfant ou de ne pas établir de lien de filiation. Pouvnir régalien. Le vieux code civil de 1804, écrit par des hommes pour les hommes, prévoyait calmement en son article 340 que « la recherche en paternité est interdite ». Ce n'est qu'en cas d'enlèvement, lorsque l'époque de cet enlèvement se rapportait à celle de la conception, que le ravisseur pouvalt être, sur la demande des parties intéressées, déclaré père de l'enfant. En 1912, ces possibilités de recherche seront étendues aux cas de viol, séduction, aveu, vie commune..., mais le prétendu père pouvait écarter cette recherche en invoquant «l'inconduite notoire» ou le fait que la mère « ovait eu commerce avec un autre individu ».

Aujourd'hul, la filiation est toujours un acte volontaire. Mais à la volonté exclusive du père s'ajoute celle de l'enfant ; la paternité hors mariage peut être judiciairement déclarée ; l'action n'appartient qu'à l'enfant. S'il est mineur, sa mère, même mineure, a seule qualité pour l'exercer eo son nom; elle est exercée contre le père prétendu ou contre ses héritiers. Tous les éléments de preuve seront recherchés, et ootamment celui des

empreintes génétiques. La paternité se réduirait-elle, en fin de compte, à l'nrganique ? Blen sûr que non. Chacun sait aujourd'hui qu'il y a trois axes qui fondent la filiation : un axe biologique qui définit l'origine, un axe juridique qui désigne la parenté, et un axe affectif qui renvoie à la famille, à la vie commune. Lorsque ces trois axes sont disjoints, que le père hiologique est différent du père légal, voire de celui qui élève l'enfant, quel sera le père ? Pour se développer et grandir harmonieusement, l'enfant devra être au clair avec toutes ces filiations. Savoir d'où il vient, ne fût-ce que pour s'en détacher. On ne se sépare hien que de ce qu'on connaît. Ce n'est pas d'affection qu'il est question, mais de quête d'identité.

l'enfant (article 7): « L'enfant o. dons la mesure du possible, le droit de connoître ses parents. » SI sa fillation est établie, Aurore participera-t-elle à l'béritage de son père ? En partie (pour moitié des enfants légitimes), mais ce n'est, nons semble-t-il, que l'ordre normal des choses. Peut-on continuer les recherches et procéder aux tests génétiques après la mort, aiors que de son vivant Yves Montand s'y était opposé? La cour d'appel de Paris y a répondu, le 6 novembre 1997: le consentement d'un mort « ne peut bien évidemment plus être

La filiation n'appartient pas seulement aux parents, mais aussi aux enfants. C'est bien de leur identité qu'il s'agit

la légitimité de sa requête et aux prohlèmes juridiques et éthiques que soulève l'expertise ordonnée sur le cadavre d'Yves Montand six ans après son inhumation. Oui, sa quête est légitime. La filiation n'appartient pas seulement aux parents, mais aussi aux enfants (au sens de fils, car ils sont souvent adultes). C'est bleo de leur ldentité qu'il s'agit et c'est hien un droit que la France leur a

Revenons à Aurore Drossard, à en-Provence avait statué de la même manière, dans une affaire semblahle, le 8 février 1996. Dans ce cas, il y a des ayants droit. C'est d'ailleurs eux qui ont fait appel de la décision du tribunal de Paris, qui avait jugé en première instance qu'Aurore Drossard était hien la fille de l'acteur.

recherché ». La cour d'appel d'Aix-

Reste la questioo éthique. Fautil laisser les morts en paix ? Faut-il exprimer « une union socrée pour le repos éternel », comme le titrait

L'intérêt exprimé par les vivants l'emporte sur celui que l'on attribue aux morts. Nous comprenons bien sûr l'émotion des proches: exhumer un corps n'est pas chose agréable, même si c'est pour exhumer un secret qu'on croyait emporté dans la tombe. Mais il n'y a aucune raison de penser que cela ne se fera pas dans la dignité et que la médecine ne respectera pas, dans cette affaire, tout autant le corps mort qu'elle respecte les

corps vivants. Demain, le droit devra prendre acte des évolutions de la science : désormais la filiation biologique peut être établie, on ne peut plus mentir ou rester dans le doute. Au moment de la création de l'adoption plénière en 1966 ou des premières inséminations artificielles avec donneur, une biologiste, Odette Thihault, ponvait écrire: L'IAD présente l'avantage de relotiviser lo parenté biologique ou profit de lo véritable parenté qui est affective, éducotive, odoptive. Il convient de mettre en couse le mythe des liens du song. Lo véritable filiation, c'est l'omour. » Depuis, nous avons dû constater, à travers les décompositions et les recompositions familiales, la fragilité de ces liens de vie, opposée à la permanence des liens géoétiques, dont l'importance est de surcroît réaffirmée par la médecine. Le père reste un repère.

Mais, surtout, nous avons entendu s'exprimer l'énorme souf-

un grand quotidien national? france de ceux qui ignorent leur origine et pour lesquels cette quete est une question de vie ou de mort. Sur cela on n'a pas, éthique pour éthique, le droit d'en_ être sourds. Il est temps de légiférer pour que tout père et toute mère reconnaissent leurs enfants ou que, à défaut de reconnaissance paternelle, la mère donne le nom du père comme cela se fait dans les législations des pays modernes.

Comment accepter qu'il dépende du seul bon vouloir des parents d'établir ou non leur filiation à l'égard de leurs enfants : n'est-ce pas un droit fondamental de tout individu d'avoir sa double filiation paternelle et maternelle établie? Pourquoi priver de père légal quatre-vingt mille des enfants qui naissent chaque année en France de parents non mariés? Et que dire du droit reconnu aux mères de ne pas déclarer leur filiation : qui protège-t-on? Ne revient-il pas à la puissance publique de garantir le droit des plus faibles, en l'espèce les enfants?

Ce serait responsabiliser les adultes, car être père ou mère, c'est donner la vie et être comptable de son acte. Ce serait aussi offrir systématiquement des repères aux enfants.

Pierre Verdier est président de la Coordination des actions pour le droit à la connaissonce des

Parions qualité d'air

¥ !

Quel est l'impact de l'électricité sur le réchauffement de la planète ?

Le réchauffement dû à l'accroissement de l'effet de serre est l'une des plus importantes menaces pour la planète. Principal responsable : le CO2 provenant de l'activité humaine.

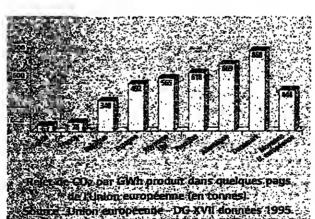
Transports, commerces, services, industries, vie quotidienne : nous avons besoin d'énergie sous des formes les plus diverses, dont l'électricité. Celle-ci provient de différentes sources : énergies (ossiles (pétrole, charbon, gaz), renouvelables (hydraulique, éolien, solaire) ou nucléaire. Le choix entre ces sources n'est pas sans conséquences sur l'environnement.

Si, pour fournir à chaque Français les 6700 kWh dont il a besoin chaque année, on devalt recourir au charbon, on rejetterait dans l'atmosphère 6,7 tonnes de CO₂, 5,4 tonnes avec le pétrole, 4 tonnes avec le gaz.

Avec ses 56 centrales électronucléaires et ses 2 000 usines hydroélectriques, la France couvre 90 % de ses besoins en électricité (75 % nucléaire, 15 % hydraulique) sans produire un seul gramme de CO2. Ainsi, pour chaque kWh produit en France, les émissions de CO2 sont sept fois moins importantes qu'en Allemagne ou au Royaume-Uni, et onze fois moins qu'au Danemark.

Quant aux émissions d'oxyde d'azote et de dioxyde de soufre, principales responsables des pluies acides, en vingt ans elles ont baissé de 70 % dans notre pays. Et pourtant, la production électrique française a plus que triplé entre-temps. Les centrales électronucléaires et les usines hydroélectriques ne rejettent ni oxyde d'azote, ni dioxyde de soufre. Nos forêts se portent mieux. On respire mieux.

Pas de CO2, pas d'oxyde d'azote, pas de dioxyde de soufre : la production d'électricité nucléaire ou hydraulique n'émet pas de gaz polluants.





Nous vous devons plus que la lumière.

	"Le point sur le programme la deute partieure	☐ "Les déchets nucléaires en questions" :	
	Nom:		
*	Adresse:	Ville :	
	Code postal :	Cedex. 3614	EDF (0,37F/min), http://www.edf.fr

AU COURRIER DU « MONDE »

LE CAS PUCHEU

Dans le cadre du procès Papon, je m'étonne qu'en interrogeant les proches du général de Gaulle que sont MM. Messmer et Guichard sur ce qu'il ressentait à l'époque eu égard à l'administration vichyste oo o'ait pas évoqué le cas Pucheu. Il est vrai que ce dernier occupait un rang supérieur à celui de Papon, mais tout de même, il y avait entre eux à peu près le même cart dans l'échelle civile qu'entre un général et un colonel dans l'échelle militaire. Quol qu'il en soit, s'il y a des différences, cela n'autorise pas à faire l'impasse sur les similitudes. On peut lire dans le Pétoin de Marc Ferro (p. 559) : « A Alger, de Gaulle doit assurer sa légitimité face aux Américoins et gérer lo liquidotion de Vichy, dont nombre d'outorités ont été loissées en place »; et plus loin (p.560): « étaient visés en premier ceux qui... étoient venus se refoire à bon compte en Afrique du Nord une virginité politique, voire résistontioliste... et. surtout, Pierre Pucheu ». le crois me souvenir que, devant la justice, Il était notamment reproché à Pucheu d'avoir choisi les otages que réclamaient les autorités d'occupation allemandes. Pour sa défense, il n'a pas manqué d'invoquer l'impossibilité où il se trouvait de se soustraire aux exigences de l'occupant, la théorie selon laquelle, en faisant la part du feu, il avait pu sauver des vies qui autrement eussent été sacrifiées. Pucheu a été condamné, et exécuté le 20 mars 1944, solt quelques mois,à peine avant la libération de Bordeaux. MM. Messmer et Guichard auraient pu utilement révéler au jury si, dans ce court espace de temps, la philosophie du général de Gaulle s'était inversée, passant du cas Pucheu au cas Pa-

Emmanuel Schucht Gentilly (Val-de-Marne)

HIÉRARCHIE MILITAIRE

Début novembre 1942, les Américains débarquent en Afrique du Nord, non sans quelque casse. Je me trouvais à cette époque-là à Valence, au prytanée militaire de La Flèche replié en zone non occupée. J'étais élève en classe préparatoire à Saint-Cyr. Dès que nous avons appris le débarquement, nous avons pensé que les Allemands envahiraient la zone sud. Nous nous sommes alors posé la question de ce que nous devrions faire, étant entendu que pour oous il importait de partir en Afrique dn Nord. Comme aucum message ne venait, ni du colonel commandant l'école ni de l'encadrement, et comme, déjà à cette époque, j'avais horreur de l'incertitude, j'ai demandé à l'adjudant qui commaodait notre classe quelle décision allait être prise car les Allemands, eux, commençaient à passer la ligne de démarcation. L'adjudant m'a répondu : « Je ne

sais rien, il faudrait aller voir le lieutenont. » Je suls donc allé voir le lleutenant et lui ai dit : « Mon lieutenont, on ne vo pas rester ici et se foire cravater par les Allemonds, Il faut partir tout de suite pour l'Afrique. » Le lieutenant m'a dit qu'il n'avait pas d'ordre, et qu'il fallalt aller volr le capitaine commandant la compagnie; ce que j'al fait derechef. A la même question, le capitaine m'a dit qu'il n'avait pas d'ordre et qu'il faffait demander au chef de hataillon adjoint au commandant de l'école. Le commandant m'a reçu fort aimablemeot; il n'avait pas d'ordre et il fallait demander au colonel. Au garde-à-vous, et à six pas, j'ai réitéré pour la cinquième fois ma question et le colonel m'a répondu: « Je ne sois pas, j'attends les ordres du moréchol ». Là j'al compris que c'était terminé. J'ai salué, j'al fait le demi-tour réglementaire, je suis sorti et me suis dit en moi-même : « Pourquoi quitterais-ie mon inconfort présent olars que ce problème ne semble. pos outre mesure inquiéter mes chefs?»

Jean Ducasse Gif-sur-Yvette (Essonne)

VIVRE AVEC L'AUTRE

Dans snn article intitulé « Homosexualité, mariage et famille » du Monde du 5 novembre, Eric Fassin semble préconiser un mariage républicain ouvert à tous ceux qui veulent cobabiter dans « lo liberté et lo reconnaissance ». Mais ne fait-il pas l'apologie de la « mêmeté » ? L'être humain pour vivre - en société - n'a-t-il pas à « reconnaître » l'autre dans sa différence? Or il ne peut « naître » que de la « connaissance » de deux personnes de sexes différents. C'est biologique en tout cas ; n'est-ce pas culturel ? Des bomosexuels me disent qu'ils se comprennent mieux en couples bomosexuels que lorsqu'ils étaient avec des conjoints de sexes différents. Certes! Mais vivre n'est-ce pas apprendre à se situe? dans un contexte de différence (et refuser la « peosée unique »)? Et la famille n'est-elle pas le premier lieu où on l'apprend? Les familles sont souvent eo crise aujourd'hui parce. qu'on n'apprend pas dès le départ à vivre avec l'autre - différent dans la fidélité, la continuité, l'écoute, le pardon, même avec des intérêts différents. Et les États-Unis oe semblent pas un grand exemple pour cela avec leur libéralisme à tout crin. Au lieu de figer la « mêmeté » dans le mariage, contrairement à notre « naissance », ne devrioos-oous pas contribuer à la « renaissance » du Tu oimeras Ion prochoin comme toi-même? Et le prochain c'est l'étrange... car n'habitoos-oous pas dans un univers... étrange et Pasteur Pierre Coste

Alès (Gard)

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90 Internet : http://www.lemonde.fr

Les lumières de Westinghouse

ESTINGHOUSE achève nne Incroyable métamorphose: ce géant américain de l'industrie lourde est devenu, après la vente de toute son activité électrique, un groupe de communication, l'un des plus grands en réalité, propriétaire notamment du réseau national de télévision CBS. Westinghouse abandonnant le laborieux travall de fabrication de centrales électriques, traditionnelles ou nucléaires, pour lui préférer les paillettes de la télévision et de la radio, c'est un peu comme si, en France, Michelin renonçait à la production de pneumatiques pour se lancer dans le cinéma ! Difficile à imaginer en France, cette mutation d'un grand groupe manufacturier plus que centenaire qui se reconvertit, en deux ans à peine, dans ce qu'il est convenn d'appeler les industries du futur, celle de Pentertainment notamment (le loisir au sens large), est révélatrice de l'extraordinaire mobilité du capital américain.

Là-bas, l'essentiel n'est pas de produire de l'énergie ou des images, mais de la « valeur », c'est-à-dire des profits. Westinghouse en a dégagé beaucoup tout au long de son histoire en restant proche de son métier d'origine, Pélectricité, Anjourd'hui, ses responsables s'inquiètent d'un marché incertain et de moins en moins rentable. Ils préférent plonger dans une autre Industrie, plus profitable. Cette mobilité favorise l'innovation, mais elle n'est pas sans risque: l'absence d'une industrie nucléaire puissante pourrait constituer pour l'avenir un handicap pour les Etats-Unis. Son

péennes démontre que le capitafisme européen permet, hi, une prise en compte à plus long terme des enieux économiques.

En abandonnant la logique de conglomérat, c'est-à-dire celle d'un groupe exerçant simultanément plusieurs métiers, Westinghouse met aussi en évidence l'une des failles du capitalisme françals: la dangereuse tentation du mélange des genres. Lorsqu'au milieu des années 90 Westinghouse s'est lancé dans la communication, il n'y a jamais cherché un instrument de pouvoir ou un outil an service de ses intérêts industriels. Le groupe n'a jamais pensé utiliser les journaux télévisés de CBS pour plaire à la Maison Blanche on lui vendre ses centrales.

En France, l'industrie, les médias et la politique continuent bien souvent à entretenir des Jiaisons complexes et maisaines, comme en témoigne l'intérêt persistant pour la presse et la télévision de certains industriels aux convictions politiques affirmées (lire page 21). L'émergence de groupes de communication puissants et indépendants - à l'instar de celui que construit Westinghouse - peut certes contribuer à mettre fin à cette dimension, malheureuse, de l'exception française. Mais tant que le mélange des genres sera toléré, elle ne suffira pas: une loi limitant les intérêts des industriels, notamment de ceux dépendant des contrats de l'Etat, dans les groupes de communication serait bienvenue Dans ce domaine, les bésitations du gouvernement ne sont pas jus-

Sc. Mondo es, édic par la SA LE MONDE, recione, dhecheur de la publication : Jean-Marie Colombani n-Marie Colombani : Dominique Alduy, directeur général ;

Directeur de la réduction : Edwy Plemel s adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Sole déacrems en chef : Jean-Yvul Besset, Pierre Georges, elbamer, Erik [zraelewicz, Michel Kalman, Bertrand Le Gendre Directeur artissique : Dominique Roynette Rédacteur en chef technique : Eric Azan Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourt

Médiateur: Thomas Ference

rur exécutif : Eric Pialloux ; directeur d9égué : Anne Cha firection : Alain Rollet ; directeur des relations internatios

Conseil de surveillance : Alain Minc, président : Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Benve-Méty (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), ndré Laurens (1962-1985), André Pontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-199

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : ceut aus à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionusires : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».
Association Hubert Benre-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde.
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, léna Presse, Le Monde Présoyance, Claude Bernard Participation

IL Y A 50 ANS, DANS Se Monde André Gide, Prix Nobel

achèvera, dans la robustesse, sa solxante-dix-huitième année. Il n'est pas décoré; il n'a reçu de l'Académie ni fauteuil ni grand prix. Mais les Suédois, comme pour effacer, autour de soo com. toutes les polémiques, et o'exalter que son immense talent, pour avouer l'influence qu'il exerce sur tous les esprits cultivés, viennent de lui décerner la plus haute des récompenses : ce prix Nobel qui a Romain Rolland et Roger Martin du Gard! Voilà enfin le moment de reconnaître que M. Gide a bieo servi notre gloire.

L'apaisement se fait autour de lui. et en lui-même. Sa vie pouvait être celle d'un dilettante comblé par la fortune, riche aussi d'intelligence et de goût. Mais il portait en lul cette angoisse, cette instabilité dont les jeunes écrivains se

LE 22 DE CE MOIS, André Gide pareot mainteoant, et qu'ils exploitent... Lui eo a sincerement souffert. Vagabond de corps, il a cberché « sa vérité » dans toutes les vérités, les adoptant, les rejetant, y revenant, et fâchant ainsi

toutes les croyances. « L'enfant prodigue » a beaucoup erré. Il a été souvent blessé. Il n'est das revenu à la maison daternelle; car il y étouffait. Mais il a fini par se construire une maisoo paisible; il y a l'ordre, et mème la décence. Il y goûte, après une vie de tempêtes, son beau crépuscule, et va sourire à sa gloire, avec un peu de scepticisme, oaturellement... L'œnvre est sollde. Il peut être fier de n'avoir pas écrit - c'est la louange qu'il préfère - une ligne insigni-

> Robert Kemp (15 novembre 1947.)

Cellionde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique: 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30 Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE Adresse Internet : bttp://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province: 08-36-68-03-78

Les trois leçons du téléphone américain

S'IL SE CONCRÉTISE, le mariage des exploitants téléphoniques américains WorldCom et MCI promet de secouer l'ensemble de l'industrie des services de télécommunications. Un nouveau géant mondial est en gestation (Le Monde du 12 novembre). Avec un chiffre d'affaires de plus de 170 milliards de francs, le nouveau groupe devrait tutoyer les France Télécom et BT (ex-British Telecom), respectivement quatrième et cinquième acteurs mondiaux du téléphone. De cette probable fusion, oo peut d'ores et déjà tirer trois leçons au moins.

Tout d'abord, ce rapprochement, dont le coût est évalué à 210 milliards de francs, la plus grosse acquisition jamais réalisée au niveau mondial, montre que tout, ou presque, est possible pour une entreprise lorsqu'elle dispose d'actions. Une leçon qui devrait avoir quelque importance de ce côté-ci de l'Atlantique.

Dans l'ensemble des pays européens, en France eo particulier, les États qui contrôlaient jusqu'à présent les opérateurs téléphoniques ont ouvert - ou sont en passe de le faire - le capital de ces exploitants aux investisseurs privés. L'introduction en Bourse oe vise pas seulement à renflouer les caisses publiques, mais aussi c'est le discours officiel - à leur donner les moyens de leur développement en dehors de leurs frontières, à les doter de la capacité de nouer des alliances, alors que leurs marchés nationaux s'ouvreot à la coocurreoce.

Malgré son développement très rapide au cours des dernières années, WorldCom n'a pas

Béton par Cardon

la trésorerie nécessaire pour se payer, en liquide, MCI, une entreprise deux fois plus grosse que lui. Son arme, c'est sa capacité à émettre du « papier », des actions qui deviennent dans de telles circonstances de véritables titres de paiement. L'opérateur de Jackson, dans le Mississippi, n'envisage de débourser que peu d'argent. Seul British Telecom sera payé eo liquide pour céder ses 20 % de MCI. Les autres actionnaires se voient proposer d'échanger leurs titres MCI contre des actions WorldCom.

Bernard Ebbers, le PDG de WorldCom, a largement usé de cette méthode. Elle lui a servi à réaliser bon nombre des cinquante acquisitions qui, en l'espace de dix ans, lui ont permis de bâtir WorldCom. Cette approche a une limite. Elle repose sur la confiance accordée à la société par ses actionnaires et qui trouve son reflet dans les cours de l'action à la Bourse. Il faut donc être capable de vendre une stratégie convaincante et des perspectives de croissance de la valeur des actions. Puis, surtout, de tenir les pro-

LA CONCENTRATION SUIT LA LIBÉRALISATION

L'opération WorldCom-MCI illustre_ensuite le fait que la bbéralisation ne profite pas uniquement aux plus gros et à ceux qui se lancent le plus tôt dans l'assaut des anciens monopoles. La libéralisation ouvre le jeu : des acteurs inattendns, interveoant plus tardivement, dans une deuxième vague, disposent aussi de la possiblité de tirer leur épingle du jeu. Le challenger MCI

avait su, dès l'ouverture du marché en 1984, battre en brèche le géant AT&T, l'ex-monopole aux Etats-Unis. Il avait contribué à faire baisser les prix des communications longue distance (les appels nationaux et internationaux), le premier segment de marché à avoir été ouvert à la coocurreoce. Il en détient désormais 20 %. WorldCom, lui, a su profiter de la rivalité entre AT&T, MCI et Sprint, le troisième acteur entré sur ce marché du téléphone longue distance. Quand MCI et Sprint, pour pouvoir se développer, ont dû construire leurs propres infrastructures, WorldCom n'a eu qu'à leur louer des capacités de transmission. Ce que ces groupes ont fait d'autant plus volontiers qu'il leur fallait ren-tabiliset des réseaux sous-utilisés.

Opérationnel commercialement depuis janvier 1985, WorldCom - alors LDDS - s'est développé dans un premier temps sur cette activité de revente, et par acquisitions successives. A la différence d'un AT&T par exemple, la société n'a pas eu à gérer un passé. WorldCom a pu choisir la clientèle qui lui coovenait, pour l'essentiel des entreprises, grosses consommatrices de téléphone et plus rentables. Sans héritage, il a pu investir dans les techniques les plus avancées lorsqu'il a décidé à se doter de réseaux.

Le mariage WorldCom-MCl tend enfin à montrer qu'une plus grande libéralisation finit par déboucher, à terme, sur une plus grande concentration. Il fait suite à la décision prise, en février 1996, par les législateurs américains d'ouvrir totalement à la concurrence le marché des services de télécommunications. Depuis 1984, les consommateurs pouvaient choisir, ootre-Atlantique, entre plusieurs opérateurs pour leurs communications nationales et internationales. Mais pour les appels locaux, ils devaient obligatoirement passer par l'une des sept compagnies régionales nées du démantèlement d'AT&T en 1984. Ces compagnies (les Baby Bells) n'étaient pas autorisées à offrir des services longue distance. Avec le Telecommunications Act, adopté début 1996, ces barrières sont tombées. Théoriquement, toute compagnie longue distance peut proposer du téléphone local et les compagnies régionales fournir des services longue distance. Dans la pratique cependant, peu de choses ont bougé.

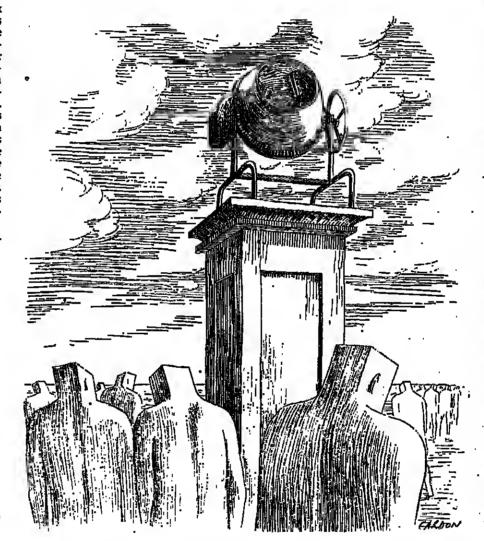
FUSIONNER POUR SE DÉFENDRE

Pour des raisons à la fois juridiques (les Baby Bells ont bloqué certaines décisions en justice) et financières (mettre en place des réseaux coûte cher), les opérateurs longue distance n'ont fait que des pas timides dans le téléphone local. Leurs marchés n'étant pas jugés suffisamment ouverts, les Baby Bells n'ont pas été autorisées à vendre des services nationaux et internationaux dans leurs zones d'activité.

La seule conséquence visible de la libéralisa tion totale du marché américain du téléphone est le mouvement de concentration dans lequel se sont engagés ses acteurs. Des compagnies régionales ont fusionné pour se défendre (South-Western Bell avec Pacific Telesis, Bell Atlantic avec Nynex). A une plus petite échelle, World-Com avait déjà acquis MFS, opérateur présent ques grandes villes américaines.

Avec la fusion WorldCom-MCI, une étape supplémentaire va être franchie. Le nouvel ensemble sera le premier et le seul à offrir l'ensemble de la gamme des services téléphoniques - à l'exception notoire du téléphone mobile. Ce qui devrait contraindre les autres opérateurs à presser le pas et donc, probablement, à envisager, eux aussi, des rapprochements. Lorsqu'elles examineront le dossier WorldCom-MCI, les autorités de régulation et antitrust américaines ne manqueront pas d'avoir à l'esprit cette perspec-

Philippe Le Cœur



Frapper Bagdad, et après?

Suite de la première page

Certaines « révélations » publiées à Londres ou à Washington pourraient être interprétées comme une « préparation » de l'opinion. Le Sunday Times croit savoir que les Irakiens disposent d'une terrible arme secrète, un avioo sans pilote susceptible de répandre des virus d'anthrax, fabriqué sur la base d'un rustique appareil à usage agricole, lent, bruyant et fumant, acheté naguère en Pologne. Le Washington Times, inspiré par des sources de la CIA, regarde, lui, du côté de la République tchèque, qui s'appréterait vendre à Bagdad des radars mo-

De la part d'un candidat à l'adhésion à l'OTAN, ce serait une bien étrange idée. Ce type de révélations, en temps de crise, est à prendre avec des pincettes : se souvient-on de George Bush annoncant, sur la pelouse de la Maison Blanche, juste avant l'attaque américaine contre Bagdad, que les Irakiens débranchaient les respirateurs des nouveau-nes prematures dans les hôpitaux du Koweit - information qui se révéla par la suite totalement imagi-

Un fait est certain: le caractère odieux de Saddam Hussein et de son régime, et plus encore peut-être

son comportement bravache, ses rodomontades rendent très forte la tentation de frapper. « Don't mess with the US . (Ne te frotte pas aux Etats-Unis). Le message, que certains Américains collaient sur leur voiture an lendemain de Desert Storm, reste d'actualité.

Mais frapper pour quoi faire? Pour tuer, régler le problème définitivement? Les Américains, pendant la guerre du Golfe, out essayé de le faire. Ils ont visé, par exemple, un abri de civils au-dessous duquel, croyaient-ils, était dissimulé un poste de commandement, peut-être Saddam lui-même. Il y eut 300 morts, des femmes et des enfants pour l'essentiel, et pas un cheveu du dictateur o'a été effleuré. On peut bien sûr réessayer, autant de fois qu'il le faudra, mais à quel prix ? On a déjà vu, quelques années plus tard, un missile de croisière échouer dans le lobby d'un hôtel de Bagdad : par miracle, il n'avait pas explosé.

CAPACITÉ DE NUIRE RÉDUITE L'autre option est de détruire, si possible définitivement, les capacités de réarmement de l'Irak. L'une des explications données à l'actuel comportement de Saddam Hussein est que les inspecteurs du désarmement étaient sur le point de découvrir l'une de ses dernières « armes », ou plus exactement des plans, des « recettes », voire des ingrédients de fabrication d'armes biologiques ou chimiques. Certains experts assurent que le dictateur ne veut pas y renoncer, non pas pour les utiliser un jour contre les Etats-Unis ou contre Israel (tant les forces sont disproportionnées), mais pour se défendre en cas d'attaque de la part de l'Iran. De toute évidence, un homme comme Saddam sera toujours dangereux, mais sa capacité de nuire est tout de

nême très réduite. Bien entendu, il ne pent être question de céder, de renoncer aux inspections, de laisser Saddam Hussein se griser d'un « triomphe ». Mais, si l'on en croit son ministre Tarek Aziz, Bagdad réclame seulement « une recomposition de l'Unscom », de manière que les Américains «ne dominent plus lo commission ». Ce qui signifie que les Etats-Unis devraient accepter de réduire le nombre de leurs représentants, et peut-être de retirer ceux qui, seloo plusieurs témoignages, se comportent sur place de manière particulièrement humillante à l'égard des trakiens. C'est sans doute beaucoup demander à une administration soumise à une pression opposée, mais ce serait peutêtre pourtant le meilleur moyen de mettre Saddam au pied du mur. Les inspections reprennent, avec un peu moins d'Américains, les Irakiens renoncent à leurs pratiques, un peu dérisoires vu leur état, de dissimula-

Plus que de préserver ses armes ou ses plans, c'est très vraisemblablement de satisfaire son orgueil maladif que Saddam a le plus besoin. Déjà, lors de la guerre du Golfe, on a pu avoir à maintes reprises l'impression qu'il était prêt à se retirer du Koweit, à condition qu'on lui accorde une petite satisfaction d'amour-propre, un prétex-

Il faudralt, à vrai dire, un grand courage politique pour se risquer dans cette voie, accepter le reproche d'avoir « reculé », serait-ce d'un pouce, devant un ignoble dictateur. Prapper à nouveau, c'est-à-dire tuer, et vraisemblablement pas Saddam, aggraver et prolonger indéfiniment les sanctions, est certainement plus facile. Mais le principe des démocraties n'est-il pas que la fin ne justifie pas les moyens? L'expérience des frappes précédentes, qui n'ont en rien affaibli Saddam, au contraire, devrait servir.

«Le sort du peuple irakien est le problème de Saddam, pas de Clinton », écrit le Washington Post. Ce n'est pas forcément si simple. Si le but ultime est bien de refaire de l'Irak un pays normal dirigé par un homme normal, oe faut-il pas commencer par préparer une levée progressive des sanctions qui permettrait à la population de se nourtir? C'est quand les choses vont un peu mieux, ou un peu moins mal, que les sujets des dictatures songent à créer une opposition et à renverser le tyran. Pas quand ils sont acculés au désespoir, que leurs enfants meurent de manque de médicaments, et qu'ils s'arc-boutent dans la haine de l'ennemi extérieur responsable, croient-ils, de tous leurs

Jan Krauze

Salam - Mars LODE - 1'em direc former transfer out with allotte part accordance accordance A la SATET OF SHOMES, U SEALS pener is paine. World out a prewine the got convenient to an Leaminter grower consentantly co et site i solution Sain herban, il they are recognitive in their state. A MARKAGE MAR WALL SHIP I me come posts the all attent that the 4 states had not been grand-是美国的 MRE 中国 40000 100 100 100 100

The section of the last

22.

.Ouch

. . . .

....

sette :

.

. . .

1.00

77.70%

200

the section with any country the agreement of the said meight amount progressed alleview. where with the second property Manufacture of the state of the the free to more than it we MERCHANICAL PRINCIPLE OF THE PERSON Bereit Take to Strength gurth HARE CON SOMETHING TO BUT MINOR BOT SAN ADDOPTION A LITTLE STR. SIT. STREET, SAME & TOWN WITH MITTER BANK AND THE WAR THAT HE Characterist branch with applied proper proper presentation of a finished service. manufacture in mathematical property of the same and the same

Commence There is price it is a 2500. A CONTRACTOR OF PURPOSE THE RESIDENCE OF THE PERSON.

注意をからは たかり Ba になっていて だってい Reference of the property of the second second of the second for theretary on the first of their The west of the second desired the which had been been to a selection as memoring without has more a literatu for many time the first with the last street THE REST SECTIONS OF THE PARTY WAS A SECTION OF THE PARTY. State Angericalist to 18 to 18th.

the property of the second of and the second second Superior the state of the state of the state of the leges or settlette Convincentescribe in the telephone of contact to the firming the time. all some the terms that desire. the ending the end of the special British to I have the to have some

والمواجع المراجع والمناطق والمناطق والمناطق the contract water and the season BUTTON IN THE FRANCISCO IN LABOR TO THE RE TO SEPTEMBER OF MESSES A SPECIAL PROPERTY AND the property of the second of the second of Apple and the Marie of the Contract of the Brights property and the second of the second of the second THE AND STREET STREET AND STREET STREET BAT THE INTERNATION OF BURNOTH STREET, MINES المنتقر الألاك المناز المناوير على المنتوبين إية يوفيو 支援経済のマンド からかい こういいじゅんだい かい

Philipps Le Corns

White an expedit a resident The same with the same of the same The state of the s CONTRACTOR OF FRANCISCO OF SECURITY OF SECURITY The hand of the set of the factor William A Committee of the Committee of MANY AND IN THE PARTY OF THE the services, see an exercise the 聖者 縁起をかれてないとう Bellegie gem Tot fige sie einen. The Board Company of THE WAY THE PARTY OF THE PARTY OF

THE STATE STATE OF THE STATE OF 医囊乳糖酶 福 计编译法 电电影 化二二 The second of the second Mit will be delivered to be **高温度 新市 大学 (本本の本の本) (本本の本) (本本)** the section of post of the second Action of the said for A CONTRACTOR OF THE PARTY AND THE PARTY. The second of the second second second the first spine as they were the THE RESIDENCE AND AREA THE COMMENTS AND **東海路 海豚 海豚 海豚 東京 大大大** 職者 電車 かかんしゅー THE PARTY OF THE PROPERTY OF THE PARTY. THE PERSON AND THE PARKET **新兴、西祖》** - 22 例於 生间。

Minde Street Service Land

Law Brief. 7

ENTREPRISES

TURBINES En l'espace de deux dias. Après le rachat de CBS, la pluans. Westinghouse a operé un re-virement stratégique total, abandonnant l'industrie lourde pour se consacrer exclusivement aux mé-

part des actifs industriels du groupe ont été cédés. OLA BRANCHE ÉNÉR-GIE était le dernier volet da ce pro-gramme de désinvestissement. Elle

sieurs mois, ses chances ont dis-

Le virage stratégique amorcé

depuis deux ans par la firme de

Pennsylvanie, consistant à se fo-

caliser sur la communication et à

se retirer de ses métiers indus-

triels, s'est concrétisé cette année

par la décisioo d'introduire en

Bourse la division éoergie. Les

procédures ont été engagées, et le

calendrier prévoit une première

cotatioo avant la fin de l'année.

Ce processus était mené parallè-

lemeot aux oégociatioos eoga-

gées en vue de céder tout ou par-

Si la vente des activités conven-

tionnelles est confirmée, seule la

hranche oucléaire sera coocernée

par cette mise en Bourse, à moins

téressés par la partie dite cooven-

Les deux candidats les plus in-

qu'elle ne soit elle aussi cédée.

tie de cette division.

QUESTION DE PRIX

paru au fil des jours.

revient à l'allemand Siemens pour tannique en compétition sur ce dos-1,5 milliards de dollars (9 milliards de francs). OLES INDUSTRIELS FRANÇAIS sont les grands perdants. GEC-Aisthom, le groupe franco-bri-

sier, n'a pas voulu surenchérir. Framatome, candidat au rachat des activités nucléaires, a été éconduit.

fortes obligeralent la firme de Pittsburgh, soit à garder son activi-té nucléaire, soit à la vendre à un groupe américain. (Lire notre éditorial page 18.)

Westinghouse va céder ses activités de construction électrique à Siemens

Le groupe allemand l'emporte sur l'autre candidat, le franco-britannique GEC-Alsthom, et devient le numéro trois mondial. La cession de la partie nucléaire est plus délicate, Washington prônant une solution américaine

LE GROUPE AMÉRICAIN Westinghouse s'apprêterait, selon des sources concordantes, à annoocer la cessioo de ses centrales électriques cooveotionnelles pour 1,5 milliard de dollars (9 milliards de francs) à l'allemand Siemens au détriment de l'autre candidat, le groupe franco-anglais GEC-Alsthom. Le groupe de Pittsburgh serait plus hésitant sur le devenir de ses activités oucléaires. La préférence devrait aller à une solutioo américaine eo raison de pressioos exercées par le pouvoir politique.

L'une des pistes étudiées, dans ce cas, serait que Westinghouse conserve cette activité, mais des rumeurs évoquent aussi la cessioo à son compatriote General Electric oo à Combustioo Eogineeriog, la filiale américaine du groupe helvético-suédois ABB. Quant au français Framatome, seul candidat officiel depuis plutionnelle (qui comprend les cen-trales hydrauliques, à fuel, au ouméro deux avec le ouméro trois charbon et au gaz) étaient Siemens et GEC-Alsthom. Le prix a fait la différence. « Nous avions fixé un prix au-delà duquel l'apératian n'avait plus de sens stratégique, industriel et financier », expliquait le 13 oovembre un porte-parole de la firme francobritannique.

Cette acquisitioo permet au groupe allemand de faire passer soo chiffre d'affaires de 18 a 30 milliards de francs et de se hisser au rang de numéro trois mondial derrière ABB et General Electric, Le oouvel eosemble dépassera GEC-Alsthom. L'opération est dooc primordiale pour la firme havaroise si elle veut rester dans ce métier qui continue à se concentrer. Néanmoins, il lui faudra arbitrer entre deux technologies, et restructurer cet ensemble

sur le marché des turbines à gaz devrait être étudiée par les autorités antitrust.

Pour GEC-Alsthom, l'acquisitioo de Westinghouse aurait présenté un double avantage : acquérir uoe techoologie pour la fabrication des grosses turbines à gaz et se renforcer aux Etats-Unis. Si le groupe possède ses propres technologies pour l'hydraulique et les turbines vapeur fonctioooant au fuel ou au charboo, il est sous licence General Electric pour les grosses turbines à gaz.

DÉVELOPPEMENT EN ASIE

Pour ce type de turbines, les accords lui interdiseot l'accès au marché américain. Or, si les centrales à gaz oe représenteot que 32 % du parc jostallé dans le moode, cette énergie connaîtra un développement très important

Comment un groupe centenaire abandonne l'industrie pour devenir un géant des médias

culier en Asie. Si le dossier des centrales

conventionnelles a été bouclé très rapidement par Westinghouse, les offres ayant été déposées à la fin du mois d'octobre, l'aspect ou-cléaire connaît plus de difficultés. Ce domaine est considéré par les pouvoirs publics comme sensible, car Westinghouse équipe les moteurs des sous-marins oocléaires de la Navy. Il serait donc impossible de céder cette activité à un groupe étranger. De plus, cette cession intervieot au plus mauvais moment, alors que l'embargo portant sur la veote d'équipements nucléaires des Etats-Unis vers la Chine vieot d'être levé.

dans les annnées à venir, en parti-

Pékin apparaît comme le seul véritable débouché pour l'industrie oocléaire civile, qui s'apprête. à connaître un passage à vide. Cela permettra au groupe américain d'avoir enfin un oouveau débouché, sachant que l'esseotiel de ses commandes a été obteou eotre 1965 et 1972. A titre de comparaison, soo rival, le français Framatome, a enregistré la majeure partie de ses contrats sur la période 1973-1994.

Mais, si l'activité oucléaire devait être maintenue dans le giroo de Westinghouse, sa future eotrée eo Bourse serait compromise. Il n'existe pas de société cotée avant uniquemeot ce type d'activité. La raisoo principale est financière: personne oe peut apprécier à sa juste valeur le risque oucléaire, les conséquences financières d'un accident dans une centrale étant difficilement quantifiahles. Cette lourde hypothèque pèse plus encore que l'absence de croissance sur un marché appelé à connaître une traversée du désert pendant au moins une décennie.

Dominique Gallois

Les constructeurs

CENTRALES CLASSIQUES ● ABB (Suede-Suisse): 40 milliards de francs de chiffre • General Electric (Etats-Unis): 30 milliards de francs

GEC-Aisthom (France-Grande-Bretagne): 26 milliards de francs Siemens (Allemagne): 18 milliards de francs • Westinghouse (Etats-Unis): 12 milliards de francs CENTRALES NUCLÉAIRES • Framatome (France): -11,9 milliards de francs de chiffre d'affaires • Siemens (Allemagne): 7,7 milliards de francs

• Westinghouse (Etats-Unis): 7 milliards de francs • General Electric (Etats-Unis) : 5.1 milliards • ABB (Suisse-Suède): 3.2 milliards

IL NY AURA probablement pas de mono-

pole de Teledesic sur les futurs réseaux de satel-

lites, capables d'offrir à l'échelle planétaire un

accès à grand débit à des informations multi-

médias (voix, données, images). Les Européens

sont eo passe d'ohtenir l'assurance que des pro-

jets concurrents de celm lancé par Bill Gates, le

PDG de l'éditeur américain de logiciels Micro-

soft, et par Craig McCaw, l'ancien PDG de

l'opérateur téléphonique américain McCaw

Cellular, pourront disposer des fréquences hert-

A la faveur des conférences sur les radio-

communications (CMR) qui se tiennent depuis

le 21 octobre à Genève (Suisse), les représen-

tants européens ont su convaincre leurs homo-

logues de la communauté mondiale des télé-

communications de revenir sur les décisions

prises lors de la précédeote édition de ces

conférences, en 1995, qui, seloo eux, condui-

saient à un monopole de fait américain. « Un

compromis est en bonne voie, même si les détails

de son application restent à boucler », indique

ziennes suffisantes pour se déployer.

NEW YORK de notre correspondante

Westinghouse, ou comment passer en deux ans du XIXº au XXIº siècle : le bond que son PDG, Michael Jordan, est en train de faire accomplir à l'un des fleurons américains de l'industrie lourde pour le peu essouffié de se métamorphotransformer en empire des médias audiovisuels est digne des envolées de l'autre Michael Jordan, le virmose des terrains de basket-ball. Lorsque, le 1º août 1995, Wes-

tinghouse s'est porté acquéreur de la chaîne de télévision CBS pour 5,4 milliards de dollars sur les talons de Disney qui, la veille, venait d'annoocer l'achat d'ABC, l'affaire a pu surpreodre. Le géant de Pénergie nucléaire était-il en train de se paver une danseuse ? N'étaitce pas là ponsser la diversification un peu lom, même si Westinghouse, qui fut l'un des pionniers de

la radio commerciale dans les années 20, avait déjà de l'expérience en la matière ?

qui souffre d'une faible rentabili-

En réalité, l'acquisition de CBS constituait la pierre angulaire d'une stratégie qui devait permettre à un conglomérat quelque ser en acteur-clé de l'un des secteurs économiques les plus dynamiques aux Etats-Unis, celui des médias et des loisirs audiovisuels, le fameux entertainment.

POINT D'ORGUE

Les Européens obtiennent des fréquences pour satellites multimédias

François Rancy, le directeur de la planification

du spectre et des affaires internationales à

l'Agence nationale des fréquences, l'un des re-

présentants français à Genève. En 1995, les

Américains avaient fait attribuer une bande de

fréquences de fonctionnement à Teledesic. Ils

avaient affirmé que, dans cette bande, ce projet

de satellites non géostationnaires placés en or-

bite basse (un peu plus de 1 000 kilomètres de la

Terre) ne pourrait pas, techniquement, cohabi-

Voyant dans cette opération ni plus ni moins

qu'un « hold up », les Européens ont organisé

nne contre-offensive. Celle-ci a été d'autant

plus forte que les représentants du Vieux

Continent estimaient que dans d'autres bandes de fréquences, où les satellites géostationnaires

(placés à 36 000 kilomètres au-dessus de la ligne

de l'équateur) sont par tradition prioritaires, les

ressources hertziennes oe seraieot prohable-

ment pas suffisantes pour déployer des sys-

ter avec d'autres systèmes.

RESSOURCES INSUFFISANTES

C'est cette stratégie qui trouve aojourd'hul son point d'orgue avec la cessioo des activités éoergétiques du groupe fondé eo 1886 par George Westinghouse, un passionné de l'énergie électrique. L'achat de CBS ne portait pas, en effet, que sur la prise de contrôle du réseau hertzien du même nom, qui ne fournit que 10 % du cash-flow de Telenoticias, la plus grande chaîne l'ensemble du groupe. CBS eo 1995, c'était aussi une unité de production de programmes télévisés, quatorze chaînes de télévision locales, couvrant 32 % des téléspectateurs américains et plusieurs dizaines de statioos de radio qui viennent s'ajouter à celles que possédait déja Westinghouse.

Moins d'un mois plus tard, Michael Jordan confirme sa stratégie en mettant en vente l'unité d'électronique de défense de Westinghouse, qu'il finira par céder à Northrop Grumman pour 3,4 milliards de dollars. Cette vente, a laquelle voot s'ajouter celles de bieos immobiliers et de l'unité de production de meuhles Knoll, permettra de couvrir le coût de l'acquisition de CBS.

En juin 1996, Westinghouse/CBS continue sur sa lancée eo achetant

tèmes non géostationnaires concurreots de Te-

Le compromis, en passe d'être avalisé à Ge-

nève, consiste à donner, d'un côté, satisfaction

anx demandes américaines, en accordant à Tele-

desic les fréquences supplémentaires dont il es-

time avoir besoin. En échange, « lo mise en ploce

de systèmes non géostationnoires est acceptée dans

toutes les autres bandes de fréquences, sous réserve

que ces satellites non géostationnaires puissent ré-duire leur puissance d'émission lorsqu'ils entreront

dans une zone de l'espace où se trouvent des satel-

Le niveao de ces limites de puissance d'émis-

sion reste encore à définir par les participants de

la conférence de Genève. « Mais l'objectif est que ce système de limite de puissance s'applique de fa-

con transitoire jusqu'à la prochaine conférence

mondiale des radiocommunications en 1999 et qu'il

soit définitivement entériné à cette date », indique

lites géostationnaires », explique M. Rancy.

mondiale d'informations télévisées en espagnol, une « décision stratéglque », confirme le président de CBS à l'époque, Peter Lund. Par ce biais, la firme met un pied dans l'industrie du câble, dont CBS était absecte, et annocce, deux mois plus tard, la création d'une chaîne thématique câhlée, Eye oo People. Michael Jordan se déclare alors convaincu qu'il peut augmenter les bénéfices de soo groupe de 20 % grâce à l'audiovisuel. En février 1997, au terme de près d'un an de négociations, il consolide sa positioo eo achetant, pour 1,55 milliard de dollars, deux grandes chaînes câblées de musique country au groupe Gaylord: TNN (The Nashville Network) et CMT (Country Music Television).

Broadcasting Corporatioo, groupe de 44 stations de radio, qui fournit l'autre pilier de la stratégie audiovisuelle de Michael Jordan: elle coûte à Westinghouse 4,7 milliards de dollars, mais lui assure la première place parmi les exploitants de radio aux Etats-Unis. Le PDG d'Iofinity, Mel Karmazio, un homme à la réputation d'entrepreneur particulièrement dynamique, intègre, par la même occasioo, l'équipe dirigeante de Westinghouse/CBS, dont il devient le plus gros actionnaire individuel, avec

Mais c'est l'acquisition d'Infinity

1,7 % des parts. La radio est devenue le secteur le plus rentable de la division médias de Westinghouse. Michael Jordan parachève cette transformation par une acquisition supplémeotaire, en septembre dernier, celle d'American Radio Systems, pour 1,6 milliard de dollars, auquel ajoute un autre milliard pour éponger le passif de la société.

Cette fois-ci, avec les 98 stations d'American Radio Systems, Westinghouse/CBS se retrouve à la tête de 175 statioos et opère une percée sur le marché des radios des villes moyennes, ce qui lui est oécessaire pour progresser puisqu'il cootrôle déjà le maximum autorisé par la loi antitrust sur celui des dix plus grandes villes amé-

SÉPARATION L'affaire est houclée quelques

jours à peine après un accord de cessioo de Thermo-King, l'unité de transports réfrigérés de Westinghouse, pour 2.56 milliards de dollars à ingersoll-Rand, vente qui devait dégager exactement les liquidités nécessaires pour l'acquisitioo d'American Radio Systems. Pour mener à bieo la métamor-

phose de Westinghouse, Michael Jordan, un ancien de Pepsi-Co, où il a passé dix-huit ans, annonce en oovembre 1996 un plan de séparatioo du groupe en deux sociétés distinctes: Westinghouse Electric Company pour les activités industrielles, et CBS Corporadon pour les médias. Mais il a vu sa tâche compliquée par des considérations extérieures, ootamment politiques et diplomatiques dans le cas de la veote actuelle de ses activités énergétiques : la mue complète de Westinghouse preodra encore quelque temps.

Sylvie Kauffmann

Le gouvernement organise une table ronde sur le secteur routier le 20 novembre

LES AUGMENTATIONS salariales promises aux salariés du transport routiet, à l'issue du dernier conflit, vont représenter une hausse des coûts d'environ 2% au cours de chacune des trois prochaines années. Le patronat s'est engagé à augmenter les salaires de 4 à 6 % au 1º octobre, et de près de 21 % au total au cours des trois années suivantes. La masse salariale représentant environ 40 % des coûts des entreprises de transport routier, ces augmentations se traduiront par une hausse des coûts

comprise entre 1,6 et 2,5 %. La santé économique des entreprises du secteur est fragile. Le taux de défaillance a fait un bond de 16 % au premier semestre 1997. Et la marge nette moyenne du secteur oscillant entre 1 et 2% du chiffre d'affaires, de nombreuses sociétés

pourraient devenir déficitaires du simple fait des augmentations salariales. « Les entreprises ne pourront supporter seules ces housses de coûts. Les chorgeurs [grande distribution, industriels] doivent faire preuve de civilité », soulignent les représentants du patronat routier.

Ils comptent d'abord sur le gou-

vernement pour les aider à répercuter la hausse de leurs coûts sur les utilisateurs de leurs camions. Le ministre des transports avait indiqué qu'il réunirait « une table ronde avec la profession du transport routier, les danneurs d'ordre, les chargeurs et les autres modes de transport pour améliarer leurs relations recipraques ». Le ministre vient d'en fixer la date au jeudi 20 no-

La future loi sur le secteur routier, présentée au dernier conseil des ministres, permettra également aux contrôleurs des transports de sanctionner les prix abusivement has, c'est-à-dire les livraisons facturées au-dessous des coûts de revient de transport. La sanction - l'immobilisation du camion et de la marchandise - a été conçue pour pénaliser à la fois le transporteur et le chargeur, et donc responsabiliser l'uo et

Autre préoccupation des patrons du secteur, l'ouverture à la concurrence européenne au 1ª juillet 1998. « L'écort de compétitivité s'explique davantage par les différences dans les canditions d'exploitotion que par les écarts de coûts salarioux » En clair, les différences de réglementation sur la

durée du travail, l'amplitude horaire et l'annualisation risquent de handicaper les transporteurs fran-Le ministre des transports s'est

Philippe Le Cœur

engagé à « exiger » de Bruxelles, à l'occasioo du prochain conseil européen des ministres des transports, que « l'harmonisation sociale dans le transport routier précède lo libéralisation européenne prévue au 1º juillet 1998 . Pour le moment, c'est l'inverse qui se produit. En France, le contrat de progrès, qui prevoyait une réduction progressive de la durée du travail, est en panne. L'étape suivante - le passage aux 220 heures mensuelles était conditionnée à une harmonisatioo européenne sur la durée du temps de travail.

Christophe Jakubyszyn

Envoyez et recevez des messages sur internet dans le monde entier, sans abonnement pour seulement 0,45 E/min (0,23F/min en tarif réduit). Ouvrez des maintenant votre boite aux lettres en tapant 3615 Minitelnet.

Pour Alan Greenspan, la crise asiatique aura des conséquences « non négligeables »

La Bourse de Tokyo est au plus bas depuis le mois de juillet 1995

Intervenant devant la commission des finances de la Chambre des représentants, Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale améripan, le président de la Réserve fédérale améripar la crise en Asie. Mais les économistes et les système bancaire nippon jugé très fragile.

LA CRISE ÉCONOMIQUE et financière dans le Sud-Est asiatique ne représente pas, aujourd'hui, une menace pour la prospérité américaine mais elle aura des cnnséquences sur la croissance et la rentabilité des entreprises. Tel est le message délivré, jeudi 13 novembre, par Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine, devant la commission

message delivre, jeudi 13 novembre, par Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine, devant la commission des finances de la Chambre des représentants, à Washington. « Jusqu'a présent, a affirmé M. Greenspan, l'impact direct de ces événements sur notre économie a été modeste, mais il ne sera pas négligeable. »

Chincidence, la Chase Manhatan, une des premières banques

Cnincidence, la Chase Manhattan, une des premières banques des Etats-Unis, a annoncé, jeudi, une perte avant impôts de 160 millions de dollars (920 millions de francs) en octobre en raison de la « volatilité inhabituelle » des marchés. M. Greenspan a estimé qu'il y aurait « encare de nambreuses autres pertes annoncées » par des banques, « mais pas d'une ampleur susceptible de menacer le système financier américain ».

La principale crainte vient auinurd'hui du Japon et de l'effet des turbulences dans la réginn sur son écooomie convalescente et son système bancaire fragile. « Le risque est grand de voir lo deuxième éconamie mandiale replonger dans une récession », estime Ed Yardeni, chef écooomiste à la Deutsche Morgan Grenfell.

Selon John Lipsky, plus pessimiste, le respoosable des études écocomiques de la Chase Manhattan, la crise en Asie réduira la croissance de 0,5 à 1 point aux Etats-Uois l'an prochain, de 0,25 et 0,5 point eo Europe et de 0,5 point en Amérique latine. Pour l'ensemble de l'Asie, Japon y compris, la croissance baissera de 3 points en 1998. L'agence de planification économique japonaise indique déjà, dans son rapport mensuel publié vendredi 14 octobre, que l'économie japonaise « fait du surplace ».

Le secrétaire américain au Trésor, Robert Ruhin, aurait, selon la presse américaine, envoyé à la fin de la semaine dernière une lettre au ministre japonais des finances, Hiroshi Mitsuzuka, pour réclamer

une relance de l'activité et s'inquié-

CRÉANCES DOUTEUSES

ter de la faiblesse des banques japonaises. Celles-ci sont menacées à
la fois par la masse des créances
douteuses (1 000 milliards de dollars) restant dans leurs bilans après
l'explosion, au début des années 90, de la bulle spéculative immohilière et boursière, par l'importance des engagements en Asie du
Sud-Est, et par une véritable défiance de l'étranger depuis la faillite
le 3 novembre de la maison de
courtage Sanyo Securities.

Enfin, la baisse continue de la Bourse de Tokyo s'apparente à une catastrophe pour les établissements financiers nippons qui comptabilisent dans leurs fonds

propres les plus-values latentes de leurs portefeuilles d'actions. Avec um indice Nikkei à 16 000 points, au moins un tiers des vingt premières banques japonaises afficberaient des pertes, et plus de la moltié d'entre elles si le Nikkei descendait à 15 000 points. Or l'indice de la Bourse de Tinkyo a encore perdu 2,23 % vendredi, pour terminer la Journée à 15 082. Pour la première fois depuis juillet 1995, il est descendu, durant la séance, sous le seuil des 15 000 points. La Bourse japonaise a cédé plus de 7 % depuis

le début du mois de novembre.

Eric Leser

Fiat profite d'une reprise de l'automobile en Europe

LE MARCHÉ européen automohile se porte hien. En octobre, selon les chiffres publiés par l'ACEA (Association des constructeurs européens d'automobiles), il a crû de 8,9 % à 1,16 million d'immatriculations. Ce qui porte sa croissance, depuis le début de l'année, à 3,8 %. Des chiffres au-delà des prévisions des constructeurs et des analystes.

A l'origine de cette croissance, la

multiplication des onuveaux petits modèles, des monospaces ou des cabriolets, ainsi que l'existence d'aides publiques à l'achat. Le marché Italien, porté par la subvention du gouvernement Prodi, la « prodette », a bondi de plus de 40 % depuis janvier. Les cooducteurs espagnols, également avec l'aide de l'Etat, ont augmenté leurs achats de 11,4 % sur cette même période.

L'Allemagne, doot le marché automohile était jusqu'ici plutôt morose, a connu un rebond de ses veotes en octobre (+ 8,4 %). La France reste le mauvais élève européen, avec des immatriculations en chute libre: - 23,7 % depuis le début de l'année, seloo l'ACEA. L'Hexagone a suhi de plein fonet l'arrèt de la prime à la casse du gouvernement Juppé, le 30 septembre 1996. La fin de l'année devrait, toutefois, être mellleure puisque les chiffres mensuels seront comparés à ceux de la maovaise période de novembre et décembre 1996.

LES JAPONAIS EN HAUSSE

Flat est le grand gagnant du momeot: ses ventes ont bondi de 21,1 % en octobre et de 11,4 % depuis le début de l'année. Sur les dix premiers mois de l'aooée, le constructeur italien s'est emparé de 12 % du marché européen, ce qui le met eo troisième positioo, loin derrière Vnikswagen (17,2 %) mais juste derrière General Motors (12,1 %). L'an dernier, à la même époque, il était également devancé par PSA et Ford. Sur le seul mois d'octobre, Fiat occupe la place de numéro deux européen.

Les Japonais tirent également bien leur épingle du jeu: depuis Janvier, leurs immatriculations ont augmenté et 11,9 %, et leur part de marché s'est accrue de 0,8 point, pour atteindre 11,6 %. A la traîne, Ford (~0,5 % sur les dix premiers mois de l'année), PSA (~3,1 %) et Renault (+0,5 %). Les deux Français réalisent eoviroo un tiers de leurs ventes en France, leurs performances dans les autres pays européens étant meilleures: les veotes de Renault en Europe hors France gagnent 18,4 % depuis janvier, et celles de PSA, 13 %.

Virginie Malingre

Volkswagen serait sur le point de racheter Rolls-Royce

VOLKSWAGEN VA RACHETER Rolls-Royce et Bentley, affirme le quotidien économique allemand Hondelsblatt du vendredi 14 novembre. Vickers, le propriétaite actuel des deux marques mythiques, préfèrerait le numéro un européen à BMW, qui apparaissait iusqu'ici comme favori. La firme bavaroise fournit les moteurs des célèbres voltures de luxe britannique. Vickers demandait 0,9 milliard de dollars (5,4 milliards de francs) pour ses activités automobiles.

(5,4 milliards de francs) pour ses activités automoniles. Un membre du directoire de Volkswagen, Robert Buechelhofer, avait cependant indiqué, fin octobre, que son groupe n'était pas intéressé par une reprise de Rolls-Royce. « Il y a trop de gâteau et trop peu de raissins » dans cette affaire, avait-il commenté. Jeudi, Volkswagen a diffusé un communiqué: « En raison des récents développements sur le marché mondial, Volkswagen n'exclut plus une acquisition et/ou une participation dans son activité principale. » En septembre, le constructeur avait annoncé une augmentation de capital d'environ 25 milliards de francs, dont la date a été repoussée compte tenu des turbulences boursières et avait alors nié vouloir racheter une nouvelle marque.

DÉPĒCHE!

■ OEGRÉMONT: le groupe Suez-Lyonnaise des eaux a déposé, jeudi 13 novembre, un projet d'offre publique de retrait (OPR) sur sa filiale Degrémont, qu'elle contrôle, après le succès, à plus de 99 %, de son

TÉLÉPHONE: les sociétés Siris et Omnicom ont choisi, jeudi
13 novembre, les préfixes 2 et S, qui, en remplaçant le 0, permettront
aux Français de les choisir pour les appels nationaux et internationaux.

SHARP: plus de 100 des 370 salariés de l'usine de photocopieurs
de Soultz (Haut-Rhin) étaient en grève, jeudi 13 novembre, pour réclamer une hausse des salaires de S%. La direction ne veut pas dépasser

■ WORLDCOM-MCI: deux associations américaines de consommateurs ont écrit à la Commission fédérale des communications et au ministère de la justice pour demander, l'une un veto au projet de fusion, l'autre le rejet de tout ce qui irait à l'encontre d'une plus grande concurrence.

MICROSOFT: l'avocat Gary Reback, fer de lance du camp anti-Microsoft, a dénoncé, jeudi 13 novembre, lors d'une conférence à Washington, les visées du groupe sur « les nouvelles, les informations et les services » offerts sur internet, l'accusant de chercher à « contrôler tous les points d'accès ».

tous les points d'accès ».

SIEMENS NIXDORF: le groupe infirmatique allemand a annoncé, jeudi 13 novembre, avoir doublé soo bénéfice net à 57 millions de
marks au cours de l'exercice 1997, clos fin septembre, pour des veotes
en hausse de 14 %, à 15,4 milliards de marks.

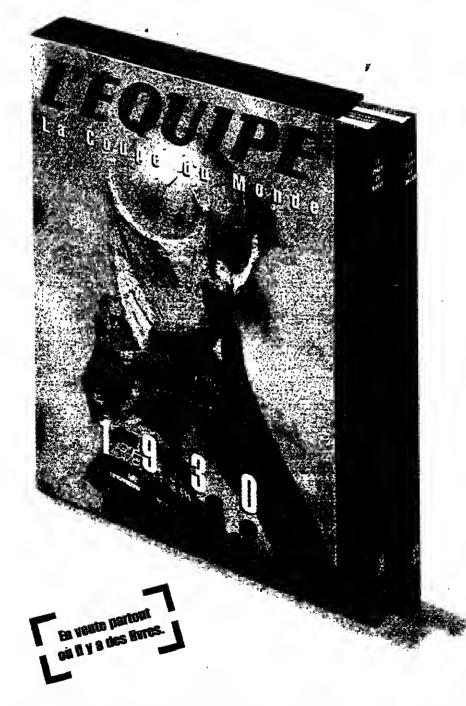
■ LOGICIELS: les sociétés françaises Cyrano et AB Soft vont eotrer en Bourse. La première a annoocé, jeudi 13 novembre, qu'elle entrera en décembre au nouveau marché, à Paris, et au Nasdaq, à New York. La seconde entrera au Nouveau marché, à Paris, début décembre.

■ AIR FRANCE: l'appel à la grève de plusieurs syndicats de pilotes

de l'ex-Air Inter, maintenant intégrés à Air France, devait, seloo le groupe, entrainer, vendredi 14 novembre, moins de 10 % d'annulations sur les vols court et moyen courriers. Le réseau long courrier ne sera pas affecté. Les clients d'Air France peuvent se renseigner sur les perturbations attendues au service réservatioo : 0802 802 802.

APMEMENT: Alain Bichard, ministre de la défense a selon la

■ ARMEMENT: Alain Richard, ministre de la défense, a, selon la CFDT, annoncé, jeudi 13 novembre, que les ouvriers de la direction des constructions navales (DCN) et de Giat Industries, pourront bénéficier de mesures d'âge dès 52 ans, entre 1998 et l'an 2 000.



SUÈDE 58. DIEU EST NOIR.

IL A 17 ANS ET IL S'APPELLE PELÉ. CINQ MUTS ET QUELNUES MIRACLES PLUS TARD, LE BRESIL DEVIENT CHAMPINH DU MONDE, UN PREMIED TITDE MONUIAL QUI MARRNE LA FIN D'UN CHMPLEXE CHLUNIAL.

LA COUPE DU MONDE, C'EST BIEN PLUS QU'UNE HISTOIRE DE COULEURS DE MAILLOTS.

15 COUDIS BU MONDE DE CONTRAU - 1 COEERET - 2 VOUINES - 512 DACES - **27**5

L'EQUIPE

swagen serait sur le point cheter Rolls-Royce

The second second second La flore havance found in a Walter Marie de description de Volksternich The response and Both Bridge of Control of Con-PROPERTY OF THE PARTY OF THE PA Mary San and Address of the San State of CONTRACTOR OF CAMPACITY OF COMPANY 2 mg septemble exempte 1270; see him to the process residence sale to the rise to the

therete is groupe from Lyganians de The state of the state of the state of

Second her machenes Sien et timmitone Per . The period of the later to the later t THE RESERVE AND ASSESSMENT OF THE PARTY OF T de Mides III salaries . THE STATE OF THE S better the delta to the territory

PROPERTY OF STREET ASSESSMENT STREET, and a THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER. W CE IN THE PERSON SECURITIES THE WAY

Contract Passon Cars Behack, for de tien. A Secretary Production of the second more and produce the springer was well as Marie Marie and Marie 1981 Control of the Control o

wher became in groupe legarmatic in The state of the s MA STEAD FOR A STATE OF A STATE O ENERGY SECTIONS INCOMES L'49 C'ALL PR. To promite a street, went to the · 如果我,我们是我们的 SWENCES SAMMES TO MESON WE SELLINGS. THE PROPERTY AND ASSESSED AND ASSESSED. S. DOWNERS PERSON NOW BY THE WASHINGTON THE WAS AN ALLEGED SPINISHED IN CO. MARK HER TOWNER WINDS BANK & HANDLE A with the thinks are to make the first and the

海南城市第二次海峡 海风景明度 计标识记记 战 12 12 1 properties for the statement of the feet of the state of William the fact Thinks in the first months of hand there was being the property of the contract of

A COM ANIS AT COSLABES MIRACLES THE WAR BENPLEYE COLORIA

INC. C'EST BIEN PLUS MAILLOTS.

QUEL LIEN peut-il exister entre un missile aéroporté et un magazine féminin ? Un flacon de parfum et un quotidien économique? La distribution d'eau et la télévision par satellite? Le béton et la télévision? La France est l'un des rares pays au monde où non seulement des groupes industriels se diversifient dans les médias, mais surtout

> ou partie - par des industriels. Hachette appartient au groupe Lagardère, tandis que, depuis un an, la Générale des eaux, actionnaire principal d'Havas (30 %), fait la pluie et le beau temps dans le groupe présidé par Pierre Dauzier. Le groupe Suez-Lyonnaise des eaux est également un acteur majeur de l'audiovisuel français, et Bouygues possède l'une des premières

chaînes généralistes européennes. Pourquoi cette exception et cette tradition françaises? Par souci politique? Parce qu'il n'existe pas en France de capitalisme à l'anglosaxonne et donc de groupes de communication presque exclusivement détenus par des fonds de pension? Parce que la presse manque cruellement de fonds propres? Pour tenter d'éviter des critiques parues dans les journaux? Par inclination personnelle d'un patron? Sans doute un peu tout cela.

VIEUX DÉMONS

La prise de contrôle du Point par François Pinault et la candidature du groupe de Serge Dassault au rachat de L'Express - dont la vente a été arrêtée - relancent le débat sur le rôle des industriels dans les médias. En cédant en 1995 ces deux journaux à Havas et en annonçant le retrait d'Alcatel-Alsthom de l'univers des médias. Serge Tchuruk avait pointant tranche: «Les professionnels de la communication font de la communication et les industriels de l'industrie. »

Cette sentence nette aurait pu inaugurer une nouvelle ère : celle des groupes de communication. Mais, deux ans après, l'univers médiatique français revient à ses vieux démons. La presse a en effet une longue expérience des rapports douteux entre les journaits et les puissances économiques et politiques, qui ont culminé sous la Ille République : du parfumeur François Coty, qui racheta Le Figaro et Le Gaulois, à l'industriel des textiles Jean Prouvost, qui possédait avant guerre Paris-Soir et Marie-Claire. L'exemple le plus symbolique reste la prise de contrôle de l'ancêtre du Mande, Le Temps, par le comité des Forges. Les législateurs de la Libération out voulu protéger la presse de ces dérives d'avant guerre en assurant une transparence à la propriété des

Cela n'a empêché ni le retour de Jean Prouvost, qui fut ministre au début de la guerre, à la tête du Figaro, de Marie-Claire ou de Paris-Match, ni les expériences médiatiques de Marcel Dassault, ni la

une augmentation de capital, qui a

fait entrer de nombreux actionnaires.

Mais l'actionnaire principal du jour-

nai reste la société des rédacteurs, qui

détient la minorité de blocage, avec 33,35 % du capital. Au total, 52,6 % du

capital appartiennent à des action-

naires dits « internes » (société des

rédacteurs, société des cadres, société

des employés et société des person-

nels, association Hubert-Beuve-Mé-

ry). Les actionnaires dits « externes »

possedent quant à eux 47,4 % du ca-

En 1985, la société des lecteurs et Le

Monde-Entreprises - regroupant de nombreuses sociétés, comme le Cré-

dit mutuel ou Total –, avalent marqué

la première acrivée de capitaux exté-

rieurs au journal. Parmi les action-

naires présents depuis 1995 figurent des groupes de communication (CLT-

UFA, Canal Plus, La Stampa, The Eu-

ropean, Edipresse), de nombreux ac-

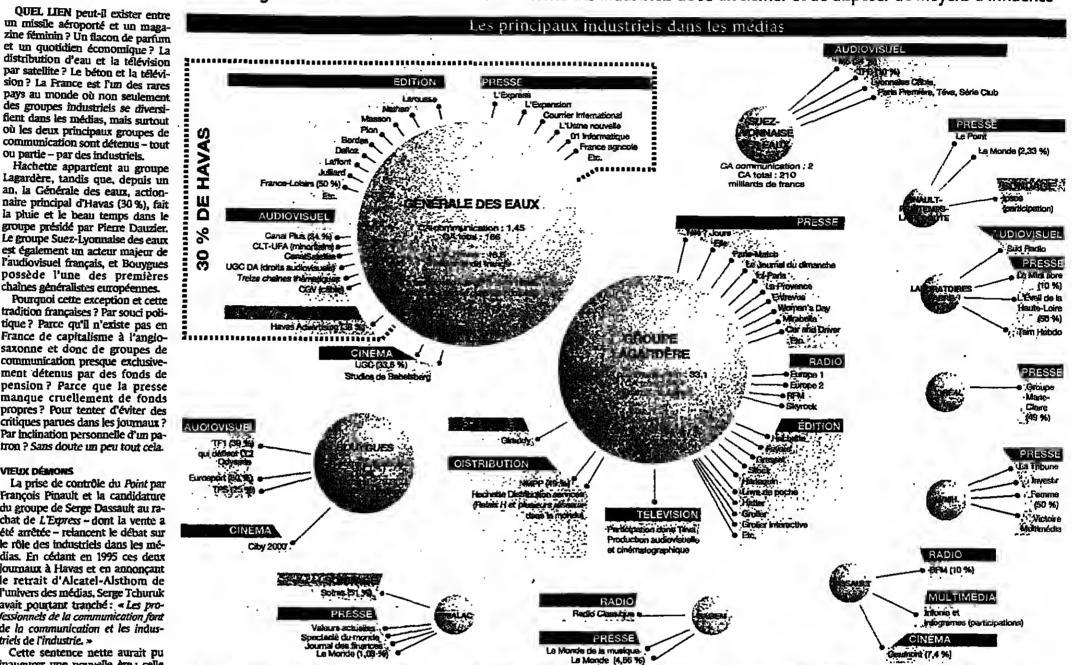
teurs de l'économie sociale (Médéric

Prévoyance, AGRR Prévoyance, etc.)

COMMUNICATION

Les médias et l'industrie continuent à entretenir des liaisons dangereuses

Les principaux groupes de communication français sont adossés à des entreprises dont les activités sont liées aux marchés publics. Cette particularité est due à la fragilité des sociétés du secteur et à la volonté des industriels de se diversifier et de disposer de moyens d'influence



Le paysage médiatique trançais est dominé par quatre groupes industriels : la Générale des éaux, le groupe Lagardère, Bouygues et Suez-Lyonnaise des éaux. L'activité de ces entreprises est souvent liée aux marchés publics. De nombreux industriels ont des intérêts dans des groupes de communication, tandis que les entreprises centrées sur les médies sont souvent d'origine familiaie et ont rarement un chiffre d'affaires supérieur à Jamiliards de francs. Les sociétés audiovisuelles publiques (France Télévision, Radio France, la Cinquième-Arte, INA, RFO, RFI) représentent quant à elle un budget de près de la miliards de recevence.

le poids dominant de l'ancienne * pieuvre verte », Hachette, dont Matra a pris le contrôle en 1980. La libération du paysage audiovisuel au début des années 80 va accentuer le phénomène et mettre en évidence la faiblesse des groupes de communication français.

Jérôme Seydoux est l'un des rares industriels à avoir clairement scindé son groupe en deux parties pour abriter ses activités industrielles dans Chargeurs et ses actifs dans la communication dans Pathé (cinéma, télévision par satellite, Libération). L'exemple a été peu suivi en France. Jean-Luc Lagardère, patron de Matra et d'Hachette, s'y est

local de France, Artémis (François Pi-

nault), Fimalac, Saint-Gobain, le

GAN, etc. L'ensemble des action-

naires extérieurs n'entendent pas

« interférer avec la vie rédactionnelle

Le conseil de surveillance a adopté,

en 1995, une charte dans laquelle il

proclame « son attachement à l'indé-

pendance du Monde vis-à-vis de tous

les pouvoirs » et entend « exercer ses

responsabilités sur la bonne marche

économique de l'entreprise, qui dé-

pend de l'engagement de tous, sans in-

tervenir sur le contenu des publica-

Enfin, les actionnaires s'engagent

« à prendre en compte le seul intérêt du

Monde, à préserver son indépendance

et à respecter son pluralisme. Afin d'évi-

ter tout conflit d'intérêts, cet exercice se

fera dans une stricte indépendance à

l'égard des autres engagements, liens

ou relations qu'ils peuvent avoir dans la

vie économique et les médios ».

Pour certains industriels, le contrôle d'un média relève du traitement d'une « danseuse » : il per-

Les grands groupes et l'actionnariat

du journal « Le Monde »

LE MONDE a procédé en 1995 à ainsi que plusieurs groupes d'indus-

du journal ».

constitution du groupe Hersant, ni met d'assouvir un certain goût du pouvoir ou d'avoir une tribune à sa disposition. Parfois la situation se révèle inconfortable. Bernard Arnault a expérimenté les limites des bienfaits de la possession des journaux. La reprise de La Tribune puis d'Investir a été peu appréciée par les marchés financiers. La Tribune, comme d'autres, est placée dans une position paradoxale: appartenir à un groupe très riche, qui accorde des moyens limités pour dé-

velopper son journal. D'autres industriels ont engagé une véritable politique de diversification dans les médias. Pour de bonnes ou de mauvaises raisons. La convergence de l'informatique, de la téléphonie et de la communication bouscule les frontières médiatiques. Mais l'adossement des télévisions privées en France à des

Le « mauvais exemple » italien

En France, les médias sont rarement détenns par un groupe familial ou de communication, à Pinstar de Kirch et Bertelsmann en Allemagne, on Murdoch en Grande-Bretagne. A une moindre échelle, l'empire de Robert Hersant fait partie de cette catégorie de groupes encore indépendants, tout comme de nombreux titres de la presse régionale, qui sonffrent bien sonvent d'une sons-capitalisation les empêchant de se développer. En Italie, le schéma franco-français domine: le groupe Flat contrôle Rizzoli, et donc La Stampa et Le Corriere della Sera, tandis que Berlusconi, qui a bâti sa fortune grace à l'immobilier et la distribution, règne en maître sur les télévisions privées. De plus, L'Espresso et La Repubblica sont adossés an groupe de Carlo de Benedetti. Enfin, aux Etats-Unis, le bouquet numérique DirecTV est détenu par Hughes (General Motors), et la chaîne NBC est contrôlée par le géant General Electric.

groupes de services ayant accès à et multiplie par 25 le nombre d'indes marchés publics est le reflet d'une histoire mouvementée de l'audiovisuel. Pour ces groupes, posséder une « fenêtre » dans la télévision, c'est aussi s'assurer d'une « stratégie de boomerang ».

MELANGE DES GENRES

Dans le livre TF 1, un pouvoir (Le Monde du 24 mai), qui décortique la stratégie de Bouygues, Christopher Nick et Pierre Péan affirment que le groupe, opérateur de la première chaîne française, s'est servi du petit écran pour faire la promotion de ses candidats favoris aux élections présidentielles, de Michel Noir à Edouard Balladur. Et si le journal télévisé de 20 heures ne permet d'inviter chaque année sur TF 1 qu'un millier de personnalités, LCI devient le « tour de rattrapage »

vités « qui comptent : ceux qui passent des contrats, ceux qui votent les lois », précisent les deux auteurs.

Les risques de mélange des genres entre les groupes ayant ac-cès à des marchés publics (de la Générale des eaux au groupe Lagardère, en passant par Bouygues et la Lyonnaise des eaux) et les médias ont été fortement dénoncés par le PS, et notamment par le député Didier Mathus (PS, Saone-et-Loire), qui souhaite imposer une limite stricte, de 10 % maximum, à feur participation dans les chaines pri-

Le soupçon de désir d'influence n'est jamais loin. Mais Pierre Suard avait beau posséder L'Express et Le Point, et être l'actionnaire principal de CEP-Communication, cela ne l'a pas empêché de tomber sur les

« affaires ». Le PDG d'Akatel-Aisthom ira même jusqu'à supprimer le budget publicitaire de L'Expansian, dont il était actionnaire, à la suite d'un article qui lui déplaisait. Autre constat: un certain nombre d'entreprises détentrices de médias ont été la cible d'eoquêtes judi-

Les grands groupes de communi-cation, dont le métier est d'informer, dépendent donc d'industriels qui ont souvent intérêt à ce que cette information ne circule pas. Les projets de loi du gouvernement piétinent. Les liens sont si imbriques qu'il est difficile de rompre ce cercle vicieux et dangereux sans faire exploser le système. C'est l'information qui risque d'en payer le

Alain Salles et Nicole Vulser

Le Grand Débat France Culture - Le Monde

animé par Alain Rollat

Le partage du travail est-il une utopie?

avec Jacques Barrot, Michel Godet, François Hollande, Pierre Larrouturou et Béatrice Majnoni d'Intignano.

les lundis 17 et 24 novembre, 21h-22h



Le Monde

TOKYO a terminè en baisse de 2,23 % vendredi. L'indice Nikkei a fini sur un recul de 344,75 points à 15 082,52, après être tombé à moins de 15 000 points dans l'après-midi.

■ L'OR a ouvert en hausse, vendredi 14 novembre, à Hongkong. L'once de métal fin s'échangeait à 308-308,30 dollars contre 307,35-307,75 dollars la veille en dôture.

CAC 40

CAC 40

¥

LE DOLLAR restait stable face au yen vendredi a Tokyo, sa progression étant limitée par l'éventualité d'une intervention de la Banque du Japon. Le billet vert à 125,70 yens.

MIDCAC

1 mais

CAC 40

7

A NEW YORK, le Dow Jones a terminė la séance en hausse de 86,44 points (+ 1,17 %) à 7 487,76 points à l'issue d'une journée marquée par une forte volatilité.

LE PRIX du baril de brut de rèfèrence a gagné 21 cents à 20,70 dollars jeudi 13 novembre sur le marché a terme new-yorkais. Il avait cèdé 2 cents la veille.

LONDRES

7

NEW YORK

7

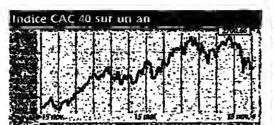
DOW JONE

LES PLACES BOURSIÈRES

Nette reprise à Paris

LA BOURSE DE PARIS regagnait du terrain, vendredi 14 novembre, eocouragée dans cette conquète par la fermeté du dollar. Eo hausse de 1,29 % à l'ouverture. l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard un gain de 1,36 %. Aux enviroos de 12 h 15, les valeurs françaises gagnaient eo moyenne 1,38 % à 2,737,97 points. Le volume des échanges sur le marché à règlemeot mensuel s'élevait à 3,2 milliards de francs doot 2,5 milliards de francs sur les valeurs

du CAC 40. Le marché réagissait principalement aux résultats trimestriels des sociétés, qui, pour certaines, s'avèreot boos. Renault, dont le chiffre d'affaires consolidé a augmeoté de plus de 10 % sur les neuf premiers mois de l'année, était eo hausse de 6,5 %. Zodiac montait de 3,7%, Michelin de 3,2% et Bic de 3 %. Havas Advertising s'appréciait de 2,6 % et LVMH de 2 %. à 941 francs. Bouygues Offshore reculait de 6,7 %, Intertechnique de 2,7% et Gaz et Eaux de 2,4%. A



noter que les baisses se faisaient dans des transactions étroites. Hermès International, dont le chiffre d'affaires a progressé de 22 % au 3° trimestre, gagnait 5,7 %.

Assystem progressait de 4,5 % et Vilmorin de 2,2 %, après l'annonce d'une hausse de 48 % du chiffre d'affaires consolidé au premier trimestre de l'exercice 1997-1998.

Bouygues, valeur du jour

POUR la deuxième séance consécutive, le titre Bouygues a gagné du terrain jeudi 13 novembre. L'action a gagné 4,13 % à 580 francs avec 177 000 titres échangés. Des opéra-teurs foot état d'achats à boo compte sur un titre qui avait récemment beaucoup baissé. D'autres mentionnent un article du Financial Times qui valorise la part de 20 % déteoue par Cable & Wireless dans Bouygues Télécom à 450 millions de livres, ce qui représenterait 20 milliards de francs pour l'ensemble de la

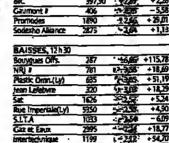
société, alors que le marché la valo-rise à 13 milliards. La société de Bourse Oddo a reitere sa recommandation * achat fort ».

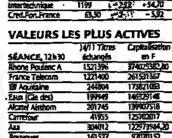


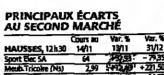
NEW YORK

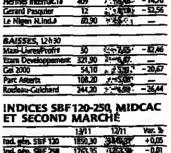
Med Sign:

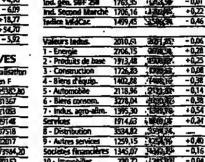
PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL







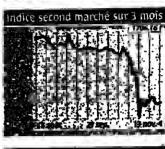






MILAN

FRANCFORT





Nouveau recul à Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a de nouveau baissé, vendredi 14 novembre, abandonnant plus de 2 %. Le marché a été ébranlé par le recul de la société de Bourse Yamaichi Securities à son plus bas nivean de l'année, ravivant les inquiétudes concernant l'état de santé de l'ensemble du système financier nippon. L'indice Nikkei a perdu 344,75 points, solt 2,23 %, à 15 082,52 points. Le Nikkel est même brièvement passé au-dessous de la barre des 15 000 points dans l'après-midi.

La veille, l'indice Dow Jones, principal indice de la Bourse de hausse de 86,44 points (+1,17 %) à 7 487,76 points à l'issue d'une journée marquée par une forte volatifité. Les déclarations du président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, devant le Congrès

scion lesquelles la crise en Asie ne menace pas la prospérité des Etats-Unis ont contribué à eocourager Wall Street.

En Europe, la Bourse de Londres a baissé de 9,4 points à 4711 points, soit 0,20 %. La Bourse de Francfort a terminé la séance officielle sur un gain de 1,23 %. L'indice Dax Ibis a seulement gagné 0,12 % à 3 701,94 points.

		COUTS 24	Var.
	13/11	12/11	en 4
Paris CAC 40	2697,52	2695,40	+0,03
New-York/DJ indus.	7455,10	7401,32	+0,7
Tokyo/Nikkel	15/07,30	15434,20	-0.04
Landres/FT100		-: 4720,4th	-0,17
Francfort/Dax 30	3704,29	365927	+7,7
Frankfort/Commer,	1231,50	1225/3	+0,51
Bruxelles/Bel 20	2789,00	2769 172	_
Bruxeles/General	2303,03	3283.01	+0,51
Milan/MIB 30	1221	1221	
Amsterdam/Ce, Cbs	574,10	- 5/5.20	-0,19
Madrid/lbex 35	547,38	1.54164	+1,0
Stockholm/Affarsal	2299,58	Z955	-
Londres FT30	3092,30	, 9092,40	
Hang Kong/H≥ng S.	9720,78	3597,51	+1,16
Singapour/Strale t		/15/5/77	+0.29

7

jour le jour

¥

Echéances 13/11

Care ham ine		-1,570
Chevron Corp.	82,62	82,12
Coca-Cola Co	57,18	56,43
Disney Corp.	84,31	83,06
Du Pant Nemours&Co	58,37	59
Eastman Kodak Co	61,37	61,56
Exxon Corp.	59,56	58,87
Gers, Motors Corp.H	62,31	63
Gen, Electric Co	66,A3	65,75
Goodyear T & Rubbe	60,56	60,68
Hewlets-Packard	58,56	58,87
IBM	97,43	96,68
Int Paper	46,87	46,51
J.P. Morgan Co	109,93	109,37
Johnson & Johnson	59,43	58,37
Mr. Donalds Corp.	46,87	46,37
Merck & Counc.	87,18	86,93
Minnesota Mng. & Mfg	95,50	95,43
Philip Moris	41,18	40,93
Procter & Gamble C	72.50	71.68
Sears Roebuck & Co	46,18	45,50
Travelers	69,31	68,93
Union Carb.	44,87	43,93
Utd Technol	70,87	69,50
Wal Mart Stones	38,18	37,93

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100 Alfied Lyons Barclays Bank B.A.T. industries British Aerospace 14,66 5,32 intish Alrways British Petroleum British Telecom 0,61 Eurobinnel Granada Group Pic Grand Metropolitat Guinness Hanson Pic 6,73 6,69 13.17 13.93 8,27 8,34 4,89 4,50 7,02 7,25 5,92 5,65 8,50 8,50



7





7

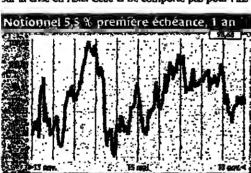
Q

LES TAUX

Rebond du Matif hausse, vendredi 14 novembre. Dès les premières transactions, le contrat notionnel du Matif gagnait 34 cen-

sur un repli de 18 contièmes. Les marchés o'ont pas réagi aux déclarations plutôt rassurantes de hauts responsables monétaires américains sur la crise en Asie. Celle-ci ne comporte pas pour l'ins-

tièmes à 99,04. La veille, ce même contrat avait terminé



LES TAUX DE RÉFÉRENCE						
TAUX 13/11	Taux jour le jour	Taux 10 ars	Taux 30 ans	India des p		
France	3,34	5.63	6,20	1,7		
Allemagne	3,36	5,66	6,26	1,8		
Grande-Bretagne	7,25	6,76	NC	28		
Italie	6,94	6.25	6,79	6		
Lanca	0.21	440	NC	. 45		

MARCHÉ OBLIGAT DE PARIS			
TAUX DE RENDEMENT	Taux au 13/11	Taux au 12/11	indice (base 100 fin
Fonds d'État 3 à 5 ans	4,22	421	98,50
Fonds d'État 5 à 7 ans	5	4,96	100,09
Fonds d'État 7 à 10 ans	5,47	5,42	101,48
Fonds d'État 10 à 15 ans	5,81	5,77	101,20
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,39	- 6,35 .	102,67
Obligations françaises	5,76	5,73	101,02
Fonds d'État à TME	- 1,95	- 1,56	98,28
Fonds d'État à TRE	- 2,18	-2,75	93,86

LE MARCHÉ obligataire français a ouvert en nette tant « de risques significatifs » pour l'économie et le système financier des Etats-Unis, ont assuré Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, et Larry

¥

NEW YORK NEW YORK HANCFORT HANCFOR

¥

Summers, secrétaire adjoint au Trésor. Le marché obligataire américain est resté stable, le ren-dement de l'obligation à 30 ans, principale référence, se situant à 6.10 % en clôture pour 6,09 % à la mi-journée et 6.10 % mercredi soir.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,55 %) Vente Achat 13/11 12/11

		13/11	13/11	12/11	15/1
jour le jour		3,3750	_	3,3750	
Imois		3,63	3,78	3.43	3,53
3 mais		3.60	3,72	3.60	3,70
6 mois		4.07	4,22	3.77	3,87
1 an		4,08	4,20	4.05	4,15
PIBOR FRANCS				27.1	
Pibor Francs 1 m	ois	3,5313	_	1,525	
Pibor Francs 3 m	ob	3,7768	_	3,6753	
Pibor Francs 6 m	Ois	3,571		3,6261	=
Pibor Francs 9 m	ois .	4,0483	_	3,9980	
Pibor Francs 12 n	nots	42953		4,1348	
PIBOR ECU					
Pibor Ecu 3 mois		4,6615	_	4,6354	
Pibor Ecu 6 mois		4,7240		47 33	
Pibor Ecu 12 moi	5	4,8125		45125	
Echéances 13/11	Acimida	prix	plus haut	plus bas	premie
NOTIONNEL 5,5	4		The second		
Dèc. 97	100357	95,68	98,80	98,46	98,77
Mars 98	1643	鬼鬼	98,27	53.51	98,20
tuin 98	2	97,76	97,76	97,76	97,71
PIBOR 3 MOIS					
Déc_ 97	10874	96.19	96.21	96,18	96.X
Mars 98	14339	95,91	95,92	95,88	95.90
luin 98	7367	97,63	95,69	95,63	95,60
Sept. 98	4467	9532	95,52	95.45	95,45
ECU LONG TERM	AE .		-		
Déc. 97	3%	97.20.	97,72	97,56	97,60
Mars 98		-			

LES MONNAIES

Progression du dollar LE DOLLAR progressait face au franc et au deutsche-mark, vendredi 14 novembre, à Paris, au cours des premiers échanges entre banques. La devise américaine s'échangeait à 5,7905 francs et 1,7283 deutschemark contre respectivement 5,7597 francs et 1,7201 deutschemark au cours des transactions interbancaires de la

DEVISES	COURS BOF 13/11	\$ 12/11	Activit	Vente
Aliemagne (100 dm)	334,9400		322	3/6 -
Ecu	6,6305	+0.09		4.11
Etats-Unis (1 usd)	5,7744	+0.66	5,4200	6,500
Belgique (100 F)	16,2395	-4-	15,6600	16,7600
Pays-Bas (100 fl)	297,1600	+0.04		7
Italie (1000 lir.)	3,4220	. +BUS	3,1500	-3,650
Danemark (100 krd)	88,0200		82	- 92
Irlande (1 iep)	8,7240	- 2005	8,2800	9,120
Gde-Bretagne (1 L)	9,8100	+0.07	9,3500	2 10,200
Crece (100 drach.)	2,1335	0.09	1,8000	2,3060
Suede (100 krs)	76,8400	+8.10	71	- BL1
Suisse (100 F)	412,1700	- 205-	398	472
Norvège (100 k)	81,7600	0.27	76,5000	85,5000
Autriche (100 sch)	47,5890	+0.00	45,8500	45,950
Espagne (100 pes.)	3,9680	**+0403	3,6500	4,290X
Portugal (100 esc.	3,2850		2,9000	3,6000
Canada I dollar ca	4,1026	+0.8	3,7500	4.50
Japon (100 yens)	4.6066	+0.95	4,3600	4.7900

111,1200 -49,13 105

L'OR

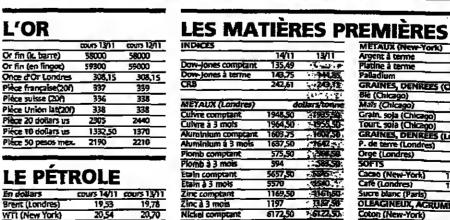
Once d'Or Londres Pièce française(201) Piece Union lat (201)

Pièce 20 dollars us

Piece 10 dollars us

de Tokyo, le billet vert restait stable face au yen, sa progression étant limitée par l'éventualité d'une intervention de la Banque du Japon. Peu avant la clôture, le dollar s'échangeait à 125,70 yens, inchangé par rapport à son niveau du matin. « Les investisseurs sont sensibles à toute information ou rumeur concernant une intervention de la BOI » après la rumeur jeudi que la Banque centrale achetait du yen sur le marché des changes de Singapour.





90

		FINANCES ET MARCHÉS	• LE MONDE / SAMEDI 15 NOVEMBRE 1997 / 23
	CAC 40 C	1	90 9020 + 0,88 30 LB.M 4 563 ST5 + 2,13 3 46,50 40,07 ≥ 26 LC14 84,20 22,50 − 2,07 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
	COMPTANT OAT 9/85-98 TRA OAT 9.50%88-98 CAM OAT 8.50%99 CAM OAT 8.50% 0 CAM OAT 8.50% 0 CAM OAT 8.50% 0 CAM OAT 9.50% 88-90 CAM OAT 10%5/85-00 CAM OAT 10%5/85-0	53 50 Gevelot 1211 1231 Chraine 1211 1231 Chraine 1211 1231 Chraine 1231 1231 Chraine 1231 123	Main
·	SECOND CEE 6	1050	186
	Monedan 9339,8 2335,8 Ecur. Captpremièr Ecur. Sécuripremièr Ecur. Sécuripremière Ec	Second 12093,06 12093,07 12093,06	tion Dynamique. 130,19 138,45 136,54 136,55 136,54 136,55 136,54 136,55 136,55 136,55 136,55 136,55 136,55 136,56

SCIENCES Dans ses entrepôts des Essarts le Roi (Yvelines) et dans l'Inathèque de Bry-sur-Marne (Val-desuel (INA) veille sur soixante ans

d'archives radiophoniques et quarante-cinq ans d'archives télévisuelles. ● DES CHERCHEURS européens s'efforcent de mettre au point un « outil d'indexation multilingue ».

tique de la parole, qui permettrait suels de notre passé pourraient ainsi d'alléger le labeur des documentalistes qui indexent ces deux millions de documents. • CLASSES sur support

numérique, ces témoignages audioviêtre consultés beaucoup plus finement. Cette technique permettrait également de sauver de l'oubli des

pans entiers d'archives qui ne peuvent être exploitées, faute de temps. Ce séduisant projet pose toutefois aux informaticiens et aux linguistes des problèmes particulièrement ardus.

La reconnaissance de la parole au secours des archives de l'INA

Un projet européen de recherche sur la transcription automatique et l'indexation des programmes de radio et de télévision, d'un montant de 25 millions de francs sur deux ans, vise à mieux exploiter cette mémoire collective

LE DISCOURS sur le désarmement prononcé par Aristide Briand devant la Société des nations le 9 janvier 1929 ? La présentation de la guerre d'Algérie falte à la télévision? La genèse de la nouvelle vague du cinéma français? La carrière du quintuple vainqueur du Tour de France Jacques Anquetil? D'ici quelques années, il sera probablement possible de « faire son marché » dans les archives de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en pianotant quelques mots de recherche sur le clavier d'un ordinateur, ou même en l'interrogeant de vive voix.

Une équipe du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) - le Laboratoire d'informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur (Limsi) d'Orsay - et l'INA tentent de réaliser ce réve.

700 000 HEURES DE PROGRAMMES Ils sont associés à plusieurs organismes de recherche et chaînes de télévision néerlandais et allemands dans un programme de recherche européen, d'un montant de 25 millions de francs sur deux ans, visant à mettre au point un « outil d'indexation multilingue pour les programmes de radia et de télévision bosé sur la reconnaissance de la

Le chantler est d'envergure. L'INA est dépositaire, dans ses immenses entrepots des Essarts-le-Rol (Yvelines) ainsi que dans l'Inathèque de Bry-sur-Marne (Val-de-

Marne), de soixante ans d'archives reconnaissance de la parole à radiophoniques et de quarantecinq ans d'archives télévisuelles, représentant sept cent mille beures de programmes nanonaux - soit plus de 2 millions de documents, dont 625 000 d'actualités - que complète un abondant fonds régional. Ce volumineux patrimoine s'enricbit, chaque année, de trente-

mettre en œuvre doivent s'adapter à une multiplicité de contextes sonores (enregistrement en studio, reportage de terrain, voix filtrée par un téléphone, bruits ambiants ou fond musical), mais aussi à une grande diversité de registres de langage (texte lu, discours préparé ou parole spontanée, avec toutes les

Des modèles perfectionnés

Le système de reconnaissance de la parole développé par le Limsi fait appel à des modèles acoustiques et linguistiques perfectionnés. En analysant les spectres de fréquences, les premiers sont capables de différencier les signaux produits par une parole « propre », par une voix « téléphonée » ou, dans un énoncé « parasité », par des bruits ambiants ou un fond musical. Les seconds vont jusqu'à décomposer chaque phonème (unité sonore élémentaire) en trois séquences d'une durée comprise entre 30 et 200 millisecondes seulement

Le croisement de ces modéles permet, par probabilité, d'associer aux signaux acoustiques des séquences sonores et de reconstituer ainsi les suites de phonèmes, pais les mots, et, enfin, les phrases d'origine. Pour parvenir à de tels résultats, il est nécessaire d'entrainer les logiciels de reconnaissance sur un très grand nombre de textes prononcés par différents locuteurs et de stocker dans la mémoire des ordinateurs un hagage lexical de plusieurs centaines de millions de mots.

cinq mille heures de programmes supplémentaires: journaux télévisés, téléfilms, feuilletons, documentalres, variétés, coocerts, entredens radiophoniques.

Ce séduisant projet pose toutefois aux informaticiens et aux linguistes des problèmes particulièremeot ardus. Les systèmes de bésitations et les fautes de syntaxe qui eo résultent), explique Jean-Luc Gauvin, responsable du groupe de recherche sur le traitement du langage parlé du Limsi. Un véritable casse-tête, devant lequel les systèmes classiques, tels que les logi-

clels de dictée automatique, sont

vite dépassés. Pour résoudre ces

difficultés, les chercheurs développent des modèles acoustiques et linguistiques complexes.

Délà, le Limsi a concu un prototype en anglais, possédant un vocabulaire de 65 000 mots. Ce système est entraîné sur de vastes corpus: une cinquantaine d'heures d'émissions radiophoniques ou télévisées transcrites orthographiquement, 200 millions de mots de journaux américains et près de 150 millions de mots de transcriptions d'émissions d'informations.

Mais il est pourtant loin d'être parfait: le logiciel se trompe de mot une fois sur quatre en moyenne. La performance est meilleure pour le discours préparé (11 % d'erreurs), mais franchement médiocre dans le cas d'une voix au téléphone (34 % d'erreurs). Une version française de ce système de reconnaissance est en cours d'élaboradon, alimentée par des articles du Monde lus, à voix haute, par différents locuteurs. La tâche s'an-nonce plus difficlle encore que pour l'anglais, en raison des spécificités de la langue de Racine. notammeot du grand nombre de mots et de formes verbales homophones, qui sont autant de sources de confusion.

Les chercheurs se montrent néanmoins confiants. L'amélioratioo de leurs modèles, couplée à l'augmentation des puissances de calcul des ordinateurs, permet de « réduire chaque année de 10 à 20 % le toux d'erreur », assure Jean-Luc

Gauvin. Le niveau de reconnaissance exigé à des fins d'indexation n'est, cependant, pas aussi élevé

que pour une traduction fidèle. « Nous tentons de déterminer quel est le taux d'erreur tolérable dans lo transcription de nos documents, sans que cela nuise au repérage des termes importants pour la consultation future de leur contenu », explique Rémi Ronfard, ingénieur à la direction de la recherche de

CATALOGAGE & ARTISANAL >

Les gardiens de l'image et du son espèrent disposer, d'ici trois ans, d'un système opérationnel de transcription automatique. Cet outil serait précieux pour mener à bien le chantier - colossal et très onéreux - de la numérisation proeressive de notre mémoire audiovisuelle collective.

Cette dernière est aufourd'hui mise en catalogue de facon « artisanale », par un essaim de 200 documentalistes, qui ont pour charge de visionner ou d'écouter chaque document, d'en rédiger une brève description et de l'indexer à l'aide de mots-clés puisés dans un

numéro de l'hebdomadaire américain Science (daté 14 novembre)

fournissent-des données quelque

peu inquiétantes sur l'efficacité des associations médicamenteuses an-

tirétrovirales. Ces travaux ont été

menés de manière parallèle par

deux écurios universitaires améri-

caines. L'une est dirigée par Joseph

K. Wong (université de Californie)

et l'autre par Diana Finzi (universi-

té Johns Hopkins, Baltimore) tra-

vaillant en collaboração avec le

docteur David D. Ho du Aaron

Diamond Aids Center de New.

York. I'un des pionniers des trithé-

rapies. Elles concluent à la pré-

sence persistante du VIH chez des

personnes soignées depuis plus de

deux ans selon ce protocole et chez lesquelles les examens lais-

saient espérer que le VIH avait dis-

mise en œuvre des nouvelles asso-

ciations médicamenteuses antiré-

trovirales permet chez de nom-

breuses personnes infectées par le

VIH en quelques semaines ou

quelques mois une rapide et spec-

taculaire diminution des particules

virales dans le sang, ces demières

pouvant même devenir pratique-

ment indétectables. Ce phéno-

mène, associé à une amélioration

de l'état de santé des patients, per-

mettait de penser qu'on obtensit

une quasi-éradication du VIH dans

les organismes ainsi traités. Les

spécialistes de virologie mettaient

notamment en garde contre l'exis-

tence de « sanctuaires » au sein de

l'organisme, tissus ou organes

dans lesquels le VIH serait présent,

mais indétectable. On évoquait no-

tamment, comme possible « sanc-

tuaire », le tissu lymphoide, la rate

PRÉSENCE PERSISTANTE DU VIRUS

de nouvelles questions quant à la physiopathologie de cette maladie.

La première a été menée auprès de

six patients soignés depuis plus de

deux ans par des associations anti-

rétrovirales, chez lesquels le VIH a

pu étre retrouvé dans certaines cel-

lules sanguines, alors même que l'on avait établi que ce virus n'était

plus présent dans leur sang. La se-

conde a été conduite sur vingt-

deux patients traités d'une ma-

nière similaire depuis plus de

trente mois. Les auteurs expliquent

là encore avoir retrouvé la pré-

sence dn VIH dans certaines cel-

lules du système immunitaire - les

lymphocytes CD4 - qui, quolque

Les deux études viennent confirmer cette bypothèse et soulèvent

ou le système perveux central.

Il est aujourd'hui établi que la

paru de l'organisme.

Le VIH aurait été détecté chez

des personnes soignées par trithérapie

thésaurus de 10 000 noms communs et près de 70 000 noms

Actuellement, un mot-clé (nom commun ou nom propre) ne donne accès qu'aux documents dont il constitue le sujet principal, en laissant de côté tous ceux dans lesquels il est seulement mentionné. En outre, il renvoie à des documents intégraux - d'une durée moyenne d'une cinquantaine de minutes - et nnn pas aux extraits

Appuyée sur une transcription de la partie sonore (propos, dialogues, commentaires...) réalisée de manière automatique sur support numérique, une indexation complète permettrait au contraire de ne sélectionner que les séquences souhaitées, rendant ainsi possible une consultation plus fine. Bien sûr, ce renfort technique allégerait aussi grandement le patient labeur des documentalistes. Il permettrait, surtout, de traiter des pans eotiers d'archives aujourd'hui laissées dans l'oubli, faute de temps.

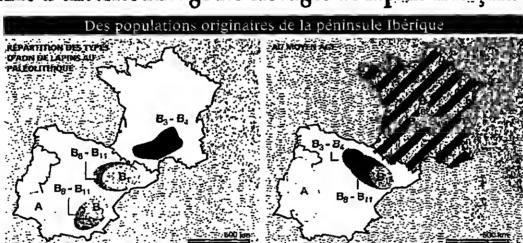
Pierre Le Hir

Une nouvelle forme d'entérite ravage les élevages de lapins français-

UNE FORME foudroyante cais depuis le début de l'année. Un tiers des élevages est atteint et, selon les professionnels, un million de lapins sont morts, sur un total de quinze millions. Après la myxomatose, qui a sévi dans les années 50, et la maladie hémorragique virale (VHD), apparue en 1986, îl s'agit de la troisième grande épidémie qui décime les lapins depuis cinquante ans. Apparue eo Italie en 1996, elle frappe aussi la Belgique, les Pays-Bas, l'Espagne, le Portugal et la Hongrie.

Les travaux menés par les chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et du Centre national des études vétérinaires et alimentaires (Cneva) ont permis de déterminer que cette maladie est provoquée par un micro-organisme encore non idenofié, qui pourrait être un calicivirus, un petit virus à ARN (acide ribonucléique).

Les caractéristiques de la maladie * ressemblent à celles de la erippe ». Mais » tous les lapins ne meurent pas », souligne François Lebas, directeur de la station de recherches cunicoles de l'INRA, à Toulouse (Haute-Garonne). . On



L'ADN mitochondrial des lapins français confirme que l'espèce est en grande partie originaire de la péninsule iberque. Au palealithique, il y a environ 11 000 ans, vivalent dans cene région plusieurs populations da ces mammilères, normées par les chercheurs A. B1, B8, B11. Les lapins de type B1 ont progressiver colonisé l'Hexagane rusqu'à l'accupar totalement au Moyen Âga et à le partager avec d'autres lignées plus françaises (B3, B4!. C'est encore le cas aujourd'hui.

la maladie « du gros ventre », provoquée par des parasites unicellulaires, les coccidies, dont la taille est beaucoup plus grosse que celle d'un virus.

Cette nouvelle forme d'entérite est à l'origine d'un taux de mortalité de 30 à 80 % dans les élevages

véhiculer l'agent infectieux, mais, estiment les chercheurs, ils ne sont pas directement responsables de la maladie. En effet, il y a contamination lorsque la nourriture provient d'une mangeoire souillée par des animaux malades, mais pas quand elle est directement prélevée dans les silos de stockage. Certains types d'aliments pourraient également jouer

PAS DE RISQUE POUR L'HOMME

moden des produits (Clipp) et la Fédéradon nadonale des unions régionales de groopements de producteurs de lapins (Fenalac) ont demandé que cette épidémie foudroyante soit coosidérée comme une « calamité agricole ».

D'ores et déjà, un hudget de 600 000 francs, financé à parts égales par la profession et le ministère de l'agriculture, doit servir à payer jusqu'à la fin de l'année les recherches menées par l'INRA et le Cneva, et à assurer le suivi épidémialogique de la maladie. Les éleveurs espèrent que, d'ici là, l'agent pathogène qui ravage les élevages sera identifié et qu'un vaccin pourra être commercialisé rapidement.

Christiane Galus

SPORTS D'HIVER LOCATIONS (France et étranger)

DEUX publications du dernier infectées, ne sont pas détruites. Dans ce cas, le VIH apparaît quiescent - ou « tapi » - à l'inté-

rieur de ces cellules: Si la proportion de ces cellules n'est pas très élevée (entre 0,2 et 16.4 par million), une telle situation ne peut manquer de poser de séricuses questions. « Elle reflète d toute évidence lo présence du VIH dons d'autres tissus de l'orgonisme et démontre que les associations antirétrovirales ne neuvent pas oeir sur des cellules où le matériel génétique viral est intégre à celui de la cellule et où il demeure lotent, a expliqué au Monde le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris, Queens College, université de la ville de New York). Il s'agit là d'un orgument ploidont en faveur de traitements prolangés. Mais an peut aussi voir là la démonstration du fait que l'oction antirétrovirale n'est pas d elle seule suffisante. » Plus généralement, le professeur Montagnier estime que les théories baties par le docteur Ho sont, à la lumière des dernières données scientifiques, pour une bonne partie à revoir. Le chercheur américain l'a d'ailleurs implicitement reconnu lors du récent colloque international dit « Les Cent Gardes », organisé fin octobre à Marnes-la-Coquette (Hauts-de-Seine) avec le soutien de la Fondation Mérieux.

* Nous savons autourd'hui ou'il existe bel et bien, chez des personnes infectées, des cellules non infectées par le VIH qui meurent et des cellules infectées qui ne meurent pas et peuvent avoir une longue durée de vie, ajoute le professeur Monta-gnier. Ce phénomène est mis en évidence chez des personnes traitées depuis longtemps par de puissantes associations antirétrovirales, ce qui renforce l'hypothèse de la présence persistante, dans leurs arganismes,

« Ces deux publications, qui aboutissent à des conclusions similaires, sont, d'un point de vue scientifique, d'un très bon niveau, a pour sa part déclaré le professeur Jean-Paul Lévy, directeur de l'Agence française de recherches sur le sida. Toute la question est de savoir si les cellules qui demeurent infectées et les "sanctuaires" du VIH sont susceptibles d'être le siège d'une réplication ultérieure du VIH dans l'organisme. En toute hypothèse, il serait déraisannable de pastuler qu'ils ne pourraient pas l'être. C'est en d'autres termes dire que les publications de Science constituent, a priori, de mauvaises nouvelles. »

Jean-Yves Nau

L'espèce n'est pas menacèe

Les scientifiques ne sont pas trop inquiets. L'avenir de l'espèce ne serait pas menacé par cette épidémie d'entérite foudroyante. Au fil du temps, les lapins ont appris à compenser leur fragilité et leur importante mortalité naturelles par un taux élevé de reproduction. De surcroit, les « sauvages » ne semblent pas touchés.

Le résean de surveillance sanitaire du gibier (Sagir) n'a relevé de surmortalité ni chez ces populations ni chez les lièvres. Pour ces derniers, la chose n'est pas étonpante. Blen que faisant partie de la même famille, les léporidés, lièvres et lapins appartiennent quand même à deux espèces différentes. Ils ne sont pas interféconds et ont très peu de maladies en commun. D'ailleurs, dans le passé, les lièvres n'ont été sensibles ni à la myxomatose ni à la maladle hémor-

incannues ant augmenté sa viru-

Les premiers symptômes du mai se manifestent par un abattement très prononcé, un ballonnement et des diarrhées très muqueuses, peu liquides, explique Marc 5avey, chef du département sante et producpeuvent, de prime abord, évoquer

pense que ce virus, ajoute-t-il, exis- atteints et frappe ~ essenciellement tait déjà, et que des circonstances des jeunes lapereaux dant le sevrage est recent, entre quinze jours et trois semaines. Ils se déshydratent énarmément, et meurent en moins d'une semoine », précise François Lebas. Son mode de transmission est encore inconnu. La maladie se déclenche souvent dans les cinq à huit jours qui suivent la distribution animales du Cneva. Ils non d'une nouvelle livraison d'aliLes aliments pourraient donc

un rôle amplificateur en ralentissant la vitesse du transit intestinal, ce qui favoniserait le développe-La nouvelle maladie ne semble pas présenter de risque pour

l'homme. Depuis neuf mois. aucun signe de contaminación n'a été observé chez les cuniculteurs. Cela dent sans doute à la nature intrinsèque des viras. « Contrairement aux bactéries, ils ne sont pas polyvalents, explique François Lebas. Ils présentent, au contraire, une très grande adaptation aux espèces qu'ils parasitent, car ils sont nécessairement adaptés à un hôte biologique. » En revanche, l'homme pourrait être « un vecteur important, mais in erte » du virus. L'ampleur et la gravité de l'épidémie suscitent l'inquiétude chez

les éleveurs. Leurs deux orga-

nismes professionnels - le Comité

lapin interprofessionnel de la pro-

Sur Minitel

SECTIONS OF THE SECTION AND DE L'ANGON BOOM DE BESTER. Breit guider degradents dent .. CONTRACTOR OF STATE O See See September Assessment E SCHOOL & MINISTER & SCHOOL HOLD the new anterests - there are re-TO WHEN IN THE STREET, STREET,

MONTHS OF THE PROPERTY. de la garde service (proper 112) de la garde service (proper 112) le se reference que la the was about the late of the late of the स्क्रीतार्थं व्यक्ताक्ष्यक्ष्यक के अवस्थानक प्रकार है। स्ट Emparation Residence in the first to 次の「青年時間」「神経であると、ATAFOR in no. in water wanted to the comment

detecte chez

the are the armedies.

Modern to produce the second s *** Marketon Projects

eur

2 3

The same of the 18 agree of the word et pres de "Gillet man.

THE SECOND PORT AND THE PARTY.

TO THE REAL PROPERTY NOT NOT THE MEDICAL CONTRACTOR respective property and the state of The rest of the state of the st CHARLES MARK WAIN, STREET TO TATE OF CHAPTER

Plerry Le His

es par trithérapie

Broker in many was with

MAR WIN WAY, IN NAME APPRICADE MONARE LAND + CARL + 112 MINE The fire of the property with the state of the 新· (1) 下下 · 金山中 上村村 少二日 PRINTED AND THE PERSON OF THE PERSON OF the a therefore by converte to 學前 海洲网络外 有一种人的现在分词 the substitute is many and to their the state of the control of the state of the COMMENTS CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF When the secretary was the conn dittelijegija i nes lijet ngajtaraja i gja se taju ng entire manyers to a sinter was set a supplied The sure of the state of the second Martine to the market hadron to be filler ... give structure from the following Marga F. Takker Halandston Co. In Marie Terre Party 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 · 實際學院在 法共享的基础 化化二氢化 化二氢化 Bridge Committee of the control of t 観光を必要される かんかんかい いんしん But the state of t BE BOOK TO SERVER A THE COLUMN

大学 は、大学のないない。 **建筑**和于1.277日中央4.255555 Mary Color was transfer to the a The state of the second Manual or Charles and the second THE MAN WAS ASSESSED TO THE PARTY OF the enter hald likely a ser-A STATE OF THE STA THE PERSON LANGE THE PARTY OF SHAPE BOTH BELL HERE THE BELL THE White the same of the party from the second of the second A STATE OF THE STA A Alle for mounts to **经验证证证明**

The season great and

Face aux Springboks, l'équipe de France veut exploiter la dynamique des clubs

Les entraîneurs du XV tricolore pensent que leur projet de jeu en mouvement pourrait enfin aboutir

Forts d'un grand chelem dans le Tournoi des cinq nations 1997, d'une victoire en Coupe latine et de trois places de demi-finalistes en Coupe d'Europe

des clubs, les rugbymen de l'équipe de France af-frontent, samedi 15 novembre, à Lyon, au stade Gerland, le XV d'Afrique du 5ud, champion du consacrerait le travail des entraîneurs. monde en titre, avec beaucoup de confiance. Une victoire avec la manière sur les Springboks

récupère la balle et l'utilise à 100 %

bref, une équipe capable de transfor-

mer un ieu défensif en un ieu offensif.

C'est ce que font très bien les Sud-Afri-

Alors qu'il s'apprête à bouder sa

remière année à la tête de l'équipe

de France, Pierre Villepreux peut

dresser un blian honorable: un

grand chelem, une Coupe latine et

« de bonnes choses » pendant la

UN BILAN HONORABLE

LA VERPILLÈRE (Isère) de notre envoyé spécial Les vingt et un joueurs de l'équipe de France de rugby ont exception-nellement bénéficié d'une matinée de relâche, jeu-13 no-

vembre, tant leurs entraineurs. Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux, avaient été réjouis par

la qualité du travail fourni la veille, sous une pluie battaute, à Bourgoin-Jallieu. « Une excellente séance », avait conclu Jean-Claude Skrela, qui voulait notamment tester l'engagement physique de ses joueurs, et, surtout, leur apreté dans le jeu de défense. De l'avis des deux sélectionneurs, le secteur défensif devrait en effet jouer un rôle décisif dans le premier test-match opposant l'équipe de France à l'Afrique du Sud, samedi 15 novembre, à Lyon. « Ce qui se fait dans l'hémisphère Nord ne correspond pas tout à fait à ce qui se fait dans le Sud, où les equipes proposent toujours la priorité du jeu à la main, note Jean-Claude

une défense super agressive. » Après leurs tristes performances en Coupe latine - trois victoires en trois matchs, contre l'Italie, la Roumanie et l'Argentine, mais sous les sifflets du public -, les deux affrontements contre les Springboks, champions du monde, devraient donner l'occasion aux joueurs français de lancer leur saison internationale sur de meilleures bases: «Naus avons montré des choses intéressantes pendant lo Coupe latine, assure Jean-Claude Skreia. Cette competition était nécessaire pour préparer la venue des Springboks, Mais nous avons manqué

Skrela. Nous répondrons à cela par

tins, il faut toujours se faire fouetter pour remettre les pendules à l'heure dans ces secteurs. » « Et surtout. poursuit-il, la plupart de nos joueurs avaient la tête à la Coupe d'Europe. » Les excellentes prestations des trois clubs français qualifiés pour les demi-finales de la Coupe d'Europe, Toulouse, Pau et Brive, ont bouleversé le discours habituel de l'encadrement de l'équipe de France. Celui-ci a tendance à se platodre du «fossé» persistant entre le niveau

de canfiance, de discipline et de

concentration. Nous sommes des Lo-

de jeu pratiqué par les clubs en championnat de Prance et le projet de jeu de mouvement permanent ther aux sélectinnneurs français. « En Coupe d'Europe, nous avons eu la chance d'affronter des clubs anglais et de prouver que nous étions capables de rehausser natre niveau. C'est un excellent tremplin paur l'équipe de France », se félicite Christophe Lamaison, trois-quarts centre de Brive et du XV tricolore. Le regard illuminé, Jean-Claude Skrela se prend à rêver à voix haute : « Si tous les clubs arrivent à jouer comme cela, je suis preneur: c'est tout bénéfice pour l'équipe nationale. Le public ne comprendrait pas qu'il y ait eu cette qualité de jeu avec les clubs et pas avec l'équipe de France. »

« Une dynamique a été momentanément créée, nous pouvons en profiter, ajoute Pierre Villepreux. Les trois clubs en question ont gagné leur quart de finale avec un style différent. Des trois, c'est le jeu de Toulouse qui correspond le plus à ce que nous souhaitons paur l'équipe de France. L'exemple de Toulouse est récupérable sur le plan des principes : une défense qui avance, qui plaque, qui mobilise l'adversaire dans son jeu d'attaque,

tournée en Australie malgré les défaites. « Mais depuis l'Australie, il y a eu une coupure énorme, regrette-t-il. faudrait que l'an puisse voir les joueurs plus souvent, jusqu'à une fois par semaine, pour leur injecter chaque fois une dose de philosophie. Il faut au'ils intériorisent notre projet. Quand ce sera le cas, les joueurs ne se poseront plus la question de savoir si ce qui leur est proposé est bien ou mal. Ils le feront. Ils n'auront plus un ac-

> mêmes que contre l'Argentine, à Pexception du demi de mélée Fabien Galthié, remis d'une blessure, ne demandent, semble-t-il, qu'à démontrer qu'ils sont prêts à adhérer à ces principes de jeu. Surtout contre les champions du monde sud-africains : « Nous pouvons nous attendre à un rude combat, dit Christophe Lamaison. Il s'agira pour nous d'un mutch de référence. Nous avons remporté quelques titres depuis un an, mais ce ne sont que des petites victoires aux yeux du public. Pour les supporteurs françois, lo référence, c'est l'hémisphère Sud. » L'équipe de France reste sur cinq défaites contre les nations du Sud: une contre la Nouvelle-Zelande, en 1995, deux contre l'Afrique du Sud, à l'automne der-Duis deux contre l'Austi

cord de façade, mais de principe. »

Les joueurs sélectionnés, les

A quinze ans, Tara Lipinski patine aussi pour la gloire

La jeune Américaine participe au Trophée Lalique

ATLANTA

correspondance C'est une enfant que le public du Trophée Lalique, organisé au Palais omnisports de Paris-Bercy (POPB), décnuvre de-

> novembre. gracieuse, sûrement mature et déjà fortunée, mais une en-

fant, cbez la-PATINAGE quelle le rire n'est jamais lnin des larmes et qui s'endort encore, parfois, sur le siège arrière de la voiture en rentrant tard le soir de la pati-

A quinze ans et une poignée de semaines, Tara Lipinski ne fait guère plus que son âge. A la voir en « civil », ses patins sur l'épaule et son corps de 35 kilos (pour 1,42 mètre) perdu dans un survêtement trop large, on lui en donnerait même moins. Et silrement pas assez pour avoir déjà rédigé ses Mémoires, les premiers, dans un bouquin de plus de cent cinquante pages, Triumph on ice, sorti début octobre aux Etats-

Une enfant précoce, dunc. Et même sans doute mieux que cela. En février, Tara Lipinski a profité d'un mauvais jour de Michelle Kwan, la championne des Etats-Unis en 1995. pour ramasser sur la giace de la patinoire de Nashville son premier titre national. A quatorze ans et pile une semaine, avait relevé la presse américaine, après avoir perdu sa demière dent de lait.

Un mois plus tard, elle profitait d'un autre mauvais jour de la même Michelle Kwan, également cbampionne da monde en 1995, pour décrochet du platona de la patmoire de Lausanne son premier titre mondial. Toujours à quatorze ans. Un âge qui en faisait sur-le-champ la plus jeune reine de l'histoire de ce sport.

Depuis, Tara Lipinski ne débute plus une seule journée sans penser très fort aux Jeux d'hiver de 1998, en février à Nagano. Et elle ne la termine jamais avant d'avoir passé au moins quatre heures sur la giace. Richard Callaghan, son entraineur, lui répète comme un refrain que le titre Olympique est à sa portée, à conditinn qu'elle continue à . Patiner comme une enfant sophistiquée et souriante ».

Elle le croit sur parole. Et veut déjà se convaincre que le titre suivant, attribué en 2002 à Salt Lake City, pourrait bien lui aussi lui tomber dans les mains. A quinze ans, elle a tout le temps. Le présent comme l'avenir. Le temps de l'emporter, mais aussi celui de se perdre en route et retrou-

Belle histnire? Sürement. Au moins en apparence. La réalité, elle, manque parfois cruellement de fantaisie. Trop lisse pour surprendre, elle laisse apparaitre la ieune patineuse américaine comme une championne frnidement prngrammée pour la gagne, une sorte d'Agassi de la glace, en moins rebelle et plus poudrée. Fille unique d'un cadre supérieur et d'une mère secrétaire. Ta-

ra Lipinski a découvert tres tôt que ses désirs étaient souvent perçus comme des ordres.

A six ans, elle trimbe en arrêt sur les images des Jeux nlympiques de Caigary, nuvre de grands yeux devant le spectacle du patinage artistique et annonce que sa voie est désormais tracée. Dans l'instant suivant, son père lui construit un podium de fortune qu'elle escalade sans répit en imitant l'allégresse bruyante des champinns. Sa mère, elle, lui achète une paire de patins et la conduit sans tarder vers son premier cours privé.

La famille Lipinski habite alors à Hnustnn, une ville plutôt mal conçue pour abriter une future fée de la glace. « La seule patinoire digne de ce nam se trouve dans un centre cammercial, explique Tara. J'étais donc obligée, pour m'entrainer, d'y aller tot le matin, avant l'ouverture des magasins. Mais au moment de Noël, un immense sapin était généralement posé en son centre. »

)ack et Pat, les parents du jeune prodige, songent un moment à contourner l'obstacle en proposant à leur fille un nouveau choix de distractions. « Nous lui avons ocheté un cheval, elle o eu des leçons de tennis, puis elle o essayé le basket, raconte le père. Mois n'en n'o pu la détourner de sa première passion. »

« J'aime patiner, j'ai toujours aimé cela, et personne n'a jamais eu besoin de me forcer pour que j'aille tous les jours à l'entraînement »

A court d'arguments, les deux époux décident alors que l'avenir sportif de leur enfant compte plus que leur propre vie de couple. La mère et la fille quitteront donc Hnustnn pour poser leurs malles dans une ville mieux équipée en structures d'entraînement, à Detroit. Le père, vice-président d'une compagnie pétrolière, reste seul à la maison. « Il faut bien que quelqu'un s'occupe de payer les factures », explique-t-il. Flanquée de sa mère, Tara Lipinski adopte sans difficulté l'existence méthodique des bébéschampions. Elle s'nffre un agent, un conseiller en relations publiques et une armée de professeurs particuliers avant même d'avoir accompli sans chuter sa première combinaison de triples sauts.

A ceux qui s'inquiètent, elle ré-pond : « l'aime patiner, j'ai toujours aimé cela, et personne n'a jamais eu besoin de me forcer pour que j'aille tous les jours à l'entrainement. » Et c'est à « l'esprit de sacrifice » de sa mère qu'elle a dédié le premier tome

Alain Mercier

Les équipes

Le coup d'envoi du premier test-match France-Afrique du Sud sera donné à 16 heures au stade Gerland de Lyon. La rencontre est retransmise en direct sur France 2. • Équipe de France : 15. Jean-Luc Sadourny (Colomiers) ;14. Laurent Leflamand (Bourgoin): 13. Christophe Lamaison (Brive) ; 12. Stéphane Glas (Bourgoin); 11. Philippe Saint-André (Ginncester) (cap.): 10. Thierry Lacroix (Harlequins); 9. Pabien Gaithie (Colomiers): 7. Laurent Cabannes (Harlequins) ; 8. Abdelatif Benazzi

(Agen); 6. Philippe Benetton (Agen); 5. Olivier Brouzet (Bègles-Bordeaux); 4. Fabien Pelous (Toulouse); 3. Frank Tournaire (Narbonne); 2. Marc Dai Maso; 1. Christian Califano (Toulouse).

· Afrique dn Sud: 15. Percival Montgomery (Western Province):14. James Small (Western Province); 13. André Snyman (Northern Transyaal): 12. Dick Muir (Western Province), 11. Pieter Rossouw (Western Province) 10. Henry Honniball

(Natal); 9. Joost Van der Westhuizen (Northern Transvaal) ;7. Johan Erasmus (Orange Free State) ; 6. André Venter (Orange Free State); 8. Gary Teichmann (Natal) (cap) :5. Krynauw Otto (Northern Transvaal); 4. Mark Andrews (Natal);3. Adrian Garvey (Natal); 2. James Dalton (Gauteng Lions); L Os Du Randt (Orange Free State).

Arbitres: M. Thomas, assisté de été. Série à interrompre. MM. Davies et Whitehouse (Pays

Nick Mallett, entraîneur sud-africain révolutionnaire

LES DIRIGEANTS du rugby sud-africain n'ont jamais brillé par leur esprit d'ouverture, mais Nick Mallett, le nouvel entraîneur des Springboks est en train de casser le moule. Anglophone et francophile, il détonne dans un milieu longtemps dominé par les Afrikaners et le Broederbond (NDLR: une sorte de groupement occulte d'extrême droite) et, grâce à une douzaine d'années passées en dehors de son pays, ce diplômé en philosophie de l'université d'Oxford témoigne d'un recul peu habituel lorsqu'il s'agit du jeu et des hommes qui le pratiquent.

Après deux tournées (1992 et 1996) qui ont laissé un goût plutôt amer en France, Nick Mallett veut montrer un nouveau visage du rugby sudafricain. « J'en oi marre de notre réputation d'équipe ontipathique, explique-t-il. Pour casser cette image, l'ai demandé aux joueurs d'être ouverts et d'en finir avec notre égoisme. » Comme il l'a montré mardi 11 novembre, à Biarritz, après le match Barbarians français-Springbocks, Nick Mallett a banni de la sélection la fameuse « mentalité de laager » des Afrikaners.

L'expulsion juste avant la mi-temps du piller sud-atricain Toks Van der Linde, auteur d'un piétinement flagrant sur le centre français David Dantiacq, a jeté un certain froid sur la soirée de gala organisée au Casinn de Biarritz. Mais là où

tanbul (64-65) et face au Kinder de Bologne (65-67).

■ BASKET-BALL: le PSG-Racing, difficile vainqueur de l'Alba de Ber-

lin (55-53), est parvenu à s'imposer, jeudi 13 novembre, lors de la sep-

tième journée de l'Euroligue. Les deux autres clubs français, Limoges et

Pau-Orthez, se sont inclinés, respectivement dans la salle de l'Efes d'Is-

■ TENNIS : Evgueni Kafeinikov s'est qualifié pour les demi-finales

du Masters de Hanovre (Allemagne) en balayant, jeudi 13 novembre,

le numéro deux mondial, l'Américain Michael Chang, en deux manches

■ FOOTBALL: le milien défensif français de Parme (Italie) Daniel

Bravo a signé avec l'Olympique lyonnais un contrat de huit mois anquel

s'ajoute une option pour une année supplémentaire. Le joueur, âgé de

La fédération aliemande paiera 2,5 millions de DM (8,25 millions de

francs) aux joueurs de l'équipe nationale s'ils arrivent en finale de la

Coupe du monde 1998 et 3,3 millions (10,8 millions de francs) en cas de

■ Pelé a déclaré, mercredi 12 novembre, que Michel Platini « ourait tout

le monde du football derrière lui » s'il briguait la tête de la Fédération in-

ternationale de football (FIFA), en juin 1998. Un seul candidat s'est

d'ores et déjà déclaré : le président de l'Union européenne de football

■ SKI : le Comité d'organisation des Jeux olympiques d'hiver de Na-

gano (NAOC) a proposé, jeudi 13 novembre, de remonter le point de

départ de la piste de descente masculine à 1 740 m au lien de 1 680 m,

sans toucher la zone protégée du Parc national, proche du site. Ce

compromis devrait mettre fin à un long différend sur la longueur de

34 ans, a été forme à Nice avant d'évoluer à Monaco, puis au Paris SG.

DÉPÊCHES

(6-3,6-0).

victoire.-(AFP)

cette piste.

(UEFA), Lennart Johansson.

ses prédécesseurs se seraient retranchés dans leur laager - leur rempart imaginaire de chars à bœufs du temps des Boers -, Nick Mallett a pris les devants et, pour répondre aux chants basques de ses hôtes, il a demandé au « coupable » luimême de monter sur scène et de chanter un air d'opéra devant les quatre cents convives présents. Ce qu'il fit plutôt brillamment d'ailleurs.

UN SYSTÈME DE MENTORS

Mais, même si le beau filet de voix de Toks Van der Linde a désamorcé la situation, l'entraîneur n'a pas essayé d'excuser ou d'expliquer le geste de son joueur: « Le rugby sud-africain n'est pas des muscles. Ce gerre de poussée hormonale agressive n'a aucune place dans notre jeu. » Et c'est l'organisation même de l'équipe en tournée qu'il a révolutionnée. « C'est la première fois qu'on leur donne la possibilité de participer à la vie de l'équipe, explique-t-il. Au lieu d'un autocrate qui décide de tout, ce sont les joueurs qui gérent eux-

Afin de casser les rivalités traditionnelles entre

- James Small, Joost van der Westhuizen, Dick Muir, Gary Teichmann, Mark Andrews et Andrew Aitken - ont en charge un groupe de six membres de la sélection. Objectif: épauler les jeunes frakhement débarqués dans l'équipe et accorder davantage de responsabilité aux joueurs dans l'organisation quotidienne de la tournée. Ainsi, un des groupes, chargé pendant une semaine de trouver sorties et divertissements, a organisé, dimanche 16 novembre, au lendemain du premier test-match, un concours de tennis et de natation à l'Aquaboulevard de Paris.

Autre réforme, les joueurs ont créé une commission de discipline interne. Les amendes (26 000 francs) pour des fautes graves. « Ce n'est pas à moi d'intervenir, insiste Nick Mallett. Mon abjectif est de responsabiliser les joueurs. Ce sont des adultes, des gens intelligents. Il ne faut pas les traiter comme des gamins. » Le principe semble marcher à merveille car. en attendant l'épreuve du terrain face à l'équipe de France, samedi 15 novembre, à Lyon, cette formation sud-africaine est nettement plus souriante et détendue que les précédentes.

plus violent que les autres. Mais au lieu de gérer des vont de 200 rands (260 francs) pour un simple retard au départ du car, jusqu'à 20 000 rands situations cérébralement, on veut toujours se servir ver son chemin.

Afrikaners et angiophones, voire entre les différentes provinces, il a instauré un système de mentors. Six joueurs parmi les plus expérimentés

Ian Borthwick

Les organisateurs du Mondial 98 présentent leur dispositif hôtelier

À SEPT MOIS du coup d'envoi désormais près de soixante-dix concernées par l'épreuve), indéde la Coupe du mande de fantball 1998, qui se jouera en France du 10 juin au 12 juillet, le Comité français d'organisation (CFO) fnurbit son dispositif d'accueil. Vendredi 14 novembre, ses coprésidents, Michel Platini et Fernand Sastre, unt présenté le réseau natinnal Mondiresa, la centrale officielle de réservation d'hôtels et de voyages exclusivement dédiée à la compétition. « Pour être à la houteur de l'évenement, nous ovons choisi de créer, pour lo première fois dans l'histoire de l'épreuve, une structute unique, copable de gérer l'hébergement et les séjours, selon un cahier des charges qui garantisse l'efficocité et l'accessibilité », rappelait récemment Jacques Lambert, directeur général du

phase la plus active. Elle emploie dans les huit autres villes opérateurs pourront proposer (fax).

persnnnes, a déjà enregistré la demande de 200 000 nuits et s'apprête à satisfaire les besoins spécifiques des 500 000 visiteurs étrangers attendus en Prance.

UN MILLION DE NUITS

particuliers peuvent solliciter Mondiresa, qui dispose d'un important parc d'hôtels et propose de nombreuses formules de séjours à prix définitifs. Selon le CFO, ce système, qui prévnit un prépalement, permet d'éviter les flambées spéculatives en contenant à 25 %, par rapport au prix public affiché au la janvier 1998, la majoration des tarifs et les délogements intempestifs. «Les risques pris sont nuls paur chacune des parties », estime-t-il.

Ce sont quelque 750 établisse-Mondiresa, qui a vu le jour le ments (400 à Paris et en région 15 février 1996, entre dans sa parlsienne et 350 disséminés mis à leur disposition. Ces tnur- 53.92-60.60 (tel.), 01-53.92-60-99

pendants nu appartenant à des chaînes nationales (Sofitel, Méridien, Holiday Inn, Mercure, Campanile, etc.), de la catégorie luxe à la catégnrie économique. qui ont été retenus. Ils ont mis 40 % de leurs chambres à dispn-Equipes, nfficiels, médias et sitinn, soit un total d'un million de nuits (30 000 chambres par jour).

Quant aux formules de séjour quatorze prestations globales avec bébergement, séjour, transports, transferts et loisirs -, elles apportent une réponse spécifique aux besoins de chacune des clientèles, notamment les snciétés (cinq formules) et les particuliers (cinq formules également).

Parmi eux, les visiteurs etrangers ont l'ibligation de recourir * Mondiresa, 17-21, avenue du aux services d'un tour-opérateur pour acquérir les 700 000 billets dex 16. Contact réservation : 01-

les cinq forfaits Mondiresa: suiveur d'équipe itinérant (nnze nuits dans les trnis villes de la compétition d'une équipe) ou suiveur d'équipe basé à Paris (dix-sept nuits dans la capitale avec voyages vers les villes de la cumpétition) pour la première phase: basé à Paris (seize nuits pour les huitièmes de finale, les quarts, les demi-finales et la finale) ou basé à Nantes, Lyon ou Marseille (onze nuits dans une de ces villes pour les quarts, les demi-finales et la finale) ponr la deuxième phase; la découverte régionale (une série de nuits dans des capitales régionales hors compétition).

Général-Mangin, 75781 Paris Ce-

Le luxe à Paris avec pignon sur rue

Du magasin Dior relooké à l'ouverture de Chanel place Vendôme en passant par le nouveau Printemps de la mode, les griffes s'exposent en pleine lumière

QU'EST-CE QUE LE LUXE? SI les esthètes en discutent encore, les économistes ont tranché: le luxe est une Golconde qui génère. en France, un chiffre d'affaires équivalent (si l'on y inclut l'hôtellerie et la restauration de haut niveauj à celui de l'industrie aéronautique et spatiale : 106 milliards de francs en 1995, selon une étude commandée au ceotre de recherches industrielles de l'Ecole des mines par le Comité Colbert, qui rassemble autour de cette idée - qualité et prestige – plus de quatre cents entreprises réalisant à elles seules le tiers de ce résul-

En déplt d'une croissance bien plus modeste qu'il y a dix ans, le luxe français déploie une énergie débordante dans la joaillerie, la mode, les parfums. Pendant que, ces deux dernières années, la vitalité de la haute couture permettait au brodeur François Lesage de doubler son chiffre d'affaires, le succès souriait aux nouveautés: lignes horiogères de Boucheron et de Mauboussin, ligne monogramme de Louis Vuitton, ou encore le fameux sac Lady Dior, patronné par la défunte princesse de Galles à l'issue d'une visite où un premier exemplaire de ce modèle lui avait été offert par M= Chirac.

« TEMPLE DU PLAISIR «

En 1997, le luxe est devenu conquérant. Le ghetto des élites internationales ne lui suffit plus. Inondant les médias de ses publicités (Le Monde des 18 et 25 octobre), il s'institue promoteur d'un art de vivre, multipliant ses piedà-terre et ses apparitions au cœur des villes. Ce mois-ci, les expositions se succèdent : après l'horlogerle française au Forum des Halles et les montres-bijoux suisses à Berlin (« Zeit par Excellence », dans le décor « rokokn » du Palais am Festungsgraben), la

Adresses

• Chanel Joaillerie: 18, place Vendôme, 75001 París. 30, avenue Montaigne, 75008 Paris. Tél.: 01-40-73-54-00. Christian Looboutin: 38-40, rue de Grenelle, 75006 Paris, Tel.: 01-42-22-33-07. • Hermès : 24, Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris, Tél.: 01-40-17-47-17 • Au Bon Marché : 22, rue de Sèvres, 75007 París. Tél.: 01-44-39-80-00 • Le Printemos: 34. boulevard Haussmann. 75009 Paris. Tél.: 01-42-82-50-00 • Ladurée : 422, rue Saint-Honoré, T&L: 01-49-27-92-55. 75, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris; 16, rue Royale, 75008 Paris ; Franck et Fils : 80, rue de Passy, 75016 Paris. • Exposition Joaillerie: du 28 novembre au 1ª décembre á l'Hôtel Dassault, 7, Rond-Point des Champs-Elysées, 75008 Paris.

joaillerie réunira au rond-point des Champs-Elysées, à partir du 28 novembre, une vingtaine d'exposants triés sur le volet. La manifestation avait attiré, en 1996. onze mille visiteurs en quatre jours. Un chiffre que son organisateur, Nicolas Orlowski, estime équivalent au « flux onnuel d'une boutique de haut joaillier ». Sans l'inconvénient d'être toisé par le personnel des boutiques...

Lieux permanents d'exposition, ouverts à la promenade, les grands magasins ne pouvalent rester à l'écart de la fièvre. « Les propositions du luxe étant de plus en plus nombreuses, constate Catherine Royer, directrice de la mode au Printemps, Paris se devait d'être lo vitrine des morques. » Cantonnées jusque-là dans les rez-de-chaussée des grands magasins, elles ont grimpé un étage, pour s'arroger 3 000 m2 du nouveau Printemps, dans un espace conçu par ses architectes, les Boiffils, comme un * temple du plnisir et du spectacle, 6 la fois fonctionnel et lieu de flânerie », à l'image des grands établissements du siècle dernier. Le samedi, une foule compacte hante ce village de « boutiques », où la « petite joaillerie » d'un Cartier ou d'un Chaumet côtoie les sacs anciens de Didier Ludot, fripler des griffes célèbres connn et installé de longue date dans une galerie dn Palais-Royal... Des canapés invitent à la pause, des « dégustotions » de parfums d'autrefois excitent la découverte.

Derriére l'apparent fétichisme des marques, on y sent poindre une autre culture du luxe. ~ Nous ovons rossemblé, dit Catherine Royer, des phiets aul ovait du sens, issus d'un vrai travail de la main. » Directrice de l'image au Boo Marché, où l'on s'appréte à ouvrir une boutique joaillerie plus modeste, Christine Laroche opine: «Le retour au bel ortisanat fait partie des valeurs du temps. Les moisons centempires ont les faveurs de ce recentrage. > Il n'est que de voir comment Hermès a programmé, pour l'année 1997, l'ouverture de sept monde. Ou comment, à tout autre échelle, Ladurée, pátissier au nom

Coco Chanel et ses bijoux

Avant de surgir, place Vendôme, dans le

club des grands joailliers, la maisnn

Chanel était connue pour ses « petits

bijoux » en pierres et métaux moins

coûteux. Ceux-là mêmes que Gabrielle

Chanel inventa pour parer ses mannequins

sans avoir à se ruiner en frais d'assurance.

Et go'elle conselliait à ses clientes : « Rien

ne ressemble o un bijou faux comme un très

pierre? Autont porter un chèque autour du

commander - pour elle-même -, en vraies

plerres et or fin, un exemplaire ao moins

de chaque « fantaisie » qu'elle prescrivait à

Inventant ainsi la pauvreté pour

milliardaires, elle n'onbliait pas de

ses clientes (et rivales)... Poussant la

cou! *

beau bijou. Pourquoi s'hypnotiser sur la belle

prédestiné (cette maison de la rue Royale est née en 1862), a duplique ses huxueux salons de thé Second Empire - avec argenterie, histres en cristal de roche et porcelaine de Limoges... - sur les Champs-Elysées, dans la bourique Franck et Fils... et au premier étage du Printemps, sous la profession de foi d'un « certain savoir-vivre à la française ».

Ce n'est pas sans quelque nostalgie que le luxe, aujourd'hui, fait primer l'être sur le paraître, le confort de la discrétion sur le risque de l'ostentation. L'or des bijoux se fait discret (mat) ou incertain (blanc). La mode renoue avec le plaisir égoîste de la belle doublure et tous ces détails invisibles, mais révélateurs, des grands tailleurs d'autrefois, proscrit la fourture lustrée pour mieux 5 la promouvoir assagie. Comme aux temps héroiques, c'est le pro-duit qui vient légitimer la griffe. « Pour voir tout ce qui brillait, il o suffi d'éteindre les lumières, tésume le chausseur Christian Louboutin, qui vient d'ouvrir rue de Grenelle une seconde boutique parisienne. Et il y o quelque chose de très fronçais dans cette idée d'élégonce. »

L'héritage se retrouve désormais au cœur de la modernité. Les maisons d'ancienne fondation revisitent leur histoire, expliquant, comme chez Cartier, que leurs clientes « ont envie de transporter dons le futur des objets qu'elles ont oimes dons le passé ». Ou édifiant, comme Chanel, des temples à leur fondatrice : les 200 m² de salons dans l'immeuble où le gronpe vient d'emménager place Vendôme, derrière une façade Mansart, avec sa nouvelle collection Haute Joaillerie -éclatante de simplicité -, ont l'aspect d'un vaste appartement art déco, moqueté du beige emblématique et pourvu du même ascenseur, des mêmes paravents Coromandel que rue Cambon.

«En regard de Londres, si trendy, déclare Albert Elbaz, le styliste ricain de Guy Laroche, Paris me fait l'effet d'une vieille dome. Muis une fin de slècle est une

> coquetterie jusqu'à déclarer : « Je suis voluntiers couverte de bijoux parce que, sur moi, ils ant l'air faux. >

La vraie Chanel apparut en 1932 pour présenter une collection de « bijnux de diamants », prétextant « une époque de crise financière ou, pour toutes choses, renaît un plaisir d'authenticité ». Créée avec le concours de Paul Iribe, cette collection fit grand bruit et mit le diamant à la mode : sun éclat évoquait le ciel étollé et les feux de la nult parisienne. 1993 vit l'exposition

rééditée dans ses lieux d'origine, signant l'acte de renaissance de la bante joallierie Réalisée dans son sillage, l'éblouissante



époque de bilans, nà resurgit l'outhenticité du passé; in France o lo meilleure couture. Et on v voit des griffes onciennes s'ouvrir ou morketing, renouveler leur créotinn. Voilà pourquoi le luxe est de retour,

Paris est de retour ! > S'll n'y avait qu'un lieu pour l'îllustrer, ce serait la boutique Christian Dior, sise dans l'hôtel néo-Louis XVI du 30, avenue Montaigne, à l'angle de la rue Français-la, Agrandi et récové par l'Américain Peter Marino, le magasin doit servir de décor et d'écrin aux visions parisiennes et romantiques du styliste anglais Juhn Galliano: éclairages subtilement contemporains, mais portants dorés; vidéo sur grand écran, mais bosquets de faux buts; un espace à la fois intime et



Coco Chanel en 1935.

dynamique, où le meilleur du goût français, revisité par un ceil neuf, s'offre à la scène internationale.

Tant d'investissements colossaux pour doter les produits d'un supplément d'âme, d'une histoire, trahissent l'apreté de la concurrence. Car le luxe triomphant de 1997 est une divinité tragile. Voilà plus de deux ans que l'Extrême-Orient, cet eldorado des produits de luxe, voit soo pouvoir d'achat diminuer. Appauvris par la baisse du yen, les Japooais oot largement restreint leurs voyages - et leurs achats - à l'étranger. Et les turbulences qui secoueot les places boursières depuis cet été ont précipité la dépréciation du luxe. Depuis la mi-1996, l'actioo Hermès a chuté de 55 %, LVMH de 50 %, Gucci jusqu'à 68 %. En attendant des lendemains dont nni ne doute qu'ils soient mellleurs, les groupes se réorganisent, racbètent leurs licences, pour mieux retrouver leur assise. Là encore, la modernité prochaine

Jacques Brunel

collection de cet hiver démontre l'actualité des goûts de « Mademoiselle » : culte de la blancheur et du

dépouillement, la prééminence des perles, du diamant et des cabochons, le sens du confort et de la fluidité.

C'est le collier « Torsade » où deux rubans d'nr blanc s'enlacent pour nimber la gorge d'une brume de diamants. Le collier Volute où une constellation de perles et de gros diamants poires s'élance à l'assant du cou, dans nue fine spirale d'or blanc diamantée. Un rêve d'essence et de Umpidité, astronomique par le coût - le sommet est placé à 34 millions de francs pour un collier - antant que par

ouvert un restaurant, avec vue sur la rue et la Samaritaine voisine.

moins grande.

Au Pont Neuf,

dans leur espace

HABITAT est entré dans Paris

en septembre 1973, à Montpar-

nasse. Avec les étagères en pin, la

vaisselle blanche et les oappes de

couleur, qui avaient fait le succes

de Terence Conran outre-Manche.

Pour meubler les intérieurs de la

génération du baby-boom dans

l'insouciance d'une modernité à

prix modérés et d'un style qui se

démarquait des styles. Une sorte de libération du goût. Contempo-

raine de l'expérience Prisu où

quelques stylistes, autour de De-

nise Fayolle et Maimé Arnodin,

demandaient à quelques pionniers

(Marc Held, Oliviet Mourgue) de

mettre les pendules françaises à

Vingt-quatre ans après et une

trentaine de magasins Habitat

plus tard, une nouvelle adresse

entre le Pont Neuf et la rue de Ri-

voli, fait figure d'événement. Noo

seulement parce que Habitat-

France installe son sixième établis-

sement parisien dans ce qui fut

l'un des premiers grands maga-

sins, la Belle Jardinière, qui aurait

eu cent trente ans cette année, et

près du pont vétéran de la capitale

(trois cent quatre-vingt-dix ans

cette année), mais parce que l'ef-

fort de ses concepteurs pour créer

une mise en espace - et pas seule-

ment de simples surfaces de

vente - est sensible, avec l'objectif

En confiant à l'Italien Antonio

Citterio l'aménagement des trois

niveaux (3 000 m' en tout) et en

décidant de les rénnir par un

grand escalier, double volée de

marches en métal clair et verre

opaline, qui entraîne le regard et

laisse passer la lumière, Habitat

actualise la tradition : au lieu des

arabesques dorées de l'escalier des

Galeries Lafayette boulevard Haussmann (démonté, au grand

regret des historiens, il y a une

quinzaine d'années), il propose au

visiteur une épure translucide

mais qui ne peut pas passer ina-

perçue. Incitant à la découverte du

sous-sol, flatté par une bonne

hauteur sous plafond, et de

l'étage, où sera prochainement

de rester discret.

l'heure du design.

des meubles

DÉSIR MONACAL DE DURÉE Quand on fait remarquer à l'architecte (auteur des boutiques Esprit à travers l'Europe et designer de sièges) la familiarité de son escalier avec celui du Carré d'art à Nîmes, dû au Britannique Norman Foster, il ne se cache pas de l'avoir beaucoup observé. Et si, au Pont-Neuf, des contremarches ont été imposées par les consignes de sécurité, la transparence n'est pas

L'escalier est là pour conduire le propos. Ce qui se voit moins et se devine, c'est le travail de l'équipe de concepteurs, avec seujement trois semaines de chantier, pour faire en sorte de repousser les murs. Ils sont très blancs, sur fond de parquet sombre, et plusieurs registres de sources lumineuses. directes, indirectes, diffuses ou réflectées, vennes du plafond ou masquées derrière bandeaux, corniches ou pans de murs décalés. sont disponibles, prêts à se plier à l'imagination des étalagistes, ceux qui vont inspirer au client la délicate définition de son propre inté-

L'heure est au minimalisme dans le décor de l'babitat, comme le montrent la boutique Silvera dédiée au contemporain, avenue Kléber, ou le succès de Conran Shop, qui a fêté ses cinq ans, rue du Bac. Mais c'est un style exigeant, blanc sur blanc, volumes dessinés et imnière contrôlée, qui n'admet aucune médiocrité. En se recentrant sur les formes épurées, les teintes neutres, les produits vrais, les créateurs veulent répondre à un désir monacal de durée. Ce qui exigerait que, au-delà du soin apporté à la mise en scène des objets, de plus en plus sobre-ment sophistiquée, la qualité de la fabrication et des matériaux employés soit toujours à la hauteur de la ligne tracée.

Michèle Champenois

* Habitat Pont-Neuf, 8, rue du

Pont-Neuf, 75001 Paris. Tel.: 01-53-00-99-88. Du lundi au vendredi, de 10 heures à 19 h 30. Le samedi, de 9 h 30 à 19 h 30. Avec une galerie d'art. L'ouverture du restaurant est prevue fin janvier 1998.

MATELAS & SOMMIERS CANAPES. SALONS. CLIC-CLAC Cuirs ou tissus MOBECO





Reconnaissance Artisanale

Vente et transformation

de votre ancienne fourrure

en pelisse ou réversible

garde frigorifique

82, bd Murat - 75016 PARIS

2 01.47,43.17.02

MICHAELA FREY Emaux précieux décorés à l'or 24 carats (à partir de 1 060 F) **BOUTIQUE MICHAELA FREY** 9, rue Castighone 75001 Paris

> BIJOUX BRILLANTS Le plus formidable choix. Que des affaires exceptionnelles Tous bijoux or, tontes pierres précieuses, alliances, bagues, orgenterie.

ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX PERRONO OPERA Angle boulevard des Italiens Magasin a l'Etoile avenue Victor Hugo. Autre grand choix

T. 01.42.60.12.34

An Pont Neuf. des meubles dans leur espace

Maggrat en mute dans l'an-m appendire (27), à Montpar-ague Arm les Cagures un par, la mostle Standard et les paper- de contents and analysis fact to state of he Tereser Commonthe Manche. fine contible for enterious or in centrarium du baby-humin dett. imperance d'une maternie a the manage of their style at a se terromagnet des states libe unte A Potration du gont. Contemps tops de l'aspettence Pilisti ou paragrams register, amount de Dewe have et haine Amodin. Semination & suriques pionniers Mai: 124, Obsief Moulges) de with the pendaler françaire Boott 2 . See Seeiger.

The same an aprover one Abartane de crazasins Habitat sere rand was mornette adresse. make in their best of in our ole his win the Koust Conferencent Acres describe have que Habitat. emeger presiden dans to due for the des property plants will be ten in Belle ber deller, die auf bie ्रा क्लिक प्रकार का अविद अविदेश की । THE CHOCKE WHEN THE LE CAPAZE the same broken appearing the ten same, suit pare que l'elthe the personal explanations when there AT THE ST CHEST OF THE WAY. contact the electrical marginary, for arms are serviced, and finished PINE SAME

The facilities of the Most Australia Contract Property and the state to the large of an odd in a court Bergelander Sie gen befrieber beter fich from the same and the second principle of the state of section GAME - at entrance in influence at harrier in anyone has their there, in factors as SALSHER REPORTED THE REAL PARTY. के भिन्ने विकास के प्राप्त के अपने के अपने के अपने के भी कि कि कि कि की मान 最高的1000年,1200年112日 1200年120日 1200年120日 1200日 विभावता प्राप्त के कुरूर । व्योगिया स्वयंक्त । अनु सुन्दे स्पूर्वः Markey was the constitution of the first state. அண் அறின் அளிக்கு நடித் நிலகுறைகள் கடி Statement from the region to the statement of the secwith the an initial part between mathe field and selection is an individual territory BOOK BAND THERE IS AN ARREST STORE OF and was much planned at 115 में प्रस्तुत मेक का या द्वारा भी माला हा है। he with the morning with their live and SUBSTITUTE OF THE PROPERTY STATE TO PROPERTY.

THE WHEALAL OR CLASS

continues of the series is the Bright of Bright . Es Tree Backer . Es. eters are easy travers to applying to street in the state of the same of 無信 争性 你們 衛 电解电影 KIES E N WELLER NOW. STATE OF SEC. SEE SEE SE SECRETARING make and colonies to be at the Person With the sandrene better ter STATE OF THE PERSON NAMED IN STREET COLET IN TELEMENTARIES DIMES SON TO BELLE PROGRAMME THE RESIDENCE OF MEMBERS IN

MANUTERIA BY NOT TO WAR IT IN server of the terred six thereis the commencent bear sentenced the morning of Antique pent there are comes for representatives THE WALLES WAS THE PARTY OF THE The same and the street PROPERTY OF SHIPE OF SHIPE OF SHIPE THE PARTY AND METERS IN THE MILITAN SOOT THE CONTON Distance her of bungeaux ... Magnetine & Statement of the same action to the between the

a deben un au minimus

Sale of April Oc. 1 Supplies A Street The second of the second of the second better to the beautiful service Chart by the said the contract of Principal of the last company of the last comp PARK PROPERTY BELLEVILLE LO SCHOOL OF SERVICE TO THE PROPERTY OF THE PARTY. Printer & see delignment of the second

March Charles

1 10 Marie 10 27 27

Gris au nord, soleil au sud

UN ANTICYCLONE se remforce sur l'est de la France. Il affaiblit les perturbations générées par une vaste dépression centrée sur le proche Atlantique. Celles-ci apporteront une masse d'air bumide. La grisaille dominera, samedi, dans la moitié nord. En revanche, les régions s'étendant des Alpes aux Pyrénées et à la Méditerranée bénéficieront du soleil.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Nnrmandie. - Uo vent de sudouest assez fort ramènera de l'air d'origine océanique, doux mais humide. Il y aura parfois un peu de crachin près des côtes. Il fera de 12

Nurd-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Nurmandie, Ardennes. - L'atmosphère restera humide et la grisaille dominera. De petites bruines sont même possibles l'aprés-midi près de la Manche ou de la frontière beige. Il fera de 9 à 13 degrés.

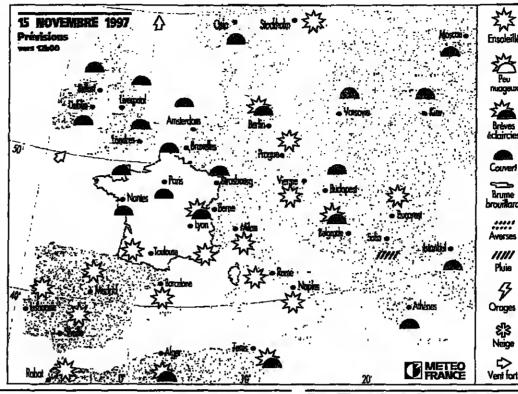
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - La

et parinis dans le brouillard. L'évolution sera très lente au fil de la journée, quelques timides éclaircies sont prévues l'après-midi de la Bourgogne à la Lorraine. Il fera de 7 à 10 degrés.

Poitnu-Charentes, Aquitaine. Midi-Pyrénées. - En Poitou-Charentes, la couche nuageuse aura du mal à se déchirer. Plus au sud, le suleil chassera les brouillards du matin. Il s'imposera saos mal l'après-midi en Aquitaine et Midi-Pyrénées. Il fera de 15 à 18 degrés.

Limunsia, Auvergne, Rhôue-Alpes. - Le beau temps se maintiendra toute la journée dans les Alpes. Quelques nappes de grisaille s'accrocheront dans certaines vallées le matin. Eo revanche, les ouages domineront du Limousin à l'Auvergne. il fera de 10 à 15 degrés.

Langueduc-Rnussilinu, Provence, Alpes, Côte d'Azur, Corse. - Le mistral et la tramontane s'essouffleroot rapidement. Sous un solell radieux, la petite fraicbeur matinale sera vite balayée. Il fera



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ FRANCE. Air Liberté uffre la classe « affaires » à ses passagers de soixante ans et plus qui auroot acheté un billet au tarif senior. Ce surclassement est valable jusqu'au 31 janvier 1998 sur les vols entre Paris-Orly et Bordeaux, Montpelliet, Nice. Perpignan, Strasbourg, Toulon et Toulouse. Renseignements au 0-803-805-805.

■ TOURISME. Une étude de l'Observatoire natinnal du tourisme permet de constater que parmi les Français qui partent en vacances (trois sur quatre), un sur cioq effectue un seul voyage personne par an. Un Français sur six s'offre sept déplacements. Le taux de départ s'est établi à 76,7 % de la population eo 1996, un chiffre ramené à 68,7 % si l'On considère les séiours (plus significatifs) d'au moins 4 nuits coosécutives. La fréquence de départ des personnes agées de plus de 65 ans est orieo-

PRÉVISIONS POUR LE 15 NOVEMBRE 1997 PAPETE 25/30 C KIEV 15/8 C VENISE 17/12 PAPETE 1997 PAPETE 25/30 C KIEV 15/8 C VENISE 17/12 PAPETE 1997 PAPETE 25/30 C KIEV 15/8 C VENISE 17/12 PAPETE 15/15 PAPETE	journee debut	era uar	is la grisaille	de 15 a	18 degres.				A. S. P. V.		1		20	Vehi	tée à la baisse depuis 1990.	
	VILLE PART VILLE, LE C: COUVERT; P: Pi FRANCE métro AJACCIO BIARRITZ BORDEAUX BOURGES BREST CAEN CHERBOURG CLERMONT-F. OUON GRENOBLE LILLE LILLE LIMOGES LYON	s minim i: ensole we; *: n 9/17 S 6/14 N 4/12 C 11/16 C 11/16 C 11/16 C 2/10 S 2/10 S 4/11 C 3/10 S	Ia/maxima de te effié; N: muagem efge. NANCY NANTES NICE PARIS PARIS PARIS PARIS PARIS STI ETIENNE STRABOURG TOULOUSE TOURS FRANCE: COSTRA	2/8 C 10/16 C 8/14 S 5/16 S 6/14 S 10/16 C 3/11 N 1/8 C 5/14 C 5/14 C 23/31 S	POINTE-A-PIT. ST-DENIS-RÉ. IBURDOPE AMSTERDAM ATHERES BARCELONE BELFAST BELGRADE BERLIN BERNE BRUXELLES BUCAREST BUDAPEST BUDAPEST COPENHAGUE DUBLIN FRANCFORT GENEVE HELSINKI	23/31 P 22/27 S 8/12 C 15/18 C S 10/17 C S 10/17 C S 2/6 S S -4/7 N N 7/13 C S 3/13 C S 3/13 C S 3/15 C C 3/15 C C	LISBONNE LIVERPOOL LONDRES LLICEMPOURS MADRIO MILAN MOSCOU MUNICH NAPLES OSLO PALMA OE M. PRAGUE ROME SEVILLE SOFIA ST-PETERSB. STOCKHOLM TENERIFE	14/19 S 11/14 C 10/17 C 7/16 S 2/12 S 0/4 C 2/7 N 8/16 S 9/19 S 6/16 S 13/22 P 1/5 C 1/6 S 16/21 S	VIENNE AMERIQUES BRASILIA BUENOS AIR. CARACAS CHICAGO UMA LOS ANGELES MEXICO MONTREAL NEW YORK SAN FRANOS. SANTIAGOCHI TORONTO WASHINGTON AFRIQUE ALGER DAKAR	1/6 S 21/2S P 12/21 S 25/29 S -3/2 P 19/24 C 13/17 S -4/-2 C 3/6 P 9/26 S -4/-1 N 10/19 S 25/30 S	MARRAKECH NAIROBI PRETORIA RABAT TUNIS ASTE-OCÉABI BANGKOK BOMBAY OJAKARTA OUBAI HANOI HONGKONG JERUSALEM NEW DEHLI PEKIN SÉOUL SINGAPOUR SYDNEY	14/24 S 17/21 P 19/28 P 14/22 S 12/17 S 18/2 26/32 P 24/32 N 27/32 S 26/30 N 22/28 N 15/26 S 13/25 S 2/11 P 9/17 S 26/30 P	Situation le 14 novembre à 0 her			_

Les consoles de jeux vidéo partent à la conquête des jeunes adultes les adultes, leurs stratégies di-

SI ON LES LAISSE faire, Mathieo, Damien et Nicolas, treize ans, se prennent toute la journée pour James Bond, GoldenEve, le dernier-né des jeux disponibles sur console Nintendo les immerge en «3D-temps réel » et avec caméra subjective dans l'ambiance trouble d'un laboratoire. Leur mission: désactiver les armes chimiques top-secret qui v soot dissimulées. Les soldats ennemis jaillissent de tootes parts et le « kit vibration » envoie des trépidations dans la manette de commande au rythme des rafales

du fusil-mitrailleur. Cette nouvelle console est la première à être dotée d'un processeur très puissant (64 bits), une innovatioo qui permet à Nintendo de cootester la suprématie de la Playstation (32 bits) de Sony, qui domine le marché des 8-16 ans. En deux mois, Nintendo a vendu 80 000 coosoles eo France (à 999 francs l'unité, prix public) et compte attemdre 500 000 ventes à la faveur des fêtes de fin d'année.

La coocurreoce oe s'inquiète guére. 50ny, qui vieot de fêter la millioniéme Playstation diffusée dans l'Hexagooe (990 francs l'unité), sur un total de 20 millions

dans le monde, vend ses consoles en France au rythme d'une minnte. Des objectifs qui ne semblent pas totalement îrréalistes, même si la baisse des prix - il y a quelques mois encore, une console valait de l'ordre de 1500 francs - semble parvenue à son terme.

Mathleu, Damieo et Nicolas sont des clients eo or. Pour ne pas se lasser de ces consoles qu'ils branchent sur un écran de télévisioo, ils leur faut de nouveaux jeux (300 a 500 francs chacun). Selon les statistiques, ils en achèteront cinq en moyenne. Or, depuis quelques mois, ce n'est plus tant au public juvénile que les deux firmes japonaises consacreot leurs efforts, mais aux adultes, une cbeotèle dont l'intérêt pour cette activité a commencé à s'éveiller.

Depuis quelque temps déjà, la moyenne d'âge des amateurs s'est élevée, pour atteindre vingt ans environ. Appartenant à la première géoératioo qui a utilisé des jeux vidéo (celle de Pacman et de Donkey Kong), les 20-35 ans disposeot d'uo plus fort pouvoir d'achat et sont plus fidèles. Ce public qui représeote de prometteuses perspectives de croissance

lié à Freud. - X. Mootrées avec

ostentation. Gardienne des eaux

1. Met le terrain à plat. -

2. Vitrine du Monde. Reodait

respirable. - 3. Aide au

soulèvement. - 4. Art et technique

venus d'Italie. - 5. Un bouchon

dans la circulation. Une force de la

nature et eo plus il est génial. -

6. Piece de vers. Se ravitaille en

plein vol. - 7. Refaire mais cela n'a

rien d'original. Lettres d'Evariste.

- 8. Amélioration de l'état général.

et forêts.

VERTICALEMENT

réclame des produits différents. cent cinquante jeux, distribue des tamment par les PME françaises Ubisoft et Infogrames. Ceux-ci coosistent à simuler des rencontres de football ou des compé-

gure emblématique. Pour sa part, Sony, qui commercialise plus de Nintendo considère que les logiciels « réalistes » élaborés notitions automobiles (le best-seller

images très fluides et la manlabilité (grâce à une petite manette, il est possible de plyoter à 360 degrés autour du personnage) de la «3D-temps reel» dolvent aussi donner une oouvelle dimensioo à des personnages connus (Zelda

Un microprocesseur très performant

La console de jeu Nintendn est la première à disposer d'une unité centrale dotée d'un microprocesseur de 64 bits. Cette spécificité permet au joueur d'évoluer dans les trois dimensions en temps réel, et non pas en trois dimensions précalculées. La Nintendo 64, capable de gérer 100 millions d'instructions par seconde (et 16,7 millions de conleurs), uffre une melleure qualité graphique. La vitesse d'exécutinu et la précision des mouvements des personnages sont également en progrès. Alors que la Playstation de Sony, lancée il y a deux ans, est une console 32 bits, Nintendo a préféré santer cette étape en passant de l'ancienne console Super Nintendn 16 bits de 1991 à la nouvelle 64 bits, dotée d'une commande aux qualités ergonomiques améliorées.

Formulo One a été diffusé à 200 000 exemplaires en France). Parmi les béros d'aventures et

de jeux de rôle, les Mangas japonais ont moins de succés que de oouveaux personnages, dont Vera Lee, l'héroine aux formes sculpturales du jeu Tomb Raider, est la fiou 5uper-Mario, le petit plombier italien inventé par Shigeru Miyamoto, le « père » de Donkey

Kong) et eo lancer de nouveaux. Si les deux rivaux admettent que c'est le « software » - autrement dit, la qualité et le choix des jeux - qui permettra de conquerir

vergent. Chez 5ony, on vise les 15-25 ans de façon très directe, notamment en cultivant un côté volontiers rebelle. La fillale française du groupe japonais, qui organise désormals des soirées spécialement destinées aux étudiants, se félicite de volr la Playstation « foire son entrée dons les soirées branchées ». « Beaucoup de gens se détournent de la télévison pour oller vers nous. La console doit devenir un vrai produit de loisirs pour toute la famille, ou même titre que le mognétoscope», affirme Georges Fornay, président de Sony Computer Entertaiomeot

« Oès que je le peux, je décompresse ovec mo console et Formulo One, avoue sans fard Alain Berguigue, trente ans. Celo me procure le même plaisir que le flipper de mon odolescence. > Comme d'autres se lancent dans d'interminables parties de cartes, ce patron d'une société de production organise avec des amis de son age des soirées à thème - simulations de course automobile, jeux de rôle et d'aveoture - qui se termineot à l'aube, les yeux rougis d'avnir trop scruté l'écran.

La démarche de Nintendo est moins expicite. Blen que certains de ses jeux solent assez violents, la firme met surtout en avant les produits les moins agressifs, aux tons pastel. GoldenEye limite les effets d'bémoglobine et. lorsqu'il bascule d'un précipice, Mario retombe toujours sur ses pleds. Uoe stratégie à la Disney qui vise tout à la fols à séduire les enfants et à atténuer les réticeoces des parents, voire à les attendrir. « Notre démorche est consensuelle et familiole: on peut jouer à quatre sur nos consoles », insiste Stéphane Bolle, directeur du marketing de Nintendo France, coovaincu que le temps joue en foveur des jeux vidéo ».

* Les jeux de course et de bagarre m'embétent, mois j'odore Super-Morio 64, témoigne avec eotraio Charlotte, dix aos. Là au moins, il y o de l'ostuce et de l'oventure. » Un bon point pour Nintendo; quel que soit leur âge, les filles - qui oe représentent jusqu'à préscot guère plus de 10% des mordus de consoles de jeux font aussi partie des cibles commerciales prioritaires.

Jean-Michel Normand

MOTS CROISÉS

PROBLÈME № 97253

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONOE, tapez SOS (2,23 F/min).

īV V VΙΙ

HORIZONTALEMENT

ΛIII

l. Donne la mesure du trouble. Il. L'inconnu. Evacuées comme des décbets. - III. Métier sans avenir, il était pourtant au poil. Début scolaire. - IV Protégeait les gens d'armes. Faire la couverture. - V. Préparas la bête pour les fêtes. Disculpe si elle est bonne. - VI. Fait le ménage à l'intérleur. Dans l'autre sens, c'est une déesse. Sinistre police militaire. ~ VII. Charpentes de vieilles. Gamins de Paris. -VIII. Mettent des mots sur des notes. Exprime le dégoût: ~ Interjection. Médecin allemand

décoratifs. - 10. Sur la table à dessio. Pris en compte. Le scaodium. - 11. Comme un caractére béréditaire. - 12. Pour uoe exécutioo alerte et chaleureuse.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 97252

HORIZONTALEMENT

1. Eochérisseur. - 11. Mouise. Terre. - III. Bu. Epilation. -IV. Ric-rac. - V. Olé. Chatière. -VI. Ultra. Ferrez. - VII. le. Bigarra. - VIII. L5D. Eur (rue). Eiuo. - IX. Ions. Fessu. - X. Exact. Fil. As.

VERTICALEMENT

1. Embrouille. - 2. Nouilles. -3. Cu. Cet. Dia. - 4. Hier. Rb. Oc. - 5, Espaçaient. - 6. Reich. Gus. -7. Afar. - 8. Starter. Fi. - 9. Set. Irréel. - 10. Erigerais. - 11. Uro. Ré. Usa. – 12. Rendez-vous.

PHILATELIE

AVEC la mise en vente géoérale, lundi 17 novembre, d'un timbre de « poste aérienne » à 20 F, La Poste met fin à une parenthèse de dix

ans, puisque le dernier timbre de cette série, le Dewoitlne 338, remontait à 1987. Le Breguet XIV, un biplan biplace équipé d'un moteur Renault de 200 chevaux, dont les premiers essais remontent a novembre 1916. commeoce une carrière militaire: le 1º octobre 1918, 458 appareils sont sur le front. Après la guerre, il

participe à l'exploration des voies aériennes et ne tarde pas à équiper la Compagnie des messageries aériennes qui assure des septembre 1919, par exemple, la desserte quotidienne de Londres. Le dernier Breguet XIV est retiré du service en 1933.

Plusieurs timbres lui ont déjà été consacrés, au Gabon (Yvert et Tellier PA nº 7) ou en Mauritanie (YT PA nº 57). Ce timbre est le

Commission partisms des journaux et publications nº 57 437.



Poste aérienne : le Breguet XIV

premier dessiné par Jame's Prunier, illustrateur, né le 25 avril 1959 à Oran (Algérie), qui a obteou le titre de « peintre officiel de l'air » en 1992 grace à son Histoire de

★ Vente anticipée « premier jour », les

■ Maurice Gouju a remporté le 3º Prix du concours philatélique international organisé par l'Union postale universelle sur le thème du 50 anniversaire de l'ONU, le premier prix revenant à un timbre népalais. Le timbre de Maurice Gouju, émis en France sur ce même thème, le 16 novembre 1995, a aussi été sélectionné parmi les quatre meilleurs dessins du Prix spécial décerné par la Fédération internationale de philatélie, attribué à Jean-Michel Folon. ■ Veutes. La vente sur offres To-

15 et 16 novembre, à l'Aéro Club de France, 6, rue Galilée à Paris (16° arrondissement), Jame's Prunier sera sur place le 15, de 14 heures à 18 heures, pour une séance de dédicaces.

l'aviation en quatre volumes. Au

format horizontal 48 x 27 mm, ce

timbre, mis eo page par Odette

Baillais, est imprimé en héliogra-

vure en feuilles de quarante.

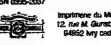
EN FILIGRANE

oty-Anka (tél.: 01-47-70-45-72), clòturée le 19 novembre, disperse plus de 4 000 lots : documents (archives de Ch.-Bernard Brull, ingénieur chez Cîtroèn, qui participa à la Croi-

sière noire), autographes, cartes postales... Les deux catalogues des ventes sur

offres Fourcaut (tel.: 01-39-76-01-07), clôturées les 17 et 24 novembre et 1ª et 8 décembre, comptent plus de 9 000 lots. A ooter : en classiques de France, un non-dentelé du 5 francs Empire (départ 22 000 francs), des «pigeongrammes » de la guerre de 1870, des marques postales départemeotales. Vente sur offres Atout Phil (tel.: 01-40-16-91-57) cloturée le 28 novembre. Au catalogue, plus de 3 000 lots, dont, en couverture, une belle bande de cinq Arphilo 75 (nº 1783) effigie bleue au lieu de brun, trois encadrés par deux normaux (départ 10 000 francs).

Le Manuer est écité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. ISSN 0995-2037



Imprimene du Monde 12, rue M. Guristourg

Tél: 01-42-17-39-00 - Fax: 01-42-17-39-26

- 9. Ajoutasse des éléments Printed in France

45

75226 PARIS CEDEX 05

PUBLICITE Vice-president Gérard Moras Directour général : Stéphane Corre 21 bia, rue Claude-Bernard - 8P 218

FESTIVALS Les amateurs de créations contemporaines sont gâtés: pendant la deuxième quinzaine de novembre, les rendez-vous de musiques neuves se bousculent.

● A PARIS, les Paris de la musique, le festival organisé par l'association Musique nouvelle en liberté, s'ajoute au cycle Amérique de la Cité de la musique de La Villette, alors que commence La voix des gens à Epinay-sur-Seine. ● LES RÉGIONS ne sont pas en reste avec les Rendez-vous musique à Forbach, Aujourd'hui mu-

et d'aujourd'hui à Annecy, les prejeune musique à Marseille et les 38^{sc} Rugissants à Grenoble. ● DANS UN ENTRETIEN au Monde, Jacques

Mercier, le directeur musical de l'Orchestre nationel d'île-de-France, ex-plique qu'il est possible d'attirer un public non averti en le preparant à l'écoute des œuvres du XX siècle.

En novembre, la musique contemporaine s'invente dans toute la France

Tandis qu'à Paris commencent les Paris de la musique, Nicolas Frize fait entendre à Epinay-sur-Seine La voix des gens. Nice, Forbach, Perpignan, Annecy, Marseille et Grenoble participent aussi à ce concert des musiques neuves

ON ÉVOQUE de plus en plus aujourd'hui la nécessité de reconsidérer la formule du concert. En particulier pour ce qui concerne la diffusion d'œuvres nouvelles. Bon nombre de compositeurs coutemporains trouvent en effet incongru de présenter leur musique sous une forme de rituel social héritée du XIX siècle et une majorité de mélomanes rechignent à tenter des expériences de musique vivante qui se révéleraient moins satisfaisantes que l'écoute d'un disque. Ce constat rend l'organisation de festivals aussi nécessaire que délicate. Les directeurs artistiques s'y emploient ardemment en essayant sur le terrain des démarches originales mais négligent souvent de se concerter sur le calendrier des événements.

Ainsi les Parisiens devront-ils sans choisir choisir ce week-end entre le lancement des Paris de la musique, festival conçu par l'association Musique nouvelle en liberté, et les premières contributions de l'Ensemble InterContemporain au cycle Amérique proposé par la Cité de la musique (Le Monde du 15 novembre).

LA CAPITALE ET LA PROVINCE

Sans oublier La voix des gens à Epinay-sur-Seine, aboutissement du travail de grande envergure conduit depuis deux ans par le compositeur Nicolas Frize en Seine-Saint-Denls. On jureralt même que la France entière a choisi la mi-novembre pour se mobiliser au service de la musique contemporaine puisque le 14, deux jours seulement après la fin du prestigieux Festival Manca de Nice, démarrent simultanément à Forbach et à Perpignan deux manifestations d'importance bientôt suivies à Annecy. Marseille et Grenoble par d'autres actions, non moins significatives d'une volonté d'éduquer le public. Sur ce plan, il semble au regard des partis adoptés par l'ensemble des festivals, que persiste la distinction bien française entre capitale et pro-

Fondée en 1991 par le compositeur Marcel Landowski et dirigée par Benoît Duteurtre, l'association Musique nouvelle en liberté aide, par des commandes ou des subventions, les formations acceptant d'inscrire à leur programme au moins une œuvre écrite après 1950. Chaque année, elle soutient ainsi dans toute la France environ



du studio Collectif et Compagnie d'Annecy, l'un des dix studios français de musiques électroacoustiques, il vient d'être nommé professeur à l'université Concordia de New York.

cinq cents concerts. Elle a néanmoins souhaité rendre son action plus visible à travers un festival également susceptible de mettre en évidence le rôle joué par la Ville de Paris, son principal bailleur de fonds. Concentrée sur un lieu unique, la salle Pleyel, la seconde édition des Paris de la musique devrait ainsi permettre (mieux que la première qui, en 1994, s'était tenue en plusieurs endroits) au grand public de s'initier en douceur à la musique de son temps.

Dix formations, en majorité symphoniques, se succéderont pendant dix jours en incluant une création - ou une reprise de pièce récente - à un programme généralement fondé sur le grand répertoire. La dernière œuvre de Tristan Murail sera livrée par l'Orchestre philharmonique de Radio France avec deux standards des séries classiques, le Concerto pour violon, de Sibelius et Les Tobleaux d'une exposition, de Moussorgski. Celle du jeune Thierry Pécou donnée en première mondiale par l'Orchestre national d'Ile-de-France sera accompagnée de productions d'Olivier Messiaen et de César Franck. comme lui, compositeurs-organistes. Citant l'exemple du flutiste

Patrick Gallois à l'origine de la commande passée pour l'Or-chestre Colonne au Tchèque Krystof Maratka, Benoît Duteurtre se plaît à rappeler que « lo program-mation des Paris de lo musique vient essentiellement du souhoit des Inter-

L'action accomplie à Forbach par le compositeur Claude Lefebvre part au contraire « de lo volonté de lo cité ». Soucieux de « ne pas tomber dons l'entreprise culturelle », cet ancien responsable des très professionnelles Rencontres internationales de musique contemporaine, organisées à Metz entre 1972 et 1992, mise sur le dy-

namisme de Forbach (qui compte une gigantesque bibliothèque-médiathèque, une importante école de musique et une scène nationale) et sur sa position frontalière. La ville allemande de Sarrebruck (distante de quelques kilomètres seulement) est ainsi devenue un partenaire privilégié comme en témoigne le détail du Rendez-vous musique nouvelle proposé cette année: concert à Forbach de l'Orchestre de la Radio de Sarrebruck; concert de l'ensemble allemand Musikfabrik dans les locaux de la Radio sarroise...

Comme le Rendez-vous de For-

bach, le Festival Concerts d'hiver qu'aux élèves du conservatoire te-

 En régions. - Annecy : Concerts d'hiver et d'aujourd'hui, du 13 au 24 novembre, Collectif & Cie. 11, avenue des Vieux-Moulins, 74000 Annecy. Tel.:

- Forbach : Rendez-vous musique nouvelle, 14 et 15 novembre. Centre culturel, avenue Saint-Rémy, 57600 Forbach, Tél.: 03-87-85-12-31. - Perpignan : Aujourd'hui musiques, du 14 au 23 novembre.

Théâtre municipal, place de la République, 66000 Perpignan. Tel.: 04-68-66-31-19. - Marseille : premières Journées et d'anjourd'hui, organisé pour la sixième fois à Annecy, constitue le prolongement d'une action menée dans l'année par un studio de création, Collectif et Cie. Là encore, le principe du partenariat fonctioune plein. Compagnies chorégraphiques et théatrales, gronpes tournés vers la petite enfance et vers la poésie sonore, établissements scolaires et conservatoires s'engagent dans des collaborations que le compositeur Philippe Moënne-Loccoz, responsable du studio, définit ainsi: « On inscrit dans leur programmation une dimension contemporaine qui tient compte de leur spécificité. » Des liens s'établissent également avec d'autres festivals tels que les 38 Rugissants de Grenoble, ouverts an maximum pour leur neuvième édition sur le pluralisme contemporain. Voisineront notamment l'ensemble anglais Icebreaker, attentif aux tendances postmodernes, et l'Orchestre national de Lyon dirigé par David Robertson dans un programme moder-

niste (Berio, Grisey). TRAVAIL DE FORMATION

Directeur du conservatoire de Perpignan, le compositeur Daniel Tosi respecte dans la programmation de son Festival Aujourd'hui musiques « chnque style du moment, d'avant-garde ou romantici-sant pourvu qu'il soit bien fuit ». Du jazz au flamenco en passant par l'électroacoustique ou l'harmonie régionale, il balaye dans sa sixième édition tous les genres mais tente aussi d'équilibrer figures de proue (les sexagénaires Gilbert Amy ou Claude Ballif) et jeunes créateurs (Bruno Mantovani, Benjamin Herz, Jean-Jacques Kahn). Moins destiné an grand public qui trouve là l'occasion « d'une quinzoine commerciole de lo découverte »

internationales de la jeune musique, 20, 21 et 22 novembre. Cité de la musique de Marseille. Tél : 04-91-39-29-13 (Ensemble Télémaque).

- Grenoble: 38 Rugissants, du 25 novembre au 6 décembre. Bureau du festival : 11, rue Rousseau, 38000 Grenoble. Tél. : 04-76-51-12-92. • Concours. « La musique contemporaine en festival ». Date

limite d'envoi : 30 janvier 1998. Centre de documentation de la musique contemporaine (CDMC). 16, place de la Fontaine-aux-Lions, Paris 19.

nus dans leur cursus de développer autant l'écoute que la pra-tique, Aujourd'bui Musiques effectue un travail de formation à

L'ensemble Télémaque, dirigé par le compositeur Raoul Lay, ne procède pas autrement. Fondée en 1994 par d'anciens élèves de Georges Bœuf (titulaire de la

Crèez votre festival idéal !

Vous avez toujours été tenté d'établir des correspondances entre les partitions ou des fillations entre les compositeurs? Vous fourmillez d'idées pour rénover le mode de présentation des œuvres nouvelles? Le grand concours lancé par le Centre de documentation de la musique contemporaine (CDMC) et la revue Musico falso (récemment fondée par Omer Corlaix) est pour vous. S'adressant au programmateur qui sommeille en chaque mélomane, ce concours invite à définir toutes les modalités d'un festival de musique contemporaine qui se déroulerait du jeudi soir au dimanche après-midi sur la base de « 50 % minimum de musique composée, instrumentale et/on électronique ». Avec commentaires des principales orientations et esquisse d'une politique de communication 1 Récompense : un laissez-passer pour un festival... non précisé.

classe de composition du conservatoire de Marseille), cette jeune formation rythme sa saison avec des portraits de figures bistoriques (Schoenberg, Ligeti, Xenakis) et conduit progressivement les mélo manes à s'intéresser aux productions récentes. Concues autour d'un concours de composition qui prévoit l'interprétation de toutes les œuvres admises en finale, les premières journées internationales de la jeune musique visent. selon Raoul Lay, à « rendre la musique contemporalne plus vivante olors que, dans l'esprit des gens, elle apparaît souvent grise et fermée ». Pour de semblables raisons, l'ensemble Télémaque fait généralement précéder ses programmes de séances d'analyse et achève ses concerts par une collation au cours de laquelle le public a tout loisir d'échanger des impressions avec les musiciens! Une formule inimaginable à Paris?

Pierre Gervasoni



● En Ile-de-France. - Les Paris de la musique, du 19 au 22 novembre. Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8°. Mº Ternes. Tél.: 01-45-61-53-05. - Cycle Amérique à La Villette, « Les pionniers », 15 et 16 novembre. Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris 19. Mº Porte-de-Pantin. Tel.: 01-44-84-44-84.

Programmes

- La voix des gens, 14, 15 et 16 novembre. Espace Lumière, 6, avenue Delattre-de-Tassigny, 93800 Epinay-sur-Seine. Tel.: 01-48-20-12-50.

04-50-45-09-76.

Tél: 01-47-15-49-83.

Jacques Mercier, directeur musical de l'Orchestre national d'Ile-de-France

« Un concert ne doit pas être l'assemblage de pièces sans parentés »

LE CHEF D'ORCHESTRE Jacques Mercier a su donner, depuis 1982, une identité à l'Orchestre national d'Ile-de-France (ODiF), une formation qui, jusqu'à son arrivée, ne faisait qu'un peu de figuration à côté des orchestres parisiens. Partant d'une programmation désuète à base de Neuvième Symphonie de Beethoven et de requiem attirant toujours un public nombreux, l'ODIF a changé les relations entretenues avec son répertoire et son public. Promenant dans la région lle-de-France des programmes inventifs, Jacques Mercier a su aller au-devant d'un public toujours plus nombreux, qui accueille ses concerts avec ferveur. Loin de se limiter aux standards du répertoire, l'ODIF propose des soirées musicales, qui sont un modèle dont devraient s'inspirer quelques-uns de ses confrères. Souterru par le conseil régional et le ministère de la culture, la formation bénéficie aujourd'hui de la salle de répétitions et d'enregistrements sans laquelle un orchestre ne peut ni se forger une identité ni trouver sa stabilité musicale et psychologique.

«Chacun de vos programmes tourne autour d'une thématique et vous ne craignez pas de vous lancer dans des cycles Sibelius. de programmer des cenvres contemporaines on rares dn ré-

-Puis-je le dire? L'ODIF a un certain mérite d'oser ce type de programmation, car notre public est neuf, il n'est pas aussi averti que celui des grands orchestres installés au cœur des villes. Et, d'ailleurs, Il est probable que nous ayons pris du public à l'Orchestre de Paris, puisque nous donnons aussi des concerts Salle Pleyel. Cette programmation découle évidennment de mes goûts personnels et aussi de la nécessité d'affirmer l'identité d'un orchestre qui jouait en seconde division. Si j'en crois l'accuell du public, la motivation des musiciens, les critiques et le bouche-à-oreille du milieu musical, il a pris du galon.

- Votre orchestre ayant une vocation régionale, vous devez vendre vos concerts à différentes villes d'île-de-France. Ne rencontrez-vous pas des réticences lorsque vous proposez avant le concert pour le préparez.

des programmes d'œuvres in-- Bien sûr que si, certains res-

ponsables sont frileux et notre programme Turina-Falla-Gerhard de janvier aura moins trouvé de preneurs que les autres. Mais, bien souvent, un peu réticents devant l'inconnu, nos interlocuteurs dans les villes sont enthousiastes après le concert, ce qui facilite nos negociations futures. Il n'y a pas de règles, en fait, mais nous essayons d'établir des relations de partenariats avec ceux qui nous invitent. A Saint-Quentin-en-Yvelines, par exemple, nous avons la chance de travailler avec Pierre Moutarde, qui fait un travail remarquable dans cette ville en préparant le public an concert. Nous avons ainsi proposé un programme qui comprenait les Noctumes, de Debussy, Soleil des eaux, de Pierre Boulez, et la Première Symphonie, d'Henri Dutilleux. Un triomphe, qui nous a vaiu de bisser un mouvement de Dutilleux devant une salle comble. Pour parvenir à ce résultat, il faut payer de sa personne et accepter de rencontrer le public

-Vos programmes tissent les œuvres, les époques, les thèmes abordés...

-C'est indispensable, nn concert ne doit pas être l'assemblage de pièces sans parentés. Nous travaillons sur les correspondances de tonalités, d'atmosphères; les œnvres doivent s'éclairer les unes les autres de façon lisible ou d'une façon plus secrète. Nous avons ainsi donné un concert centré sur l'âme juive, qui associait Prokofiev, Chostakovitch, Mahler et falsait voyager le public d'une musique nuissant d'authentiques thèmes juifs à cette universalisation de la judéité proposée par Mahler dans sa Cin-quième Symphonie, de la musique virtuose er ludique de l'Ouverture sur des thèmes juifs, de Prokofiev, au bouleversant commentaire de Chostakovitch sur De lo poésie juive. Nous avons vendu ce concert cinq fois, sans aucune difficulté, dans des villes de ban-

> Propos recueillis par Alain Lompech

dans toute la France

Section 14

. . . .

A SHOW IN COMME

percial and

22.52

SHALL STORE ST.

244

27.575

A

Rept to a con-

\$20.77

atrect . . .

A. 4 . .

A BOTH STORY OF THE

40.00

(markets - - -

Asserts to the

por Seine La voix des gens. n des musiques neuves

STATE STATE OF THE PARTY OF THE HOR & MINE OF FAIR SHOWING MANUFACTURE OF THE PARTY OF THE A Congress of the Control of or or the drawer, given I MAN IN THESE WHEN'T C. THE WHEEL CHICAT CONTRACT CONTRACTOR and the few rollings of the ... Companies Delices in traces, proposition in without west, with the second The The Party of t A PROPERTY AND A SAME OF THE PARTY OF THE PA the feet talk the water for

Maria Maria Andrews private of the processing MARKET THE PARTY OF THE PARTY The second resident to the second second per applications provide THE PERSON COLUMN the temperature area ALS LAND

more of representations in The Commission Timber MOTOR COM IN THE MARKET the mark the property of the graph we the region with the " the TAMES AND THE WAS PROPERTY OF Southern Strategick Court State of State of the transport with the training the Standard Child the Contract of the Contract him Maringer lains his bis inter at 1 William and Branch compression Brown graphy in a market of the said TARREST OF MARKET OF SEVERAL per teleproperty. The embre man to your warm the water

min the de se to an it

a gant a september 1. The character for the second second second second STATE OF THE STATE Mr. M. Market Warner Line the first delicated the first had not and THE WEST PROPERTY OF der the production of ME HO BOWERS IN THE west Middle president 17 - - - - - - - - - - - - - - - - · · · THE PERSON NAMED IN Market & Street W.

er die Angelen anger in die THE REAL PROPERTY STATE AND SERVICE THE SERVICE **西州市** TO BE SELLON AND THE SELLON AND THE

新教育 (1)

patrior were desired 日本 日本 サルビン E The Control of the Control the Section of the The Park State of the State of A PARTY OF A Section of the party. STATE OF THE PARTY THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH The Course Service the transfer that Will the same of The second second

Manufactures & 1887

Chopin sans ostentation

Deux enregistrements magnifiques, de Nelson Goerner et Philippe Guisiano. Alfred Brendel donne un éclairage nouveau aux « Bagatelles » de Beethoven

COMMENÇONS par Alfred compare à son illustre collègue. Le Brendel. A soixante-six ans, cet artiste est le jeune vétéran du piano : pour la premiere fois de son histoire, l'instrument n'a plus de grandes gloires du « troisième åge » pour le servir. Brendel continue d'explorer l'œuvre pour piano de Beethoven, pour Philips, après avoir déjà signé deux intégrales des sonates et des concertos pour le géant néerlandais et une intégrale des sonates, des variations et des concertos pour Vox. Cette fois-ci, Brendel publie les

Bagatelles op. 33, 119 et 126 (Philips 456 031-2). La sérénité d'un jeu plein, sculpté dans le clavier, sans crispation aucune, donne a ces fausses miniatures un éclairage nouveau qui force le respect parfois davantage qu'il n'arrache l'adbésion - dans un premier temps. Brendel revêt ici l'habit du grand maitre qui donne une leçon au public (et à ses collègues). « Voici comment l'on doit jouer Beethoven », semble-t-il nous dire. Son interprétation n'est ni engagée émotionnellement comme celles d'Arthur Schnabel (EMI) et Stephen Bishop (Philips), ni bouleversante à force de contradictions comme celle de Glenn Gould (Sony). Eile est marmoreenne, lisse, parfaite. Intimidante. cette version est de celles vers lesrapprochement ne doit pas hi déplaire, puisqu'il accepte de le voir repris dans sa blographie. Chiu a aujourd'bul trente-quatre ans et enregistre les douze Etudes op. 10, les Rondos op. 1, 5, 16 et 73 de Cho-pin (Harmonia Mundi 907201). Le seul point commun avec son confrère serait qu'il a enregistré en re-recording la partie du deuxième piano de l'opus 73 - il joue aussi ce rondo dans sa version deux mains. Car le manque de stabilité du jeu de Chiu, sa préciosité déçoivent. lls ne sont pas portés par un souffle impérieux, un génie de l'instrument qui fait presque tout accepter de Gould et d'Horowitz, artistes si dissemblables. Dans le méme temps, la sonorité scintillante et l'aplomb digital de Chiu ne

sont pas d'un pianiste ordinaire... Autre cause, mêmes effets, La première fois que l'on écoute les Kreisleriona et le Cornavol de Schumann par Claire-Marie Leguay, on est frappé par l'équilibre souverain de cette artiste (Festival d'Auvers-sur-Oise/Concord FAE 002). A vingt-quatre ans, elle trouve toujours le bon chemin dans les Kreisleriono; l'alternance reflexion-instrospection/folie-rage ne la désarçonne pas. Puis l'on écoute le Cornaval, ces scènes mignonnes sur quatre notes, et l'on remarque que ce jeu si calibré ne décolle pas quand il le faudrait (« Paganini », « Finale »), que la

sonorité manque de variété, les phrasés d'une vraie détermination. On remarque aussi que les coups d'éclairage portés sur des contrechants enfouis dans l'harmonie, aussi justes et originaux soient-ils, témoignent de ce nouvel académisme qui consiste à imiter ce que les grands anciens faisaient naturellement sans avoir leur vraie liberté. On revient alors aux Kreisleriana et l'on note que le jeu y est assez lourd. Claire-Marie Leguay a beaucoup de cartes dans ses mains, notamment une voionté de perfection et des moyens rarement réunis chez le même artiste. Il lui manque le regard exténeur o d'un grand artiste pour échapper au style châtié des conservatoires.

INNOCENCE ORIGINELLE

Nelson Goerner est argentin. Il a vingt-huit ans, a gagné le Concours de Genève et a été éliminé de la finale du dernier Concours Chopin de Varsovie. Son premier disque est quand même publié par EMÎ (5 69701-2). Il associe la Troisième sanate, la Polanoise-Fantaisie, le Nocturne op. 48, le Quatrième scherza, la Barcorolle et la Quatrième ballade, soit quelquesunes des plus belles pièces de Chopin. Cet essai magistral s'impose par la liberté dans la rigueur, par l'attitude d'un pianiste qui est à l'écoute d'œuvres qu'il interprète sans jamais tenter de se singulariser, mais en tentant d'en retrouver

l'innocence originelle malgré leur déjà longue histoire. Magnifique. Ces qualités sont portées à leur point ultime de perfection par Phi-

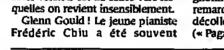
lippe Giusiano, vingt-quatre ans [Alphée/Média 7 M 7865]. Il joue les quatre Impromptus, la Borca-rolle, le Premier Scherzo, les douze Etudes op. 25 d'une façon qui évoque davantage Dinu Lipatti, Arthur Rubinstein, Vlado Perlemuter et Krystian Zimerman qu'Alfred Cortot, Samson François, Martha Argerich ou Vladimir Horowitz. Ses tempos sont moderés : subtils sans être précieux, ses phrasés sont dominés par le bel conta, la recherche résolue de l'équilibre, de l'harmonie expressive. Modeste par l'effet immédiat

refus d'aller vers les autres en les aguichant. C'est si facile quand on a des doigts d'épater dans l'Etude en tierces, dans la coda du Premier Scherzo, de faire hurler le publ ic en lui balançant une giboulée d'octaves !

Le pianiste Philippe Giusiano.

qu'il produit, ce jeu est fier par soo

Philippe Giusiano prend le risque de dire beaucoup de luimême, de la musique, de Chopin en emprimtant le chemin le plus difficile: émouvoir sans surcharger le texte par ses propres émotions. Ce n'est pas à Giusiano que Cortot aurait reproché de transformer les œuvres en « poubelles autobiographiques ».



SÉLECTION DISQUES

SPICE GIRLS

L'histoire de la pop - des Monkees aux Supremes, des Ronettes aux Walker Brothers - est pleine de groupes préfabriqués, néanmolns interprètes de chansons mémorables. Pas d'a priori donc que leur premier album, Spice, qui les a consacrées reines des hit-parades internationaux, relevalt spectaculairement le niveau pitoyable des boys bands concurrents. Avec un peu de relachement, on pouvait se laisser prendre à l'énergie acidulée de Wannabe ou If 'U Can't Dance, melange paradoxal d'artifice retors et de spontanéité. La pauvreté de ce nouvel album est d'autant plus affligeante. A quoi bon amasser des centaines de millions de livres si on ne peut s'offrir autre chose que des synthétiseurs et des arrangements de supermarché? Pourquoi revendiquer le feu des épices pour mimer des resucées aussi fades de

tubes funk ou hispaniques? Le

ARTISTE

OU GROUPE

SPICE GIRLS

FLORENT PAGNY

MICHEL SARDOU

EROS RAMAZZOTTI

ANDREA BOCELLI

ARTISTES DIVERS

ANDRE RIEU

LARA FABIAN

Ç,

Période du 2/11 au 8/11 inclus

JEAN-JACQUES GOLDMAN 2

Les meilleures ventes d'albums en France

Snice World

sautillant Stop, aux harmonies Motown, sauve vaguement la face. Le reste affiche une ringardise sans bornes qui ne fera qu'accélérer l'obsolescence programmée des 7243 8 4S111 2 8.

The 18 th Letter The Book Of Life

Dépassés par le changement des tendances, pieges par leur mode de vie, les rappeurs américains ne tiennent souvent qu'un temps le hant de l'affiche. Stars du hip-hop au milieu des années 80, Rakim et son compère, le DJ Eric B., ont ensuite connu une longue période creuse. A la réécoute pourtant, lenrs classiques - Paid In Full, Eris B. For President, Move The Crowd - , tout en basse massive, scratchs incisifs et rimes nonchaiantes, n'ont rien perdu de leur impact. Un double CD permet à la fois de redécouvrir ces standards et d'écouter avec encore plus de

plaisir les nouveaux titres de Rakim, officiant désormais en solo. Si le New-Yorkais a laissé tomber les bagues et les chaînes en or, il maîtrise comme jamais un flow (le débit du rappeur) véloce et relax. Pas ici de mélodies pop, mais l'abattage, le rythme, la poésie d'un vocaliste virtuose. Parfois nostalgique (Remember That), souvent revanchard (It's Been A Long Time, le formidable Guess Wha's Bock), il donne une sacrée leçon aux jeunes tchatcheurs, aidé par la sobriété tranchante et funky de maîtres producteurs comme Pete Rock. Clark Kent ou DI Premier. 5. D. ★ 2 CD Universal UND 53111.

CATHERINE SAUVAGE Chante les poètes

« A Londres, Paris, Budapest et Berlin, co gronde. A Lyon oussi chez les Canuts. Il y a cent ons, deux jours, deux heures, toujours, lo juste fureur se chonte. Comment le saitelle Cotherine à ce point? », écrivait Marguerite Duras à propos de Catherine Sauvage, que ce double CD permet de redécouvrir sans préjugés, ni étiquettes. Chanteuse rive gauche, Catherine 5auvage le fut, après des débuts au Bœuf sur

Michel détrôné par Florent,

Sardou passé à la moulinette

de l'héritier Pagny. Jean-

Jacques Goldman encadré

par deux Italiens, la Québé-

coise Lara Fabian doublée en

force par le violoniste néerlan-

dais André Rieu et ses valses

célèbres : tout bouge chez les

valeurs sûres. Les Spice Girls,

en crise, entrent a la 2º place.

Indochine en concert casse la logique de son dédin, passant

de la 35 place à la 12 . La

nouvelle version d'Emilie jolie

entre au 14' rang, et le Both

Worlds du pianiste de jazz Mi-

chel Pétrucciani au 49.

Dans les singles, Nathalie

Cardone double Elton John.

8', avec Hasta Siempre, Pa-

gny est en tête, Céline Dion.

en duo avec Barbra 5trei-

sand, débarque à la 10° place

avec N'oubliez jamais.

MAISON DE DISQUES

MERCURY

VIRGIN

TREMA

DDD/BMG

COLUMBIA

POLYDOR

MERCURY

WEA

PHILIPS

POLYDOR

le toit, cabaret rive droite. Mais elle fut surtout celle dont « la voix Sauvage d'une redautable exactitude... frappe en plein cœur » |Duras encore), interprétant les poètes avec une évidente clarté. Le premier de ces deux volumes laisse le champ libre au duo voix piano, Catherine Sauvage-Jacques Loussier, trente et un titres datés de 1961 à 1965, et agrémenté de dix inédits enregistrés en 1997: Soupault (Le Meilleur du monde), Jarry (Les Trais Grenouilles), Brecht couche), une Berceuse de Charles Trenet: autant de traits lumineux. de flèches décochées au non-engagement. Le deuxième volume offre une rétrospertive alléchante des succès (Gallito, extrait du film La Poupée), des créations vocales très personnelles (Blues, de Louis Aragoo et Léo Ferre, dont elle fut la propagandiste la plus précoce en le chantant alors qu'il était inconnu), des rages sublimes La Chonson de Borbora, enregistrée à Bobino en 1968, la Morche de lo liberté, d'Audiberti). V. Mo.

* 1 coffret de 2 CD Rym Musique 1918542. Distribué par EPM.

THE DISCOTECA COLLECTION Missao de pesquisas foldoricas

L H. CORREA DE AZEVEDO Music of Ceara and Minas Gerais

En 1935, le poète Mario de Andrade, un des fondateurs du mouvement anthropophagiste brésilien qui posait en principe créatif culturels connus au Brésil, a créé la Discoteca publica municipal de Sao Paulo. Andrade entendait constituer les premières archives de musique populaire brésilienne. En 1937, le compositeur Camarguo Guarnieri fut chargé par la Discoteca d'une mission de collectage des musiques rituelles et popuiaires de Salvador de Bahia. En 1938, une seconde missinn se rendit dans les Etats nordestins, du Pernambouc au Maranbao, et dans le Para amazonien. Ces enregistrements, d'une très grande valeur documentaire, firent partie en

américaine, où ils ont été conservés. On y trouve des témoignages de toute beauté des cérémonies religieuses de condomblé, des récits de repentistas ou de humba meu boi, fêtes expiatoires autour du bœuf. Luíz Heitor Coπêa de Azevedo, musicologue et compositeur, entreprit en 1941, avec du matériel prété par la 8ibliothèque du Congrès (le son est meilleur que dans le premier cas), un voyage vers le Ceara, dans le Nordeste, et les Mines générales, (Camme an fait son lit an se au centre du pays. Chants de procession, valses de salon, blues mortuaire, chant des mineurs d'or, des sculpteurs de pierre : c'est, avec quelques grattements, l'irruption captivante du baroque tardif et de la négritude sud-américaine dans la musique du peuple.

* 2 CD vendus séparément Ryko RCD 10403 et 10404.

DÉPÉCHES

INDUSTRIE MUSICALE: la chanteuse Sheila vient de signer un contrat d'enregistrement avec la société Arcade. Sheila, de son vrai nom Annie Chancel, agée de cinquante-deux ans, avait été sous contrat pendant la majeure partie de sa carrière avec la société Carrère, firme française créée par le producteur Claude Carrère, acquise en 1989 par la multinationale américaine Warner. Le 9 mai 1995, le conseil des prud'hommes de Bohigny avait condamné Carrère a verser 4,3 millions de francs à la chanteuse pour + licenciement abusif v. Sheila était depuis sans contrat d'enregistrement.

MUSIQUES DU MONDE: le groupe Los del Rio, dont La Macarena avait occupé pendant quatorze semaines la tête du hit-parade américain Billboard, devenant meme l'bymne officieux des Jeux olympiques d'Atlanta en 1996, est lucide. Les deux Sévillans Antonin Romero et Rafael Ruiz ont avoué que leur nouveau disque, Colores, ne connaîtrait iamais le succès mondial du précédent, même si tout a été étudié pour plaire à une clientèle internationale. Ainsi, la chanson Toke It Eusy (Yo No Sé) a-t-elle été mise au format anglo-saxon, tandis que Tequilla Boum, Boum, un hommage au Mexique, cible les discothèques espagnoles et latino-américaines.

FADO: Amalia Rodrigues sortira, le 24 novembre, un nouvel album de fadn, avec sept inédits ichez EMI-Valentim Carvalho), enregistrements réalisés entre 1965 et 1975 en studio de chansons inconnues du grand public ou « oubliées » dans les archives. Jorge Mourinha, un des coordinateurs du projet, a déclaré qu'Amalia Rodrigues, agée maintenant de soixante-dix-sept ans, passait, à l'époque, de longues nuits à enregistrer ses chansons.

JAZZ: le Top Jazz Albums de Billboard révèle que Lore Scenes, l'album de Diana Krall, occupe le premier rang des ventes aux Etats-Unis depuis dix semaines. Suivent Dave Grusin, Presents West Side Story, et Mank On Mank, de T. S. Monk.

> Institut National des Langues et Civilisations Orientales

▶ 4 conférences sur∢

la Chine et ses diversités 🖣 les 22-29 novembre, 6-13 décembre

dans les salons de I'INALCO 9h00 - 13h00

Renseignements : 01 49 26 42 33 - turit : 2200 f.



LA DIFFUSION DES GRANDS CONCERTS sur RADIO CLASSIQUE

LE PHILHARMONIQUE DE BERLIN ET CLAUDIO ABBADO

Résultats obtanus par le comptage a la sortie des caisses de cent magazins représentatifs des circuits de dist

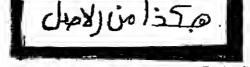
Mardi 18 novembre, 26h40 : Symphonie n°2 de Mahler Samedi 29 novembre, 17h30 : Requiem de Verdi Samedi 6 decembre, 17h30 : Symphonie nº9 de Schubert.

Concerto op. 54 de Schumann (avec M. Perahia)

RECITAL D'ALFRED BRENDEL

Samedi 22 novembre, 17h30 : Busoni, Liszt, Schumann et-Haydn





Petit inventaire photographique de l'espèce humaine

Le Casino Luxembourg tente une nouvelle exposition d'« images de l'homme » aujourd'hui

A l'instar de ce qu'avait fait Edward Steichen au Museum of Modern Art de New York en 1955, le Casino Luxembourg a reuni des « images de l'homme » au-

« famille humaine » est moins reussie : les noms prestigieux ont pris le pas sur l'intensité des clichés,

journ'hui. La version 1997 de cet instantané de la le spectacle sur l'authenticité. Seuls quelques auteurs ont abandonné les effets à la mode : plus simples, leurs œuvres en sont plus fortes.

THE 90's: A FAMILY OF MAN? Casinn Luxembnurg, 41, rue Notre-Dame, Luxembourg. Tél.: 00-352-22-50-45. Thus les jours sauf le mardi, de 11 heures à 18 beures, le jendi jusqu'à 20 heures. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 novembre. Catalogue: 140 pages, 1S2 francs.

LUXEMBOURG de notre empyé spécial

En 1955, au Museum of Modern Art de New York, eut lieu une exposidnn intitulée « The Family of Man ». Elle avait été voulue et conçue par le photographe Edward Steichen dès 1951, qui fit appel à des photographes professionnels et amateurs. Il reçut près de 2 millinns d'images. Il en conserva 503, de 273 auteurs originaires de 68 pays, les organisa par thèmes et en fit un ensemble encyclopédique. L'exposition voyagea de Steichen rassemblait des clichés

réunit un total de plus de 9 millinns de visiteurs. Steichen était d'nrigine luxembourgeoise. « The Family of Man > fut donc offerte au Grand-Duché, qui l'a restaurée et la présente depuis 1994 au chàteau de Clervaux.

Pourquoi, dans ces conditioos,

ne pas recommencer? Borme Idée. mais très ambitieuse, que le Casinn Luxembourg a mis en œuvre. Avec prudence, il a modifié le titre, devenu: * A Family of Man? » Le point d'interrogation est apportun, tant la diversité et le combre des œuvres rassemblées interdisent la cohérence. Il y a un sous-titre aussi: . Images de l'homme dans l'art contemporain », art signifiant ici photographie, encore en hommage à Steichen. Art signifie aussi exercices de style et artifices de présentation – c'est plus ennuyeux. . The Family of Man > versino

musée en musée jusqu'eo 1964, et qui avaient été pris et choisis pour leur force d'évidence, et cette force tenait à la simplicité des compositions, au refus des effets. Sander, Doisneau, Hnrvat, Cartier-Bresson, DeCavara et leurs moins Illustres confrères allaient à l'essentiel grâce à un usage maîtrisé de la lumière, des contrastes et des cadrages. Leurs successeurs donnent pour la plupart l'impression lassante qu'ils foot de l'art pour en faire, pour la montre, pour le spectacle, pour la pose.

Résultat: ils mettent au point des montages vainement compliqués, ils abtiennent des mises en scène d'une théâtralité convenue. et, quand ils s'eo tiennent au haoal, au commun, c'est comme avec un petit geste de la main pour insister: « Vovez comme nous suvons rester simples. » Le sujet se perd, l'exposition tourne à la démonstration de virtuosité et au Who's who. La distribution est hrillante, natu-

Haacke, Serrano, Struth: autant de noms célèbres. La juxtaposition de leurs travaux dans un espace malcommode, compartimenté, fragmenté, ne prend pas. Elle reste un agrégat disparate, nu chacun défeod soo image de marque de son mieux, au risque de s'enfermer dans l'effet maniéré ou l'autocitation. Les tirages sont soignés, les couleurs joliment calculées, les gros plans aspirent à l'éloquence et les panoramiques au choc. Le grand format l'emporte, mais l'immensité n'est pas nécessairement gage d'efficacité visuelle - voyez Niedermayr, Baltz, Toscani. La série compte de onmbreux partisans. mais la répétition peut n'être que le meilleur moyen de pallier la faihlesse de chaque image en ellemême - ainsi Lafoutaine, Streuli,

Freisager, Auerbacher. Les images les plus intenses sont celles qui ne s'embarrassent pas de telles habiletés à la mode. John Coplans photographie le vieillissement de son propre corps, de très près, en mir et blanc : terribles vanités. Nick Waplington assiste à un mariage dans la petite-bourgeoisie anglaise: scènes de genre. Rineke Dijkstra fait poser des femmes et leurs enfaots le lendemain de l'accouchement : maternités d'aujourd'hui, peu poétiques. Nan Goldin tient la chronique de sa vie new-ynrkaise: entomologie sociale. Araki oe vit qu'un appareil contre l'œil, en tout lieu, toute circonstance: journal intime sans interdits. Voici enfin la « famille humaine » d'aujourd'hui, telle quelle. Vulci la direction dans laquelle l'expositioo aurait pu s'engager plus avant, en combiant ses lacunes, en oubliant la hiérarchie actuelle des gloires, eo ne négligeant ni Depardon, ni Trivier, ni Billingham et quelques autres. Dommage.

Philippe Dagen

la copie de l'Olympia, les utilisa-

Topor sans aucun « trom »

L'HIVER SOUS LA TABLE, de Roland Topor, Mise en scène: Claude Confortès, Avec Jean-Pierre Michael, Sylvia Bergé, Alain Lenglet, Laurent Rey,

STUDIO-THÉÂTRE DE LA COMÉDIE-FRANÇAISE, Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivnil, 1º. Mº Palals-Royal, Tél.: 01-44-58-98-58. Lundi, mardi, mercredi, vendredi et samedi à 18 b 30. Durée: 1 h 20. 65 F et 80 F. Jusqu'au 22 novembre.

Une jeune femme (Claudie Guillnt) snus-loué le dessous de sa table de travail à un sans-papiers d'Europe ceotrale (Alain Lenglet), qui y passera l'hiver. Elle est traductrice, dans la langue de l'homme ; il est cordonnler et dessinateur. Avec lui, elle trouvera chaussure à son pled (ou l'inverse). Le centre physique de la pièce est le sexe de la femme, ou groukimak dans la langue étrangère. Tout y converge à mots couverts et à regards découverts. Le cordonnier compose une ode aux piliers du temple, les lambes, sur lesquelles il aiguise son crayon. Il il-

lustre une idée plus taporienne des déchirements de l'émigration, celle d'avnir dû quitter ce lieu-là.

Jeux de jupes ou jeux de oappes, L'Hiver sous la table devrait ouvrir aux jeux de mains autour de certain houtoo perdu. Mais dans une logique qui échappe, le metteur en scène, Claude Confortès, a renversé la donne. La sensualité qui sourd de chaque mot pius que de l'incoogruité de la situation est anéantie par une musique d'aéroport. Ses immigrés soot raides, cérébraux, sans fantaisie aucune, et c'est le vilain séducteur-éditeur (Jean-Pierre Michael) qui déverse d'eo haut la fohe qui devrait venir d'en bas. Un moment donné, la jeune femme interroge son locataire: "Comment traduirlez-vous "trom"? " Elle propose: «Ambiance, esprit, ntmosphère... Une sorte d'énergie vitale. » L'immigré y voit plutot . un sentiment très fort, comme un sourire silencieux v. Du « trom »: voilà exactement ce qui manque à cette création de L'Hiver sous la table au Studio-Théâtre.

Jean-Louis Perrier

Gilbert Bécaud redonne vie à l'Olympia

GILBERT BÉCAUD: Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8°. M° Opéra, Madelelne, 20 h 30, matinée le dimanche, jusqn'au 23 novembre. Tél.: 01-47-42-25-49. De 190 à 270 F.

« SI le temps est cruel, tai tu rajeunis. Hier soir, j'étais content, tu m'as reconnu >: Gilbert Bécaud, cravate à pois et costume hleu, a réouvert l'Olympia jeudi 13 mvembre. S'il se permet ce tutniement amoureux, c'est qu'il joue là sa trentième première, trente-trois ans après avoir créé Mes mains sur la scène mythique du hnulevard des Capucines. Depuis plusieurs jours, en répétiting dans cet Olympia flambant neuf (Le Monde du 14 novembre). le baladin survolté servait de guide à qui vnulait scruter les profondeurs du mystère d'une salle reconstruite à l'identique, et cepen-

dant différente. Sur la façade, encure cernée par les chantiers de réonvation de l'îlot Edouard-VII, les lettres de néoo rouge annoncent toujours la vedette. Pour descendre jusqu'à la salle, il faut désormais emprunter un coulnir haut et froid : les affiches, les brûtures de cigarettes, les lumières bricniées au fil des ans n'out pas encore imprimé les marques de la vie. L'habitué attendra d'arriver au foyer, plus large, roud, désormais muni de deux bars, pour se retrouver chez lui. L'escalier est festivalier. Comme à Cannes, les photographes peuveot y attendre la vedette sur food de tapis rouge et sous les yeux du public massé au premier étage. Le décor « néo-50 » est d'un chic assez kitsch, une particularité de l'ancien Olympia.

Sous les Basties, le 13 novembre. des professinnnels du show-biz, mais encure plus de personnalités politiques : commencé des 1992, le était excusée. Ceux qui ont conçu sauvetage d'un Olympia, que la spéculation inumhilière aurait pu blesser à mort, avait vite pris un tour citoyen.

a L'ESCALIER C DU BLOC 21 . Les ministres de la culture, le Fonds de soutien des variétés, qui rassemble la profession, s'étaient engagés à faire de l'Olympia un exemple. Ils y ont réussi, et la salle a été démolie sans l'être. En avril, ies vedettes de la chanson étalent toutes venues dire adieu au vieil Olympia. Ce jeudí, les pionniers du lieux (Sylvie Vartan, Serge Lama) croisaient des reconnaissants éternels (Patrick Bruel), des stars populaires (François Valéry, Arthur), mais aussi des députés et sénateurs, sean Tiberi, sack Lang et Jacques Toubon, Retenue ailleurs, Catherine Trautman, ministre de la culture et de la communication,

teurs et l'architecte, Anthony Béchu, nnt suivi deux logiques : ne rien toucher de la salle, pas même les fauteuils d'orchestre (rénovés mais autheotiques), qui puisse troubler le public, et acquérir des conditions de travail optimales: inges décentes, accès spacieux pour les roadies et leurs camions, bureaux dignes de la réputation de l'Olympia. L'ouverture de la scène a été portée de huit à dix-huit mètres, elle est plus haute. De ce fait, la salle paraît plus petite, un peu anachronique, coincée entre ce vaste espace et le couloir. Est-ce cette nouvelle hauteur de scène qui force la voix à s'v perdre? Des neglages restent à opérer : le son est Inintain. L'Olympia ancienne formule avait la chaleur du 33 tours qui gratte un peu, le nnuveau some comme un CD enregistré par des techniciens japonais.

Gilhert Bécaud, en dompteur, tape allégrement sur un piann transparent - là encore peu de relief sonore. Il n'a pas bu l'eau de la fontaine de la nostalgie. Il invente, délicieux cabotin, remet en question les arrangements de ses tubes. Nathalie. Et maintenant, le Bain de minuit, les étirant vers le soyeux des cuivres, les rythmes croisés et le jazz. Tournant le dos aux phrasés trop carrés des années 60, il glisse sur ses principes avec la malice d'un gosse qui a commencé ses tnurs tot. Il jongle avec les micros, invite, en nuverture de rideau, un autre farceur magnifique, le violo-niste acadien Monsieur Pointu, soixante-quinze ans pour La Vente aux enchères. Fumeur Invétéré - des incartades en bord de coulisse et des retours entourés de volutes de fumée amusent toujours la salle -, le chanteur revisite « l'escalier C du bloc 21 > (Dimanche à Orly) eo prenant l'Olympia, bizarre aveu de la civilisation du clonage, dans ses bras, et lui murmure, pour se rassurer, qu'il est unique à ja-

Véronique Mortaigne

SORTIR

PARIS

Les Aventures de Gulliver de Daniel Soulier, d'après Jonathan Swift, mise en scène de Daniel Sonlier, avec Karina Chérès, Delphine Crubézy, Louis-Alexandre Fabre, Sergio Guedes, Marie Réache et Jeanne

Depuis qu'Antoine Vitez l'a dirigé (de 1981 à 1988), Chaillot a toujnurs tenu en haute estime le théâtre pour enfants. Daniel Soulier, auteur et comédien qui allie les marionnettes au jeu, est un invité fidèle et talentueux du lieu, où il signe son septième spectacle pour enfants et parents une invitation au voyage. Théatre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16.

Mº Trocadéro. Le mercredi à 14 h 30, le samedi à 14 h 30 et à 16 heures, le dimanche à 11 heures. 50 F et 70 F. Tel.: 01-53-65-30-00. Jusqu'au 18 janvier. Sunny Murray, Sonny Simmons Rencontré alors qu'il travaillait sur la musique de Duke Ellington (Le

Monde du 8 novembre), le saxophopiste David Murray avait tenu à rappeler l'importance pour le jazz moderne du batteur Sunny Murray. Ce dernier, qui réside en Prance, peut être entendu

régulièrement à Paris dans ce lieu de musiques très libres qu'est le Studio des islettes. Il y jnuera en duo avec le saxophoniste Sonny Simmons, longtemps oubbé, et que l'intérêt renaissant pour le free jazz a ramené à sa juste place de post-coltranien. Studin des Islettes,

10, rue des Islettes, Paris 18. Mº Barbès-Rochechouart. Les 14 et 15 novembre à 21 heures. 70 F. Tel.: 01-42-58-63-33.

Complexions La compagnie est de New Ynrk, et vient en France pour la première fois, invitée dans le cadre des lles de Danses. Complexions, n concept in dance, souligne le programme, ce qui est pour le moins ambitieux. Un ancien d'Alvin Ailey, Dwight Roden, et un ancien de chez Forsythe, Desmond Richardson, unt formé un groupe de danseurs aux parcours les plus variés, de ceux qui ne se rencontrent pas, sauf quand on y met de l'audace. Théâtre Gérard-Philipe, rue Gérard-Philipe, 78 Saint-Cyr-l'Ecole. Le 14 novembre à 21 heures. De 40 F à 100 F. TEL: 01-30-58-98-42. Centre culturel Prévert, place Pietresenta, 77 Villeparisis.

Le 15 à 21 heures. De 40 F à 90 F. Tel.: 01-64-67-59-60.

Théâtre du Tchekhov

risa en scénsi Georges, Burisson III actientation Evelyne Loew. avec Jean-C'aude Ponchmat et Mathias Miekuz

Théâtre Artistic Athévains Du 11 au 28 novembre 97 - tél.: 0143563832

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Actrices Nuria Espert, Anna Lizaran, Merce Pons, Rosa Maria Sarda.

Alien, la résurrection (*) de Jean-Pierre Jeunat (Etats-Unis. 1 h 44), avec Sigourney Weaver, Wino-na Ryder, Ron Perlman, Dan Hedaya, J. E. Freeman, Drad Dourif.

Les Amateurs d'Aian Taylor (Etats-Unis, 1 h 32), avec William Forsythe, Vincent Gallo, Adam Trese, Frances McDormand.

Drancy aveni d'Arnaud des Pallières (France, 1 h 24), avec Aude Amiot, Thierry Bosc, Anne-

de Man'ano Barroso (Espagne, 1 h 33), avec Javier Bardem, Federico Luppi, Silvia Munt, Daniel Guzman, Leire Bar-

Mange ta soupe de Mathieu Almark (France, 1 h 75), avec Jean-Yves Dubois, Jaanne Balibar,

Adriana Asti, Laszlo Szabo. On connaît la chenson d'Alain Resnals (France, 2 h), avec Pierre Arditi, Sabina Azéma, Jean-Piarre Bacri, André Dussollier, Agnès Jaoui, Lambert Wilson.

(*) Film interdit aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM Tous les films Paris et régions sur le Mi-

nitel, 3515 LEMONDE ou tel.: 08-36-68-

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Klosque Théâtre : les places du jour venduas à moitié prix (+ 16 F da commission par placa). Place de la Ma-deleine et Parvis da la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, la

Kivohime Mandara ise en scène de Hoichi Okamoto, avec

la Dondoro Theater. Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6.
Mª Saint-Placide, Notre-Dame-des-Champs, Le 14 à 20 h 30. De 60 F à 110 F. Tél.: 01-45-44-72-30.

Boston Camerata Chams traditionnels anglo-américans et québécois. Polyphonies du Nouveau Monde. Joel Cohen (direction). Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^a. M° Porte-de-Pantin. Le 14 à 20 heures. 80 F. Tél. : 01-44-84-

Les Fiançailles au couvent de Prokofiev. Solistes, chœur et or-chestre du Théâtre Mariinski de Salm-Pétersbourg, Valery Gerglev (direction), Vladislav Pazi (mise en scène). Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris & M. Alma-Marceau. Le 14 à 19 h 30. De 60 F à 690 F. TAL: 01-49-52-50-50

Le Jeune Théâtre lyrique de France

Mélodies trançaises. Opéra-Comique. Salle Favart, 5, rue favart. Paris 2. Mª Richelieu-Drouot. Le 14 à 19 h 30, 100 f. Tél. : 01-42-44-45-46. Donatienne Michel-Dansac (soprano). Jean-Marie Cottet (piano), Eve Payeur (percussions), Technique Ircam

Balpe et Baboni-Schilingl: Trois mythologies et un poète aveugle, création. Ircam, 1, place Igor-Stravinsky, Paris 4°. nbuteau. Le 14 à 20 heures. 90 F. Tél. : 01-44-78-48-16.

Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18°. Mº Arivers. Le 14 à 19 h 30. 89 F. Tel. : 01-44-92-45-45.

Le violoniste du trio, Jean-Marc Phillips, s'étant cassé le poignet, le concert pro-grammé le mercredi 26 novembre est annulé et reporté au jeudi 4 juin 1998. Salle Gaveau, 45, rua La Boetie, Paris 8. M. Miromesnil. Tél.: 01-49-53-05-07.

RESERVATIONS Check-up

d'Edward Bond, mise en scène de Carlo Théâtre national de la Colline, 15, nue

Malte-Brun, Paris 20°. Mº Gambetta. Du 27 novembre au 21 décembre. Le Mardi à 19 heures, 110 F. Du mercredi au dimanche à 21 heures, de 110 F à 160 F. Tél. : 01-44-62-52-52.

DERNIERS JOURS

16 novembre : Dans la compagnie des hommes d'Edward Bond, mise en scèna d'Alain Françon, avec Jean-Luc Bideau, Jacques Bonnaffé, Carlo Brandt, Gilles Oavid,

Jean-Yves Dubois, Michel Aumorr Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20. Mº Gambetta. Vandredi at samedi à 20 h 30, di-manche à 15 h 30. De 110 F à 160 F. Tél.: 01-44-62-52-52 16 novembre :

Measure for Maasura (an anglais, sous-titré en français) de William Shakespeare, mise en scène

da Stéphane Braunschweig, avec Helen Blatch, Paul Brennan, Tony Cownie, Harry Gostelnow, Jim Hooper, Jayne McKanna, Pater Moreton, Oscar Pearce, Darny Sapani, Lise Stevenson, Stephen Ventura et Roger Watkins. Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pa-bio-Picasso, 92 Nanterre. Vendredi et sa-medi à 20 heures, dimanche à 16 heures. De 80 F à 140 F. Tél.: 01-46-14-70-00.

Eloge de l'ombre de Junichiro Tanizaki, mise en scène de Jacques Rebotier, avec Dominique Rey-mond, Ivan Stochl et Karin Waehner. Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pabio-Picasso, 92 Nanterre. Vendredl et samedi à 21 heures, dimanche à 16 h 30. De 80 F à 140 F. Durée : 1 h 20. Tél. :



KIOSQUE

« Time » à l'heure espagnole

L'hebdomadaire américain consacre vingt-quatre pages plutôt admiratives à notre voisin du Sud, ce supplément est publié dans la langue de Cervantès à l'intention des lecteurs de la Péninsule

rique latine... Le bonquier étronger

le plus important en Amérique du

Sud est espagnol. > Les investisse-

AVEC à la « une » le roi Juan Carlos, le magazine américaio Time consacre cette semalae vingt-quatre pages à l'Espagne. « lo nation qui o fait un formidoble saut de la dictature à la démocratie ». La presse espagnole souligne que c'est le premier supplément spécial consacré par Time à l'Espagne en soixante-quinze ans. Ces pages ont été traduites à l'intentioo des lecteurs de la Péninsule. avec pour objectif de multiplier par cinq les ventes dans ce pays, qui atteignent d'ordinaire quelque vingt mille exemplaires. Trois lignes de ce supplément ont fait les titres des médias, extraites de l'eotretieo accordé par le présideot du gouvernement, José Maria Aznar. Ce dernier affirme que « lo seule possibilité » d'uo dialogue avec l'ETA, « c'est que les terroristes obandonnent lo violence

DANS LA PRESSE

SUR LA TOILE

CYBERCAFÉ À GAGNER

Oxygène, cybercafé situé à Mont-

de-Marsan (Landes), ont décidé

de le mettre en vente par le biais

d'un concours payant. Les candi-

dats doivent répondre à un ques-

tionnaire portant essentiellement

sur le multimédia et sur le dépar-

tement des Landes. Le droit d'ins-

cription est de 400 francs. - (AFP.)

PROTECTION DES MINEURS

■ Quatre mois après l'annulation

par la Cour suprême des Etats-

Unis du Communications Decency

Act, le sénateur républicain Dan

Coats vient de déposer un nou-

veau projet de loi visant à obliger

les propriétaires de sites Web

« nuisibles pour les mineurs » à en

restreindre l'accès, par exemple en

installant un système de mot de

passe ou eo exigeant un ouméro

de carte de crédit. La loi s'appli-

querait aux sites afficbant aussi

bien des photos que des textes.

Les cootrevenants seraient pas-

sibles de six mois d'emprisonne-

ment et de 50 000 dollars (près de

ftp://ftp.loc.gov/pub/thomos/c105/

300 000 francs) d'amende.

www.jeu-concours.com

ÉTATS-UNIS:

THE WASHINGTON POST

■ Maintenir une forte coalition

antl-irakienne est une tactique

vaiable, mais ce n'est pas le prin-

cipal objectif. L'objectif doit être

de montrer que les Etats-Unis ne

permettront pas à Saddam Hus-

sein de conserver et de reconsti-

et olors le gouvernement soura être compréhensif et même généreux ». Les premières lignes de ce sup-plément ont trait à Don Quichotte, illustrées par une photographie des moulins du troisième milléaaire, les éoliennes du Pays basque. Don Quichotte arpentant l'Espagne, écrit Time, trouverait aujourd'hui bien des choses incongrues. « Il pourrait être étonné par ce peuple dirigé per un roi choisi par un dictateur et qui a dû passer por-dessus son père dons lo ligne de succession à un trône restauré, un roi qui cependont est probablement le personnege public le plus populoire du pas, chef d'une moison royale modèle et à l'écart de tout scondole. »

autres nations se ralleront à leur

position. Qu'elles le fassent ou

ments de l'Espagne ont dépassé là-bas ceux des Etats-Unis. Le suc-La nouvelle Espagne, explique cès de l'économie espagnole, aote l'hebdomadaire, a une économie Time, ce soot les petites et florissante. « Une fois de plus, elle moyennes entreprises, des diriest portie à la conquire de l'Amégeants économiques entrepre-

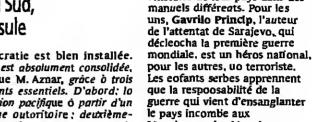
tourisme qui représente 10 % du produit oational brut. L'Espagne est un pays où l'oa

fait des affaires. Exemple spectaculaire cité par Time, cet immigrant cubain qui créa, en 1988, à Madrid, la première « telepizza » pizzas chaudes à domicile livrées par motocyclette - et qui, aujourd'bul, compte 440 points de vente et contrôle 60 % du marché. Le dynamisme règne aussi dans le prêt-à-porter en Galice, avec Dominguez, Verino et Pernas et la chaine Zara (500 bouriques dans le monde). Pinie l'Espagne traditionnelle, qui exportait surtout de l'hulle d'olive et du vin bon mar-

Et la politique dans tout ça? La préseoce au pouvoir de la droite aujourd'hui recentrée montre que l'aitemance fonctionne et que la

oants et motivés. C'est aussi un démocratie est blen installée. « Elle est absolument consolidée, explique M. Aznar, grace à trois éléments essentiels. D'abord: lo transition pacifique o partir d'un système outoritoire : deuxièmement, un important processus de decentralisation; enfin, l'ouverture de notre économie. » Pour les Espagnols, favorables à l'intégration européenne, ajoute-t-il, l'Europe, c'est « lo modernisation et lo démocratisation ». Quant au chômage espagnol, le plus lourd de l'Union européenne, le chef du gouvernement eo donne plusieurs explications: «L'entrée mossive des femmes sur le morché du trovoil », la réduction de la maind'œuvre agricole, 8 % seulement de la populatioo active, contre 20 % autrefois, la transformation enfin de l'Espagne en pays d'immigration, et non plus d'émigration.

Time s'est entreteou avec Felipe Gonzalez, « sons cravate, tirant sur un hovane et buvant du café noir », qui parle, très décontracté, de la démocratie, du nationalisme, de la justice. A seulement cinquantecinq ans, Felipe se dit prét à travailler au côté de Joaquin Almu-nia, qui lui a succédé au secrétariat général du Parti socialiste, et il aloute : « Mois je me refuse à être le pantin d'un gouvernement qui, selon moi, ne fait pas bien son travoil, un gouvernement qui oimeroit que je disparoissc. Comme dirait Cervantès, ils veulent me condomner à unc mort civile, »



guerre qui vient d'ensanglanter le pays incombe aux Musulmans; les Musulmans, qu'ils ont été la cible « des Serbes et des Monténéerins orgonisés en formotions terroristes », et les Croates, les victimes d'une agressioa « au nom de lo Gronde Serbie ». Le ministère de l'éducation de la Fédération applique ces programmes séparés « au nom du respect des minorités ».

■ En Basnie, les écoliers serbes,

croates et musulmans étudient

l'histoire de leur pays dans des

EN VUE

Les femmes tchétchènes ignorent un décret, signé, samedi 8 novembre, par Vakha Arsanny, vice-président du gouvernement islamique, les obligeant à porter le voile, et cootinuent de s'affairer sur le marché de Grozny, entre les immeubles eo ruine, sans rieo changer à leurs tenues. Mais, à Chacao, le Neuilly de Caracas, les Vénézuéliennes vêtues d'un short, d'un caieçon ou d'une minijupe, sont poursuivies en vertu d'un arrêté d'Irene Saez, maire de la ville, ancienne Miss Univers.

Claudia Schiffer trouve « offreuse » la mode du chic-junkie », présentée par des mannequins maladifs aux yeux cernés. « l'ol toujours été en faveur de la sonté », a déclaré le top-modèle.

D'après un récent sondage. 15.5 % des collégiennes japonaises céderaient à la mode des « rencontres compensées » (enio kosoi) avec des adultes se contenteot d'accepter un boo diner de leur « papa » ou de lui vendre une petite culotte usagée. Selon le même sondage 90 % des parents japonais penseot que leurs enfants de 14 à 15 ans n'ont jamais volé dans les magasins, touché à une cigarette ou téléphooé à un club de reocootres.

■ Elle favorise les eaux stagnantes, eotrave les activités des pêcheurs et des transporteurs sur le lac Victoria. réduit le débit nécessaire à l'approvisionnement en électricité du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda. « So proliferation a des effets sur la santé humaine, cor elle favorise les moustiques, les escorgots, qui répondent lo bilharziose, et même les serpents », ajoute le professeur Joseph Ojiambo, chargé d'un programme d'éradication. Elle est eo train de paralyser la vie de dix-neuf millions de personnes autour du lac. Elle, une fleur, la iacinthe d'eau.

Christian Colombani

Secretary of the second THE RESERVE The second secon ---

Se the value

Maria Care Care

At Carrie 15

L Carrier Courses

李·孟克斯特特 1987年 1987年 1987年

STORE OF BUILDING

+# -₹<u>*</u>- ** * .

Mariller 1

tan water

Borothe In-

a 特別 数据作品

COLUMN TO THE

Section 11 to the second

Service of the service of

legge of water than

j. - 17. 4. **

THE CONTRACT

S. Spinster, et. of PART.

Charles The Control of the Control o

TO MAKE THE ME

-

The state of the state of the

principles at let . ent.

A CANADA

MAN ACTION

A CHARLES

Market Professor

Marine Co

A HOLD

MANAGER TO WAR IN

Marie de Contra

CON PROPER SERVICE

AND DESCRIPTION OF THE

The state of the s

CC THEFT AND 2 THE

WANTED THE TOTAL

OK THE ENGLISH ...

THE CHAPTER I

AND KARE CIPTO

14 Laure Everyme Loss MATTINGE MICHE ed Actistic Athevains

Condensative of a con-

mar in a r

the French

Automotive St.

avase of in-

Sind than their

 $2m \cdot (2m + 2n) = 2^{m + 1}$

No prospect 1970 to

-1...

Burns in

Control of the Contro

MATERIAL AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE PAR ge a Kryma de la rigar de la latera i per martin Jac . A. A STATE OF THE STA 10.00

The state of the s CANADA TANA

Competer wife to Marie Control of the Control of the

THE PLANE A PRINT W. Charles Sand

The state of the s

Million of the P - 64 - -Teyr 1 Street in

tuer un arsenai mortel, de mena-Michoel Binyon ■ En engageant une confronta-tion avec l'Occident, le dirigeant cer des millions de gens de mort par l'anthrax, de violer toutes les irakien a fait en sorte de tirer règles d'un comportement civilil'avantage maximum de l'effondrement de la coalition arabe qui SI les Etats-Unis font preuve de fermeté dans cette déterminaavait soutenn l'attaque conduite rion, il est plus probable que les par les Américains contre l'Irak

AU DÉPART, Alt.culture n'était

qu'un livre, mais le cheix du titre,

calqué sur le oom d'un forum de

discussion, trahit dès l'origine la

tentation du cyberespace. Ses deux

auteurs, l'Américain Nathaniel

Wice et l'Ecossais Steven Daiy,

soot vite passés sur le Web, pour y

imposer leur œuvre comme le site

de référence de la culture alterna-

tive de la jeunesse anglo-saxonne

du mot MacJob? « Terme inventé

par MocDonald en 1983 pour pro-

mouvoir un programme d'embauche

préférentielle de personnes hondico-

pées... Désormais utilisé pour décrire

lo tendonce de l'économie oméricaine à créer des emplois sous-payés

et sous-quolifiés. » Eurotrasb?

« Epithète noguère oppliquée oux

nches étrangers. Désigne desormais

tout individu parlont avec un occent,

fréquentant les boîtes subbs, et par-

tant des vêtements trop serrés ou

constructioo, s'enrichit chaque

Alt.culture, ea perpétuelle

Vous cherchez l'origine exacte

interdictions de voyager pour les laquais de Saddam Hus-THE TIMES

non, les Etats-Unis ne peuveot renoncer à leur but stratégique. arabes pour expliquer que le danqui n'a rien à voir avec des ger qui vieot de Saddam Hussein n'a rien à voir avec le processus de paix arabo-israélien. Mais cela ne convaincra pas l'opinion arabe, qui critique l'« hypocrisie » des Etats-Unis,

lesquels font grand cas des violations par l'Irak des multiples résolutions prises par l'Organisation des nations unies, mais ne se préoccupent guère de ce que les Arabes considèrent comme la violation par Israel des accords de paix conclus à Osio.

conférence économique sur le Proche-Orieot organisée par les

> temps et du chargement de la conscience humaine sur ordina-

chrétieo, les procès télévisés, le techno-chamanisme et les légumes génétiquement manipulés. Depuis peu, Alt.culture s'est décidée à rejoindre Pathfinder, le service en ligne de Time Warner, ce qui a obligé ses auteurs à effectuer quelques camouflages, pour ne pas effaroucher les annonceurs. Seule anicroche: « Nous avons perdu les publicités de Gop oprès que ses responsables ont lu un de nos orticles consacrés à la surexploitation de lo moin-d'œuvre du tiers-monde... > La plus graode réussite

d'Alt.culture est d'avoir su éviter le piège du ghetto de la cyberculture : sur dix articles comportant le mot • surf », un seul mentionne Internet, les autres sont consacrés au surf authentique, avec planches multicolores, vagues, soleil et corps

> Debra Seagal-Ollivier et Yves Eudes

jour d'un oouvel article et publie s1482.is.txt La nouvelle affaire PPDA par Alain Rollat

trop précieux... »

des années 90.

IL Y A bien une nouvelle affaire PPDA. Le président de la République en a même fait une affaire d'Etat, ou presque, jeudi, à Saigon, au cours de sa conférence de presse, quand il a notamment déclaré: « En matière de droits de l'homme, ce n'est pas en se faisant ploisir par des déclorations irresponsobles et intempestives qu'on progresse. » Au-delà de sa portée générale ce propos visait l'article publié la veille par PPDA dans Le Monde Le présentateur emblématique de TF 1 y racontait comment il avait essayé, en marge des Assises de la presse francophone reunies au Vietnam, de rencontrer l'un des cinq journalistes locaux emprisonnés pour usage intempestif de la liberté d'expression, le professeur Doàn Việt Hoat, condamné de façon stalinienne à vingt ans de prison. Ce reportage non autorisé ayant été jugé incorrect par les autorités de Hanoi, il est reproché à PPDA d'avoir

compliqué la diplomație chira-

quienne. Il est d'ailleurs probable que cette affaire aura des suites au vu des images que PPDA a ramenées du Vietnam, et commentées, jeudi soir, sur TF 1, dans un montage de quatre minutes et demie bien que les films originaux réalisés par son équipe aieat été confisqués. On y voit le directeur de la prison de Thanh Cam, surpris par lirruption des envoyés spéciaux de TF 1, se couvrir de ridicule en disaot d'abord qu'il n'est « pas possible » de rencontrer le professeur Doan Việt Hoat, puis en refusant de confirmer sa présence dans ce camp faute « d'ovis supérieur ». On y voit l'épouse de celui-ci, exilée aux Etats-Unis, dire qu'elle o'a plus aucune nouvelle de son mari mais que cela n'a rien d'étonnant puisque, là-bas, les prisonniers politiques, isolés, n'ont ni le droit de lire ni celui d'écrire. On y voit, interrogés chez eux par PPDA.

deux Vietnamieos francophones, libérés après vingt ans de réclusion politique, témoigner à visage découvert des pressions policières. On y voit un prêtre catholique ironiser, sans se cacher lui oon plus, sur « le paradis commu-

niste ». Comme il est très facile d'être méchant avec ses confrères, surtout avec ceux qui trainent des casseroles, on pourrait en tirer la conclusion que PPDA s'est, en effet, « fait plaisir » en soutenant la cause de Reporters sans frontlères, dont le directeur l'accompagnalt dans ce reportage, pour se donner, une fois de plus, le beau rôle en opposant l'impact de ses propres images au verbe feutré de Jacques Chirac. Ce serait malhonnête et dégueulasse. La liberté de la presse ne vaut que si l'on s'en sert et elle avait, en l'occurrence, le visage estimable d'un Patrick Poivre d'Arvor eo rupture de caricature.

Jusqu'à d'economie soit de lecture PROFITEZ DES ANCIENS TARIFS D'ABORNEMENT AVAI LEUR AUGMENTATION!

Jusqu'à 50 ^F conomie soit	□ 3 Min au lie Prix de ve Je Join □ par c □ par c Date de	OIS - 536 I	au lieu au lieu (Tarti en France fermest saire ou post	au Monda pour la durée suivante: DIS-1038 F
semaines	Adiesed			Code postal:
ecture	Localité	:		· ·
				ORS FRANCE
ATUITE		Belgique Pays-Bás	Autres pays de l'Union	USA-CANADA
TIVILE		Luxembourg Sulsse	européenne	Lo Monde - (USPS=0009729) is published daily for \$ 602 per year = Le Monde's 27, dx, and Gloupe-Bermant 75242 Pans Code 65. Fanco, pendedas postigs pend of Champlain N.Y. 105, and additionaris mainty officials, POSTMASTER. Sent additionaris on the 15-18 Champlain.
1000	1 AN	2066F	2960F	N.Y. US, and additioning making office, POSTMASTER Sand additioning making office, POSTMASTER Sand additions compast to MASTAN V Br. 15-19 Character
	6 mais	1123F	1560F	M.Y. 12919 1618 Pour les abonnaments conscrits mor USA: INTERNATIONAL MEDIA SEPACE, Inc. 3330 Popole Avenue Sude 402 Virginia Beach Vir 22-451-2880 USA-761 800-429-30-00
ITEZ DES				

les tertis d'abonnement pour les autres pays étrangers. Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendres Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Lec 50648 Chantilly Cedex

en 1991. (...) A présent, les pays THE FINANCIAL TIMES occidentaux déploient des efforts ■ Le boycottage arabe de la frénétiques dans les capitales

Etats-Unis et qui doit s'ouvrir, dimanche, à Doha (Qatar) est un soufflet à Washington et à sa crédibilité dans la région. Les trols principaux alliés arabes 'de l'Amérique, l'Egypte, l'Arabie saoudite et le Maroc ont résisté à une forte pression des Etats-Unis, exprimant par là leur colère devant le non-respect par Israel de ses engagements à l'égard des Palestiniens (...). Les Etats-Unis dolvent s'occuper de ce pro-

Mireille Lemaresquier

www.pathfinder.com/altculture/

Une encyclopédie fait le tour de la culture alternative de la jeunesse anglo-saxonne teur) côtoieot les « féministes sexuellement positives », le rap

LA CULTURE ALTERNATIVE UNIQUE Tout LE Monde y viendra UN JOUR.

des billets d'humeur, envoyés aux lecteurs les plus fidèles par courrier électronique. Aujourd'hui, avec plus de neuf cents rubriques illustrées et enrichies de liens vers d'autres sites, elle a acquis une dimension eocyclopédique. Ses deux premiers articles, «Abortion clinic

violence » (violence contre les cliniques d'avortement) et «Absolutely Fabulous » (la série télévisée anglaise) suffisent à illustrer soa éclectisme. Personne n'est oublié: les « Extropians » (culte californien promettant l'avenement de la

cryogénie, des voyages dans le

FILMS DE LA SOIRÉE

20.30 La Fosse aux serpents E M D'Anatole Litvak (Etats-Unis, 1948, N., 110 min). Ciné Ginéfi 21.00 Made in America E 22.20 Le Voyage fantastique (No Highway in the Sky) III De Henry Koster (Grande-Breta 1951, N., v.o., 100 mln). Ciné

GUIDE TÉLÉVISION

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Avec J.-M. Verne ; Lactitia Plat. Canal-

19.00 Les Dossiers de l'Histoire. Mourir à Verdun. Histoire d'une hécatombe.

20.00 Temps présent. Les enfants de l'Onde Hô font du business.

21.00 De l'actualité à l'Histoire.
La presse d'Investigation. Invités :
Edwy Plenel, directeur de la rédaction
du Monde et Alain Gerber.
Elf et le Congo. Invités : Antoine Glase
et Patrice Vengo.

TI SE GAUT pas s'Augr

Suisse : Le Jet de Genève. France : A la foire aux ânes.

lle de Man : Le parlement. Invité : Alain Doutey.

22.50 Bouillon de culture.
Un plus un égal deux.
Avec Robert Guédiguian et Arianne
Ascarde ; jean-Marle et Jemia Le
Clézio ; Aline Schulman ;

François Weyergans.

23.20 ➤ Les Dossiers de l'Histoire, Sigmund Freud, l'Invention de la psychanetyse. [1/2]: Les commencements. Fre

DOCUMENTAIRES

19.20 Histoires de la mer, [4/13].

Le danger est mon mi

19.45 Retrouver Oulad Mourney

20.00 Les Figures de la fol. [1/3]. Brigitte de Suède.

18.30 Michel Legrand.

23.00 Sans anoun doute.

MAGAZINES

20.05 C'est la vie (

20.50 Thalassa. L'Ombre du géant.

21.55 Faut pas rêver.

mode d'emploi E De Claude Lelouch (France, 1996, 118 min). Canal + 23.30 La Sentinelle 🗷 🗷 D'Arnaud Des 140 min). n (France, 1992, Arte 0.00 Vacances explosives ■ 0.20 > Le Visage du plaisir II II

De José Quintero (Grande-Bretagne,
1961, v.o., 100 m/n.x Prance 2 22.50 The Snapper
De Stephen Frears (Grande-Bretagne, 1992, v.a., 95 min). Cne Onemas

23.05 Hommes, femmes

20.35 Quand soment les crotales.

21.00 Norodnm Sibanouk, mi cinéaste. TVS

21.55 Le Bambi africain. Disney Channel

22.20 Femmes, une histoire inédite. [6/6]. Echos du futur. Planete

23.00 Les Origines de la musique.
[3/3]. Mythes et réalités. Muzzaia

0.30 Esclaves de Michel Ange. 11/2]. France Supervision

14.00 et 19.30 Tennis, Masters messieurs

18.00 Les Huguenots. Mise en soène de John Dew.

22.00 Maintenance Shop Jazz.

23.00 Placido Domingo à Covent

23.50 Leinsdorf dirige Wagner. Muzzik

22.55 Sadko. Mise en scène

Garden.

21.00 Gibert Bécaud à l'Olympia, France Supervisie

1917-1991. [1/6]. 1917 - 1938 : Les raisins de la cotère. Histoire

Planete

Muzzik

Planen

RTBF 1

Paris Première

France Supervisio

20.35 Mars, la planète rouge.

21.00 Jazz Memories. [1/2].

21.25 Une saison au soleil.

22.05 Grand format.
Planète CNN.

22.55 Narcisse aux chiens. Eugène Savitzkaya.

SPORTS EN DIRECT

21.30 Parinage artistique.

MUSIQUE

Trophée Lalique

22.00 Le Grand Jeu, URSS/USA:

0.25 Le Passage E E 0.50 Les Abysses ■ ■ De Nico Papatakis (France, 1962, 100 min). 1.05 Guantanamera E E De Tomas Gutierrez Alea et Juan Carlos Tabio (Cuba, 1995, v.o., 100 mln).

De Claude Chabrol (France, 1958, N., 110 min). Ciné Ginéfil

1.35 Les Consins E #

TELEFILMS

20.30 Le Sarre aux truffes.

20.30 City Killer. De Robert Michael Lewis.

20.45 La Peur de s'endormir.

20.50 ➤ Harcelée. O De Nicolas Cuche.

22.05 Nanou ou Caelle.

23.15 Jenz dangereux. De Lawrence Lanoff.

23.25 Une mère en danger. O De Sam irvin.

23.45 Tendres mensonges. D'Anson Williams.

18.05 Sliders, les mondes parallèles.

20.50 L'Instit. La Chemin des étolles. TSR

21.20 Columbo. La Chat de monsieur Seitzer, RTBF1

21.30 L'Homme de nulle part. Canal+

A trop souffler sur les braises.

0.35 Pront (v.o.). 1.20 Une fille à scandales. (v.o.). Canal Jimony

Un monde de déjà vu.

20.55 Susan! La belle et le rocker.

20.55 Maigret et la vieille dame.

SÉRIES

20.25 Star Trek.

21.55 Bottom. He's Out (v.o.).

22.30 Two.

22.15 Twin Peaks. Episode nº 6 (v.o.).

22.30 Dream On. (v.o.).

0.35 Profit (v.o.).

20.55 Brahms

TÉLÉFILMS

20.30 Mer de Chine,

20.35 L'Enfer des neiges. De Peter Masterson.

18.00 Chapeau meion

18.00 Murphy Brown.

18.05 Extrême urgence.

19.00 KYTV. Talking Heads (v.o.).

19.05 Beverly Hills.
Joyeux anniversaire.

19.05 Robocop. Justice mecanique.

La Jackpot de Léo.

19.35 Nash Bridges.

20.00 Molière 13/3].

20.30 Detrick. La voix de l'assassin. Vengeance. 22.40 Du rouge à l'evres

20.50 Docteur Sylvestre. Programme : Substitu

21.00 Angela, 15 ans. Ma nouvelle antie.

21.30 Jake Cutter.

23.00 Murder One:

sur ton col [4/6].

20.50 Aux frontières du réel. La queue du diable. O Amour fou.

L'Affaire lessica.

23.45 Mission impossible. Esprit de famille.

et bottes de cuir. George et Fred.

SÉRIES

TMC

Muzzik

Planète

Planete

Muzzik

Eurosport

TFI

Arte

TMC

22.40 Belle comme le diable. O De Robert Iscove.

0.40 Le Passage du Nord-Ouest. De Bernard Dumont.

Pas de quoi fouetter un chat. Enchères et un os.

18.30 Les Cinq Dernières Minutes. Ca sent le sapin. Festival

19.55 FX, effets spéciaux : la série.

22.00 La Cloche tibéraine. [67]. Histoire

23.20 Des agents très spéciaux. L'épée de Saint Georges, Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● 13.25 Planète Madagascar, la parole poème

A Madagascar, l'opéra paysan Hiro Gasy rythme les grands évènements de la vie : fêtes de moisson, cérémonies de « retournement » des morts, réceptions au palais de la reine. Populaire dans toutes les régions de la Grande Ile, Il suscite le rire, la fête et renforce le lien qui unit les vivants aux ancêtres. Ses chansons porteuses de messages philosophiques, ses chorégraphies, parcourent le pays de ville en ville. Madagascar, la parole poème, documentaire signé Didier Mauro, éclaire sur la densité des rites sacrés du peuple malgache. Et mesure l'imbrication de deux dimensions, celles du réel et du mythe. C'est aussi un voyage superhe, un périple dans des paysages lumineux. Ce film mosical riche en couleurs ne peut que réjouir le cœur des admirateurs de la tradition orale malgache. - K.N. ★ diffusions: samedi, 15.10; dimanche, 11.15.

22.50 Ciné Cinémas

ME

Canal Jimmy

Canal Jimmy

Canal Jimmy

The Snapper A Dublin, une jeune caissière de supermarché se retrouve enceinte après un rapport sexuel vite fait, mal fait. Elle ne peut donner le nom du père de l'enfant et invente, pour sa famille, une liaison avec un matelot espagnol de passage. Mais un voisin quadragénaire revendique la paternité et abandonne femme et enfants... Stephen Frears, revenu en Grande-Bretagne après ses expétiences hollywoodiennes, a renoué avec la comédie sociale humoristique, exaltant ici, dans un style dynamique et des bagarres burlesques, la joie de vivre des gens du peuple. - J.S.

PROGRAMMES

(

TÉLÉVISION

19.05 Walker, Texas Ranger. 19.50 et 20.40 Météo. 20.00 lournal. 20.45 Les Enfasts de la télé. 23.00 Sans anom doute. 0.50 TFI pait Météo.

19.25 C'est toujours l'heure. 19.55 Au nom du sport. 19.55 Au nom au sport,
A cheval Métob. Point route.
20.55 Maigret La Maigret et la vielle dan
22.55 Bomillon de culture.
Un plus un égal deux.
23.55 En fin de compte.

0.00 Journal Météo. 0.20 ➤ Le Visage du plaisir ■ ■ Film de José Quintero (v.o.).

FRANCE 3 18.55 Le 19-20 de l'information. 20.00 et 22.55 Météo.

20.05 Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport. 20.45 Consoming. 20.50 Thalassa, L'Ombre du géant 21.55 Paint pas révez.
Sulsse : La let de Genève.
France : A la foire aux ânes.
lle de Man : La parlement.

23.05 Solr 3.

23.20 > Les Dessiers de l'Histoire.
Signund Freud,
l'Invention de la psychanalyse.
[1/2] Les (ommencements.

0.20 Libre court. Morte Ultima Ratio.

0.30 Cap'tain Café. 1.20 Espace francophone 1.35 New York District. CANAL -

➤ En clair jusqu'à 20.35 18.30 et 19.10 Nuile part ailleurs. Invités : Aipha, Philippe Thorentor 20.30 Le Journal du cinénta.

20.35 Onand compent les crotales. 21.30 L'Homme de nulle part. 22.10 Flash infos. 22.15 Manga Manga. 23.05 Hommes, femm

1.05 Guantanamera W W Film de Tomas Gutlerrez Alea et Juan Carlos Tabio (v.o.).

19.00 Tracks 19.30 7 1/2. La francophonie, à quoi ça 20.25 Contre l'oubli, pour l'espoir.
Portrait de Guillaume Ngera (Zaire)

20.30 8 1/2 Journal 20.45 La Peur de s'endorm Téléfim de Mark Schild 22.05 > Grand format. Planète CNN. 23.30 La Sentinelle ...

1.50 Le Dessous des cartes.

M 6

18.05 Sliders, les mondes parallèles 19.00 FX, effets spéciaux : la série. 19.54 6 minutes, Météo. 2035 Décrochage info. Les Produits stars.

Ž.

20.50 > Harcelée. Téléfilm O de Nicolas Cuche.

23.25 Une mère en danger.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Les Chemins de la musique. [5/5]. 20.30 Agora. Pierre Lapape. 21.00 Black and blue. La batterie buissonnière. 22.10 Fiction. Marphine, de Mikhail Bouigal

23.00 Nuits magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain 0.48 Les Cinglés du music-ball.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert franco-allemand, Œuvres de Murail, Sibelius, Moussorgski. 23.07 Jazz-cłub. Le Caratini Jazz Ensemble.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Classique affaires-soit. 20.40 Les Soirées.
Robert Casadesis, plano. 22.30 Les Soirées... (suite).

FILMS DU JOUR

13.30 Ciel rouge T 15.00 Le Voyage fantastique 🕷 De Henry Koster (Grande-Bretagne, 1951, N., v.o., 95 mini. Ciné Cinéfi 16.35 Vacances explosives
De Christian Stengel (France, 1956, N., 100 min).

One Cheffi 18.15 La Fosse aux serpeuts # E D'Anatole Linak (Etats-Unis, 1948, N., v.o., 105 min). Ciné Cinéfil

MAGAZINES

14.00 Au nom de la loi.

GUIDE TÉLÉVISION

12.50 La Vie en plus. L'enfant, co-auteu de son éducation. La Cinquiè

Le Journalisme d'Investigation. Avec Edwy Plenel, Alain Gerber Elf et l'Afrique. Avec Antoine Glaser, Patrice Yongo. Histol

13.45 ➤ Les Documents de Savoir plus. La Cause des bébés. France 2

14.15 Fax Culture. Invités : jérôme Cottin, pasteur et docteur en théologie : Chantal Ackerman, cinéaste ; Année Oijan, peintre. TV

Mourir à Verdun. Histoire d'une hécatombe.

19.30 Histoire parailèle. Semaine du 15 novembre 1947. De l'alde américaine au plan Marshall. Invité : Alan Milward.

20.55 Le Club. Gérard Dury. Ciné Cinéfil

21.00 Le Magazine de l'Histoire. Invités : Olivier Christin ; Janine Garrisson ; Laurent Theis et Claude Aztra. Histoire

21.40 Metropolis. Max Llebermann à Hambourg. Le théâtre allemand en Roumanie. Design ethno de Marrakech. La cuiture en détresse. Un Jazzman allemand à New York. Festival du film à Duisbourg.

22.20 T'as pas une idée ? Avec Jean-Louis Aubert. Canal Jimmy

22.30 Strip-tease. Une semaine infernale. Morts à crédit. Chirac, ma femme et mol. Les enfants du paradis. Prance S

du National Geographic.

23.55 Grain de philo. L'égalité. Invité : Antoine Garapon.

DOCUMENTAIRES

0.00 Cap'tain Café.

17.00 Les Enquêtes

TVS

Canal +

Les amants diabollques. Une brique sur l'estomac.

17.00 Les Dossiers de l'Histoire.

17.50 Samedi champions. Invité : David Ginola.

rive gauche.

19.00 T.V.+.

19.00 Rive droite,

13.00 De l'actualité à l'histoire.

21.10 Pour l'amour d'une femme E De Luis Mandoki (Etats-Unis, 1994, I 25 min). TSR 23.00 L'Aven E E De Constantin Costa-Gavras (France, 1970, 135 min). Ciné Cinémas 23.05 The Phantom Light E De Michael Powell (Grande 1934, N., v.o., 75 min). 23.30 Vengeance froide E De Phil Joanou (Etats-Unis, 1995, 124 min).

18.05 Les mots qui chantent.

18.05 Esclaves de Michel-Ange. (1/2). France Supervision 18.20 Bonjour, monsieur Doisneau.

20.30 Brahms en Autriche. France Supervision

20.35 Natures de toutes les Russies. [3/3]. Cercie de feu.

20.45 L'Aventure humaine. L'Armée d'argile des Or'in.

L'héritage. [1/3].

21.50 Retrouver Oulad Moumen.

23.00 Masterclass Olivier Messiaen.
Muzzik

13-25 Tennis. Masters messieurs.

19.55 Football. Coupe du monde 1998. Match retour : Belgique - Eire. RTBF 1

20.30 Patinage artistique.
Trophée Lalique. Paris Première

22.40 Mars, la planète rouge.

23.35 Une saison au soleil.

23.40 Music Planet. Jimmy Cliff, Moving On. 0.05 Olivier Messizen,

un grand maitre.

14.00 Handball. OT : Durker

SPORTS EN DIRECT

15.45 Rugby. France - Afrique du Sud.

23.00 Patinage artistique. Trophée Labque.

18.00 One More Time.

19.35 Symphonic pour cordes de Mendelssohn. Par Jesus Lopez Coboz.

MUSIQUE

17.50 Football. D2: Saint-Etienna -

Ou le photographe arrosé. 18.35 Marie-Madeleine.

19.15 Jordi Savall. Ala recherche

19.00 Femmes et société.

20.35 Michel Legrand.

21.00 Olivier Messiaen:

21.30 L'Enfance. (5/7). Les leçons de la vie

0.20 Les Cousins # # De Claude Chabrol (France, 1958, N., 110 min). Ché Cl 2.10 Le Mariage de Chiffon Chié Chéfi De Claude Autant-Lara (France, 1941, N., 100 min). Oné Onéfil 3.05 Le Seigneur de l'aventure B De Henry Roster (Etats-Unis, 1954, v.o., 35 min). Che Chemas

3.10 Guaptanamera W E De Torras G. Alea et Juan C. Tablo (Cuba, 1995, v.c., 105 min). Car

21.55 Quatuor pour la fin du temps.
Par le Quatuor Rondom. Muzzik

23.35 Brigitte Fontaine. Paris Première

le pays pour mémoire, De Jacques Perrin et Pierre Dumayer.

20.35 Roswell. De Jeremy Paul Kagarı. Oné Onémas

France Supervision

Arte

Téva

TF1

RILT

NOTRE CHOIX

SAMEDI 15 NOVEMBRE -

• 11.55 La Cinquième Aux quatre soins du monde Les combattants

de l'humanitaire 14.55 K 2000 POURQUOI REJOINT-ON une

organisation humanitaire? Pour venir en aide à des gens en situation de détresse mais aussi, Médecins sans frontières (MSF) interrogés dans Aux quatre soins du monde, enquête en deux volets proposée par le magazine « Business humanum est », pour « réaliser un rêve de môme », « changer de vie », « pour voyager », « par goût de l'exotisme ». Les candidats sont nombreux, mais il y a peu d'élus. La sélection est sévère : les moins de vingt-quatre ans sont écartés - « Il faut avoir une expérience suffisante de la vie pour intervenir dans des zones en crise », explique un responsable des ressources humaines de MSF - ainsi que ceux dont le parcours professionnel ne correspond pas aux be-soins de l'association. Celle-ci emploie avant tout du personnel médical mais accueille aussi des techniciens de toutes sortes. « On ne vo pas en Angola seulement pour tenir la main », souligne le responsable de MSF, surpris du nombre de candidats qui ont leur « bonne

volonté » pour tout bagage. Fidèle à son principe, « Business humanum est » furête, interrose, donne des chiffres. Après un bref historique, on découvre comment fonctionne une entreprise dont la raison d'être est de sauver des gens. Les caméras nous promènent du siège parisien - une véritable ruche - à la base logistique de l'organisation, située sur le terrain d'aviation de Bordeaux-Mérignac, où sont stockés véhicules et médicaments. On accompagne aussi dans Paris une équipe en mission de soutien aux toxicomanes. Car la souffrance hu-

maine est aussi au coin de la rue. Témoignages et explications sont livrés à toute vitesse, on a un peu de mal à reprendre son souffie. Et les calembours du présentateur Thomas Hervé sont exaspérants. Mais l'ensemble est informatif, en dépit d'une mise en page un peu désordonnée. La semaine prochaine, un second volet présentera l'action de MSF ao plan international. Le magazine a suivi une mission en Abkhazie. province de Géorgie ravagée par deux années de guerre.

Sylvie Kerviel

* Rediffusion: mercredi 19, 14.30.

TÉLÉVISION

PROGRAMMES

13.20 Reportinges.
Touche las à mon cèpe ! 13.55 MacGyrex.

15.50 Brentwood. 16.45 California College : Les Joinelles de Sweet Valley 17.15 Hercute. 18.05 Extrême mraence.

20.00 Journal Le Résultat des courses, Météo. 20.47 Simple comme... 20.50 La Grande Débrouille. 23.00 Patinage artistique. 0.75 Formule foot 1.00 TFI nett, Météo.

1.10 Embarque: Cambridge. ment porte nº 1. FRANCE 2 13.45 ➤ Les Documents de Savoir plus. 14.40 et 15.05, 17.30 Samedi sport. 14.45 Tierce 15.45 Rugby, France · Afrique du Sud. 17.50 Sameli champions. 18.50 1 000 cufants vers Pan 2000. 18.55 Ferce attaque... Ange 19.50 Thrage du Loto.

19.55 Au nous du sport. 20.00 journsi, L'Image du jour, A cheval, Météo. Tirage du Loto. 20.55 Pattes la fête au bout du monde. 23.50 Du fer dans les épinards. 1.00 Journal, Météo. 1.15 Troisjème mi-temps.

FRANCE 3

14.05 Evasion. L'Ubaye.

14.40 Les Pieds sur l'iterhe.

15.10 Destination pêche, Histoires d'eau.
Ecrevisse, la sentinelle de nos rivêres.
H, O. Piniall, des libetiules à l'écrevisse.
Trucs et astuces : l'écrevisse appâtée
par lebas.

15.40 Coul-surs pays.

18.13 Expréssion directe. RPR.

18.20 Questions pour un champion.

18.45 et 1.55. Un livre, un lour.

18.45 et 1.5.0u livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'informa 20.01 et 23B0 Météo.

20.05 Pa si la chanter. 20.35 Toutle sport. 20.50 Doctour Sylvestre. Programme: Substitution. 22.30 Strip tease. Une semaine infi

Mort à crédit. Chirac, ma femme et mo. Les enfants du paradis.

23.40 Sotr s. 23.55 Grain de philo. L'égalité. 0.55 Espace francophone. 1.10 New York District.

CANAL +

➤ En clair Jusqu'à 14.00 13.50 Le journal de l'emploi. 13.55 Hamiball. Dunkerque - Montp 15.30 Footpall américain. 17.65 Les Superstars du catch. ► En ciai Jusqu'à 20.35 17.55 Décide pas Bunny. 18.50 et 22.05 Flash infos

19.00 T.V. . 20.05 Les shupson. 20.30 Le journal du cinéma. 20.35 L'Erfer des neiges. Télétim de Peter Mass 22.15 Jour de foot.

1.35 Basket-ball. ASVEL - PSG-Rading.

3.10 Guantanamera
Film de Fornas G. Alea
et Juan C. Tablo (v.).
4.55 Le Cavalier du diable.
Film d'Ernest Dickerson.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.20 Va savoir. En bivouar avec Napoléon. 14.00 Fête des bébés. Nuit au Samu. 1430 Le Cinéma américain. [8/10]. Le film à l'âge de la télévision. 15.25 Feneure sur court.

16.00 L'Afrique sauvage. [2/3].
17.00 Les Enquêtes du National
Geographic. La vie en équilibre.
17.30 Raconte-moi la France. Le Nord.

17.55 Le journal du temps. 18.05 Les mots qui chantent 19.00 KYTV. (12/18). Talking Heads. 19.25 Les Secrets du Nil.

19.30 Histoire parallèle. Semaine du 15 novembre 1947. De l'aide américaine au plan Marshall. 20.15 Le Dessous des cartes. Comment va l'Irak ? 20.30 8 1/2 Journal.

20.45 L'Aventure humaine. L'Armée d'arglie des Ch'in. 21.40 Metropolis. 22.40 Du rouge à lèvres sur ton col. [4/6]. 23.40 Music Planet. Jimmy Olif, Moving On. 0.40 Le Passage du Nord-Ouest. Téléfilm de Bernard Dumont.

M 6

13.15 V.

14.20 Space 2063. 15.15 Surfers détectives 16.05 Les Têtes Brûlées. 18.00 Chapeau meion et bottes de cuir. 19.05 Turbo. 19.40 Women.

19.40 Warning 19.54 6 minutes, Météo. 20.05 Hot forme, La sommeil. 20.50 Aux frontières du réel.

20.30 Aux ironicres du réel.
Li queue du dable. O Amour fou.
22.40 Belle comme le diable.
Téléfim O de Robert Iscove.
0.15 Le Monstre évadé de l'espace.
1.05 Boulevard des citps.

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Nouveau répertoire dramatique. Les Quatre Morts de Morie, de Carole Fréchette.

22.35 Optis.

0.05 Le Gal Savoir. Laurence Louppe, historienne de la danse, écrivain et critique d'art.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 A l'Opéra. 20.00 Opéra. Léonore ou l'amour conju d'après le mélodrame français de Bouilly, de Beethoven. Christoher Ventris (Florestan), Susan Anthor (Léonore),

(Léonore). 23.07 Présentez la facture. A la recherche du Moyen Age

RADIO-CLASSIQUE

19.50 Intermerzo. Ceuvres de Mendelssohn, R. Schumann, Liszt, Rimsky-Kor 20.40 Haydn à Estexhazy. Ceuvres de Werner, Haydn, Starzer.

22.35 Da Capo. Georg Solti. CEuvres de Beethoven, Moz

 Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». On peut voir.

17.00 La Forêt tropicale expliquée

aux enfants. [1/3].

18.00 Les Figures de la foi. [1/3]. Origine de Suède.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES: LES CODES DU CSA: On petr voir.

Ne pas manquer.

Ci Public adulte
ou intendit aux moins de 12 ans
Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radie et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.

Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

O Accord parental souhaitable

A Accord parental indispensable
ou Interdit aux moins de 12 ans

20.20 Kurt Masur dirige Mendelssohn:

La Symphonie italienne. Muzik

Star Trek: la tiouvelle génération. Prise de commandement (v.o.). Canal Jimmy 0.35 Star Trek: 0.40 Nestor Burma. Les Cadavres de la plaine Monceau. 1.20 Scinfeld. Danse avec les fous (v.o.).
Canal Jimmy

Le Monde

La ville de Fréjus va régler 35 millions de francs au promoteur René Espanol en dédommagement

Cette transaction met fin au contentieux judiciaire visant l'ancien maire François Léotard

UN ACCORD est intervenu, mercredi 12 novembre, entre la mairie de Fréjus (Var) et le promoteur immobilier René Espanol. La plainte de cet entrepreneur avait · été à l'origine de l'« affaire » de Port-Fréjus, qui avait valu à Francois Léotard, alors maire de la ville et aujourd'hui président de l'UDF. d'être inculpé d'ingérence, de trafic d'influence et de corruption, avant de bénéficier d'un non-lieu fondé sur la prescription des faits.

Aux termes de cet accord, M. Espanol et sa famille percevront, à partir du 15 février 1998, 35 millions de francs de la ville. En échange, explique l'actuel maire de Fréjus, l'UDF Elie Brun, M. Espanol s'engage à retirer l'ensemble de ses plaintes qui visaient tant la ville que la société d'économie mixte chargée de la réalisation de Port-Fréjus et les promoteurs intétessés. M. Brun indique, en outre, que la ville de Fréjus se téserve le droit " de se retourner contre l'Etat » dans les jours qui viennent.

Cet arrangement vient clote un différend marqué par plus de sept

ans de bataille juridique et judiclaire. A l'origine, M. Espanol, qui avait entrepris la réalisation d'un programme immobilier sur un terrain dont il était propriétaire, est exproprié par la municipalité de Fréjus. Celle-ci a son propre projet, comportant notamment la construction d'un port de plaisance. Elle en a confié la réalisation à la Société d'économie mixte de l'aire de Fréjus (SEMAF), créée pour l'occasion et présidée par

M. Léotard.

INFORMATION CONTREX Saisi par M. Espanol, le tribunal administratif de Nice annule, le 12 mai 1989, la déclaration d'utilité publique qui avait servi de base à son expropriation. Le plaideur, qui ne parvient pas, pour autant, à ren-trer en possession de son terrain, engage alors une guérilla de longue haleine contre la mairie et M. Léotard, accusés d'avoir favorisé des intérêts privés sous couvert d'utilité publique.

Inculpé le 29 juin 1992, notam-

modique en échange d'avantages consentis à l'un des promnteurs impliqués dans le projet, M. Léotard bénéficie, quelques mais plus tard, d'un premier non-beu partiel, fondé sur la prescription des faits. Un second suivra le 31 mai 1994. La bataille juridique n'en avait pas pour autant cessé.

Depuis le mois de juillet, une seconde « affaire », elle-même dérivée du dossier de Port-Fréius, était venue embarasser M. Léotard. Au cours d'une perquisition à la mairie de Fréjus, les gendarmes avaient découvert deux « faux tampons », reproduisant le cacbet de la sous-préfecture de Draguignan (Var), qui auraient notamment été apposés sur les copies de délibérations municipales portant sur la reprise, par la ville, des dettes de la société d'économie mixte concessionnaire de Port-Fréius. La mairie a reconnu leur existence mais a évoqué des commodités de secrétariat.

Le parquet du tribunal de Drament soupçonné d'avoir acquis guignan a cependant ouvert, jeudi

une maison pour une somme 13 novembre, une information contre X dans cette * affaire * qui a déja fait l'objet de plaintes, émanant notamment de l'ancien préfet du Var, Jean-Charles Marchiani. Cette procédure est la conséquence de la plainte d'une hôtelière de Fréjus, dont l'établissement a été fermé il y a trois ans, qui soupçonne que les tampons de la sous-préfecture de Draguignan lui signifiant cette mesure pourraient bien être le fait de la mairie de Fréjus.

C'est dans ce cadre que M. Léotard a démissioné, le 8 septembre, de ses mandats de maire et de conseiller municipal de Fréjus. Le président de l'UDF avait alors invoqué sa campagne comme chef de file de la droite dans le Var aux élections régionales de mars 1998, et sa crainte que son rôle politique ne fasse de Frejus la « cible offerte à la molveillonce quotidienne ». Son successeur, le premiet adjoint (UDF) Elie Brun, avait fait du règlement du conflit avec René Espanol l'une de ses priorités. La négociation avait été entamée il y a plus

Les adieux politiques d'un feu follet médiatique

Vosges, battu aux élections législatives de mai-juin, jette l'éponge. L'ex-vibrionnant trésorier national du Parti républicain (devenu Démocratie libérale sous la présidence d'Alaln Madelin), titre qui lui valut en janvier 1995 une mise en examen dans l'« affaire » de financement de cette formation, arrête. Il abandonne, pêle-mêle, « lo vie politique octive », les Vosges et leur célèbre ligne bleue, pour gagner les hauteurs plus confinées, mais nettement plus haussmanniennes, de la panque Lazard. A quarante ans. il a fait part aux Instances départementales de son parti de sa décisión de ne pas se représenter au prochain scrutin régional.

M. Thomas restera président de la commission des finances du conseil régional de Lorraine, que préside son ami Gérard Longuet, jusqu'aux élections de mars 1998. Il conservera encore, pour quelques mois, la présidence de l'UDF du département afin de permettre une transition douce. Mais rien de venant après la démission du président du RPR, Philippe Séguin, de la mairie d'Epinal, ce dernier restant bien entendu député, on pourrait croire que les rigueurs des climats de l'est ont, en cet automne, des effets dévastateurs dans les rangs de l'opposition.

Il n'en est évidemment rien. Ambitieux, fatigué par la « vie de chien » d'homme polltique dont il estime avoir fait le tour, l'ancien nissaire aux finances a désormais envie d'autre chose. De confort. Et retourne à ses premières amours: le business, où il avait commencé comme homme de marketing chez le lessivier Procter et Gambie, puis chez Christian Dior Parfums. Le porte-parole du groupe UDF sur le budget qui agaça, avec talent, deux années durant, le gouvernement d'Alain Juppé par ses interventions de feu follet médiatique, celul qui proposait là de réduire de 4 milliards de francs les dépenses

JEAN-PIERRE THOMAS, ancien député de | plus. Après, c'est terminé. La nouvelle inter- | de l'Etat, ici de diminuer de 2 points la taxe intérleure sur les produits pétroliers, ne

s'amuse plus. M. Thomas, qui fut en 1996 le rapporteur de la proposition de loi sur les fonds de pension, rejoint Lazard Gestion Banque, la structure gestion d'actifs de la banque d'affaires. Il s'y occupera précisément de fonds de pension et d'épargne-rettaite. A l'instar d'autres banques, telle JP Morgan, qui gère 1,5 milliard de francs pour Rhône Poulenc, Lazard ambitionne de s'approprier une part non négligeable de ce marché épargne-retraite.

La reconversion de M. Thomas va en tout cas faire un heureux: Henri Plagnol, membre du Conseil d'Etat, député centriste du Val-de-Marne. A trente-six ans, ce conseiller municipal de Saint-Maur-les-Fossés va reprendre le désormais très recherché flambeau des fonds de pension au sein du groupe parlementaire

Caroline Monnot

Le ministre des transports exige que la RATP s'équipe de 200 autobus « propres »

IEAN-CLAUDE GAYSSOT exige que la RATP s'équipe en « bus proptes ». Le communiqué du ministre (PC) de l'équipement, du logement et des transports, publié ieudi 13 novembre, ne laisse guère de place aux atermoiements : il demande à la Régie d'« expérimenter des autobus utilisant des carburants propres et d'en évaluer l'impoct du point de vue de l'environnement, de lo fonctionnalité du motériel et des coûts d'usage ». Cette prise de position intervient alors que la RATP venait de lancer un appel d'offres pour une commande de 1 100 autobus diesel dans les trois prochaines années.

M. Gayssot demande que « dans le cadre du renouvellement du parc des autobus, deux cents véhicules foisant appel à des technologies propres [soient] commandées par la RATP ». Il précise que les cent premiets seront livrés début 1999 et représenteront 30 % des acquisitions de l'année. Depuis février 1996, la RATP était en discussion avec Gaz de liquide une trentaine de bus sur deux lignes au départ d'Aubervil-

Au moment où le cabinet de sa

collègue Dominique Voynet (Verts) promet la publication imminente du décret sur la « pastille verte » pour les véhicules non polluants, Jean-Claude Gayssot annonce également « l'occélération des programmes de recherche et d'expérimentation sur le diesel o base teneur en soufre fonctionnant avec un pot catalytique et un filtre à particules ». Selon le ministre, cette mesure devrait permettre à la RATP de moderniser deux mille de ses bus, soit la moitié de sa flotte, d'ici trois ans. Il reste encore mille cinq cents autobus de plus de dix ans, polluant trois à cinq fois plus qu'un véhicule moderne, à Paris et en banlieue. La RATP n'exploite que deux minibus électriques, sur la butte Montmartre.

Jean-Paul Bailly, président de la RATP, a exprimé dans Le Figuro du

France pour faire fonctionner au gaz 3 novembre des réserves lièes aux coûts et aux problèmes de stockage ou de sécurité concernant l'utilisation du gaz naturel comprimé (GNV): il montre sa préférence pour l'utilisation d'un carburant diesel dépollué, ou pour le gaz de pétrole liquéfié (GPL), et souligne l'absence d'homologation pour les autobus fonctionnant avec ce der-

nier carburant. Le nouvel appel d'offres, modifié selon les souhaits de son ministre de tutelle, sera lancé au début de 1998. La consigne du ministre des transports intervient au moment ob une enquête du Syndicat des transports parisiens (STP) confirme Fadhésion des Franciliens aux mesures destinées à améliorer la qualité de l'air : 83 % des habitants de Paris et de la région se disent favorables aux restrictions de circulation prises le 1 octobre pour faire face à un pic de pollution.

Christophe de Chenay

Les préférences de M. Strauss-Kahn pour le CIC

INTERROGÉ par les sénateurs. dans le cadre des questions d'actualité, le ministre de l'économie a dressé, jeudi 13 novembre, le portrait-robot du CIC privatisé. « Une fais dans le secteur privé, il doit être une institution dons laquelle il n'y oit pas de concurrence trop étroite avec un quelcanque outre réseau qui ferait que, des deux côtés de la rue, dons lo même ville, une concurrence mal venue s'installe », a-t-il déclaré. En énonçant ainsi ce qu'il ne souhaite pas, Domninique Strauss-Kahn a disqualifié des candidats comme la Société générale - qui a déjà annoncé sa candidature - et la BNP, qui ne s'est pas encore prononcée officiellement.

Lors de la première tentative de privatisation du CIC, il y a tout juste un an, ses salariés s'étaient violemment opposés à la reprise de leur groupe par l'une de ces deux banques de crainte que le rapprochement des deux réseaux n'entraîne des licenciements. La déclaration du ministre confirme implicitement sa préférence pour le Crédit commercial de France

Pour que l'opération réussisse, le gouvernement s'attacbera à « gorantir l'unité, la cohésion du groupe, d loquelle chocun est attaché, et san ancrage régionol », a indiqué M. Strauss-Kahn. Pour cela, a-t-il ajouté, * il faut qu'à la tois soit assurée la localisation des sièges des bonques régianales dons les villes où elles sont et qu'en oucun cas le rachat ou l'associotion o une outre bonque constitue finalement une manière de déloco-

Misérable ver de terre

par Pierre Georges

PITIÉ pour les secrétaires! Pitié pour nos assistantes! Un lecteur indigné, et fort moqueur au demeurant, a sauté sur son téléphone hier pour signifiet en quel mépris définitif il tenzit l'auteur de ces lignes. Il venait de débusquet une erreur énorme, grosse comme vache dans une chronique, et ne se priva point de le faire savoir: · Madame, vous direz à ce monsieur que Lina Ventura n'o jamais joue, comme il l'écrit, dans Le Salaire de la peur. Vous lui direz que larsqu'an se pique de cinéphilie, on n'écrit pas des enormi-

tés pareilles! 🕶 Que croyez-vous qu'elle fit? Elle le lui dit, bien sûr. Non sans préciser qu'elle avait plaidé une cause nettement indéfendable, l'étourderie, l'imprescriptible droit à l'erreur, l'urgence du petit matin, toutes sortes de circonstances exténuantes. Mais moins se plait-on à le croire. elle le lui dit, avec une sorte de malignité dans l'œil, l'air de signifiet : « Ban. ço va paur cette fois. Mois n'y revenez plus. On ne va tout de même pas se faire engueuler tous les jours pour vos

De fait, c'en était une. Et une

belle. Même si l'on ne se pique pas le moins du monde de cinéphilie et d'ailleurs de pas grandchose d'autre dans la vie. Alors, pourquoi cette confusion? Sans doute, l'un de ces télescopages obscurs de la mémoire et de l'actualité qui fit prendre Lino Ventura pour Yves Montand. Et Inversement. Car, génétiquement, c'est établi, c'est blen Montand qui pilotait le camion de nitroglycérine aux côtés de Charles Vanel. Et non, évidemment, Lino Ventura que l'on vit bien, un jour, eo marcel camboutsard, au volant d'un groscul. Mais on ne sait plus dans quel film et on ne se risquera pas à le préciser.

Tout cela pour dire, et pour le besoin de la transition, qu'on se sent, ce matin, dans la situation d'un misérable ver de terre. Cela tombe bien. Des scientifiques ont décidé d'accorder aux vers de terre tout l'intérêt qu'ils méritent. Une dépêche AFP en provenance des Amériques nous apprend que des chercheurs de l'université de San Francisco viennent de publier, dans la revue Science, le résultat de leurs travaux sur le coemorhabditis elegans.

Le susdit est un brave ver, mais de l'espèce éphémère. La nature ne lui accorde, en effet, qu'une espérance de vie fort limitée. Trois semaines, en gros, pour passer de vie à trépas. Donc, nos chercheurs ont passé caernorhobditis l'Elégant à la question génétique. Et ils ont fait une découverte capitale. Du

Chez l'aimable ver, ils ont découvert. isolé, identifié - soyons prudent -, un gène, le daf-2, chargé de la régulation de la production d'insuline. Ils ont établi qu'une fois mis en sommeil, ou tout du moins ralenti, le gène freine le vieillissement du ver sans toutefois en affecter le métabolisme ni la fertilité. Qu'en somme, oh miracle l'avec soo daf-2 tournant au ralenti, l'Elégant pouvait vivre six

Et comme un bonheur n'arrive jamais seul, les chercheurs ont trouvé chez le ver un autre gène, le daf-16, dit de la tamille des « fourchus ». Et que fait daf-16 à daf-2? Il le ralentit naturellement! Une petite manip génétique et, bop, roulez jeunesse, l'élixir de jouvence. La belle affaire, direzvous. Erreur! Daf-2 et daf-16 existent aussi chez l'homme, ce vermisseau pensant. Alors, imaginez la suite!

«Le Monde» sur LCI

À PARTIR du samedi 15 novembre, la chaîne câblée LCI diffusera chaque week-end une nouvelle émission conçue en partenariat avec Le Monde. Animé par Jean-François Rabilloud, de LCI, et Edwy Plenel, directeur de la rédaction du Monde, ce magazine intitulé « Autour du Monde » sera programmé à 12 h 10, puis rediffusé le samedi après-midi (tranche 16-17 heures) et le dimanche (12-13 beures, puis 23-0 heure). Des débats ou des entretiens avec des invités prolongeront ainsi le traitement dans nos colonnes d'un sujet d'actualité. La première émission sera consacrée à l'Algérie avec pour invités l'écrivain Tahar Ben Jelloun et le chercheur Alain

La romancière Lydie Salvayre reçoit le prix Novembre

Le prix Novembre 1997 a été attribué, jeudi 13 novembre, à Lydie Salvayre, pour La Compagnie des spectres, publié au Seuil («Le Monde des livres » du 12 septembre). La lauréate, candidate malheureuse lors des récents prix Goncourt et Renaudot, prend donc sa revanche, l'emportant au second tour de scrutin, contre Pierre Michon pour Trois auteur: (Verdier) et Jean-Paul Kauffmann pour La Chambre noire de Longwood (Ed. de la Table ronde).

■ VENTES : Christie's, la célèbre maison anglo-saxnnne de vente aux enchères, va implanter ses nouveaux locaux dans l'immeuble occupé jusqu'alors par la galerie Arteurial (9, avenue Matignon, dans le 8º arrondissement de Paris), qui doit fermer à la fin du mois de décembre. La nouvelle circulait depuis quelque temps sous la forme d'une rumeur. Elle a été confirmée par Hubert de Givenchy, qui préside le conseil de surveillance, et Hugues Joffre, président du directoire. L'adresse de l'avenue Matignon est l'une des plus prestigieuses de la capitale. Sotheby's, la maison rivale, ouvrira au public - dans la première quinzaine de mars 1998 - les portes de ses nouveaux locaux situés à l'emplacement de l'ancienne galerie Charpentiet, 76, rue du Faubourg-Saint-Honoré. Christie's comme Sotheby's attendent l'ouverture prochaine aux sociétés commerciales du marché français des ventes aux enchères publiques.

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE Cours relevés le vendredi 14 novembre, à 10 h 15 (Paris) DES PLACES ASIATIQUES Tokyo Nikkei 15082,52 - 2,23 - 22,10 Honk kong index 9957,33 + 2,43 - 25,98 Tokyo: Nikkei sur 3 mois

DES PLACES EUROPÉENNES Cours au Var. en % Var. en % 14/11 13/11 fan % 2743,89 +1,60 +18,49 Amsterdam CBS 852,59 + 0,67 + 31,52 Francfort Oax 30 Irlande ISEQ 3657,40 Londres FT 100 4711 Madrid liber 35 Milan Mila 30 22271 +1,51 +41,58 5471,80 +0,99 +58,80

Tirage du Monde daté vendredi 14 novembre : 528 499 exemplaires.

Un responsable islamiste algérien s'enfuit de Belgique

ASSIGNÉ à résidence à Bruxelles depuis novembre 1996, aptès sa condamnation à une peine de prison avec sursis pour « association de malfoiteurs formée en vue d'atteintes aux personnes et oux biens », le responsable islamiste algérien Ahmed Zaoui s'est enfui de Belgique, au debut da mois, pour se réfugier en

Suisse. Annoncée jeudi 13 novembre par le quotidien bruxellois Le Soir, cette nouvelle a été confirmée, vendredi, par des responsables de la lutte antiterroriste en France, où la fuite de cet homme, considéré comme l'un des chefs du Groupe islamique armé (GIA) en Europe, provoque une

inquiétude certaine. Ancien imam d'une mosquée de la région d'Alger, Ahmed Zaoui avait quitté l'Algerie en 1992 avant d'être arrêté en mars 1995 en Wallonie, lors d'un coup de filet opéré sur la base de renseignements transmis par la police francaise. Un document signé du GIA avait alors « mis en garde le gouvernement belge » en lui « ardonnont de libérer les frères arrêtés, notamment le frère Abou Houdoifo Ahmed

EZZOOUI ». La cour d'appel de Bruxelles avait cependant condamné l'intéressé, le 20 novembre 1995, à quatre ans de prison avec sursis. Revendiquant son appartenance au Pront islamique du

salut (FIS) algérien devant la justice belge, Ahmed Zaoui s'était démarqué du GIA : « Je suis contre cette violence aveugle qui o dépassé les fronderes. Mais j'incite la classe politique en Occident à avoir plus de souplesse vis-o-vis des islomistes », avait-il

Assigné à son domicile bruxellois, après avoir passé une année en détention, Ahmed Zaoui semble avoir profité d'un défaut de surveillance policière pour quitter le royaume, Début octobre, il avait annoncé la création d'un Conseil de coordination du FIS à l'étranger.

Erich Inciyan liser ces sièges ».

أأأكم أأقتله والمواصلات والمالية

'ashington_{it} Dury & Jenir obleme in itare le pon

35/5

324.

Marine S & M. SE STATE LAND ACTIONS OF THE PROPERTY OF THE P

mie Franke gang Fergust. 1986 de Casta et e long de I ingeles

The state of the s

the day water.

Mers, her marries paralleles

effett specians : la serie.

MERCY SHOCK IS

E COUNTY OF CHARGE

CE CULLUME

The state of the state of

AND THE PARTY NAMED IN

Silie and Printers of the

CHIEF AN PROPERTY.

MARINE MARINETTE

ROOM TO ATE.

Extended the second

THE PARTY AND

a fram Africa berte bereit.

the wanted are release.

Language and a St.

LEMERICAL SHE SHE SHE'TE

here we make the second of the

AS A NOR PORT MARCH CARRY . T.

e tringing name after at Land Topposite t Sie Sigiliania

STORESTON A LINE WE HAVE ! THE T

CAMPBELL IN PROPERTY OF PARTY.

ACTION AND ASSESSED.

Ar heiner die fertige

S. CALLERY P. C. Continues for a second

LA STATE OF

THE POST THE PERSONNEL

A RECORDED PROPERTY

William to heart to

MARINE WAY TO A

M. Sparie Sec.

THE PERSON NAMED IN

William Planter

With Propaga Ste March Course.

M best track territory

Being symples is the

LADIO

government of the state of the and the second of the

Safety Response administration (Co. 16) participal Calabase Managers (M.

IN LINES IN THE SPANIS IS AND

COMPANY THE STATE OF THE PROPERTY

t Descrip de la Caragor.

Mark Market 1

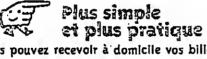
De meilleurs services:

st engagés.



Vous avez été consultés au printemps 96. Nous avons alors mis en place de nouvelux services en juin 1996 et mars 1997. Aujourd'hui, nous vous en donnens le bilan région par région : venez le chercher en gare. Vous découvrirez ce qui a été réalisé dans votre gare et le résultat de nos engagements nationaux dont voici quelques extraits:

898



Vous pouvez recevoir à domicile vos billets commandés par téléphone ou minitel. Vous êtes déjà plus de 250 000 à l'avoir fait.

Plus facile et moins cher

Depuis juin 1997, près de 600 000 Cartes 12-25 ont été demandées, pour plus de 4 millions de billets avec des réductions Jusqu'à 50 %. Toujours pour les 12-25 ans, 4 millons de billets Découverte 12-25 avec réduction automatique de 25 %, ont été délivrés.

Ils étalent 70 000 cet été, deux fois plus que prévu : les enfants de moins de 4 ans bénéficient désormais d'une place assise à 50 francs, quel que soit le trajet, avec le billet Bambin.

Plus ponctuel

90% des trains arrivent à l'heure à 10 minutes près. En juillet, c'était le cas pour 90,8%. Et pour les 4,9% des trains avec un retard important, nous compensons vos billets à 25 % pour plus de 30 minutes et à 50% pour plus d'une heure. Bons ou mauvais, nos résultats sont affichés régulièrement en gare.

Plus réactif et plus précis

Pour mieux yous informer et réagir vite en situation perturbée, nous avons mis en place un réseau Voyageurs Assistance reliant 1109 gares. 22 PC régionaux et un PC national. Prochaine étape : un numéro de téléphone SNCF unique, pour connaître rapidement et facilement les perturbations éventuelles.

Plus accueillant

a été mis en place.

Pour mieux vous informer et vous orienter, quarante gares ont créé des espaces d'accueil ou rénové leurs services.

Pour votre confort, soixante gares ont créé des

salles d'attente, installé des sièges dans les halls, des abris vitrés sur les quais... ou développé un nouveau service de portage des bagages. Un programme d'amélioration de la propreté a

ėtė lancė. Cent vingt gares se sont équipées de fauteuils roulants et des élévateurs facilitant l'accès aux trains ont été installés dans deux cents gares.

de Juger.

Du 24 NOVEMBIE au 5 CECTIBIE dans les gares, venez en discuter avec les cheminots.

FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN